

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

CONQUÉRANTS & CONQUIS AU MAROC

Contribution à l'Étude Sociologique
du Contact des Peuples

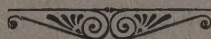
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 31 Mai 1934, à 13 heures

PAR LE

CAPITAINE PIERRE VALLERIE

PRÉSIDENT : M. MAUNIER, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. C. PERREAU, Professeur.
: M. ROCHE AGUSSOL, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^e
160, RUE SAINT-JACQUES

1934

CONQUÉRANTS & CONQUIS AU MAROC

Contribution à l'Étude Sociologique
du Contact des Peuples

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 31 Mai 1934, à 13 heures

PAR LE

CAPITAINE PIERRE VALLERIE

PRÉSIDENT : M. MAUNIER, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. C. PERREAU, Professeur.

: M. ROCHE AGUSSOL, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^e

160, RUE SAINT-JACQUES

—
1934



Note liminaire

Au moment où nous achevons cet ouvrage, les derniers bastions de l'insoumission marocaine viennent de tomber aux mains de nos soldats victorieux. La conquête est achevée, le contact est pris sur tout le territoire de l'Empire. De ce fait, la première et la deuxième partie de cette étude tombent dans le domaine de l'Histoire. Mais il reste désormais à maintenir et à développer ce contact, à assurer la pacification, c'est pourquoi, en revanche, la troisième partie prend un caractère plus actuel que jamais.

St-Cyr, le 25 mars 1934.

INTRODUCTION

Si l'on écarte le cas exceptionnel de l'occupation d'une terre vierge, toute entreprise de colonisation se ramène, en premier lieu, à un problème de contact entre deux races ou plutôt entre deux peuples différents.

Problème de contact, d'autant plus délicat, que le premier occupant se trouve être plus nombreux, mieux organisé, plus civilisé.

L'attitude que prend le colonisateur varie avec la conception même qu'il se fait de la colonisation. Une chose est certaine, c'est l'obligation de tenir compte de cette situation de fait : l'existence d'une population qui, même si elle est accueillante, est en général peu soucieuse de partager avec le nouveau venu les biens qu'elle tient d'une plus ancienne occupation.

Le problème s'est justement posé pour nous, et avec une acuité particulière, lors de notre conquête de l'Algérie. Sa nouveauté a expliqué bien des erreurs que nous avons pu commettre au début de notre occupation. Il s'est révélé plus délicat encore au moment de l'établissement de notre protectorat au Maroc où, géographiquement, cette étude sera limitée.

Là, comme en Indochine en particulier, nous avons eu affaire à une population relativement nombreuse, organisée, civilisée. Organisation et civilisation différentes de la nôtre

et consacrées par une très ancienne tradition. Sans doute, au moment même de notre pénétration, l'anarchie régnait-elle au sein de l' « Empire Fortuné ». Mais il faut reconnaître que cette situation troublée pouvait n'être que temporaire — l'histoire même du Maroc tend à le prouver — et, qu'en outre, les convoitises européennes, en proie au mal du partage de l'Afrique, cherchaient à exagérer l'état de ce nouvel « homme malade » pour justifier leur action.

Et, malgré cette anarchie, il subsistait une organisation politique et sociale dont nous avons été bien obligés de tenir compte.

Devant cette situation de fait, il n'est donc pas surprenant que le mode de gouvernement que l'on ait adopté à l'égard de ces populations indigènes soit le système du « protectorat ».

Tout en maintenant la sujétion du colonisé à l'égard du colonisateur, il l'atténue et crée entre eux une sorte d'association fictive.

Le protectorat est économique, *lato sensu*, parce que, ménageant les transitions et les susceptibilités, il est d'une réalisation plus facile que le gouvernement direct par la métropole et parce qu'il réduit au minimum le trouble apporté dans la population indigène par de nouvelles méthodes gouvernementales.

Il est durable et souple, parce qu'il peut, suivant les circonstances ou les nécessités, s'orienter vers une domination plus complète du colonisateur ou, au contraire, vers une association toujours plus étendue qui se traduira par une collaboration du colonisateur et du colonisé vers un but commun et dans une égalité toujours plus grande.

C'est ce mode de gouvernement que les contingences internationales d'une part, et d'autre part une orientation na-

turelle de l'esprit, nous ont amenés à adopter à l'égard de l'Empire chérifien.

Les institutions humaines sont des réalités vivantes. Le protectorat n'est pas un moule rigide dont on puisse coiffer une colonie ou un état protégé ; pour qu'il soit « une réalité durable », il faut que la formule soit particulièrement souple et capable d'évolution.

L'une des conditions de sa durée, de son adaptation constante aux circonstances et aux besoins, c'est le maintien d'un contact aussi étroit que possible avec la population indigène.

Nous ne resterons au Maroc qu'autant que ce contact saura être maintenu. Or, « il y a deux problèmes coloniaux : la « mise en valeur, la mise en contact ; l'exploitation des « choses, mais aussi l'association des hommes. Le premier « est traité amplement ; le second est à peine posé ». (René Maunier, *Sociologie coloniale*.)

Cette recherche du maintien du contact nous est d'autant plus indispensable que notre présence et l'ordre que nous instaurons tendent à développer chez l'indigène un nationalisme qui n'existait que très peu ou parfois pas du tout avant notre venue.

Il faut donc nous rapprocher d'eux, « faire tomber par les relations journalières et amicales leur prévention contre nous, par la conversation et l'exemple de notre vie, modifier leurs idées », créer l'association des cœurs et des esprits.

L'histoire de la colonisation semble donc devoir être bien plutôt l'histoire de la formation, de l'évolution de ce contact des races que l'histoire de l'exploitation des choses.

Quand on parcourt l'histoire de la colonisation française, on demeure surpris des hésitations et des incertitudes qu'a marquées, de tout temps, notre politique coloniale. Si, de

là, on contemple l'ampleur des résultats obtenus, on ne peut s'empêcher alors d'admirer l'œuvre accomplie par ces grands Français qui surent, malgré l'inconstance de l'opinion publique, créer la France d'outre-mer.

C'est que cette notion du contact est mal appréciée. Deux grosses erreurs semblent se retrouver fréquemment dans l'esprit du grand public colonial, « si tant est qu'il y en ait un » : la méconnaissance de l'importance du temps, et la confusion de ces deux termes : conquête et pacification.

Le temps travaille pour les conquérants. Nos adversaires le comprennent bien — nous aurons l'occasion de le montrer —, mais c'est nous qui l'oublions trop souvent.

Rappelons-nous que « ce n'est qu'au bout de trois siècles et demi après sa prise définitive de possession par les Romains que la Province romaine d'Afrique atteignit toute sa prospérité. » (Leroy-Beaulieu).

Il ne s'agit pas d'aller vite. Il s'agit, avant tout, d'aller sûrement, de trouver le procédé qui « ne ramènera pas à la mer ».

Ce procédé, Bugeaud l'avait en partie découvert ; Galliéni le mit au point ; Lyautey « le magicien » en fit un emploi prestigieux.

Ils savaient que la colonisation est une œuvre « d'une grande lenteur et d'une grande persévérance », qu'il ne s'agissait pas seulement d'acquérir, qu'il fallait encore conserver. Ils savaient que la méthode doit être consciencieuse ; « elle commence la maison par les caves, et non pas par les étages ; cela est lent, cela est cher, mais cela est durable ». (Chailley-Bert).

La conquête peut paraître chose relativement aisée, relativement rapide. La pacification, par contre, est extrêmement lente. C'est qu'il s'agit ici de la conquête des cœurs

et des esprits. Il faut convaincre, il faut habituer l'indigène à notre présence, à nos méthodes. Après avoir pris le contact, il faut le maintenir. La pacification ne sera vraiment complète que lorsque colonisateurs et colonisés se connaissant parfaitement, auront pleine confiance les uns dans les autres. Cela dépasse l'œuvre d'une génération.

Conquête, pacification, association, trois termes qui se suivent sans doute, mais qui se pénètrent, qui s'enchevêtrent même intimement, d'une façon telle qu'aucun ne puisse être détaché du tryptique qu'ils forment. Au cours de ces trois phases, le contact va naître, se développer, s'affermir, ou, au contraire, s'évanouir, et tout risquera bien d'être à recommencer.

Il est regrettable que les études sur cette formation, cette réalisation du contact, si nécessaires comme nous venons de le voir, soient si peu développées en France.

Dans ces trois termes, conquête, pacification, association, on retrouve à l'origine l'action du conquérant, du soldat, du guerrier. C'est à lui que va échoir ce redoutable honneur de prendre le contact, de le maintenir aussi longtemps que les esprits ne seront pas entièrement pacifiés.

En matière de colonisation, on ne parle guère, pour ne pas dire on n'aime pas parler, de ce premier artisan : le soldat. Tout au plus lui fait-on la grâce, comme disait Galiléni, de quelques interpellations qui ne l'émeuvent point.

Il semble que le « Français moyen », qui aime peu s'expatrier, soit jaloux de la gloire, qu'il n'accorde souvent qu'à titre posthume, de ceux qu'il appelle des coureurs d'aventures. Leurs exploits gênent ; souvent même on tait leurs ultimes sacrifices.

Et si l'on cherche déjà à diminuer le rôle du soldat dans la conquête, il n'apparaît plus du tout dans la pacification.

C'est souvent, dans ce domaine, l'ignorance la plus complète.

N'oublions pas que la guerre est, la plupart du temps, à l'origine des relations que nous avons avec les indigènes. « Mais on verra que même les guerriers sont des agents de « liaison. »

Que ces premiers contacts soient d'une importance capitale pour l'avenir même de la colonisation, c'est ce que personne ne mettra en doute.

C'est pourquoi nous avons cru utile d'étudier en détail les modalités et les effets de cette mise en contact des conquérants et des conquis.

Nous ne chercherons pas à tout dire ; le voudrions-nous, que cela nous serait impossible, tant la matière est vaste ; aussi, nous nous limiterons dans le temps et dans l'espace.

Dans le temps, en nous bornant à étudier comment s'établit ce contact au moment de la conquête, à exposer les efforts que déploieront nos officiers pour le maintenir et le développer.

Dans l'espace, en nous bornant à voir ce qui se passe au Maroc. Il nous serait facile de trouver des exemples similaires dans nos autres colonies, soit d'Afrique, soit d'Asie, mais nous nous limiterons au Maroc, que nous connaissons pour y être allé.

Si nous cherchons à mettre en relief quelque chose que nous considérons comme méconnu, qu'on n'aille pas nous accuser de faire une apologie. Nous chercherons, au contraire, à rester le plus objectif possible, de façon à permettre à notre travail d'avoir ce caractère scientifique que nous voudrions pouvoir lui donner. Il ne s'agit pas d'une étude normative, mais d'une étude purement positive.

En multipliant les exemples concrets, nous nous efforcer-

rions de rendre cet exposé le plus vivant possible. Nous serons heureux si nous avons ainsi réalisé en partie le souhait formulé par M. René Maunier dans son introduction à sa « Sociologie coloniale » : « Il faudrait posséder « d'amples monographies circonstanciées, qui dégageraient, « méthodiquement et typiquement, les modes et les effets « de la mise en contact. Nous n'en avons quasiment point « jusqu'à présent. »

Nous avons cherché à remonter jusqu'aux sources premières. La majeure partie de notre documentation nous a été fournie par les notes que nous avons pu prendre nous-même pendant notre séjour au Maroc, par les lettres et les mémoires reçus de ceux-là mêmes qui sont les premiers artisans de ce contact, par des rapports qu'ils établirent ou qui furent établis par leurs chefs.

Et, puisque nous parlons des moyens que nous avons pu utiliser, nous en profiterons pour exprimer toute la reconnaissance que nous devons à tous ceux qui nous ont aidé dans l'accomplissement de cette tâche, à MM. le Général Simon, le Général Frère, le Lieutenant-Colonel Messal, qui nous ont fait l'honneur de leurs conseils et de leurs encouragements et à tous les officiers de tout grade qui ont bien voulu nous confier des notes ou des documents qui nous ont été précieux.

Cet ouvrage sera divisé en trois parties.

La première partie étudiera la statique du contact, les données du problème, quelles sont les conditions politiques, sociales et militaires dans lesquelles le contact va s'établir entre conquérants et conquis.

La deuxième partie sera consacrée à la dynamique du contact, comment on le prépare, comment on le réalise, quelle est son évolution.

Enfin, dans une troisième partie, nous passerons en revue les effets de ce contact, tant sur les conquis que sur les conquérants.

Il ne nous restera plus ensuite qu'à tirer les enseignements que cette étude nous aura suggérés.

PREMIÈRE PARTIE

Les Données du Contact

Avant d'étudier l'histoire de la formation et de l'évolution du contact entre les indigènes et nos soldats, il semble utile de bien préciser, en premier lieu, les conditions dans lesquelles ce contact va pouvoir s'établir ; de faire, en somme, le point où, si l'on veut, le bilan de la situation, au moment où ce contact va être pris.

Ces conditions, qu'elles soient politiques, sociales ou militaires, nous sont imposées. Les unes le sont par les traités, ce sont les conditions politiques ; les autres par le milieu ; les troisièmes, en outre, sont fortement influencées par des considérations de défense nationale, d'ordre budgétaire ou de simple sécurité tactique dont il nous faut bien aussi tenir compte.

Les conditions *politiques* sont, en général, parfaitement connues. De savants ouvrages en ont étudié les modalités et les effets. Aussi, serons-nous très brefs sur ce point, nous contentant de renvoyer, dans la plupart des cas, à la bibliographie.

Les conditions *sociales* le sont déjà un peu moins. Ici, nous serons amené à nous étendre un peu plus.

Quant aux conditions *militaires*, elles n'ont guère intéressé jusqu'à ce jour que les spécialistes. Très mal connues et dans la nécessité où nous sommes de les voir sous l'angle un peu spécial de cet ouvrage, il ne sera donc pas surprenant que nous ayons été amené à développer davantage cette partie. Nous nous excusons d'avoir ainsi sacrifié l'harmonie de la composition au souci d'une étude sérieuse de la question.

Une remarque ici s'impose. Pour ne pas augmenter démesurément le volume de cet ouvrage, nous avons cherché à dégager seulement, dans cette partie, les idées générales, à établir quelques principes sûrs, quelques classifications bien nettes.

Si cette méthode est un avantage certain pour l'exposition, elle est un inconvénient sérieux dès qu'il s'agit de parler des choses marocaines. Le Chatelier et Michaux-Bellaire l'avaient déjà signalé. C'est qu'il s'agit d'« exprimer « clairement des choses confuses ». Au Maghreb, dans ce « conglomérat de peuplades décomposées, d'institutions qui « juxtaposent les extrêmes, de traditions enchevêtrées, « d'anarchie et de toute-puissance irresponsable », les « constantes » sont rares et mal connues.

M. E.-F. Gautier, dans son livre passionnant sur « les siècles obscurs du Maghreb », nous indique avec quelle prudence il convient d'aborder l'étude de ces questions si complexes, nous dirions presque si fuyantes.

Cette remarque étant faite, examinons donc sans prétention les données du problème.

Et d'abord, les conditions politiques.

CHAPITRE PREMIER

Les Conditions Politiques.

Il ne s'agit pas de considérer « *in abstracto* » les conséquences normales de l'établissement d'un régime de Protectorat. Cette formule est susceptible d'interprétations les plus diverses ; aussi, est-il nécessaire de se borner à examiner les caractères constitutifs du « Protectorat marocain » et les idées qui semblent guider ceux qui ont la tâche de le *réaliser*.

Et encore, il n'en sera retenu que les caractéristiques qui, seules, peuvent conditionner dans une certaine mesure les rapports qui s'établissent entre les soldats conquérants et les tribus conquises.

I. — En premier lieu, le régime même du Protectorat nous fut *imposé*, au Maroc, par deux sortes de considérations :

Sans vouloir rappeler l'histoire diplomatique de notre installation, il est sage de ne pas oublier que nous ne fûmes pas absolument libres au sujet du choix du régime à appliquer.

Ce dernier ne fut que le résultat de longues et parfois difficiles transactions entre les grandes puissances européennes.

L'acte d'Algésiras de 1906, le traité franco-allemand de 1911, encore valable pour les puissances signataires de l'acte d'Algésiras qui n'y avaient pas fait d'objections, autres que

l'Allemagne et l'Autriche, le traité franco-espagnol de 1912, sont autant de textes qui viennent, sinon limiter, du moins définir notre action. Et il est même curieux de constater que le traité franco-allemand de 1911, qui reconnaît en fait l'établissement de notre protectorat, n'en employait pas les termes, mais que dans une défiance réciproque, il prenait le soin de définir notre action au Maroc avec une précision excluant l'ambiguïté.

Par ailleurs, l'attachement extrêmement vif des populations marocaines à leurs institutions ne permettait pas l'établissement d'un régime d'administration directe.

II. — Mais nous ne nous sommes pas bornés à signer avec le Sultan du Maroc, le 30 mars 1912, un traité établissant notre Protectorat.

Nous avons eu, et c'est ce qui caractérise notre action, « *l'esprit de protectorat* ».

Nous avons su ne pas céder à la conception d'un protectorat à tendance algérienne, qui aurait permis une administration directe sous le couvert d'une formule.

C'est la forme « *contrôle* » que nous avons préférée à celle d'administration directe. Notre action s'est exercée avec toute la discrétion nécessaire à la sauvegarde du prestige du gouvernement chérifien et à l'amour-propre des populations, cherchant plus à « *convaincre qu'à ordonner* ».

Mais nous avons su cependant sauvegarder les droits que nous accordent les traités et les avantages que nous valent les sacrifices consentis, en nous opposant, quand il était nécessaire, aux tendances restrictives des « Vieux Turbans ».

III. — Régime imposé, régime accepté, c'est aussi un régime adapté. Nous avons su ici nous défendre contre nos tendances latines à l'unification. Dans ce pays si composite, si divers, si instable, notre politique devait à tout moment

savoir se plier, s'adapter aux contingences locales et momentanées. Cette souplesse, ces nuances dans l'application du régime sont rendues possibles par l'absence de règles rigides, immuables.

Quelques grands principes, idées directrices dictées par ce triple caractère du Protectorat, c'est tout.

Parmi ces grands principes, retenons simplement :

a) Le respect de l'autorité du Sultan et du Gouvernement chérifien.

Très peu de choses ont été changées dans l'organisation du pouvoir central. A l'égard des populations indigènes, le Commissaire Résident Général de la République Française s'efface, avec soin, derrière « Celui au nom duquel on dit la prière ». C'est la politique dite *du prestige*.

Si la souveraineté externe du Sultan est limitée, sa souveraineté interne, au contraire, est respectée. Notre action se borne, dans ce domaine, à un rôle de conseil et de contrôle. Les mesures d'ordre législatif se traduisent par des « Dahirs » décrétés par le Sultan, mais qui ne deviennent exécutoires qu'après leur promulgation par le Commissaire Résident Général.

b) Le respect de la religion musulmane.

Nous nous sommes engagés à respecter l'exercice de la religion musulmane au Maroc. C'est dans l'application de ce principe que nous rencontrons les plus grandes difficultés. Dans les pays d'Islam, où la religion et le droit sont intimement liés l'un à l'autre, toute modification, toute innovation, on pourrait dire tout progrès dans l'ordre juridique peut paraître une atteinte à l'ordre religieux. Il convient donc de se montrer extrêmement prudent, d'éviter scrupuleusement, dans nos paroles comme dans nos actes, tout ce qui pourrait éveiller la susceptibilité des indigènes dans

ce domaine. Question délicate et grave, chaque jour plus actuelle ; il faut savoir la regarder en face et adopter à cet égard une politique nettement définie, qui nous permette de concilier nos obligations internationales avec les intérêts de notre pays.

c) Le maintien des organismes administratifs indigènes sous notre contrôle.

Les organes de l'administration indigène ont été conservés. Ils fonctionnent sous le contrôle de représentants du Résident Général : Officiers des affaires indigènes dans les territoires militaires, contrôleurs dans les territoires civils. Il ne s'agit pas d'administration directe. Caïds, pachas, cadis dans les pays makhzen, djemaa berbère chez les montagnards ralliés, conservent leurs attributions. Nos agents ne sont que des « conseillers, des éducateurs, des arbitres, des agents de renseignements ».

Dans le Sud, ce contrôle a été longtemps moins rigoureusement établi. Nous avons laissé subsister la féodalité, d'ailleurs récente, des Caïds Glaoui, M'tougui et Goundafi. Leur influence, due à leur position géographique de « portiers » du désert, nous permettait de nous reposer sur eux momentanément de la sécurité dans cette région. Au moment où nous prenons contact avec des tribus plus méridionales qui ne leur sont plus rattachées par aucun lien de vassalité, il est clair que nous allons voir leur importance décroître et qu'avec ménagement, tout en sauvegardant leur prestige et leurs intérêts, nous serons amenés à modifier l'organisation politique de ces grands commandements dans l'intérêt même de la paix.

d) Aide et collaboration.

C'est là la formule que nous appliquerons dès qu'il s'agit d'assurer le raffermissement de l'autorité du Sultan, la su-

prématie du pouvoir central, et de développer la prospérité et le bien-être de la population.

e) Mais, comme la prospérité exige la paix, cette dernière exige la sécurité. Aussi, la force armée est-elle entre les mains du Résident Général. Dans les zones non encore pacifiées, l'administration indigène est contrôlée par l'autorité militaire et si, parfois, ce contrôle se trouve être plus étroit, du moins dans la phase de réorganisation, il ne s'écarte jamais des principes précédemment énoncés.

Les avantages de cette conception de notre rôle sont évidents.

Conception fraternelle, pacifique, essentiellement sociale, puisque la société indigène conserve sa structure, qui lui assure la stabilité et le calme nécessaire à son évolution.

« Ses éléments n'en sont pas dissociés et livrés, sans direction, à tous les hasards, toutes les tentations et toutes les aventures. »

Conception économique, rapide et sûre, elle nous permet, en nous situant au-dessus des rivalités sociales ou théologiques, d'offrir à l'indigène, avec les avantages de notre civilisation, « la possibilité de s'unir, sur un plan supérieur, aux querelles de races, de Zaouias ou de Çoffs ». (Ladreit de Lacharrière).

Il y a bien un double inconvénient :

En premier lieu, les chefs indigènes que nous laissons subsister, sont parfois encore trop enclins à la vénalité qui florissait avant notre arrivée et se préoccupent plus souvent de leurs intérêts personnels que de ceux de leurs administrés. Mais le côté éducateur de notre tâche n'est pas négligé et l'effort constant de nos officiers des affaires indigènes et de nos contrôleurs est de les amener justement à mériter ce

titre de « serviteur intègre » que le Sultan se plaît à leur donner.

Sans doute aussi, le protectorat ne nous permet-il pas d'échapper complètement à cette islamisation que provoque notre installation au milieu des indigènes. En nous faisant les fourriers du pouvoir chérifien, nous nous trouvons être, en même temps, ceux de l'Islam qu'il représente et qui cherche à en suivre les progrès. Mais, si nous jouons, à notre insu, ce rôle, il faut rendre au protectorat cette justice, que c'est justement dans la mesure où il sera le mieux compris, où le contact saura être maintenu, que cette expansion de l'Islam se fera le moins sentir. C'est ainsi qu'en Algérie, par exemple, l'administration directe laisse, au contraire, le champ libre à une activité de l'Islamisation dans un sens qui nous est certainement préjudiciable.

En résumé, ainsi défini, ainsi compris, notre Protectorat au Maroc offre aux protecteurs et aux protégés un véritable idéal de collaboration. Mais cette collaboration exige la confiance la plus complète. Pour provoquer cette confiance indispensable, il nous faut, avant tout, une « connaissance profonde des hommes et des choses », et c'est pourquoi nous avons cru utile d'étudier maintenant les conditions sociales dans lesquelles le contact va s'établir entre conquérants et conquis.

Ce sera l'objet du Chapitre II.

BIBLIOGRAPHIE

- J. CHAILLEY-BERT. — *La politique coloniale de la France*. Paris, Colin, 1896, in-12.
- COULONDRE. — *Le Maroc au point de vue diplomatique*. Conférence faite au Cours de perfectionnement du Service des Renseignements en 1920.
- Jean DESPOIS. — *La Tunisie* (Collection coloniale publiée sous la direction de H. Gourdon). Paris, Larousse, 1930, in-8°.
- E.-F. GAUTIER. — *L'Islamisation de l'Afrique du Nord. Les siècles obscurs du Maghreb*. Paris, Payot, 1927, in-8°.
- HANOTAUX. — *Histoire des colonies françaises*, Tome III par G. HARDY. Paris, Plon, 1931, in-4°.
- G. HARDY. — *Le Maroc*. H. Laurens, 1930, in-8°.
— — *Nos grands problèmes coloniaux*. Paris, Colin, 1929, in-16.
- LADREIT DE LA CHARRIÈRE. — *Bulletin de l'Afrique française*, 1930, page 22.
- LEROY-BEAULIEU. — *De la colonisation chez les peuples modernes*. 5^e édition, Paris, 1902.
- Lieutenant-Colonel MESSAL. — *Genèse de notre victoire marocaine. Un précurseur : Alfred Le Chatelier (1855-1929)*. Paris, Dunod, 1931, in-8°.
- MICHAUX-BELLAIRE. — *Conférences*. Archives marocaines, tome 27, Paris, Champion, 1927.
- Commandant Henri MOREL. — *Les constantes de l'Afrique du Nord*. Revue Militaire Française, 1933.
- Joseph NOULENS. — *Le Statut International du Maroc*. Académie dipl. intern. Séances et travaux, juillet-sept. 1931.
- Renaissance du Maroc*. Article d'Augustin Bernard, p. 31 et Art. anonyme, p. 107 et seq. Paris, 1922. Imprimé sur les presses Marc Tessier à Poitiers.
- VIDALENC. — *Connaitre pour agir*. Annales de l'Académie des Sciences Coloniales, tome V.
-

CHAPITRE II

Les Conditions Sociales.

« Tout individu est un infini
et l'infini ne peut être épuisé. »

DURKHEIM.

Que ce soit à l'égard d'un individu, ou d'un groupement quelconque, la connaissance intime, profonde, complète de cet individu ou de ce groupement est indispensable à celui qui veut exercer la moindre action, la moindre influence.

Si l'on veut donc comprendre le pourquoi des méthodes, des procédés utilisés par les conquérants pour prendre contact avec les populations indigènes, il semble utile de considérer un moment ce que sont l'indigène et la société indigène.

Il ne nous sera pas possible, il n'est pas non plus dans notre but de décrire d'une façon complète tout ce qui concerne l'indigène et le milieu social dans lequel il vit. Des ouvrages parfaitement documentés et très complets, auxquels nous avons d'ailleurs fait, sans hésitation, de larges emprunts, ont traité la question d'une façon telle que nous ne pouvons faire mieux que d'y renvoyer le lecteur curieux de plus amples détails. La bibliographie annexée à ce chapitre en donne une liste, sinon complète, du moins déjà sérieuse.

Nous chercherons ici simplement à rappeler les notions les plus importantes concernant ce que nous avons appelé les conditions sociales de notre pénétration.

Il conviendra de ne pas chercher à prendre à la lettre les quelques idées, forcément par trop générales, que nous aurons l'occasion d'émettre. Les faits sociaux sont difficilement décomposables en termes simples. Il est toujours délicat et parfois imprudent de généraliser. Au Maroc tout particulièrement. La variété des types qu'on y rencontre, la complexité et l'enchevêtrement des institutions qu'on y trouve, rendent cette analyse très difficile si l'on veut demeurer bref. Nous nous sommes trouvé cependant astreint à tenter cet effort. Nous l'avons fait sans en nier les difficultés, sans nous faire d'illusion sur la part d'erreurs relatives que cet exposé trop schématique comportera.

I

Origine. — Ethnographie. — Peuplement. — Habitat.

A) La population du Maroc, qui ne doit pas dépasser cinq millions d'habitants (1), comprend des éléments très divers qui sont, dans l'ordre d'importance numérique décroissante :

- les Berbères,
- les Arabes,
- les Nègres,
- les Européens,
- les Juifs.

Les deux premiers éléments seuls nous intéresseront dans cette étude.

(1) La dernière enquête de 1931 accuse cinq millions d'habitants pour la zone française (insoumis compris).

I. — LES BERBÈRES.

Les Berbères, que l'on pourrait considérer comme constituant la population autochtone, forment la grande majorité — plus des 4/5 — de la population totale.

Leur origine est discutée ; certains auteurs pensent que ce sont des Sémites, comme les Arabes eux-mêmes. Si, cependant, nous mettons à part les Berbères très arabisés de la plaine et des centres urbains, nous constatons une opposition très nette entre les purs Berbères de la montagne et les Arabes. Les officiers qui ont vécu avec les uns et avec les autres sont à peu près unanimes pour les trouver très différents. Il n'y a pas plus de rapports entre un Berbère du cœur de l'Atlas et un Arabe de la côte, qu'entre un Arabe et un Français. De nombreux officiers même ont signalé combien ces paysans berbères ressemblaient par leurs traits, leur caractère et leur tempérament aux paysans de notre pays. Ils présentent d'ailleurs une assez grande variété de types.

M. Michaux-Bellaire les divise en quatre groupes :

les Masmoudas,

les Ghomaras,

les Beraber,

les Zénètes.

On trouvera dans le tableau I, toutes les indications concernant ces quatre groupements, leur répartition géographique, leur langue, leur genre de vie.

II. — LES ARABES.

Les Arabes, qu'il est d'ailleurs très difficile de distinguer des Berbères arabisés, ne se trouvent guère que dans les plaines du Nord-Ouest (Khlot, Beni Ahsen, etc.), autour de

TABLEAU I.
Les Populations Berbères du Maroc.

GROUPEMENTS	ZONES d'HABITAT	LANGUES	GENRE DE VIE	OBSERVATIONS
I. — MASMOUDA. Groupe CHEUH.	Régions montagneuses du Sud Haut-Atlas, Anti-Atlas et Sous Plaines littorales de l'Ouest au Sud de l'oued Bou Regreg.	Berberophone : tachelhit Arabophone	Sédentaires dans le Nord. Nomades dans le Sud. Demi-nomades	Seraient les plus anciennement établis dans le pays.
Groupe Doukkhala, Haskoura, Régata, etc...				
II. — GHOMARA. Groupe RIFAIN.	Région montagneuse du Nord partie Nord-Est.	Berberophone : tarifit Arabophone	Sédentaires	Les Ghomara seraient une frac- tion des Masmouda. Certaines fractions Djebala ont été pénétrées de Berbères Senhadjiens.
Groupe Djebala.	Région montagneuse du Nord partie Sud-Ouest.			
III. — BERABER. Groupe Zaïan, Zemmour, Zaër. Groupe Aït-Youssi, Beni M'guld.	Plateaux entre Meknès et Rabat. Moyen-Atlas, au sud de Fès et Meknès.	bilingue Berberophone : tamarzit, mais comprend l'arabe. Berberophone : tamarzit	Transhumants Transhumants ou nomades	D'origine senhadjiennne, venus du Sud à différentes époques. Ce sont les plus nombreux.
Groupe BERABER stricto sensu, Aït Yafelman, Aït Aï'a.	Moyen-Atlas méridional, Haut- Atlas oriental et au Sud.			
IV. — ZENETES. Groupe Beni Snassen, etc... Groupe B. OUCABAIN. Aït-Sgherouchen.	Basse-Moulouya. Moyen-Atlas oriental, Moyenne-Moulouya.	Arabophone Berberophone : zenetia mais comprend l'arabe.	Nomades Transhumants	Venus les derniers, probable- ment de l'Est.

Fès (Cherardas, Cheragas, etc.) et sur les bords de la moyenne Moulouya (Oulad el Hadj).

B) Si, mettant à part les Européens et les Juifs, on considère maintenant la carte des langues parlées, le Maroc semble être divisé en deux groupes de population, de valeur presque égale.

M. Augustin Bernard les appelle :

les Arabophones,

les Berbérophones.

I. — Les *Arabophones* comprennent d'abord la totalité des tribus arabes ; ensuite, une assez forte partie des tribus berbères qui, au contact de l'Islam, ont adopté, sinon complètement, du moins en partie, la langue du Coran (Voir tableau I).

D'une façon générale, on a pu remarquer que les Arabophones correspondent à l'ancien Bled el Makhzen.

II. — Les *Berbérophones* correspondent, au contraire, à l'ancien Bled es Siba. Mais il y a plusieurs dialectes berbères distincts, le Tarifit, le Tamarzit, la Tachelhït et la Zenetia (voir tableau I).

C) D'origines diverses, partagée au point de vue linguistique, la population marocaine connaît une autre source de complexité dans le genre de vie. On distingue les nomades et les sédentaires.

Plus encore que l'origine, plus encore que la langue, c'est peut-être là ce qui oppose le plus, les uns aux autres, les éléments de cette population. Beaucoup d'auteurs considèrent même que, seule, cette classification mérite d'être retenue.

Mais cette division en deux groupes n'est, elle-même, qu'approchée. On trouve en effet une grande variété de sé-

dentaires, et les nomades sont loin d'avoir tous le même caractère.

I. — LES SÉDENTAIRES. — Si nous mettons à part le citadin, distinct parfois déjà par l'origine (villes hadrias), par la langue (emploi exclusif de l'arabe), nous devons encore distinguer les montagnards sédentaires du Nord, analogues par le genre de vie à nos Kabyles d'Algérie, des montagnards sédentaires du Sud, qui subissent de plus en plus, à mesure qu'on s'enfonce dans le Sud, la pression des nomades présahariens et qui finissent par n'être plus, dans les oasis du Draa et du Tafilalet, que de misérables khammés, vassaux méprisés de ces nomades.

II — LES NOMADES. — On y distingue plusieurs catégories .

a) dans les plaines de l'Ouest se trouvent des tribus deminomades. Leurs migrations sont de très faible amplitude. Elles sont, le plus souvent, uniquement nécessitées par des raisons d'hygiène.

b) dans les vallées du Moyen Atlas, on rencontre les transhumants qui, l'hiver, descendent des pentes de la Montagne pour se rapprocher des pâturages des plateaux et, l'été, remontent sur les hauteurs.

c) enfin, dans le Sud et le Sud-Est, ce sont les grands nomades présahariens, qui semblent sans cesse pousser vers le Nord, attirés par la vie plus facile des plaines littorales.

Ces derniers nomades, qu'il faut bien se garder d'assimiler à des primitifs, constituent, dans le Sud, une aristocratie guerrière et commerçante, dont l'influence est considérable. Ce sont eux les propriétaires des riches oasis des vallées présahariennes. Ils y ont leurs kasbahs, leurs magasins, et chargent les khammés sédentaires de l'entretien de leurs jardins et de leurs palmeraies, se contentant souvent d'y venir pour la récolte.

Ces tribus du Sud ne nomadisent pas au hasard. Chacune a une zone de parcours, sinon parfaitement délimitée, du moins assez nettement déterminée.

Il est bien évident que la connaissance complète des conditions de leurs migrations est indispensable si l'on veut exercer à l'égard de ces « insaisissables » la moindre action politique.

On pourrait croire que le genre d'habitation utilisée par les populations marocaines soit rigoureusement déterminé par le genre de vie adopté. Il n'en est rien. Si les nomades vivent sous la tente, ils ont, nous venons de le voir, de superbes habitations et de vastes magasins dans les oasis.

Au contraire, bien des sédentaires, pour des raisons d'hygiène, voire même de confort, préfèrent la tente à la maison de pierre. Certains d'entre eux adoptent une forme intermédiaire : la *noalla*, construction fixe, mais extrêmement légère.

II

L'individu et la Religion.

Après avoir ainsi montré la multiplicité des origines, des langues et des genres de vie, il peut sembler paradoxal de vouloir maintenant, en quelques lignes, chercher à définir l'individu.

Il faut bien reconnaître cependant qu'il existe une « mentalité spécifiquement marocaine », qu'il n'est donc pas inutile de chercher à connaître pour la comprendre.

Il ne sera d'ailleurs question ici que de la population berbère et arabe, la seule qui nous intéresse dans cette étude.

Les qualités et les défauts du fond berbère de la population marocaine ont été maintes fois décrits, et depuis bien

longtemps. A quelque époque que ce soit, les jugements des auteurs n'ont guère varié. A ce point de vue, il semble qu'on n'ait pas grand'chose à ajouter ou à retrancher à ce que disaient des Berbères Salluste, Procope, Ibn Khaldoun, Léon l'Africain et un grand nombre d'auteurs moins connus.

Ce qui contribue aujourd'hui à donner un certain caractère spécifique à la mentalité marocaine, c'est la façon assez originale dont le vernis musulman a revêtu et parfois sérieusement imprégné le vieux fond berbère.

On pourrait presque, d'une façon très générale, dire que le Marocain est un Berbère ayant toutes les qualités et les défauts de cette race et les dissimulant en partie sous le voile d'Islamisme dont il est revêtu. C'est dans la mesure où cette islamisation est la plus faible que le paysan berbère, gardant sa franchise et sa brusquerie natives, se rapproche le plus du paysan français.

C'est pour cette raison qu'il nous a semblé préférable de voir de front l'individu et la religion qu'il pratique.

D'une politesse extrêmement raffinée, sachant accueillir l'étranger avec autant d'opportunité que de discrétion dans son obligeance, les Berbères marocains ne manquent pas d'un grand pouvoir de séduction. Ceci a permis l'éclosion d'un nombre relativement considérable de clichés littéraires, signés parfois de grands noms, et qui n'ont servi bien souvent qu'à nous voiler la vérité.

Derrière cette apparence, se cache au fond de l'âme marocaine un particularisme des plus puissants. Ce particularisme de l'individu n'est pas le moins du monde étouffé par les liens, pourtant fort étroits, de la famille, du clan ou de la tribu. Il apparaît aussi bien dans leurs coutumes que dans leur attitude. C'est ainsi que les Berbères n'admettent jamais qu'un des leurs soit privé de sa liberté, quel que

puisse être le crime commis, que dans certaines tribus, la peine de mort est inconnue, la sanction la plus grave étant simplement l'exil hors du douar ou de la tribu.

Ce particularisme se traduira de multiples façons — la violence dans leur désir de jouissance, leur souci de briller, leur esprit anarchique — autant de formes qu'il saura revêtir.

Les Berbères ne semblent pas être particulièrement spiritualistes, mais bien plutôt affamés de jouissances purement terrestres. Passionnés, mais d'une pudeur extrême et qu'il nous arrive bien souvent de choquer par nos habitudes d'Occidentaux. Leur politesse exquise les mène souvent plus à la dissimulation qu'au mensonge, sachant ne pas parler plus qu'il ne convient à leurs intérêts. Groupés, ils sont susceptibles de la violence la plus démesurée : ils sont prêts à subir toutes les impulsions ; leur fureur, leur sauvagerie ne connaît de bornes que leurs passions assouvies.

Leur âpreté au gain est proverbiale. De nombreux observateurs ont pu constater l'importance qu'ils accordent à l'argent. Les mots de « flouss » (1) et de « fabor » (2) sont dans les premiers qui frappent l'oreille de celui qui débarque sur la terre marocaine et nous disent tout de suite leur vif désir de jouissances sensibles.

Vaniteux autant qu'il est possible de l'être, cherchant volontiers à étonner, ils sont, par voie de conséquence, susceptibles et chatouilleux.

Ils se qualifient eux-mêmes d'*imaziren*, d'hommes libres. Mais leur esprit d'indépendance les conduit à l'anarchie. Cette dernière les mène à subir ensuite, avec une philoso-

(1) Argent.

(2) Récompense, aumône.

phie d'inspiration musulmane ou plus simplement orientale, le maître qui naît sur les ruines, jusqu'au jour attendu où des circonstances favorables leur permettront à nouveau de relever la tête.

Sentant cependant le besoin de se grouper, ils sont incapables de supporter longtemps la discipline que tout groupement nécessite. C'est pourquoi, alors que leur esprit d'indépendance les a portés à « tout nationaliser à leur profit », ils n'ont jamais été capables de s'élever à l'état de nation. Leur volonté d'autonomie, malgré l'énergie interne qu'elle trahissait, malgré leur habileté à spéculer sur les difficultés de conquérants successifs, fut toujours neutralisée par leur esprit d'anarchie et leur désir de jouissances immédiates, et ne sut jamais être une. Leurs velléités d'indépendance se perdaient en marchandages : « Toujours le même « procédé de se vendre au plus offrant et de faire durer les « enchères en se faisant donner des acomptes sans rien donner en échange. » (Michaux-Bellaire).

Attachés à leurs traditions plus par crainte du changement que par fidélité au passé, leur inconstance est notoire. En Berbérie, dit Gautier, la fidélité est quelque chose d'éternellement incompréhensible.

Leur particularisme transparait aussi dans la pratique de leur religion. Musulmans souvent fanatiques, quoique peu orthodoxes, ils ne purent même pas supporter l'unité que leur offrait l'Islam. Les survivances des anciens rites animistes, le culte des saints, connaissent chez eux un développement extraordinaire. Le Maroc est « la terre d'élection » des *marabouts* et des *confréries*. Ce qui ne veut pas dire, cependant, que leur Islam soit tiède et qu'il faille oublier la solidarité qui les unit aux quelques 300 millions de musulmans répandus dans l'univers.

Ces marabouts et ces confréries ont vu leur puissance augmenter au fur et à mesure qu'à notre contact, l'autorité religieuse des pouvoirs établis s'affaiblissait. Leur indépendance à notre égard, à défaut de leur orthodoxie, leur valait des fidèles toujours plus nombreux. Aussi, jugeons-nous nécessaire de préciser un peu ce que représentent ces concepts : marabout, zaouïa, confrérie. Un proverbe arabe ne nous dit-il pas :

« Méfie-toi de la femme par devant, du mulet par derrière, et du marabout par tous les bouts ».

Les *marabouts*, à l'origine, menaient la guerre sainte contre les infidèles. Par la suite, devint marabout tout homme jouissant d'un grand renom de sainteté, de science, d'équité, d'ascétisme et parfois même de folie. Cette qualité est héréditaire ; on est marabout de père en fils.

Une *zaouïa* est la tombe d'un marabout auprès de laquelle vivent ses descendants.

« Les zaouïas, dit A. Bernard, sont à la fois un temple
« où se dit la prière, un prétoire où se vident les différends,
« une école où l'on enseigne les rudiments des sciences musulmanes, une hôtellerie où les pauvres et les voyageurs
« se font héberger, un asile pour les faibles et les opprimés. »

Leur rôle est donc loin d'être négligeable. Si parfois ce furent des centres d'action xénophobes, le contraire s'est souvent rencontré — nous en citerons plusieurs exemples au cours de cet ouvrage. Si quelquefois des fondateurs de zaouïas se sont transformés en prétendants, il est plus fréquent que, d'un autre côté, leur influence ait souvent empêché la naissance et le développement de pouvoirs temporels hostiles à notre pénétration.

D'une façon générale d'ailleurs, les marabouts, hommes

pieux, se tiennent à l'écart des questions politiques, et nous avons tout intérêt à respecter leur neutralité. Ce sont des hommes de paix et non pas de baroud, et leur arme est « leur chapelet », comme le signalait de Foucauld.

Les *confréries* sont quelque chose de tout différent. Ce sont de véritables *ordres religieux* « issus d'une sorte de réaction mystique contre la froideur de l'Islam ». Peu orthodoxes en général, elles ont ce caractère commun d'avoir été fondées par de saints personnages qui leur ont donné leurs rites, leurs règles et leurs statuts.

Par leurs multiples ramifications, s'étendant parfois fort loin, elles sont susceptibles de jouer un rôle politique non négligeable, quoiqu'en fait, elles soient surtout de véritables institutions d'assistance et que, d'autre part, les liens qui unissent les fidèles soient assez lâches. Un grand nombre de confréries musulmanes ont leur centre au Maroc.

Les conditions particulièrement pénibles dans lesquelles les Berbères, nomades ou sédentaires, ont dû vivre, ont sans doute contribué à développer, chez ce peuple naturellement fier et ombrageux, ce particularisme qui éclate dans tous les domaines.

Particularisme supportable d'ailleurs chez une population qui, si elle est en général très ignorante, ne manque jamais d'éducation.

Il est bon aussi de reconnaître que cette marque puissante de leur caractère n'étouffe pas cependant en eux une compréhension assez large de l'amitié et de ses devoirs ou du simple sens de la sociabilité.

Enfin, il sera heureusement permis de rencontrer aussi quelques esprits vraiment sincères et désintéressés, et qui sauront prouver leur fidélité. D'autre part, dans ce pays où le pharisaïsme fleurit plus que partout ailleurs, on pourra

cependant y rencontrer des hommes d'une piété édifiante et d'une pureté de mœurs vraiment exemplaire qui seront, de ce fait, l'objet d'une vénération et d'une admiration aussi complètes qu'étonnées, et même quelque peu craintives de la part de leurs compatriotes.

Mais il sera prudent de se rappeler que l'exception confirme la règle.

Ces Berbères, si fiers de leurs origines, même drapés de haillons, ont une intelligence vive. Ils sont doués d'une mémoire prodigieuse (c'est dans la Sous qu'on rencontre les conteurs les plus merveilleux).

Plus actifs qu'ils ne le paraissent, énergiques et courageux, leur résistance désespérée à notre pénétration nous l'a maintes et maintes fois prouvé, ils sont susceptibles, si nous savons les gagner, d'être pour nous des collaborateurs de tout premier ordre. Sachant remarquablement s'adapter, sans cependant rien perdre de leur personnalité, ils sont capables aussi de progrès dans la mesure où l'Islam n'a pas créé en eux le mépris le plus complet ou l'indifférence destructrice à l'égard de ce mot d'occidental.

Mais il convient de dissiper toute illusion sur leur compte. Il est à craindre que jamais la fusion ne puisse s'opérer entre conquis et conquérants. Sans doute, ils nous resteront fidèles, autant du moins que le sentiment de notre force les obligera à nous respecter. Mais encore même qu'ils adopteraient à leur profit les avantages de la civilisation que nous leur apportons, ils resteront des Berbères, comme ils surent le rester depuis des siècles, en dépit des dominations phénicienne, romaine ou arabe, dont nous avons pris la place.

III

Les Groupements sociaux.

Toutes particularistes que soient ses tendances, l'individu n'est pas, dans la société marocaine, l'unité comme il l'est dans la nôtre. On trouve une suite de groupements hiérarchisés qui jouent un rôle très grand dans la vie sociale. Ce sont : la famille, la fraction, la tribu et la confédération. Deux de ces groupements semblent jouer un rôle particulièrement important et s'opposent, par surcroît, l'un à l'autre, par l'esprit dans lequel ils sont compris : la famille, la fraction.

I) — Dans la *famille*, l'individu disparaît complètement pour faire place à une collectivité vivant sous un régime autocratique. Le père, qu'on a souvent rapproché du « *pater familias* » romain, sans qu'il semble cependant qu'il soit en tous points comparable, est le chef absolu de ce groupement élémentaire. Chef, juge, propriétaire exclusif. L'individu n'y « jouit que d'un bien commun, n'y a qu'un intérêt commun, qu'une vie commune ».

Les fils, même mariés, continuent à subir l'autorité de leur père. La mère a, à la fois, sous la sienne, ses filles et ses brus.

L'anarchie dissolvante au milieu de laquelle s'est sans cesse débattue la population marocaine, les luttes incessantes qu'elle eut à soutenir, expliquent peut-être la formation d'un groupement aussi homogène, aussi uni, par sa nécessité ; groupement indispensable pour la conservation et la continuation de la vie.

Dans cette famille, plus unie par le *besoin* que par l'affection, la situation de la femme est nettement inférieure.

Tout en ne considérant que les populations campagnardes, qui seules nous intéressent, et où la monogamie est la règle, on constate presque partout une très grande inégalité entre les sexes. Inégalité qui, d'ailleurs, comme nous le verrons, se trouve en certaines circonstances, chez le peuple berbère, atténuée par le caractère indépendant de cette race : caractère qu'on retrouve aussi bien chez la femme que chez l'homme.

Il n'en reste pas moins vrai que d'une façon générale, la femme, quoique associée étroitement, dans les campagnes, aux travaux, aux joies et aux peines de l'homme, se trouve dans une condition inférieure. Le mariage est toujours une *vente* dont le prix — ou « *frah* » — est parfois fixé par la coutume locale d'une façon uniforme. Les Berbères refusent à la femme toute vocation successorale, malgré les textes coraniques à cet égard. La veuve appartient au père de son mari, qui peut la remarier à son gré. Les femmes ne sont pas aptes à posséder. Elles ont même leur religion à part, d'une qualité inférieure, leur croyance aux djinns.

Malgré tout ce qui vient d'être dit, les femmes ont souvent une influence non négligeable en pays berbère. Les mères sont l'objet d'un respect extrêmement profond de leurs enfants. Les femmes âgées sont appelées à donner des avis, qui sont souvent suivis. Elles jouissent de certains privilèges et servent parfois de parlementaires.

Dans certaines tribus, tout homme qui se met sous leur protection doit être respecté. D'autres, qui jouissent ou ont joui d'un renom de sainteté, sont l'objet d'un culte très fervent. Nous avons rencontré ainsi plusieurs fois des tombeaux de saintes. Qu'il nous soit permis de raconter ici le trait suivant :

Au cours des opérations de dégagement de septembre 1925,

dans la région d'Ouezzan, un poste avait été construit sur un « piton » rocheux dominant les ruines du village de Bou Ganous. Une compagnie de tirailleurs marocains y fut installée. On sut bientôt qu'une vierge avait été autrefois enterrée dans ce chaos de rochers. Les tirailleurs eurent tôt fait de retrouver sa tombe, marquée seulement de quelques pierres. Un sergent, du pays, nous apprit qu'elle s'appelait Lalla Chakria et, ajoutait-il, « Il y a bien longtemps qu'elle vivait, puisque le père à mon père ne pas connaître son figure ». Elle avait vécu non loin de là, en ermite, et avec un grand renom de sainteté. Les malades venaient prier sur sa tombe, ainsi que les femmes sans enfant. Bien entendu, après notre occupation, le village voisin étant entièrement détruit, la majeure partie de la population encore en dissidence et nettement agressive, aucun culte ne fut plus rendu à Lalla Chakria. Le poste avait pris son nom. Mais nos tirailleurs marocains étaient très affectés de s'installer ainsi sur le tombeau d'une sainte. Faute de place, un marabout (1) avait été dressé sur la tombe même. Mais les tirailleurs, respectueux, avaient entouré cette dernière d'un tracé de cailloux, et se serraient un peu plus, afin de ne pas la profaner. Ils disaient à leurs chefs : « Tu verras, y en a pas bon ici. Moulay Ana pas content avec nous. » Tous les soirs, ils allumaient une bougie, qu'ils plaçaient dévotement sur cette tombe, dans l'espoir d'apaiser le légitime courroux de la sainte du lieu. Le sort voulut qu'au début de l'année 1926, alors que le poste subissait une attaque très violente, l'un des premiers tués de l'affaire le fut à l'intérieur même de ce marabout, et, touché d'une balle en pleine tête, tomba sur la sépulture même de Lalla Chakria,

(1) Grande tente conique susceptible d'abriter une douzaine d'hommes.

la face en avant et les bras en croix. Ceci se passait le 24 janvier 1926.

Les familles issues d'un ancêtre commun par les mâles restent en général groupés dans le même hameau ou quartier de village ou constituent un même groupe de tentes. Ces petits éléments ou « *ikhs* » qui comptent en moyenne une quinzaine de feux, sont assez comparables à la « gens » romaine, puisque, comme elle, patriarcale et agnatique.

Quelques « *ikhs* » groupés en hameaux ou villages forment ce que l'on peut appeler un *clan*, groupement administré par la *djemaa* des chefs de famille, d'apparence démocratique, mais en réalité dominé par le ou les *ikhs* les plus riches ou les plus puissants. La vie politique de ce groupement est d'ailleurs faible.

II) — Le particularisme masqué par l'armure rigide de la famille va reparaître dans la *fraction*, groupement qui affirme sa personnalité dans la défense de son territoire, plus que dans une illusoire communauté d'origine.

La fraction (1) qui porte suivant les régions les noms de « *faqbilt* », de « *khoms* » ou de « *arch* », est la véritable unité politique en Berbérie.

Territorialement, elle englobe un certain nombre de villages ou de douars, trois cents feux environ, mais il semble bien, comme Masqueray l'avait exprimé en parlant de la Kabylie, qu'elle est un groupe d'individus, d'hommes libres, un « concert de volontés libres, tandis que la famille est l'abandon de la personnalité ». Si ce caractère est légèrement atténué dans le Sous, il semble très net, au contraire, dans le Rif.

(1) Le terme fraction ne semble pas très heureux, étant donné la forte personnalité de ce groupement. M. Montagne lui a substitué celui de canton. Le premier étant plus usité, nous l'avons cependant conservé.

Cette fraction a une individualité très marquée. Comme l'ikhs, elle a son honneur, la « horma », son nom, son service d'assistance, l' « anaïa », sa caisse publique gérée pour un an par le mokaddem ou le Cheikh el Aam ou l'Amghar, tous élus ;

— Son Sénat, qui confond dans son sein tous les pouvoirs et groupe tous les hommes en état de porter les armes, comme dans le Rif, ou simplement les plus anciens, les Aït Arba'in, ou encore ceux qui paraissent doués d'un pouvoir surnaturel, comme les « enflous » ;

— Son droit coutumier.

Cette minuscule république, particulièrement stable, semble avoir son développement limité « par la distance maximum » qui permet aux notables de se réunir aisément en une journée pour délibérer en commun. Si la population augmente, elle se fractionne en deux cantons indépendants, mais qui resteront amis tant que leurs intérêts ne les opposeront pas.

La forte individualité de ces groupements tend naturellement à décroître dans la mesure où le Makhzen fait sentir son influence.

III) — Au-dessus de la fraction ou « taqbilt », on trouve la *tribu*, groupement « complexe et instable » ayant une personnalité beaucoup moins accusée que la « taqbilt » constituée surtout, comme le dit E. Doutté, pour les « affaires extérieures ». Elle a sa horma, sa djemaa de tribus qui décide des choses de la guerre, des alliances, des questions de limites, etc...

Elle a aussi son anaïa, mais s'il est plus étendu, il semble devoir être moins sûr que l'anaïa de la fraction.

Enfin, l'union entre les différentes fractions n'est pas aussi complète. Il n'y a pas toujours unité d'action ; nous en trou-

verons de nombreux exemples, qui ont porté parfois à nier l'existence même des tribus et à ne les considérer que comme des confédérations.

Groupement réalisé pour faciliter les échanges, assurer la sécurité, organiser les marchés, régler les différends qui surgissent entre les fractions, il est beaucoup moins stable que ces dernières.

La tribu croît, se développe, se fractionne, se déchire et meurt, pour faire place à de nouveaux groupements qui vont parfois jusqu'à oublier leur nom ancien.

Leur vie politique est relativement faible ; les djemaa des tribus ou djemaa el kebila ne se réunissent que dans les circonstances graves. Parfois, elles élisent un chef unique, l'amghar, en vue de la guerre seulement.

IV) — Au-dessus des tribus, on rencontre parfois des groupements encore plus importants, qui sont les *confédérations* de tribus. Groupements aux liens particulièrement lâches, qui ont dû avoir, à l'origine, une certaine *communauté* ethnique. Les confédérations connaissent également des assemblées où sont représentés les éléments des tribus confédérées.

Mais les liens, déjà faibles dans les tribus, le sont plus encore dans les confédérations ; les groupements berbères n'ont jamais su s'élever à la notion d'état.

V) — Deux éléments viennent encore rendre plus complexe l'organisation sociale des Berbères. D'une part, se superposent à ces différents groupements deux autres ayant une régularité moins grande, les *qoff* et les *leff*. D'autre part, en certaines régions, certains chefs puissants ont réussi à assurer leur pouvoir personnel et à substituer ainsi aux républiques berbères de petits états autocratiques.

a) Les *qoff* se rencontrent à l'intérieur d'une même

taqbilt ou d'une même tribu et traduisent la rivalité qui existe entre les différentes familles, toutes intéressées à la conquête du pouvoir. Chaque village, chaque fraction, chaque tribu se partage ainsi en deux partis opposés et qui en viennent souvent aux mains ; mais, ces groupements n'ayant aucune assise territoriale, sont très instables, et menacent l'unité de la taqbilt. Les hommes sages font alors appel à des groupements plus puissants, « susceptibles d'imposer la paix aux familles engagées dans des querelles de çoff trop ardentes ».

b) Ces groupements, ce sont les *leff* ; ceux-ci sont de vastes alliances territoriales établies dans le but de maintenir l'équilibre entre les forces des différentes tribus ; sorte d'assurance contre la guerre, ils présentent, dans certaines régions, en particulier dans le Haut Atlas, une remarquable stabilité.

Ces groupements sont fondés « d'une part, sur les intérêts économiques actuels, d'autre part, sur l'histoire et les traditions anciennes qui font de telle tribu l'alliée ou l'adversaire séculaire de telle autre ».

Montagne a fait remarquer qu'ils servaient aussi parfois à pacifier les tribus, en faisant cesser par la menace les rivalités de çoff.

La sécurité que nous assurons est venue diminuer singulièrement leur importance. Le souvenir des anciens leff tend à s'effacer, pour se substituer d'ailleurs, dès que l'intérêt de la taqbilt ou de la tribu l'exige, à de nouveaux leff dont la composition territoriale différera des premiers, pour être plus adaptée aux nouvelles exigences.

Malgré cela, les leff semblent avoir un caractère de stabilité plus grand que les çoff.

c) *Les caïdats berbères.* — Sous ce vocable, nous voulons parler des groupements où le pouvoir temporel d'un chef s'est substitué petit à petit au régime démocratique ou oligarchique. D'origine récente, en général, précaires, ces principautés, fondées sur la force à la faveur des discordes, des querelles de *çoff*, ou encore d'origine maraboutique ou *makhzen*, n'arriveront pas cependant à constituer de véritables états. Se maintenant par la crainte, une force interne les amène à chercher à étendre sans cesse leur pouvoir en même temps que par l'extension territoriale qu'elle leur gagne, elles travaillent ainsi à leur affaiblissement et à leur chute.

Quelques-uns particulièrement riches et puissants ont cherché à stabiliser leur fortune en se faisant nos amis. Le Glaoui, le fastueux pacha de Marrakech, le Goundafi et le M'tougui se sont trouvés être ainsi nos alliés, assurant momentanément pour notre compte et à l'aide des moyens que nous mettions à leur disposition la sécurité dans un immense territoire, en même temps qu'ils cherchaient à asseoir d'une façon plus définitive leur domination, bien souvent plus illusoire que réelle.

Voici exposées, d'une façon très schématique, les conditions sociales dans lesquelles le problème du contact se pose. Voici comment se présentent à nous ceux que nous voulons conquérir ; il est nécessaire maintenant d'envisager comment nous allons nous présenter à eux, quels seront chez nous ces agents du contact, et de connaître les grandes lignes de leur organisation. Ce sera l'objet du Chapitre III, qui étudiera les conditions militaires du contact.

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire économique et financier du Protectorat du Maroc, 1929.
- AUGUSTIN BERNARD. — *Le Maroc*. Paris, Alcan, 1931, in-8°.
- — — *L'évolution du nomadisme en Algérie*. Paris, Challamel, 1906, in-8°.
- — — *Les confins algéro-marocains*. Paris, E. Larose, 1911, in-8°.
- — — *Arabophones et berbérophones au Maroc*. (Annales de géographie, 1924, p. 267).
- DAUMAS. — *Mœurs et coutumes des Musulmans*. Paris, Michel Lévy, 1869, in-8°.
- EDMOND DOUTTÉ. — *La société musulmane du Maghreb. Magie et religion de l'Afrique du Nord*. Alger, typ. Adolphe Jourdan, 1909, in-8°.
- DURKHÉIM. — *Les règles de la Méthode sociologique*. Paris, Alcan, 1927, in-16.
- FROMENTIN. — *Un été dans le Sahara*. Paris, Plon, 1924, in-16.
- E. F. GAUTIER. — *L'Islamisation de l'Afrique du Nord. Les siècles obscurs du Maghreb*. Paris, Payot, 1927, in-8°.
- G. HARDY. — *Le Maroc*. H. Laurens, 1930, in-8°.
- LÉON L'AFRICAIN. — *De l'Afrique*. Trad. Jean Temporal. Paris, Cordier, 1830, in-8°.
- MASQUERAY. — *Souvenirs et visions d'Afrique*, page 65, 2^e éd. Alger, typ. Adolphe Jourdan, 1914, in-16.
- MICHAUX-BELLAIRE. — *Conférences*. Archives marocaines, tome 27.
- MONTAGNE. — *Les Berbères et le Makhzen dans le Sud du Maroc*. Paris, Alcan, 1930.
- EDOUARD MONTET. — *L'Islam*. Paris, Payot, 1921, in-12.
- SUZANNE NOUVEL. — *Nomades et sédentaires au Maroc*. Paris, in-12, 1906.
- PELLISSIER DE REYNAUD. — *Annales algériennes*, tome III. Paris, Dumaine, 1854, 3 vol. in-8°.
- RENAISSANCE DU MAROC. — Art. du Colonel Huot. *La politique indigène*, pp. 175 et seq. Paris, 1922, Presses de Marc Tixier, Poitiers.
- DE SEGONZAC. — *Au cœur de l'Atlas. Mission au Maroc (1904-1905)*. Paris, Larose, 1910, in-8°.
- VIDALENC. — *Connaitre pour agir*. Annales de l'Académie des Sciences coloniales, tome V.
- VILLOT. — *Mœurs et coutumes des indigènes de l'Algérie*. Alger, Adolphe Jourdan, 1888, in-16.
-

CHAPITRE III

Les Conditions Militaires. Les Agents de Contact.

Il ne s'agit pas ici d'étudier les conditions très particulières de la conquête militaire au Maroc, mais, en se plaçant toujours au point de vue de ce problème du contact, de voir par quels éléments ce contact va être pris dans la première phase de la conquête et quelle est leur organisation.

Pendant toute la durée de la conquête et de la pacification, l'élément militaire seul va intervenir. Sans doute, il y aura des combats, mais personne n'oubliera que le « vaincu d'hier doit être l'allié de demain » ; aussi, la place la plus large sera-t-elle faite à la politique. En outre, il faudra aussi administrer les populations soumises, régler les rapports qui vont naître entre les conquérants et les conquis. Ce rôle particulièrement délicat qui consistera à préparer, à réaliser, à définir ces rapports, sera confié à des spécialistes qui constitueront le Service des Affaires Indigènes.

Est-ce à dire que seuls, entreront en contact avec l'indigène les agents de ce service spécialisé ? Non, bien entendu, et ce serait même regrettable, mais les rapports que les éléments non spécialisés pourront avoir avec l'indigène garderont cependant un certain caractère accidentel et incertain.

Dans son livre intitulé : « Les sentiers de la Guerre et de

l'Amour », M. Maurice Le Glay nous peint d'une façon très exacte cette dualité. D'une part, un « ensemble guerrier, « ordonné, fermé, rébarbatif, c'est la marque du conquérant, la menace imminente »... ; et d'autre part, « tout « contre ce groupe guerrier, mais au dehors, dans une sorte « d'annexe facilement accessible aux gens du pays environnant, se trouve réuni tout ce qui servira à l'action politique, à l'attirance, au grignotage : le Bureau des Renseignements, les noualas qu'habitent les Mokhaznis et « leurs familles, le médecin, l'infirmerie indigène ».

On verra donc successivement ces deux éléments :

I. — Les éléments spécialisés : *Le service des Affaires Indigènes* ;

II. — Les éléments non spécialisés : *Les troupes d'occupation*.

I. — *Le Service des Affaires Indigènes.*

I. — Dès le début de la conquête de l'Algérie, on se rendit compte de la nécessité de créer, à côté du commandement des troupes, un organisme spécialisé susceptible de :

1° recueillir tous les renseignements d'ordre politique, sociologique, économique et topographique concernant les opérations projetées ;

2° assurer à ces opérations une préparation politique aussi poussée que possible ;

3° assurer par la suite la mise en confiance et l'administration des indigènes ralliés ou soumis.

L'Etat-Major des troupes d'occupation n'était pas préparé à remplir cette mission.

L'organisme nécessaire devait avant tout : 1° connaître parfaitement le peuple contre lequel nous avions à lutter, sa

mentalité, sa religion, ses traditions, ses habitudes, son genre de vie ; et donc le comprendre ;

2° ne pas se borner à n'être qu'un service d'état-major, mais être un véritable « instrument de gouvernement », un moyen de liaison, un « trait d'union » entre les indigènes et nous.

Ces nécessités exigeaient des officiers parlant la langue du pays et ayant acquis des notions suffisamment complètes de sociologie musulmane, d'ethnologie, d'économie politique, de droit administratif, etc...

Les connaissances eussent été insuffisantes. Le commandement devait, en outre, choisir pour remplir ces fonctions des officiers doués de solides qualités militaires, particulièrement actifs, ingénieux, jugeant avec calme et objectivité et doués d'une parfaite éducation qui les préserve de maladresses regrettables à l'égard des indigènes.

Ces considérations amenèrent, dès le début de la conquête de l'Algérie, la création d'un service spécialisé qu'on appela « les Bureaux Arabes ». C'est ce même service qui, aujourd'hui, après des vicissitudes diverses, est appelé « le Service des Affaires Indigènes ».

On pourrait remarquer qu'une organisation de ce genre ne se rencontre guère que dans notre Afrique du Nord et en Syrie. Dans nos autres colonies, il n'existe et n'a jamais existé d'organisations analogues. La raison peut être la suivante : Nos colonies lointaines nous ont été conquises par une armée vraiment spécialisée toute entière : l'armée coloniale. Si les jeunes officiers de cette armée ne reçoivent pas dans les écoles militaires une formation spéciale qui les prépare à ce rôle très particulier, ils acquièrent assez vite, au contact de leurs aînés, les connaissances qui leur font défaut. Il demeure cependant regrettable que les officiers de l'ar-

mée coloniale puissent servir successivement dans des colonies très différentes. Il serait souhaitable qu'il existât pour eux une spécialisation par groupe de colonies, comme pour nos administrateurs coloniaux.

Dans l'Afrique du Nord et en Syrie, l'élément métropolitain se rencontre à côté de l'élément colonial et semble même être en majorité. Nous n'avons pas de véritable armée d'Afrique. Certains officiers sont volontaires, parmi les jeunes surtout, et débarquent l'esprit curieux, cherchant à s'adapter. D'autres sont désignés d'office, appelés par le tour de départ ; parfois peu satisfaits, ils considèrent ce séjour loin de la métropole comme un accident dans leur carrière, et s'ils remplissent scrupuleusement leurs devoirs professionnels, ils ne se sentent nullement inclinés à chercher à connaître l'indigène et à s'intéresser à lui. D'une façon générale, le séjour de ces officiers est trop court pour qu'ils puissent acquérir les connaissances nécessaires. Nullement préparés dans la métropole à ce rôle colonial de l'officier, ils attendent plus ou moins patiemment leur retour en France.

Il convient de reconnaître cependant qu'il existe un noyau d'officiers de l'armée métropolitaine qui cherchent, comme l'exprime le Maréchal Lyautey, à « retrouver aux avant-postes de la civilisation l'énergie, l'allégresse et la raison de vivre ». Ces officiers, qui finissent par constituer en fait, sinon en droit, un embryon d'armée d'Afrique, forment une véritable pépinière où le commandement puise les spécialistes dont il a justement besoin pour ses services, en même temps qu'ils fournissent les cadres durables de nos unités indigènes. Le nombre de ces officiers allant actuellement en croissant, il devient, fort heureusement, de moins en moins nécessaire de faire appel au « tour de départ »,

système déplorable, qui amène des relèves trop fréquentes des cadres de ces unités.

Enfin, cette constitution d'un corps spécialisé, unique, sous une seule direction, obéissant à une même impulsion, dressé à la même école, permet d'éviter au maximum les incertitudes, les erreurs, les imprudences que commettraient fatalement une poussière d'officiers de troupe plus ou moins livrés à eux-mêmes, sans connaissances spéciales, et, quoique animés des meilleures intentions, de valeur très inégale. Les incertitudes, les erreurs, les imprudences se paient toujours en pays d'Islam par une diminution de notre prestige et par du sang versé.

Près d'un siècle d'expérience a d'ailleurs montré les heureux résultats de cette spécialisation qui permet vraiment de mettre « *the right man in the right place* ».

II. — C'est en 1833 que le général Trézel institue le premier « bureau arabe ». Le chef en est le jeune capitaine de la Moricière, seul officier du corps d'occupation parlant la langue arabe. Cet organe a pour but de tenir le commandant en chef au courant de la situation politique du pays et d'assurer les relations avec les tribus. Les débuts sont pénibles. A Paris, on apprécie mal cette innovation. Le ministre de la guerre ne veut accorder aucune indemnité au créateur du bureau et parle même de le renvoyer à son bataillon. Fort heureusement, le « bureau arabe » continue à subsister.

Malgré cela, en 1839, l'Etat-Major réussit à en obtenir la suppression et l'absorbe dans ses attributions. Bugeaud le rétablit en 1841. Enfin, un arrêté du ministre de la guerre du 1^{er} février 1844 institue définitivement les « bureaux arabes ».

Parfois violemment pris à partie, surtout vers le milieu du siècle dernier, par le Parlement, la presse et l'opinion

publique, qui admettent difficilement qu'un officier sache faire autre chose que se battre et grossissent avec satisfaction les quelques erreurs ou maladroites commises par un personnel inexpérimenté dans cette organisation nouvelle, les bureaux arabes n'en poursuivent pas moins leur tâche avec une continuité inlassable. Les résultats qu'ils obtiennent en Algérie et en Tunisie sont tels que, dès nos premiers pas au Maroc, nous ne pouvons faire autrement que d'y créer un organisme analogue.

Dès notre occupation de la Chaouia, le général Drude organise un « Service de Renseignements » en y appelant des officiers des Affaires Indigènes d'Algérie et de Tunisie.

En 1909, ce service devient autonome. En 1913, une « Direction du Service des Renseignements » est créée à Rabat ; mais elle n'a encore que les attributions d'un service de l'avant, les questions de politique indigène étant traitées par le Secrétariat général du Gouvernement chérifien. Enfin, en 1917, un dahir du 2 juin crée à Rabat la « Direction des Affaires Indigènes » à laquelle est rattachée la direction du service des renseignements. En 1923, un cours préparatoire est institué également à Rabat afin d'améliorer le recrutement et la formation des officiers se destinant à ce service. En 1926, pour marquer les progrès de la pacification marocaine jusque dans les termes, M. Steeg, Résident Général, décide que le service des renseignements s'appellera désormais « Service des Affaires Indigènes ».

III. — Au point de vue de l'étendue territoriale de l'action politique, militaire et administrative du Service des Affaires Indigènes, il convient de remarquer que le Maroc, en cours de pacification, se partage en trois zones d'aspect nettement différent :

1° au contact des insoumis, la « zone des opérations »,

zone purement militaire, dans laquelle on se bat parfois, où l'administration indigène est inexistante ou en formation. Dans cette zone, le rôle politique et militaire des Affaires Indigènes est le plus grand.

2° En arrière, une zone de pacification, d'étendue extrêmement variable, où le rôle politique est encore très important, le rôle militaire de plus en plus effacé, le rôle administratif sans cesse grandissant. Il s'agit, dans cette zone, d'habituer l'indigène à notre présence et, sans le froisser ni dans ses mœurs ni dans ses institutions, d'assurer la sécurité et la pérennité de notre installation. Ici encore, tous les pouvoirs sont groupés entre les mains des chefs militaires. Il est d'ailleurs un fait, que tant que les indigènes ne sont pas parfaitement acclimatés à notre présence, toutes leurs préférences vont à l'administration des militaires. Le prestige dont jouit celui qui les a vaincus, la fermeté dont il use plus volontiers et la force qu'il représente leur sont autant de garanties de bonne et surtout prompte justice et de paix. Il est même curieux de constater que plus la résistance à notre pénétration a été farouche, plus la soumission se trouve être franche, sûre et durable. Rien d'absolu au demeurant ; il y aura accroissement constant de l'élément civil au sein de l'élément militaire, au fur et à mesure des progrès de la pacification.

3° Enfin une troisième zone, dite de l'arrière, où la pacification est pleinement assurée. L'élément militaire n'a plus à intervenir. Toute l'autorité se trouve entre les mains de l'administration civile. Cependant, ici encore, suivant les nécessités du moment, il y aura pénétration des deux éléments, et l'on verra alors des agents militaires de contrôle sous les ordres des agents civils.

Les principes suivants commandent l'organisation interne du Service des Affaires Indigènes :

1° à la base, l'idée d'une action politique régionale, chaque région possédant en propre les moyens qui lui sont nécessaires pour assurer chez elle la pacification et l'administration.

2° à la tête, un organe de direction assurant l'unité d'action pour l'ensemble du territoire, la liaison entre les diverses régions, ainsi qu'entre l'autorité civile et l'autorité militaire.

En conséquence, on va donc trouver :

a) à Rabat, une « Direction des Affaires Indigènes » préparant :

Au point de vue politique le programme des opérations militaires, participant à l'étude de toutes les questions économiques et sociales intéressant l'indigène, dirigeant la politique indigène et centralisant les affaires administratives des régions militaires.

b) Un certain nombre de régions militaires ou de territoires autonomes (Régions militaires de Fès, Meknès, Taza, Marrakech, des confins algéro-marocains, un territoire autonome : celui du Tadla). Chaque région est subdivisée en territoires qui comprennent eux-mêmes un certain nombre de cercles. A la tête de chacune de ces circonscriptions territoriales (région, territoire et cercle) se trouve un officier général ou supérieur appartenant au Service des Commandements territoriaux.

Chaque cercle comprend à son tour des Bureaux et des Postes des Affaires indigènes en nombre variable.

Les officiers des Commandements territoriaux ont sous leurs ordres les forces régulières stationnées sur leur circonscription.

Dans leur rôle militaire, ils sont subordonnés au Général Commandant Supérieur des Troupes du Maroc. Dans leur rôle administratif, ils dépendent du Commissaire Résident Général.

Ils disposent en outre des forces supplétives encadrées par les officiers de leurs bureaux d'Affaires indigènes.

Les postes des affaires indigènes comprennent un ou deux officiers du Service des Affaires indigènes du grade de capitaine ou de lieutenant, un interprète, un makhzen de quelques cavaliers indigènes (mokhaznis) recrutés par le chef de poste lui-même, en général parmi les fils de notables. Ces mokhaznis, sous le commandement d'un gradé indigène appelé « chaouch » assurent la police du poste, le service de patrouille, d'escorte et, en outre, soulagent dans différentes missions la cavalerie régulière. Enfin, un médecin est, en général, installé auprès de chacun des postes.

Par ailleurs, le service des Affaires Indigènes assure l'encadrement : 1° des *Goums*, unités semi-régulières comprenant une centaine de fantassins, une cinquantaine de cavaliers recrutés par engagements de deux ans renouvelables, armés par nos soins, et soumis à la discipline des unités régulières ;

2° des groupes de « *partisans* » : cavaliers ou piétons levés dans les tribus pour une période déterminée, et qui servent à parer à l'insuffisance numérique des goumiers et mokhaznis.

Les officiers qui servent dans les Affaires Indigènes sont mis hors cadres et suivent une hiérarchie propre, indépendante de la hiérarchie ordinaire. Les divers échelons en sont les suivants : adjoint stagiaire, adjoint de 2^e classe, adjoint de 1^{re} classe, chef de bureau de 2^e classe, chef de bureau de 1^{re} classe, chef de bureau hors classe.

Le recrutement des officiers servant dans le service des Commandements territoriaux ou dans le service des Affaires Indigènes est assuré de la façon suivante :

1° Les officiers supérieurs et, exceptionnellement, les capitaines de toutes armes ayant déjà servi en Afrique du Nord, peuvent être proposés sur leur demande, pour y exercer un commandement territorial, dans les régions d'administration ou de contrôle militaires ;

2° les capitaines et les lieutenants de toutes armes n'ayant jamais appartenu au service des Affaires Indigènes d'Afrique du Nord doivent, s'ils désirent être employés dans ce service, suivre au préalable un cours préparatoire à Rabat. Ce cours ouvre, chaque année, au début d'octobre. On y admet, en général, une vingtaine d'officiers.

La durée du cours est de dix mois. Le programme porte sur : la géographie physique et économique du Maroc, l'histoire du Monde musulman et en particulier du Maroc, la doctrine et l'organisation religieuses de l'Islam, l'ethnologie et la sociologie de l'Afrique du Nord, le droit musulman, le droit coutumier berbère, le droit administratif marocain, la législation fiscale, le régime de la propriété indigène, l'économie politique, l'agriculture coloniale, etc...

Le programme comporte, en outre, l'étude obligatoire de la langue arabe et, éventuellement, les dialectes berbères.

Il n'y a pas de concours d'admission, mais le nombre des places étant très limité et le nombre des candidats en excédent, la Direction peut ainsi choisir, parmi les officiers volontaires, ceux qui lui semblent fournir le maximum de garanties.

A l'issue du cours, le classement des élèves détermine la rapidité avec laquelle ils sont admis définitivement dans le service des Affaires Indigènes comme stagiaires.

En entrant au cours préparatoire, ces officiers prennent l'engagement de servir au moins deux ans dans les affaires indigènes après leur sortie du cours. Pratiquement, la durée de leur séjour dans ce service est de cinq ou six ans, et souvent même, ils y reviennent après quelques années passées en France. Quelques-uns y font même toute leur carrière.

IV. — Au point de vue de leur activité professionnelle, le rôle des officiers des Affaires Indigènes est triple :

Politique — militaire — administratif.

Mais ce qu'il faut bien retenir, c'est que ces officiers sont avant tout des soldats.

Rôle politique, pour préparer les futures soumissions, pour les réaliser avec le minimum d'efforts militaires, puis, une fois ces soumissions obtenues, pour maintenir dans l'obéissance et la fidélité les tribus nouvellement conquises.

Rôle militaire, en rassemblant les documents de tout ordre concernant les opérations envisagées, en effectuant les reconnaissances nécessaires, enfin, en assurant, au cours même des opérations, le service de guide et d'éclaireur de la colonne.

Rôle administratif, dans la réorganisation de l'administration indigène et le contrôle de son fonctionnement.

Au cours de la deuxième et de la troisième partie de cet ouvrage, ces formes si diverses de l'activité de ces officiers seront étudiées en détail.

V. — Pour mener à bien cette tâche écrasante qu'un auteur a pu comparer au cumul de cinq ministères différents, il importe de placer ces officiers dans les meilleures conditions matérielles possibles. En outre, aux yeux des indigènes, le luxe relatif dont ils savent s'entourer, l'aisance dans laquelle ils vivent par rapport à leurs camarades de la troupe, la richesse et le goût de leur demeure, le soin

même de leur toilette, seront une sérieuse garantie de leur prestige et, par là, de celui de la France qu'ils représentent. C'est pourquoi le « bureau arabe » est-il toujours une construction aussi confortable qu'agréable et élégante, entourée des plus beaux jardins qu'on puisse trouver dans la région ; l'officier monte les plus beaux chevaux, et tout, dans son attitude, marque le souci de tenir le plus grand compte de cette politique du prestige.

C'est la raison pour laquelle le Protectorat accorde des indemnités non négligeables à ces officiers, pour leur permettre de mener le genre de vie compatible avec leur mission de représentants de la France. Sans doute, cette différence de traitement et de conditions matérielles d'existence soulève, peut-être parfois, quelque jalousie de la part des camarades de la troupe moins favorisés ; mais il suffit de réfléchir à l'importance du rôle des premiers pour voir à ces avantages leur pleine justification, et de songer aussi qu'isolés au milieu de populations souvent hostiles, ils se trouvent beaucoup plus exposés que les seconds.

II. — *Les troupes d'occupation.*

Certains esprits ne reconnaissent la qualité d'agents du contact qu'aux éléments spécialisés. Comment imaginer, prétendent-ils, qu'un légionnaire, un Sénégalais, ou encore un « bataillonnaire » puisse être un agent du contact ? La question est mal posée. Il ne s'agit pas d'apprécier la valeur « apostolique » plus ou moins développée de ces éléments, mais d'envisager le fait. Qu'on le veuille ou non, du fait de l'occupation du pays par nos troupes, un contact va s'établir entre les indigènes et nos soldats, des relations vont naître. Les conséquences qui en résulteront seront-elles

bonnes ou mauvaises ? Nous le verrons par la suite. Rappelons-nous, en tout cas, que ces unités, quelles qu'elles soient, ont des cadres français et que suivant le mot de Galliéri : « la force vive que représente un Français aux colonies ne doit jamais rester inemployée ».

D'autres cherchent à nier la nécessité de l'occupation militaire. Ils souhaitent voir la troupe disparaître dès que la conquête semble réalisée. Toujours la même ignorance des caractères spécifiques de la guerre coloniale. Combien se laissent bercer par cette douce illusion bien française d'une pénétration purement pacifique. Tout ceci sera étudié en détail dans la deuxième partie. Bornons-nous, pour le moment, à rappeler :

1° que lorsque l'occupation a été précédée d'une véritable conquête militaire, les soumissions sont, en général, plus durables. Il a suffi de « montrer la force », mais encore faut-il la montrer. « Tout le monde croit ce que vous paraissez », dit Machiavel ;

2° qu'en second lieu, comme l'exprimait Bugeaud, « une expédition non suivie d'occupation ne laisse pas de trace » plus durable que celle faite par le sillage d'un navire sur « la mer immense ».

I. — Le problème de l'importance numérique des forces d'occupation sort du cadre de cette étude. Il convient cependant de souligner au passage qu'elles doivent être assez nombreuses pour :

a) inspirer confiance aux indigènes dans la solidité de notre conquête ;

b) assurer une protection complète et efficace des tribus soumises contre les tribus dissidentes ou insoumises ;

c) avoir partout où elles sont appelées à s'engager une supériorité sur l'ennemi telle, qu'elles ne puissent subir un

échec de quelque importance, tout échec grave de nos armes pouvant compromettre l'avenir même du Protectorat.

II. — Quels sont les différents éléments de ces troupes d'occupation ? Quelles sont leurs qualités en les considérant sous cet angle d'agent du contact ?

1° *L'encadrement.*

a) Les officiers.

Quelle que soit la durée du séjour qu'ils effectuent, ils n'ont reçu aucune formation spéciale concernant le rôle très particulier qu'ils peuvent jouer dans ce pays d'Islam. L'influence qu'ils peuvent exercer sur l'indigène et la collaboration effective qu'ils peuvent apporter aux officiers des A. I. (Affaires Indigènes) dépendent uniquement de l'intérêt qu'ils témoignent à ces questions, de leur tempérament et de leur valeur morale et intellectuelle. Situation infiniment regrettable. Cette insuffisance d'instruction peut amener bien des maladresses. Elle explique l'attitude des officiers des A. I. cherchant, la plupart du temps, à éloigner les indigènes de leurs camarades de la troupe et tend à aggraver le fossé qui se creuse entre ces deux catégories d'officiers.

b) Les sous-officiers.

Ceux-ci se bornent, en général, à suivre dans leurs relations avec les indigènes l'exemple qui leur est donné par leurs chefs immédiats.

2° *La troupe.*

Il convient de distinguer ici :

a) Les troupes blanches.

Parmi celles-ci, les troupes françaises fournies par le service militaire obligatoire (zouaves, chasseurs d'Afrique, etc.) ne retiendront pas notre attention. Pour des raisons tant politiques que militaires dans lesquelles nous n'avons pas à entrer, elles sont assez peu employées dans les zones

de l'avant, ou dans des cas extrêmement limités. Elles servent surtout à constituer à l'intérieur des garnisons de sûreté dont la nécessité ne se discute pas. Il faut souligner cependant que si, depuis les réductions de la durée du service qui ont suivi la guerre, elles sont peu utilisées, elles avaient, par contre, rendu des services de tout premier ordre au début de la conquête. Parmi ces troupes françaises, une place à part mérite d'être faite au Régiment d'infanterie coloniale du Maroc qui a joué un grand rôle dans la pacification et dont un bataillon est encore actuellement au Maroc.

Les bataillons d'Afrique vivent également à l'écart des indigènes, ce qui est fort heureux pour ces derniers et pour notre prestige. Pendant de longues années, au lendemain de la guerre, ils ont fait cependant œuvre utile dans la région de Midelt. Leur petit nombre et leur non-valeur au point de vue moral permettent ici de les négliger.

Si nous mettons à part les spécialistes (artilleurs, sapeurs, radios, etc...) qui se trouvent noyés dans les unités au profit desquelles ils s'emploient, ils ne restent plus qu'à citer cette magnifique troupe qu'est la « Légion étrangère ».

La Légion, qui fournit à l'armée d'Afrique ses plus beaux soldats, serait susceptible d'être une véritable pépinière d'agents de notre influence. Très attachés à leurs officiers, toujours prêts à suivre leurs directions, ils n'ont pas, à l'égard des indigènes, le mépris et la brutalité dont on les accuse quelquefois. Des exemples nombreux prouvent qu'ils surent bien souvent, mieux que leurs camarades des troupes indigènes, respecter la propriété privée. Susceptible de fournir une main-d'œuvre aussi experte que variée, la Légion doit être un élément du contact à ne pas négliger.

b) Les troupes arabes.

Spahis et tirailleurs marocains et algériens rivalisent avec la Légion par leurs qualités militaires. Egalement très attachés à leurs chefs français, leur servant de truchement dans leurs relations avec les indigènes, ils pourraient être, si ce côté de leur tâche était envisagé d'une façon rationnelle, et guidés par les directives sûres et fermes que leurs officiers recevraient de leurs camarades des A. I., d'excellents agents de propagande française.

c) Les troupes noires.

Quoique de tous temps, les sultans aient employé des troupes noires, leur influence dans le domaine qui nous intéresse est négligeable. Seule subsiste leur valeur militaire.

III. — Leur emploi et leur répartition.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le détail de discussions purement techniques, mais de voir simplement comment, en fait, sont utilisées les troupes d'occupation de manière à mieux saisir leur action en tant qu'agents du contact.

Il nous a semblé que les idées qui guidaient cet emploi et cette répartition gravitaient autour de ces deux concepts :

— la force ;

— la mobilité.

a) *La force*. — C'est la base même de toute notre influence. Rappelons-nous ces paroles que les indigènes algériens adressaient à Bugeaud en 1837 : « Nous ne nous soumettrons que si les Français continuent à se montrer plus forts que l'émir ». Force constatée, parce qu'on en aura senti le poids et apprécié les effets. Force montrée, pour en éviter par la suite l'emploi.

Ceci amène la condamnation des détachements isolés trop faibles pour résister à une entreprise hardie de la dissidence, des cordons de petits postes incapables d'une longue résistance et sans action efficace. C'est la nécessité, étant

donné la faiblesse numérique des effectifs engagés, d'éviter toute dispersion, de sérier les questions, de ne pas vouloir trop embrasser, de ne considérer l'emploi de cette force que comme l'*ultima ratio*, de veiller que partout où elle se trouve appelée elle puisse se manifester avec éclat.

b) *La mobilité*. — Il faut que la force puisse être présente partout, d'où la nécessité de pouvoir déplacer rapidement nos moyens. C'est la consécration de la politique dite « régionale », décentralisatrice, qui permet une action plus rapide, c'est la constitution de « groupes mobiles » ou « colonnes » toujours prêtes à l'action et dont la première qualité, comme l'exprime le Général Giraud, est d'être mobiles. Enfin, l'importance qu'il y a lieu d'attacher au développement du réseau ferré et routier et à l'utilisation de l'aviation et des engins motorisés.

Ces deux concepts nous permettent maintenant d'envisager les trois formes que va revêtir l'activité de nos troupes.

1° Elles *veilleront*, et ce sera la vie dans les postes.

2° Elles *se déplaceront*, parfois pour combattre, toujours pour montrer qu'elles sont prêtes à l'action, et ce sera la vie du groupe mobile.

3° Elles *travailleront*, et ce seront les travaux de pistes, d'aménagement de bases de ravitaillement, etc...

A. — LES POSTES DE L'AVANT.

Il y a lieu de bien distinguer les postes militaires installés en bordure de l'insoumission des postes de renseignements, où fonctionne un bureau des Affaires Indigènes installé dans le même secteur. Ces deux postes sont quelquefois très voisins, mais parfois aussi séparés l'un de l'autre par une vingtaine de kilomètres. Ils ne répondent pas aux

mêmes nécessités. L'un est construit pour des fins politiques, c'est le poste des A. I., l'autre pour des fins purement militaires. Tandis que le premier se montre accueillant à l'indigène, l'autre s'entoure de barbelés et ne laisse apercevoir que les canons de ses armes. Construit en général sur une position dominante, le poste militaire suspend la menace de ses projectiles sur le pays environnant. Il garde dans ses flancs une garnison de cent à cent cinquante hommes, un approvisionnement en vivres de six mois, un approvisionnement en munitions formidable et constitue pour les déplacements éventuels du groupe mobile un point d'appui sérieux.

Que sont ces postes ? Imaginons une plate-forme rectangulaire d'une centaine de mètres de côté environ, close d'un mur de pierres sèches ou de maçonnerie dont l'élévation n'atteint parfois qu'à peine un mètre cinquante. Dans ce mur, deux ou trois ouvertures en chicane, quelques créneaux. Tout autour, un réseau de fil de fer barbelé soigneusement entretenu.

A l'intérieur de l'enceinte se trouvent les logements de la garnison, le central téléphonique, le poste de T. S. F., les cuisines, le four et la boulangerie, l'infirmerie, les abris pour les munitions et les vivres, parfois l'écurie et l'étable, car il arrive que le poste dispose, pour son alimentation, d'un troupeau de bœufs et de moutons. Derrière les créneaux et dans les tourelles d'angle de l'enceinte, on aperçoit, prêts à entrer en action, les canons et les mitrailleuses. Aucun indigène ne doit franchir le réseau. Toutes les nuits, le poste se ferme, se barricade et se garde par quelques sentinelles.

Le grand problème de la vie de ces postes est l'approvisionnement en eau. Leur situation leur permet rarement

d'englober dans leur enceinte un point d'eau. Ils en sont réduits à se constituer une réserve de deux ou trois mille litres, suivant l'importance de la garnison. Quand le secteur est calme, ils s'approvisionnent chaque jour à la source la plus proche. Parfois, une tour occupée de jour et de nuit par quatre ou cinq hommes est construite pour en surveiller l'accès. Dès que la région s'agite un peu, une menace constante pèse sur les tirailleurs qui se rendent à la corvée d'eau. Combien de fois, en embuscade autour de la source, les insoumis attendirent ainsi les premiers arrivants pour les poignarder avant que leurs camarades n'aient eu le temps d'intervenir et tandis que, des hauteurs voisines, une violente fusillade aveuglait le poste. Pour éviter ces incidents, on ne va chercher l'eau que lorsque la « sécurité » est en place. On appelle ainsi quelques groupes de guetteurs qu'un officier va placer chaque matin sur les crêtes dominant la source et qui ne rentrent au poste qu'à la nuit tombante.

Si l'étreinte ennemie se resserre et si le poste est assiégé, il faut vivre sur la réserve et se rationner sévèrement, jusqu'à ce que l'arrivée du groupe mobile oblige l'ennemi à lever le siège.

La vie dans ces postes est relativement pénible : c'est l'isolement le plus complet. Il faut savoir s'occuper, et savoir entretenir l'activité de la garnison. Celle-ci s'emploie à améliorer sans cesse son installation matérielle, aux réfections que les intempéries rendent nécessaires. Parfois, quand le temps le permet, et après l'avis des officiers des A. I. voisins, une partie de la garnison effectue une sortie qui lui permettra d'entretenir ses qualités militaires. Sortie purement pacifique d'ailleurs, mais qui affirme notre présence aux yeux des indigènes.

Nous verrons dans la deuxième et la troisième partie de

cet ouvrage que ces postes ne sont pas simplement des « corps de garde », mais peuvent aussi, dans une certaine mesure, être des « centres de diffusion de l'influence française ».

B. — LES GROUPES MOBILES.

On ne « se garde bien que par le mouvement ». Les postes de l'avant ne suffisent pas à assurer la sécurité des régions conquises. Trop souvent, ils sont eux-mêmes les prisonniers des populations au milieu desquelles ils sont établis. C'est pourquoi chaque commandant de région militaire dispose d'un groupement de forces pouvant atteindre six à sept mille hommes et qui constitue ce qu'on appelle le *groupe mobile* ou la *colonne*. On aura ainsi le groupe mobile de Meknès, celui du Tadla, celui de Marrakech, celui des Confins, etc...

Ces groupements, pouvant agir suivant les besoins, soit indépendamment, soit au contraire en liaison les uns avec les autres, sont destinés à ces reconnaissances de police, reconnaissances puissantes, susceptibles d'assurer partout le prestige de nos armes, qui « manifesteront la force pour en éviter l'emploi » et constituent les grandes unités nécessaires pour les opérations militaires.

« Le groupe mobile ne procédera pas par pointes sans « action durable, mais par stationnements successifs, employant tous les moyens nécessaires pour obtenir des « résultats définitifs » (Gouraud). Son passage provoquera, au sein des tribus, plus ou moins hésitantes sur l'attitude à adopter à notre égard et déjà travaillées par les conversations que nos officiers des Affaires Indigènes auront eues avec certains de leurs représentants, une recrudescence de l'activité commerciale par les achats qu'il effectuera. En

outre, la présence du médecin attirera de nombreux indigènes des deux sexes et multipliera les points de contact.

La composition de ces groupes mobiles a varié évidemment avec les nécessités du moment, mais aussi avec les possibilités militaires. On admet actuellement qu'un groupe mobile bien composé doit comprendre cinq à six bataillons d'infanterie, trois batteries d'artillerie de campagne ou de montagne, deux escadrons de cavalerie, un goum, si possible une escadrille, au total six mille hommes et trois mille chevaux, effectif qu'il est difficile de dépasser à cause des nécessités du ravitaillement. En outre, le déplacement de ce groupe mobile sera accompagné d'une levée de quatre à cinq mille partisans.

Le Général Giraud, dans un article paru il y a quelques années dans le *Bulletin de l'Afrique Française*, en précise les qualités.

Il doit avant tout être *mobile* et pour cela *homogène* ; aussi, le convoi sera-t-il réduit au minimum ; ni sacs, ni bagages. Les hommes emporteront deux jours de vivres et les trains de combat seuls suivront. Aucun confort, ni pour les officiers, ni pour la troupe.

Le groupe mobile doit pouvoir faire des marches de vingt à quarante kilomètres par jour et combattre à l'occasion. Ceci entraîne l'installation, tous les cinquante ou soixante kilomètres, de bases de ravitaillement, où seront stockés des vivres et des munitions pour six à huit jours.

Enfin, le groupe mobile doit être « renseigné ». Il le sera par la liaison étroite de l'action politique des officiers des Affaires Indigènes de la région dans laquelle il se déplace et de l'action militaire de son commandement et aussi par le service de couverture qu'assureront autour de lui les goums

et les makhzen des A. I., les chefs indigènes avec leurs partisans.

Dès que les circonstances atmosphériques et l'état des pistes permettent le déplacement des troupes, celles-ci abandonnent les garnisons où elles ont dû séjourner pendant la mauvaise saison et se rassemblent face à la zone insoumise, mais à l'abri de nos postes, dans un rayon de trois à quatre kilomètres. Après quelques jours d'attente, pendant lesquels l'activité politique de nos officiers des A. I. est particulièrement poussée, l'ordre d'alerte arrive. Le départ, en général, se fait de nuit, une heure et demie ou deux heures après avoir reçu l'ordre d'alerte. Dans le silence le plus complet, formé sur deux ou trois colonnes minces dont la longueur, en principe, ne doit pas excéder cinq kilomètres et laissant une faible partie de son effectif à la garde de son bivouac, le groupe mobile se déplace avec rapidité pour atteindre avant le jour quelque objectif important. Les partisans, levés à la dernière minute pour conserver la surprise, ne commenceront leur service de sûreté qu'à l'aube.

Dès la pointe du jour, le groupe mobile éclate en quelque sorte et prend une formation rappelant le carré ou le losange. Il se garde de tous les côtés par des avant-gardes, des flanc-gardes, des arrière-gardes formées de troupes régulières, tandis que les partisans et les goumiers battent l'estrade plus au loin.

Marchant au plus vite, il cherche à tenir tout de suite, en vue des combats qu'il peut avoir à soutenir, les points de passage obligés, les sommets interdisant certains couloirs, les points d'eau.

Tant qu'il progresse, il est assez rare qu'il se heurte à des résistances sérieuses. Vers la fin de la journée, il s'arrête sur une position de défense facile et forme le camp. Sorte

de quadrilatère rappelant le camp romain, au centre les tentes de l'état-major, les services, l'artillerie, l'ambulance, le convoi. Sur les quatre faces du camp et derrière une muraille de pierres sèches ou de terre atteignant à peine cinquante centimètres, s'alignent les tentes basses de l'infanterie. On fait la corvée d'eau, les foyers s'allument pour la soupe du soir, les hommes se lavent ou astiquent leurs armes et se préparent pour la marche du lendemain. Les officiers des A. I. mettent à profit ces dernières heures du jour pour chercher à entrer en relations avec les émissaires de l'ennemi qui s'inquiète de l'approche de la colonne. On cause, on fait aussi du commerce. Les malades des environs viennent se faire soigner par le « toubib ». On ne leur demande ni d'où ils viennent ni où ils vont. Mais le soir, quand la nuit sera tombée, ils raconteront dans leurs douars leur visite aux Français, « l'avance de la colonne sera moins « redoutée et sera peut-être même désirée par une partie « de la population ».

Parfois, l'action politique a été inefficace, les tribus se refusent obstinément à se laisser pénétrer pacifiquement ; il faut se battre. Le combat s'engage par quelques coups de feu d'isolés sur une arrière-garde ou une flanc-garde plus faible. Au début, l'ennemi est peu nombreux. Mais dans la montagne, ces coups de feu retentissent comme un appel aux armes. Les quelques dizaines de tireurs font place, trois ou quatre heures plus tard, à quelques milliers d'assaillants. La colonne doit attaquer à son tour pour se dégager et poursuivre sa marche. Souvent, on lance les partisans en avant, encadrés de quelques officiers des A. I., mais le combat n'est pour eux qu'un mouvement de flux et de reflux et il importe, si l'on veut éviter un échec, que les troupes régulières prennent pied le plus vite possible sur le

terrain conquis. Si l'attaque est vigoureusement menée, l'effort ennemi décline rapidement et le groupe mobile reprend sa progression.

En un point bien choisi, un poste est installé, on travaille activement à la construction d'une piste. De l'arrière, un convoi important protégé par la présence du groupe mobile y amène un approvisionnement en vivres et en munitions pour six mois ou un an. Dès que les travaux sont assez avancés, on y laisse une garnison d'une ou deux compagnies, et le groupe mobile reprend sa marche, qu'il poursuivra ainsi pendant toute la belle saison.

Les opérations menées par le groupe mobile ne se présentent pas toujours sous cette forme extrêmement souple et où l'action politique a le pas sur l'action militaire. Dans certaines régions, dans les massifs montagneux où nous avons dû livrer de violents combats ces années dernières, les populations fanatisées sont absolument rebelles à toute pénétration pacifique et s'opposent résolument à notre progression ou, s'ils peuvent s'échapper, se replient pied à pied pour protéger l'exode de leurs familles et de leurs troupeaux.

Leur nombre, leur énergie et leur valeur guerrière, jointes aux difficultés du terrain, nous impose ici une méthode différente. On a cherché à mettre en pratique les enseignements de la guerre moderne. Les groupes mobiles sont plus lourds, — neuf à dix bataillons d'infanterie — plus fournis en artillerie, qui exécutera des tirs systématiques sur tous les points de rassemblements des insoumis. On utilise parfois des chars de combat. Le « carré à la Bugeaud » est abandonné. On progresse sur un large front, de façon à obliger l'adversaire à disperser son attention et ses efforts. L'action est réglée à l'avance, avec méthode, « du jour J. à l'heure H. ».

Les insoumis voyant nos éléments apparaître de tous côtés ne savent où faire front. Menacés d'un perpétuel débordement, le découragement les prend rapidement. Ils n'ont plus bientôt que le choix entre la fuite, quand elle est possible, ou la soumission. Souvent, ils concentrent leurs efforts contre une seule colonne qui supporte le choc, tandis que les autres colonnes, marchant rapidement, achèvent l'encerclement. Il appartient d'ailleurs au chef de choisir les axes de progression, de façon à ce que les différentes colonnes puissent s'appuyer réciproquement.

L'objectif tactique importe parfois plus ici que l'objectif politique. Mais on ne néglige pas cependant la conquête des pâturages et des terrains de culture, gages que les tribus en fuite laissent entre nos mains. Réfugiées dans des régions inhospitalières, leurs ressources ne tarderont pas à s'épuiser. L'hiver venu, certaines familles descendront vers nous et demanderont « l'*aman* » pour retrouver leurs biens. Mais il faut alors, en attendant les soumissions, encercler la région où les tribus se sont retirées, d'une ceinture de postes qui chercheront à assurer le blocus économique. Il faut convenir que ce blocus est coûteux, difficile à réaliser d'une manière efficace. La paix ne peut être complète que par l'achèvement de la conquête.

C. — LES TRAVAUX.

Que ce soit au cours de la construction des postes, de la construction ou de la réfection des pistes, les troupes laissent fréquemment leurs armes pour prendre l'outil. Après les dernières pluies d'hiver, un certain nombre de bataillons s'échelonnent le long des pistes qui mènent aux bases et aux postes de l'avant. Les pistes sont refaites et amélio-

rées. Telles les équipes de cantonniers sur les routes de France, les unités s'enfonçant vers la montagne déplacent leurs bivouacs au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Au passage, ils prennent contact avec les habitants des villages qu'ils traversent. Ceux-ci viennent leur vendre des œufs, du lait, des fruits. Le médecin du bataillon visite les malades, distribue de la quinine dont les enfants se montrent particulièrement friands. On cause, l'indigène s'apprivoise. Si les officiers tiennent bien leurs hommes en main, si les femmes sont respectées et le maraudage sévèrement réprimé, ces équipes de travailleurs peuvent avoir ainsi une action politique bienfaisante.

Tandis que ces travaux se poursuivent, de longs convois de mulets d'abord, puis, au fur et à mesure de l'élargissement de la piste, des convois automobiles poussent vers les bases de l'avant les approvisionnements destinés au groupe mobile.

Plus en arrière, sous la direction d'officiers et de gradés spécialisés, d'autres travailleurs construisent la voie de chemin de fer (voie de soixante) qu'on cherche à pousser toujours plus en avant.

Dans tous ces travaux, la Légion étrangère s'est acquise une réputation véritablement légendaire. Aucune difficulté ne put jamais l'arrêter et les ouvrages d'art dont elle a parsemé le Maroc font l'admiration des techniciens.

*
* *

Cette dualité des agents du contact, les uns orientés plus particulièrement vers l'action politique, les autres vers l'action militaire, si heureuse si l'on juge les résultats obtenus, n'est pas cependant sans présenter certains inconvénients.

Des conflits parfois se sont élevés entre l'autorité politique et l'autorité militaire ; la guerre du Rif en a fourni quelques exemples. Certains chefs de troupe, surtout parmi ceux fraîchement débarqués, admettent difficilement que des officiers des Affaires Indigènes, parfois beaucoup plus jeunes et en général moins élevés en grade, servent d'intermédiaires « entre leur autorité et les gens qu'ils ont à dominer, sinon à vaincre ».

Sans dire toutefois, comme M. Maurice Le Glay, qu'il y a antagonisme de principe et d'idée entre les deux éléments, il est bien évident que la liaison n'est pas toujours aussi étroite qu'il serait souhaitable. Pour certains chefs de la troupe, « qui n'est pas le rang n'est pas l'armée », et ils regardent avec une certaine défiance ces officiers des A. I. qui s'occupent d'autre chose que d'instruction militaire. D'autre part, certains officiers des A. I., parce qu'ils sont, en général, d'un niveau d'instruction légèrement plus élevé que la moyenne des officiers de troupe, tendent parfois à se confiner dans un « splendide isolement » qui leur est très préjudiciable. Il arrive aussi que l'indépendance dont ils jouissent et qui leur est d'ailleurs nécessaire, les incite à mener une politique personnelle dont leurs camarades de la troupe sont tenus soigneusement à l'écart. Mais ce ne sont là que des cas d'espèces, ne se produisant guère qu'au contact de ceux qui, arrivant de France, ignorent presque tout des problèmes qui se posent dans ce domaine nouveau. Au bout de quelques mois de joies et de souffrances communes, la camaraderie la plus confiante crée la liaison entre les deux éléments. Et s'il subsiste chez certains quelque jalousie ou quelque aigreur et chez d'autres une assez sotte vanité, qu'importe, puisque les résultats sont excellents.

*
* *

Maintenant que les matériaux sont à pied d'œuvre, voyons la construction de l'édifice. Nous avons passé successivement en revue les conditions politiques, les conditions sociales et les conditions militaires de ce problème du contact, de ce que nous avons appelé la statique du contact. Le temps est venu maintenant d'en aborder la dynamique. Ce sera l'objet de la deuxième partie de cet ouvrage.

BIBLIOGRAPHIE

- Général AZAN. — *Conquête et pacification de l'Algérie*. Paris, 1931.
- Colonel BERRIAU. — *L'officier de renseignement au Maroc*. Rabat, 1918.
- Augustin BERNARD. — *Le Maroc*. Paris, Alcan, 1931, in-8°.
- — — *Les confins algéro-marocains*. Paris E. Larose, 1911, in-8°.
- BUGEAUD. — *L'Algérie*. Paris, 1842, in-8°.
- Bulletin de « l'Afrique Française »*. Année 1930, p. 78 et seq. Art. du Général Giraud.
- Commandant COTTENEST. — Article dans le bulletin de « la Société de Géographie d'Alger ». Année 1905.
- Colonel FERRANDI. — *L'officier colonial*. Paris, Larose, 1930, in-12.
- HANOTAUX. — *Histoire des colonies françaises*, tome III.
- Georges HARDY. — *Le Maroc*. H. Laurens, 1930, in-8°.
- Maths HOLMSTROM. — *Un pays de gel et de soleil*. Trad. de P. Desfeuilles, édition Berger-Levrault, Paris.
- Cap. HUGONNET. — *Souvenirs d'un chef de bureau arabe*. Paris, Challamel, 1858.
- Illustration*. Année 1926. Art. de Pierre DUMAS, p. 232 et seq.
- KELLER. — *La Moricière*. Paris, 1874, in-8°.
- Roger LABONNE. — *Au Maroc*. *Revue de Paris*, année 1930, p. 174-439.
- Lieut.-Col. LAURE. — *La victoire franco-espagnole dans le Rif*. Paris, Plon, 1927, in-16.
- Maurice LE GLAY. — *Sentiers de la guerre et de l'amour*. Paris, Berger-Levrault, 1930, in-16.
- Maréchal LYAUTEY. — *Paroles d'action*. Paris, 1926, in-8°.
- — — *Du rôle colonial de l'armée*. Paris, 1900.
- Commandant Noël MAESTRACCI. — *Le Maroc contemporain*. Paris, Lavauzelle, 1928, in-8°.
- Général MAUREL. — *Les opérations militaires au Maroc*. Paris, 1931.
- R. PEYRONNET. — *Livre d'or des Officiers des Affaires Indigènes*. Tome I, Alger, Soubiron, 1930, in-16.
- RENAISSANCE DU MAROC. — Paris 1922, Imp. Marc Tixier, Poitiers, p. 126 et seq.
-

DEUXIÈME PARTIE

Les Moments du Contact

On raconte que dans certaines régions de l'Afrique centrale, le commerce entre les indigènes et les étrangers se fait sous une forme extrêmement curieuse qu'on a appelée le « commerce muet ». Acheteur et vendeur déposent, l'un après l'autre, en un point choisi, ce que l'un est convenu de vendre et l'autre ce qu'il offre en échange, mais ils ne se rencontrent point. Cette attitude s'expliquerait par la crainte qu'éprouve l'indigène d'entrer en contact avec un inconnu, surtout s'il n'est pas de sa race, attitude non pas hostile, mais méfiante.

Si cette forme de commerce ne se rencontre pas au Maroc, — nous citerons pourtant des exemples qui s'en rapprochent assez, — il faut cependant reconnaître qu'une des plus grosses difficultés de notre pénétration réside dans cette *fuite du contact* à notre égard.

Le patriotisme et l'esprit d'indépendance sont parfois les causes de la résistance que nous opposent les Berbères, mais la raison semble se trouver bien plutôt dans la crainte de l'inconnu, la peur du changement. Prévenus contre nous par les agitateurs chez qui la xénophobie se justifie par de multiples autres raisons, ils se figurent « la conquête sous
« la seule forme qu'ils aient jamais connue, l'accaparement
« des terres et des richesses, le rapt des femmes. Bien pis,
« mené par un peuple de religion ennemie, ce dépouillement
« s'accompagnera sans doute d'une subversion de tout ce
« qui fait le fondement de la société existante. Au désastre
« radical et monstrueux des habitudes qu'il doit entraîner
« va s'ajouter l'idée d'un bouleversement prévu ; d'où la
« naissance de ces fables absurdes sur les mœurs et cou-

« tumes du vainqueur. Que n'attendre point du chrétien
« qui vient de la mer ? » (Un Africain).

Ajoutons que parfois, lorsque certaines tribus travaillées par nos agents semblent accepter de « causer », il n'est pas rare de voir d'autres tribus plus puissantes les obliger, sous la menace, à se fermer à nous. Quiconque est suspect d'être entré en relations avec les chrétiens est considéré comme un ennemi et sa disparition est décidée dans les « djemaa » insoumises. On imagine, dans ces conditions, les difficultés que rencontre notre action politique. Pour amener ces irréductibles à entrer en relations avec nous, il faut réaliser, en quelque sorte, leur isolement moral, suivi souvent d'un blocus militaire et économique. Ce n'est pas toujours d'une réalisation aisée. Les faibles effectifs dont on dispose d'une part, et d'autre part les difficultés que le terrain oppose à une action de ce genre, les facilités qu'il offre au contraire parfois aux insoumis pour échapper à notre étreinte, ne permettent pas toujours cet encerclement.

S'il a pu être réalisé, on cherchera alors à obtenir par l'action politique la désagrégation de la résistance. Mais si l'action politique se montre inefficace, ou trop lente, on fera appel à la force. Des combats acharnés se livreront. Battus par nos armes, ces irréductibles se soumettront avec loyauté.

Ce n'est pas, heureusement, toujours ainsi. On oublie trop en France que « les visages de la dissidence sont multiples ». Quelle que soit la conception que l'on se fasse de la conquête coloniale, elle ne peut tenir en une formule unique.

Il y a la formule de la conquête militaire pure et simple, qui d'un seul élan assurerait notre maîtrise sur toute l'étendue de l'« Empire Fortuné ». Conception que l'on

reproche souvent aux militaires, qui est aussi celle des puissantes sociétés de capitaux pressées de réaliser de fructueux bénéfices. Conception bien française d'ailleurs, et qui satisferait l'opinion, qui a toujours hâte d'en finir avec les conquêtes coloniales. N'oublions pas, en outre, comme le fait remarquer M. Le Glay, « que l'écrasement « des Gaulois par Jules César couvrit l'empire, imposa la « paix à ce point que, moins de cinquante ans plus tard, « la jeunesse romaine venait à Lugdunum suivre les cours « de droit. » Conception qui serait peut-être aussi, au fond, plus humaine et en tout cas moins coûteuse.

Mais cette conception brutale, violente, rapide, se heurte à une impossibilité de fait. Elle exigerait un corps d'occupation beaucoup plus important pendant quelques années. La même opinion qui s'impatiente des lenteurs de notre pénétration politique se refuse, bien entendu, à envisager le moindre envoi de troupes et s'émeut dès qu'on parle de combats. Force est donc de se contenter d'effectifs plus faibles et d'agir avec une prudente lenteur.

A l'opposé, on trouve la formule de la pénétration purement pacifique. Certains, séduits par le succès obtenu grâce à cette formule, dans le Sous en particulier, s'étonnent qu'elle ne soit point généralisée (interpellation de M. Guernut à la Chambre des Députés en juin 1933) (1). Les difficultés de prise de contact que nous avons signalées plus haut indiquent nettement l'impossibilité, regrettable d'ailleurs, d'une semblable conception.

Entre ces deux formules extrêmes, il faudra chercher la solution. La seule pénétration possible sera celle qui, liant l'action politique et l'action militaire, donnera, suivant les

(1) Débats parlementaires. *Journal Officiel*. Année 1933, pp. 2755-3272.

circonstances, le pas à l'une ou à l'autre, mais sans les dissocier. Ce sera plus lent, plus coûteux, mais plus sûr.

Quelle que soit la nuance observée, la réalisation de cette pénétration comportera trois phases, d'importance et de durée variables, qui seront :

- la préparation ;
- l'occupation ;
- l'organisation.

C'est ce qui nous a dicté le plan à suivre dans cette deuxième partie.

CHAPITRE PREMIER

La Préparation.

C'est la recherche de ce contact si difficile à obtenir, tâche qui absorbera la plus grande part de l'activité des officiers des Affaires Indigènes des postes de l'avant.

Avant même que le commandement détermine la région à soumettre et sur laquelle il fera peser son effort politico-militaire, les postes de l'avant ont cherché à rassembler sur la dissidence toute une documentation. Travaux d'analyse d'abord, de synthèse ensuite, que le commandement confrontera et qui lui dicteront, en partie, le point sur lequel il semble opportun de porter en premier lieu son effort.

Les opérations envisagées devront, pour avoir les meilleures chances de réussite, répondre aux conditions suivantes :

— (Extrait d'une étude d'ensemble d'un projet d'opérations sur le front du Grand Atlas, du 9 décembre 1930).

« 1° être effectuées en plusieurs stades réglés de telle façon que chacun d'eux puisse être considéré comme un « tout ne nécessitant pas forcément l'exécution du stade « suivant ;

« 2° n'affecter autant que possible qu'une seule tribu ou « un groupe de tribus ;

« 3° mettre à profit les bénéfices politiques acquis chez « les insoumis ;

« 4° être effectuées dans les zones d'action les moins difficiles d'accès ;

« 5° permettre les actions convergentes. »

Le but à atteindre nettement déterminé, la pression politique commence tout autour de la région à soumettre. Cette action politique ne repose sur aucune règle précise et relève surtout de l'expérience. C'est ici que vient s'affirmer l'habileté et la diplomatie de nos officiers des A. I.. Préparation politique qui est lente, car si le temps compte pour nous, il ne compte guère pour les indigènes.

Quand cette action politique est sur le point de voir ses efforts aboutir, il faut veiller à ce que l'action militaire soit prête, elle aussi, à entrer en jeu. Car, « malgré toute sa foi, toute son adresse, toute son expérience, le Service des Renseignements serait impuissant dans l'accomplissement de sa mission sans l'appui moral d'abord, effectif ensuite, des groupes mobiles. » (Lieutenant-Colonel Lefebvre).

C'est pourquoi ce chapitre comprend trois parties :

- a) la recherche de la documentation ;
- b) l'action politique ;
- c) la préparation de l'action militaire.

a) *La recherche de la documentation.*

Documentation et action politique sont intimement liées l'une à l'autre. C'est au cours de la première que la seconde prend sa source. « Mais, tout au début, la documentation a le pas sur l'action politique et ce n'est que par la suite, lorsqu'elle est parfaitement au point, que l'action politique grandit pour devenir le facteur le plus important dans la préparation d'une opération.

« La documentation commence avec la prise de contact des tribus insoumises. Constant sur tous les fronts du

« Maroc, qu'ils soient actifs ou passifs, ce travail doit être
« la première préoccupation de l'officier de renseignements
« d'un poste antenne. » (Lieutenant-Colonel Lefebvre).

Ebauchée au moyen des renseignements fournis par nos agents de la zone soumise, la documentation est poursuivie avec le concours même des habitants de la zone insoumise et ne s'achèvera que par l'occupation du pays.

Alors que l'action politique n'obéit à aucune règle fixe, le travail de documentation suit à peu près le même processus, quelle que soit la région considérée :

En premier lieu, une *analyse* méthodique, aussi complète que possible de la zone insoumise ;

Puis, une *synthèse* des résultats obtenus, déterminant parmi les tribus envisagées celle qui est susceptible d'offrir la moindre résistance à notre action, et dans chaque tribu précisant quel est le facteur important sur lequel il convient d'agir pour entraîner l'adhésion de la masse.

Le premier travail est l'établissement d'une carte de la région. L'officier des A. I. accumule les renseignements d'ordre géographique et topographique à l'aide des reconnaissances aériennes qu'il effectue si possible lui-même au-dessus de la zone envisagée. Ces renseignements sont complétés par des informations recueillies auprès des habitants de la zone soumise et, si c'est possible, de la zone insoumise ; en agissant avec une très grande prudence, il peut encore, avec son goum, pousser quelques pointes audacieuses en avant de son poste et faire quelques tours d'horizon.

Parallèlement à ce travail, il commence l'étude ethnographique, ethnologique, sociologique, politique et économique des tribus qu'il se propose d'amener à soumission. C'est ainsi que son analyse porte sur les points suivants :

- 1° l'habitat, liste et description des villages, population ;
- 2° l'histoire locale ;

3° le genre de vie, rôle des villages si l'on est au contact de sédentaires ; la construction de ces villages, le cheptel, les terrains et les modes de culture, le cycle des travaux saisonniers ;

et s'il s'agit de nomades, leurs zones de parcours, l'importance de leurs troupeaux, leurs pâturages préférés ;

4° l'organisation sociale, le feu ou la tente, la morphologie sociale (le fractionnement), le ksar ou le douar, la fraction, la tribu, la confédération ;

5° les institutions politiques, la liste des chioukh et des notables, et si possible, les traits saillants de leur caractère ; le régime des étrangers et des vassaux, les coutumes en vigueur ;

6° la politique intérieure et extérieure des tribus, les haines et les affinités qui les divisent et les unissent, les groupements politiques entre lesquels elles se répartissent, les clans, les leff et les coff ; l'armement et les approvisionnements en munitions dont elles disposent, l'importance de leur trésor de guerre ; la liste des meilleurs chefs de guerre et des meilleurs guerriers ;

7° la vie religieuse, son développement, les influences religieuses qui s'exercent, les zaouïas les plus respectées, les confréries et les marabouts susceptibles d'avoir quelque influence politique, leurs sentiments à notre endroit ;

8° la vie économique, les ressources du pays, les marchés fréquentés, la nature des échanges, les centres et les artères économiques de la région, les voies de communication, les pistes.

Cette analyse détaillée amène l'officier chef de « poste antenne » à rédiger sur la tribu dont il envisage la soumission une notice qui suivra le plan ci-dessus indiqué en général. Ces notices dactylographiées serviront à la constitution des dossiers de tribus, des copies en seront trans-

mises aux commandants de cercles, ainsi qu'au centre de documentation sociologique à Rabat. Souvent elles contiendront en annexe des renseignements précieux sur le droit coutumier des tribus insoumises.

Enfin, l'officier des A. I. complète son travail par des renseignements d'ordre militaire : détermination de l'emplacement du nouveau poste, conditionné par des raisons militaires et politiques, étude des divers itinéraires que pourra emprunter le groupe mobile, difficultés de parcours, points d'eau, ressources utilisables, manière de combattre des indigènes.

Ce travail de documentation amène très souvent une prise de contact entre les indigènes de la zone insoumise et l'officier. Celui-ci, en effet, cherche à recouper et à compléter les renseignements que lui donnent les photos aériennes et les tours d'horizon qu'il a pu effectuer, par ceux que lui procurent des informateurs du pays. Quels seront ces informateurs ? Ce sont, en premier lieu, certains chefs ou notables de la zone soumise qui ont conservé des relations avec leurs frères partis en dissidence ou insoumis et réfugiés dans la tribu voisine au moment de notre occupation. L'officier surveille discrètement ces relations, mais cherche plutôt à les faciliter qu'à les interdire. En questionnant avec tact et prudence les chefs qu'il contrôle, il peut ainsi être tenu au courant de ce qu'on dit et de ce qu'on fait en face de lui. Des entrevues peuvent parfois être ménagées. Enfin ces visites d'insoumis à l'intérieur de nos lignes, si elles présentent pour nous quelques dangers, leur permettent d'apprécier les avantages que notre présence procure à leurs frères. Par la suite, ils se laisseront peut-être plus facilement gagner.

Le Lieutenant-Colonel Maurice Bernard, dans un article paru dans le *Bulletin de l'Afrique française*, en 1926, ra-

conte d'une façon très vivante comment le contact s'établit entre les insoumis et nos officiers, à l'occasion de ce travail de documentation.

Nous citons cette page :

« L'homme que le troupiér qualifie de « salopard » ne peut pas vivre éternellement sans avoir besoin de fréquenter le « Rounni, celui qui fabrique le khount bleu ou les cotonnades dont il s'habille, les colliers de verroterie dont il pare sa « compagne et surtout le précieux sucre et le thé qui lui feront supporter les fatigues des longues routes. Il descendra donc de sa montagne, poussant son âne ou ses chameaux. Il déposera pour un temps son fusil et, se mêlant aux pacifiques « caravaniers, il viendra à la ville vendre les produits de son « sol... Il entre avec précaution dans la ville... Il connaît quelques commerçants juifs qui parfois viennent jusque dans ses « villages vendre des cotonnades, du sucre et du thé sous le « « mezzrag » de quelque bandit notoire qui lui a fait payer « cher sa protection.

« Mais pour acheter le thé et le sucre qu'apporte le grand « « babor » qui est là au port, il faut aller demander une autorisation que délivre le Chef de Bureau des Renseignements. « L'ami l'accompagne jusqu'à la porte. Il entre en regardant « sous ses sourcils empoussiérés si on ne va pas fermer la porte « derrière lui. Le planton qui parle chleuh le conduit au Hakem « et la conversation s'engage dans sa langue :

« — « D'où viens-tu ?

« — « Hak ! » Et un geste de mains indique l'horizon vers l'Est,

« — « Où vas-tu ?

« — « Hak ! » Même geste, même direction.

« — « Que veux-tu ?

« — « Acheter du thé, des bougies.

« — « Parfait, mais avant j'ai besoin que tu me dises où est ton village.

« — « Hak ! » Même geste...

« Il ne faut pas se rebuter.

« — « Ton village, où est-il ? Ta tribu, ta fraction ? Ah ! oui, « sur l'Oued Thamghart, tout près de la zaouïa Sidi Brahim ou « Ali. Et si Mohamed, comment va-t-il, et si Abdelhak va bien « aussi ? Allons, labbès ! Ah ! au fait, tu n'as pas vu passer « chez toi le Teïara (l'avion) que j'avais envoyé te rendre ta « visite de l'an dernier ? (Un geste — du bruit imitant le moteur). Tu vois bien qu'Allah a fait un ciel pur et que l'homme « au cœur d'oiseau a vu ta zaouïa et ton village ! »

« Notre homme se décide.

« Un petit claquement de langue approbatif.

« — « Mais, au fait, par où es-tu venu ? Où as-tu fait boire « tes mulets ? Où as-tu dormi ? Combien as-tu mis de temps « pour arriver à ce puits ? Non, là, tu me trompes où tu te « trompes ; ne connais-tu donc pas ton bled ? »

« Même claquement de langue.

« — « Eh bien ! Reviens ce soir et Allah t'inspirera, j'en suis

« sûr. Tu trouveras au Dar Diaf bon repas et chambre confortable et demain tu reprendras la route de ta montagne. »

« Le soir, après ses achats faits sur le vu des bons donnés, si Mohand revient au Bureau dont il connaît le chemin. Et il donne au Hakem son itinéraire, ses points d'eau, les villages traversés, les ravins, les rivières qu'il a suivies, les forêts, et voilà un premier itinéraire reliant la côte au centre dissident le plus hostile... »

En second lieu, le chef du bureau utilise quelques individus, informateurs *stricto sensu*, qui moyennant quelque argent, le tiennent au courant de ce qui se décide dans les djemaa insoumises, de l'hostilité ou de la faveur que rencontrera notre action auprès des principaux chefs et notables. Ces informateurs, que l'officier veille à ne pas dévoiler, lui permettent les recoupements indispensables.

Cet inventaire ainsi poussé à fond, il cherche, par une synthèse de la question, à déterminer la ligne de conduite que devra suivre son action politique.

Il lui faut, parmi les tribus considérées, chercher celles qu'il semble plus facile de gagner à notre cause et dont la conquête nous permettra de réaliser l'isolement des autres.

Dans chaque tribu envisagée, il convient de chercher le facteur influent sur lequel il fera sentir son action, facteur religieux, politique, militaire, ou encore social ou économique.

Les conclusions, soumises au commandement, permettent à ce dernier de fixer sa décision ; c'est dire toute la conscience que l'officier doit apporter dans la réalisation de sa documentation et toute l'importance qu'elle présente.

b) — L'action politique.

L'action politique menée par les officiers des Affaires Indigènes a pour but :

1° d'assurer la sécurité de notre zone, de nous y constituer une base de départ favorable en vue des opérations ultérieures ;

2° de diminuer et même supprimer si possible toute résistance à l'avance de nos colonnes ;

3° d'éviter la fuite de nos adversaires au moment de notre occupation, de façon à réaliser le plus grand nombre possible de soumissions.

L'action politique est menée, en général, par le même personnel qui a rassemblé la documentation. Mais, tandis que ce travail de documentation a obéi à des règles constantes quelle que soit la région considérée, l'action politique doit, avant tout, s'adapter aux circonstances et revêt des formes extrêmement variables. La documentation ayant fourni les données du problème, il appartient aux officiers des A. I. de déterminer les modalités de leur action politique.

En second lieu, cette action est très lente. Il faut causer pendant des semaines, des mois, des années parfois, pour obtenir le résultat cherché. La moindre précipitation du commandement rendrait vain tout le travail accompli, les ponts seraient coupés ; les indigènes se considérant comme trahis feraient le vide devant nous et la reprise des pourparlers serait très difficile et incertaine.

Enfin, il convient de ne pas oublier que parfois, cette action politique est totalement inefficace, l'action militaire demeurant seule susceptible d'entraîner la soumission d'indigènes se refusant obstinément à apprécier les avantages d'une pénétration toute pacifique. En outre, cette action politique, si bien menée soit-elle, n'entraîne qu'exceptionnellement une soumission totale. La plupart du temps, elle se borne à provoquer, dans le bloc insoumis, des fissures profondes qui facilitent singulièrement la tâche du groupe mobile, mais presque toujours le coup de force demeure nécessaire.

Cette action politique connaît donc des limites.

Voici ce qu'écrit, à ce sujet, un auteur particulièrement averti des choses berbères, le Capitaine Saïd Guennoun :

« On pourrait croire que les berbères dissidents rendent justice à la vie paisible et policée que nous avons procurée à leurs frères soumis. Mais il n'en est rien. La justice que nous distribuons gratuitement est à coup sûr « juste et sans parti pris », mais les « hakems » ne parlant presque pas le « tamazight », il est impossible aux pauvres bougres qui forment le fond de la population de se faire entendre sans avoir « intérêt à leur sort » le mokhazni, qui sert d'interprète ou le cheikh qui sait quelques mots d'arabe et qui parle directement à l'officier. En ce qui concerne l'organisation, elle est considérée comme un trompe-l'œil, les membres des djemaas instituées par nous étant choisis de plus en plus parmi les riches et les amis des Caïds. Bref, en tout et pour tout, les dissidents, qui cherchent des encouragements à la résistance, ne consentent à voir que le mauvais côté de nos innovations et de nos institutions. Les pistes que nous traçons sont évidemment très utiles, mais ce sont les pauvres « imazighens » qui les creusent sous les coups des mokhaznis et des goumiers impitoyables. La sécurité de la zone soumise est certaine, mais c'est grâce aux pauvres Zaïans et Ichkern qui se font tuer chaque jour dans les bois à surveiller. Nous construisons de belles maisons et des ponts solides, mais ce sont toujours les soumis et leurs animaux qui font le plus gros travail... »

« On dira peut-être que nous pourrions combattre cet état d'esprit par une propagande plus active au moyen de nos soumis et de nos fonds de pénétration. Mais ce serait encore une illusion, car nos partisans sont suspects aux yeux de leurs frères, qui les accusent de ne dire du bien de nous que pour attirer d'autres victimes à leurs côtés. Quand à nos fonds de pénétration, Dieu seul et les chefs de bureau du front savent ce qu'il est possible d'attendre de leur pauvreté... »

Et le Capitaine Guennoun de conclure :

« que le seul moyen de hâter les soumissions — en dehors de l'occupation progressive du pays par nos colonnes — est d'avoir dans nos postes une cavalerie nombreuse et hardie, capable de razzier les troupeaux, d'interdire les pâturages et les terrains de labours, c'est-à-dire, en définitive, d'appauvrir les douars réfractaires et de leur procurer l'excuse de la misère sans laquelle ils ne pourraient esquisser un geste de soumission sans se déshonorer.

« Il ne s'agit pas de faire la guerre pour la guerre, cette manière n'étant pas dans les méthodes françaises, mais de hâter les soumissions et la paix... »

Parfois même, les indigènes n'acceptent de se soumettre que si nous consentons à les attaquer ; c'est alors le « baroud d'honneur » dont nous reparlerons.

Il est extrêmement difficile d'énumérer les formes diverses que doit, pour réussir, revêtir notre action politique. Tout dépend des conclusions que l'on a tirées de la documentation.

Sans prétendre y ramener toutes les formes utilisées, on peut cependant en distinguer deux qui semblent avoir une importance particulière et que nous appellerons, l'une, la politique des chefs, l'autre la politique économique. Ces deux formes ne s'excluent pas l'une l'autre et peuvent être employées simultanément.

Dans la « *politique des chefs* », on cherche à agir directement sur les personnages influents de la zone insoumise, à les gagner à notre cause. La documentation a permis de les individualiser, d'apprécier l'importance de leur clientèle. Les officiers des A. I. cherchent à entrer en relations avec eux et à se les attacher. La convoitise, l'ambition, les honneurs, l'intérêt, l'argent sont les leviers puissants de cette action. Certains viennent d'eux-mêmes à nous, comprenant tous les avantages qu'ils peuvent retirer pour leur situation d'une soumission pas trop tardive. A l'égard des autres, on applique la formule du *divide ut imperes*. Discrètement, on les oppose les uns aux autres, on les fait se surveiller mutuellement, voire se dénoncer. Quelques-uns, bientôt suspects de sympathie à notre égard, menacés dans leur influence par quelques fanatiques, dans leurs biens par les tribus voisines dont la soumission n'est pas entamée et qui constatent avec inquiétude nos progrès, ne tardent pas à nous appeler à leur aide et facilitent de tous leurs moyens notre pénétration chez eux, surtout si nous savons leur conserver leur situation privilégiée. Mais souvent aussi, ils cherchent à faire traîner en longueur les pourparlers de soumission, grossissent à nos yeux l'importance de leur clientèle, prennent prétexte de la résistance de tel person-

nage influent de leur tribu, pour s'offrir comme intermédiaire, pour le gagner à notre cause, cherchant surtout dans ce marchandage une fructueuse source de profits. La menace de notre force devient alors encore nécessaire. Poussée jusque dans ses plus lointaines conséquences, cette politique des chefs peut mener à ce qu'on a appelé la « politique des grands caïds », que nous avons utilisée avec succès dans le sud (voir page 48), mais qui demeure un expédient temporaire.

Bien souvent, l'absence de chefs vraiment influents ne permet pas à une action purement politique de trouver une base suffisamment solide ; il faut trouver une autre formule.

Ceci s'est rencontré en particulier dans le Moyen et Haut Atlas, ainsi qu'en certains points du Sud. Dans ces régions, des institutions sociales oligarchiques multiplient à l'excès les objectifs politiques. « Ce sont les assemblées de notables, « impersonnelles, changeantes, plus ou moins prisonnières « d'une opinion politique diluée, qui mènent presque par « tout la barque ; aucun de ces notables ne peut imposer « sa manière de voir, à moins qu'elle ne cadre avec certaines formules admises, dont la principale est généralement de maintenir l'indépendance de leur tribu à notre « égard. Il en résulte que même lorsque la majorité nous « est favorable, une sorte de crainte réprime longtemps la « décision finale susceptible de nous amener les gens et une « manifestation devient alors parfois nécessaire pour faire « disparaître les dernières hésitations. » (Capitaine Saïd Guennoun).

A l'action politique, on cherche alors à substituer *l'action économique*.

Cette action économique revêt deux formes opposées :

a) une *forme d'autorité*, liée à une action militaire puissante ;

b) une *forme d'attraction*, où l'action militaire devient extrêmement faible.

La première de ces formules a été employée à l'égard des farouches montagnards du Moyen Atlas, ainsi que lors de la conquête récente du Djebel Sagho. Un blocus économique est établi autour de la région insoumise. Les marchés des tribus soumises lui sont fermés. Quelques opérations, vigoureusement menées, refoulent les populations dans des zones où les conditions d'existence sont de plus en plus précaires. Une ceinture de postes plus ou moins importants assure, en principe, l'étanchéité de cet encerclement. Cette action économique, jointe à une pression militaire exercée surtout par des bombardements d'aviation, doit entraîner la lassitude et la reddition. Mais le procédé du « collier de force » qui présente beaucoup d'inconvénients au point de vue militaire, se révèle fréquemment inefficace. Le blocus est rarement complet ; des infiltrations se produisent au travers de la ligne de nos postes. Le trafic est parfois même si intense, malgré la surveillance exercée, que dans certaines régions de l'Atlas, les insoumis connaissent une vie moins chère que nos administrés. Aussi, les soumissions sont-elles parfois lentes à venir. Nos unités s'étiolent dans l'isolement des postes, ou s'épuisent dans des ravitaillements longs, difficiles et souvent fort coûteux en vies humaines. Il est indiqué dans ce cas de laisser l'action militaire pure et simple entrer en jeu le plus tôt possible.

La seconde formule est au contraire nettement séduisante. C'est la véritable *pénétration pacifique*. Politique d'attraction, qui consiste, grâce à des mesures économiques appropriées, à créer, au sein de la population insoumise, un mouvement d'opinion favorable à notre pénétration. Politique extrêmement souple, dont les nuances reflètent les besoins économiques des régions considérées, elle nous a valu, sans

effusion de sang, la conquête d'un immense territoire dans le Ouarzazat.

Bien entendu, cette action économique ne s'exerce pas seule et demeure liée à une action politique cherchant, comme toujours, à utiliser les querelles ou influences locales. En outre, elle doit toujours être « appuyée sur le prestige — et éventuellement sur la menace — d'une solide organisation militaire ». Suivant son point d'application, ce sera la *politique de la route*, comme dans le Ouarzazat, la *politique de l'eau*, la *politique du sucre*, etc... C'est ainsi qu'au moment où nous allons aborder la pacification de la Mauritanie, on envisage, pour amener à nous les grands nomades sahariens une *politique des marchés*, par la création, en bordure du désert, de centres commerciaux où ils pourront échanger les produits de leur élevage ou ceux qu'ils transportent en caravanes contre ceux dont ils ont besoin. Cette activité commerciale, soigneusement entretenue par l'approvisionnement régulier de ces marchés, créeront chez les nomades de nouveaux besoins, ainsi que des liens avec nous soumis. En outre, ils permettront à nos officiers des A. I. d'entrer plus facilement en contact avec ces « insaisissables ». Dans le même ordre d'idées, on pourrait suivre une *politique des pâturages* par l'utilisation, au profit des nomades, de nos ressources dans ce domaine et en jouant les années sèches qui les obligent à se rapprocher de nous pour exiger de leur part une soumission effective. Cette politique semble pouvoir être suivie à l'égard des Reguibat qui fréquentent la Seguiet el Hamra.

Pour que cette action politique puisse avoir des chances de réussir, quelle que soit la forme qu'elle revêt, il est indispensable de prendre contact avec l'indigène. C'est là, souvent, la grosse difficulté. Aussi, comme nous l'écrivait un officier des A. I., « un bon renseignard (officier des A. I.)

doit se dire que tout est bon pour arriver à parler avec l'indigène ». Il doit savoir profiter de toutes les occasions. Pour y arriver, il ne se confinera pas derrière son bureau, mais sortira aussi souvent que possible, sera toujours prêt à recevoir les doléances ou les suggestions du premier venu, accueillera toujours l'indigène le mieux possible, cherchant toujours à le mettre en confiance. Jamais il ne devra attendre « que cela vienne », car « il ne viendra rien ». Un hasard parfois permet d'entamer des pourparlers, mais il faut savoir en profiter.

C'est ainsi, par exemple, qu'en 1922, au moment où nous allions occuper le pays Marmoucha, à l'Ouest de la moyenne Moulouya, tous les ponts étant rompus entre les dissidents et nos postes, le contact fut repris de la façon suivante, que nous rapporte le Capitaine G... (Document personnel) :

« Nous avions compté sur les Chorfas qui habitaient Missour pour nous servir d'intermédiaires, mais pendant quelque temps, nous ne pûmes rien obtenir d'intéressant ; cependant le temps pressait. Un hasard nous permit d'entamer pourtant des pourparlers.

« Un marmouchi notable vint, un jour, se ravitailler dans le village de Missour. (Le poste en était à deux kilomètres). Il confia son fusil et ceux de sa petite troupe à l'un des chorfas de Missour qui avait l'habitude de le recevoir. Mais celui-ci, une fois les opérations commerciales terminées, refusa de rendre les armes et s'en vint avertir le Bureau, où il livra les fusils.

« Immédiatement le chef de bureau envoya un rekkas (estafette indigène) à la victime de cette trahison et lui laissa entendre qu'il pourrait peut-être s'arranger avec lui s'il consentait à venir causer. Bien entendu, sa liberté était assurée. Après des hésitations assez longues, des messages nombreux, notre homme vint enfin et peu à peu fut mis

« en confiance. Il nous procura des renseignements et sur-
« tout amena par la suite quelques autres notables. Les
« armes lui furent rendues et les conversations se poursui-
« virent. Nous pûmes même nous rencontrer avec la djemaa
« des Ait Lhacen (fraction des Marmouchas) composée d'une
« dizaine de membres, mais l'entrevue, longue à décider, ne
« donna pas grand résultat. Il fallut que le chef de bureau,
« son adjoint, et l'interprète soient seuls au rendez-vous,
« le goum les protégeait dissimulé hors de portée. Visible-
« ment, les membres de la djemaa n'avaient pas fréquenté
« d'européens, il fallut satisfaire à leur curiosité puérile
« et en même temps se garder d'engagements trop avan-
« tageux pour eux, notamment en ce qui concernait les pâ-
« turages de leurs troupeaux.

« Bref, de toutes ces palabres, deux mois plus tard, nous
« avons pu obtenir une promesse de soumission, dès l'occu-
« pation de leur pays. Ils ne pouvaient se soumettre dès
« maintenant, car les autres fractions Marmouchas ne le
« leur auraient pas permis et ils ne disposaient pas de forces
« suffisantes pour leur imposer leur volonté. »

Au cours d'une conférence faite à Meknès en 1921, le
chef d'escadrons Lefebvre a raconté comment nous étions
entrés en relations avec le légendaire Bou Amama en 1908.

« Bou Amama, le grand agitateur du Sud-Oranais, notre
« ennemi depuis 1881, est khalifat du Rogui, chef temporel
« et spirituel d'une Zaouïa de nomades de plus de 700 tentes
« représentant toutes les fractions dissidentes du Sud Algé-
« rien. Il est toujours redoutable et jouit d'une réelle in-
« fluence dans les tribus de la frontière à la Moulouya.

« Il faut nous l'attacher ou du moins obtenir sa neutra-
« lité. Une circonstance heureuse se présente ; son fils Si
« Tayeb est arrêté par le Maghzen dans le Maroc Occidental
« pour propagande roguiste. Le Commandement, saisissant

« tout l'intérêt que présente la mise en liberté de Si Tayeb,
« réclame sa remise en tant que sujet algérien et l'obtient.
« Reconnaisant de notre intervention, Si Tayeb servira de
« trait d'union entre son père et nous et si le vieux Bou
« Amama s'éteint sans avoir fait acte de soumission publi-
« que, il observera sur les instances de son fils Si Tayeb,
« la plus loyale neutralité à notre égard. A sa mort, en 1910,
« son fils Si Tayeb le remplace à la tête de la zaouïa.

« Il conduira, la même année, nos colonnes jusqu'à Taou-
« rirt, Tefrata-Merada sur la Moulouya, sans qu'elles ren-
« contrent la moindre résistance. »

Nos officiers ne se bornent pas à entrer en relations avec les chefs et les notables des régions à soumettre, ils cherchent aussi à multiplier les points de contact avec le *vulgum pecus* qui a tout à gagner et rien à perdre. Dans cette recherche, le médecin du poste rend les plus grands services. Au début, on ne pose pas la moindre question aux indigènes venant se faire soigner. Peu à peu, on arrive à en connaître quelques-uns de vue, on échange quelques mots amicalement et sans manifester de curiosité. Bientôt, on peut procéder à quelques interrogations.

Dans d'autres circonstances, ce sont nos besoins de main-d'œuvre pour les travaux que nous entreprenons qui nous permettent d'entrer en contact. C'est ainsi que dans le Ouarzazat, la population, attirée par les salaires que nous donnions aux travailleurs, s'embauchait sur nos chantiers et construisait, elle-même, la piste qui devait nous permettre de nous installer au cœur du pays, et les postes d'où nous pourrions en assurer le contrôle.

Pour obtenir un résultat durable, il est également nécessaire d'accorder aux tribus certaines garanties qui décideront de leur soumission.

Non seulement nous devons assurer le respect des personnes et des biens, mais il nous faut encore :

1° assurer la protection de ces tribus contre leurs éléments xénophobes qui, réfugiés dans les tribus voisines au moment de la soumission, viendront sans cesse menacer leurs frères soumis. Cette protection ne peut être vraiment assurée que par l'occupation par nos forces du territoire de ces tribus. C'est ce qui explique que de nombreux indigènes n'acceptent de se soumettre que si nous consentons à occuper leur pays. (Voir exemples pp. 107 et 108).

2° en second lieu, une des craintes les plus vives qu'ils manifestent est celle de se voir imposer par nous un chef étranger à leur tribu. Aussi est-il nécessaire de procéder avec beaucoup de soins et de prudence à l'établissement des tableaux de commandement des tribus en voie de soumission.

3° enfin, il est légitime et naturel de leur garantir le maintien de leurs institutions sociales et politiques, de leurs coutumes, du moins dans ce qu'elles ont de compatible avec ce qu'on a appelé l'ordre public colonial. Dans le même ordre d'idées, il est prudent de respecter les droits de suzeraineté acquis par certains éléments de la population, tout contraire que cela puisse paraître à nos principes démocratiques, si l'on ne veut pas jeter cette population dans un trouble social profond, générateur de troubles économiques, aussi préjudiciables à nos intérêts qu'aux leurs. On veille simplement à les régulariser et à éviter, dans la mesure du possible, les exactions que ces droits pourraient entraîner. C'est l'attitude que nous avons dû adopter à l'égard des tribus nomades et guerrières de la zone présaharienne qui, en échange d'une protection plus ou moins illusoire qu'elles leur accordaient, exerçaient, sur les pacifiques ksou-riens des oasis, des véritables droits de suzeraineté.

En échange de ces garanties que nous leur offrons, nous leur faisons aussi connaître nos exigences, qui assureront de leur part une soumission effective et non de pure opportunité. Ils devront nous verser un impôt de guerre, dont le taux croîtra avec la lenteur de leur soumission, mais qui n'est jamais très lourd. Ils seront tenus de nous fournir leur collaboration pour l'exécution de certains travaux. Dans certains cas, ils laisseront entre nos mains des otages qui répondront de leur parole. Enfin, dans la mesure où nous pourrions assurer nous-mêmes leur protection, ils devront s'engager à nous remettre la totalité de leurs armes.

c) La préparation de l'action militaire.

Nous avons signalé déjà à maintes reprises, qu'il nous était nécessaire de tenir nos forces toujours prêtes à agir, quel que soit le procédé suivi pour amener la soumission des indigènes. C'est pourquoi, dans le même temps qu'est poursuivie l'action politique dont nous venons de parler, l'action militaire est, elle aussi, ébauchée. Le développement qu'elle prendra est en raison inverse de l'importance des résultats obtenus par l'action politique.

Sans entrer dans les détails de cette action, qui sort un peu du cadre de cette étude, il convient cependant d'en esquisser la gradation.

Dans les cas les plus favorables à notre action politique, les troupes régulières ont à peine à intervenir, et on ne les voit guère entrer en jeu qu'au moment de l'occupation effective du pays. Les troupes supplétives (goums, makhzen, harkas de partisans) sont au début suffisantes.

C'est, malheureusement, le cas exceptionnel. La plupart du temps, l'action militaire doit venir à chaque instant appuyer l'action politique. Mais elle n'est, ici encore, qu'un appoint. Elle se traduit par des manœuvres tendant à l'iso-

lement tactique des tribus dont on attend la soumission, voire même à leur encerclement, de manière à empêcher toute fuite de la population. Sur les douars, où une agitation xénophobe est entretenue, l'aviation exécute des bombardements systématiques. Les groupes mobiles se concentrent en arrière de nos postes, y déploient la plus grande activité, s'emparent des bases de départ qui leur sont nécessaires pour une action ultérieure. Sans dévoiler aux insoumis, ni l'heure, ni le point d'attaque qu'ils se sont choisis, ils ne leur laissent plus aucun doute sur notre volonté bien arrêtée de poursuivre notre pénétration. Quelquefois, cette menace suffit, et nous n'avons pas à tirer un seul coup de fusil, au jour choisi, pour l'occupation du pays.

Quand l'action politique se révèle totalement inefficace, il ne suffit pas alors de manifester la force, il faut aussi s'en servir. L'action militaire devient ici prépondérante. Pour donner aux opérations un caractère décisif et entraîner le plus grand nombre de soumissions, on cherche à atteindre, en premier lieu, la tribu dont l'influence est prédominante. C'est ce qui s'est produit en particulier lors de notre pénétration dans le pays djebala en 1921.

La majorité des habitants de cette région nous était franchement hostile ; seule, la ville d'Ouezzan désirait notre venue, qui la libérerait de la tyrannie des montagnards. L'activité de nos agents se limitait au rôle strict d'informateurs. C'est pourquoi, après avoir cloisonné la résistance djebala du côté de l'Est par une entente avec le chérif Si Abderhaman Derkaoui qui nous garantissait la neutralité bienveillante des Beni Zeroual, et profitant de ce qu'au nord, les Ghomaras et les Khmès étaient aux prises avec les Espagnols, il fut décidé de frapper le bloc djebala au point sensible. Au cours d'une conférence dont nous avons déjà parlé,

le chef d'escadrons Lefebvre a indiqué le processus suivi :

« Parmi les cinq tribus qui constituent le groupement
« djebala, il est manifeste que celle des Beni Mestara est la
« plus redoutable ; son influence est prédominante ; elle
« sera, à n'en pas douter, le noyau de la résistance.

« C'est donc cette tribu qu'il faut atteindre...

« Le massif important d'Issoual, véritable forteresse naturelle, dont la possession est considérée par tous les
« Djebala comme indispensable pour assurer la maîtrise
« des tribus djebala du Sud, nous apparaît donc comme devant être notre premier objectif chez les Beni Mestara.

« Il sera atteint en deux jours et après trois combats livrés par les groupes mobiles de Meknès et de Fès.

« Cette occupation rapide au cœur du pays hostile couronne la première phase des opérations, et lorsque nos
« colonnes se porteront sur Ouezzan, puis sur Brichka sur
« la rive du Loukkos, elles seront accueillies en libératrices
« et les tribus de la banlieue d'Ouezzan, sous l'impression
« de la défaite des Beni Mestara, renonceront à toute résistance et solliciteront l'aman. »

Comme nous venons de le voir par ce dernier exemple, l'action militaire amène nécessairement l'occupation du pays. C'est au cours de cette occupation que le contact qui a été ébauché dans la préparation va se développer, se généraliser. L'étude de cette deuxième phase fera l'objet du chapitre II.

•

BIBLIOGRAPHIE

- Un AFRICAÏN. — *Manuel de politique musulmane*. Ed. Bossard, Paris, 1925, in-12.
- Archives Marocaines*. — Tome 27. *op. cit.* Pplt., pp. 219, 250 et seq., 291.
- Du BARAIL. — *Mes souvenirs*, Paris, Plon, 1895-98, 3 vol. in-8°.
- Augustin BERNARD. — *Les confins algéro-marocains*. Paris, E. Larose, 1911, in-8°.
- Com^t Maurice BERNARD. — Cartes par renseignements. Suppl. au *Bulletin de l'Afrique Française*. Année 1926, pp. 305 et seq.
- Colonel BERRIAU. — *L'officier de renseignements au Maroc*. Rabat, 1918.
- Bulletins de l'Afrique française*. — Année 1929. Suppl. *La question du Tafilalet*, p. 383 et seq., p. 393. Année 1930, p. 140. *La politique du sucre* (G. L.). Année 1932. Suppl. p. 121 et seq. *Extraits du rapport officiel du Général Nieger au sujet des opérations de 1931 dans la région de Meknès*.
- Capitaine de la CHAPELLE. — *Eléments du problème Aït Atta* (inédit).
- Capitaine Saïd GUENNOUN. — *La Montagne Berbère*. Ed. de l'Afrique française, Paris, 1929.
- Georges HARDY. — *Le Maroc*, *op. cit.*
- Victor JEAN. — *Sur les marches du Sahara occidental*. Art. du *Bulletin de l'Afrique française*. Année 1931, pp. 322 et seq.
- Journal Officiel*. — Débats parlementaires, années 1925, 1926, 1929, 1933.
- Maurice LE GLAY. — *Sentiers de la guerre et de l'amour*. — Ed. Berger-Levrault, Paris, 1930.
- J. LADREIT DE LACHARRIÈRE. — *Les éléments marocains du problème indigène*. Art. du *Bulletin de l'Afrique française*. Année 1930, p. 17 et seq.
- Colonel LAURE. — *La victoire franco-espagnole dans le Rif*. Paris, Plon, 1927, in-16.
- Chef d'Escadrons LEFEBVRE. — Conférence faite à Meknès le 11 février 1921.
- Colonel de LOUSTAL. — Rapport d'opérations. Suppl. au *Bulletin de l'Afrique française*. Année 1932, pp. 136 et seq.
- Général MAUREL. — *Les opérations militaires au Maroc*. Paris, 1931.

Mercury de France. Année 1930, article de M. Mony-Sabin, tome 7, p. 275. *La Pacification marocaine*.

Revue de Paris. Année 1930, article de M. Roger Labonne, *op. cit.*

Renaissance du Maroc, *op. cit.* Article du Général Huot, pp. 175 et seq. *La politique indigène*. Article de Roger Homo, pp. 137 et seq. *La pacification du Maroc*.

CHAPITRE II

L'Occupation.

Certains, partisans de l'action politique seule, s'élèvent avec énergie contre toute occupation militaire, d'aucuns mêmes n'hésitent pas à la déclarer dangereuse, croyant y trouver la source d'un grand nombre de nos difficultés ultérieures dans nos rapports avec les indigènes. Fort heureusement, ceux-ci n'ont pas, en général, à l'égard de l'élément militaire, la défiance qu'il est de bon ton de professer dans certains milieux, où chacun est assuré d'un tranquille lendemain.

Sans rappeler le mot de Bugeaud, déjà cité dans un chapitre précédent (première partie, chap. 3, § II, p. 62), il y a lieu de préciser que cette occupation, qui est l'aboutissement normal de l'action militaire, l'est aussi de l'action politique et se trouve justifiée par de nombreuses considérations.

a) Tout d'abord, elle est très souvent réclamée par les indigènes eux-mêmes, qui en font une des conditions de leur soumission. L'histoire de notre pénétration nous en fournit de nombreux exemples. C'est ainsi qu'en 1926, lorsque la deuxième division, sous les ordres du général Théveney, partant du pays M'Tioua (front Nord) vint occuper la Kelaa des Beni Kacem, résidence du caïd Mechra, celui-ci vint déclarer au bureau de renseignements de Taounat

que sa fraction n'attendait que notre arrivée pour se soumettre, ce qui eut lieu.

C'est ainsi encore qu'au début de 1927, le cheikh de Mschah (village de la tribu des Beni Zeroual, à proximité de la frontière franco-espagnole) tenait à un officier d'un poste militaire voisin le langage suivant : « Si tu me promets de
« rester au milieu de nous, nous serons toujours avec toi,
« mais si les Français quittent le pays pour s'installer plus
« au Sud, alors nous partirons en dissidence. »

De même, en avril 1930, nous avons dû occuper le plateau de Sgatt, en avant de Beni Mellal, pour satisfaire aux demandes des Aït Saïd ou Ichou ralliés depuis février et leur assurer la protection effective que nous nous étions engagés à leur procurer.

Il convient cependant de reconnaître que, parfois, cette occupation est difficilement acceptée par l'indigène, même lorsqu'il consent à se soumettre ; mais, même réalisée contre son désir, la présence de nos troupes ne vient jamais compromettre l'œuvre de pacification, bien au contraire.

En 1927-28, au cours des pourparlers qui précédèrent la soumission des diverses fractions de la confédération des Ida ou Tanan, la clause qui semblait rencontrer le plus de difficultés était que certaines fractions ne voulaient pas admettre la libre circulation de nos détachements sur leur territoire. Prétention incompatible avec nos nécessités de sécurité. C'est pourquoi la soumission des Aït Ifesfassen en particulier fut consacrée par l'installation d'un bataillon de tirailleurs à Oulma, où il fut chargé de l'établissement de la piste conduisant à Agadir. Cette installation, qui marquait ainsi notre ferme volonté de rester dans le pays, ne nous attira pas le moindre désagrément et contribua, au contraire, à mettre en confiance les nouveaux soumis, puis-

qu'un véritable service d'assistance aux miséreux fut organisé au camp de tirailleurs.

b) En second lieu, l'occupation du territoire d'une tribu soumise est une *nécessité politique*. On a cru, parfois, pouvoir l'éviter en cherchant à signer des sortes de *trêves* avec des tribus situées en avant de nos lignes et qui acceptaient de se rallier à notre cause. Ces trêves, qui consistaient à autoriser les tribus bénéficiaires à s'approvisionner sur nos marchés, en échange de quoi elles s'engageaient à maintenir la paix chez elles et à interdire le passage aux djioach dissidents, aboutissaient, en fin de compte, à prolonger la dissidence. « Loin de constituer une marche de protection
« à l'abri de laquelle peuvent vivre nos soumis, ceux-ci doi-
« vent continuer, malgré la trêve, à monter la garde nuit
« et jour. D'autre part, la possibilité d'acheter sur les souks
« ce sucre et ce thé indispensables à la vie quotidienne
« fait des tribus en trêve les entrepositaires et les banquiers
« de la montagne. On a beau limiter aux besoins réels le
« nombre des charges nécessaires, la contrebande a vite fait
« de tourner les conventions et le ravitaillement de nos
« pires ennemis est assuré par l'intermédiaire des bénéfi-
« ciaires de l'accord qui, « honnêtes courtiers » de ces tran-
« sactions, gagnent gros à ce jeu. » (Ladreit de Lacharrière).

Il convient de se rappeler ce mot de Tacite : « Un pays
« n'est jamais pacifié tant qu'il est entouré de zones qui ne
« le sont pas. »

Dans certains cas, l'occupation de certains points vitaux du pays est susceptible d'entraîner la soumission : occupation des zones de culture, des pâturages ou des points d'eau.

c) Enfin, notre installation, au contact même de l'insoumission, assure une sécurité plus certaine aux tribus fraîchement soumises, mais inquiètes des représailles que ne manqueront pas de chercher à exercer sur elles les fractions

qui ne le sont pas. Elle inspire confiance dans la durée de notre action et nous procure parfois les moyens de causer avec nos ennemis. Il faut bien être pénétré de cette pensée que l'occupation militaire est ici « une organisation qui marche ».

d) Il est bien évident aussi qu'il existe des raisons d'ordre tactique ou stratégique qu'il n'est pas possible de négliger.

e) Il se trouve même, dans certains cas, que l'occupation militaire, considérée par le commandement comme prématurée, à cause des résultats insuffisants obtenus par l'action politique, est imposée par l'opinion. C'est un peu l'histoire de l'occupation du Tafilalet en janvier 1930, occupation nécessaire pour assurer la sécurité des confins algéro-marocains et de nos lignes sahariennes, mais qui, effectuée avant l'achèvement de notre action politico-militaire dans le Draa, n'a pu éviter le glissement vers le Sud-Ouest (Rio del Oro) de certaines fractions particulièrement turbulentes qui inquiètent depuis notre Mauritanie.

C'est aussi l'histoire de l'occupation de la montagne berbère, objet des vœux de tous les colons de la région de Kasbah Tadla et de Beni Mellal, justement émus des attentats que des djoucheurs hardis venaient commettre au milieu d'eux (affaire d'Oued Zem, etc...).

Cette occupation militaire nettement justifiée, ce chapitre envisagera successivement :

- 1° la conquête, les diverses formes qu'elle prend ;
- 2° l'installation, quels sont les éléments qui vont rester au contact de l'indigène, leur articulation ;
- 3° l'évolution du contact à la faveur de cette occupation.

I. — LES FORMES DIVERSES DE L'OCCUPATION.

En schématisant à l'extrême, on peut envisager quatre formes diverses d'occupation :

a) elle a lieu sans aucun combat et est suivie de soumissions nombreuses ; c'est le triomphe de la pénétration pacifique ;

b) elle est accompagnée d'un simple « baroud d'honneur » suivi de soumission ;

c) elle est caractérisée par un certain nombre de combats plus ou moins violents, amenant, en fin de compte, une partie, sinon la totalité des soumissions ;

d) elle peut être caractérisée par la seule occupation du terrain, avec absence totale de soumissions, les indigènes ayant pu se retirer dans des régions libres.

a) *L'occupation sans combat et suivie de soumission.*

C'est dans le Sud que l'on trouve les exemples les plus typiques de pénétration pacifique. L'histoire de notre progression dans le Ouarzazat en fournit un excellent modèle.

La région que nous appelons, par commodité, le Ouarzazat, et qui couvre une immense superficie au Sud-Est de Marrakech, sépare ce centre économique si important des rives nord-occidentales du désert saharien, rives jalonnées par un chapelet d'oasis qui court de Taghbalt à l'Est du Draa, jusqu'à l'océan.

Ces oasis, véritables « ports de la rive saharienne septentrionale », sont des centres de contact et d'échange importants. Susceptibles si elles sont en possession des nomades sahariens, de leur servir de bases commodées d'incursion vers le Nord, ou de permettre des rassemblements armés importants, leur occupation, au contraire, en même temps qu'elle nous permet d'assurer la sécurité dans le Sud, nous ouvre des possibilités d'action politique vers le Sahara.

Les tribus ressortissant du cercle de Ouarzazat étaient soumises, en principe, à l'obédience des Glaoua et payaient un tribut par l'intermédiaire d'un khalifat. Certaines, les

plus éloignées, secouaient parfois la tutelle en envoyant leur khalifat *ad patres* au moment du paiement des « touizas ». Le procédé classique pour remettre les gens à la raison était de former une harka de gens fidèles (en majeure partie glaoua) et d'aller razzier la tribu délinquante. Cette méthode avait pour résultat d'assurer la ruine de populations déjà bien déshéritées et dont une partie se trouvait obligée de quitter le pays et de favoriser, en outre, l'activité du brigandage.

Les besoins de notre politique nous conduisaient à occuper le pays. Cette occupation se heurtant à la politique des « grands caïds » se fit progressivement, par une série de concessions auxquelles fut astreinte la « Maison Glaoua ». Menée par les Affaires Indigènes et des forces supplétives dès 1925, elle ne fut vraiment militaire qu'en mai 1929 par l'envoi d'un bataillon de Légion occupant à cette date Ouarzazat et la Kelaa des M'gouna. L'occupation militaire s'étendit par la suite à la Bachkoum et Tazenakht à la fin de la même année. En janvier 1930, une reconnaissance était poussée aux Mezguita sur le Draa. Au cours de la même année, nous nous étendions vers le Sud-Ouest jusqu'à Taliouine et vers l'Est le Dadès était occupé jusqu'à Bou Malem. En 1931, le djebel Bani était atteint au col du Foum Zguid, le Draa était descendu jusqu'à Tinzoulin, tandis qu'au Nord-Est la liaison était prise dans la vallée de l'Ousikis avec le cercle d'Azilal. En 1932, nous atteignions le coude du Draa en bordure du Sahara, en même temps que le djebel Sagho était complètement encerclé et que la liaison s'établissait avec le groupe mobile des Confins dans le Iodgha vers Taghbalt. En 1933, ce fut le nettoyage du djebel Sagho.

Si l'on excepte la réduction du Sagho, l'ouverture d'un abcès de fixation abritant les irréductibles et qui fut par-

ticulièrement pénible, tout le reste du pays fut occupé sans combat et avec le consentement et même la collaboration de la population. La politique suivie dans cette région fut un bel exemple de ce que Lyautey appelait la « politique de la route » ; elle répondit au processus suivant :

1^{er} *temps*. — Travail d'information préliminaire des A. I. Organisation des futurs tableaux de commandement.

2^e *temps*. — Reconnaissance pacifique, mais en forces, du point à occuper (troupes supplétives). Choix de ce point.

3^e *temps*. — Création d'une piste autocyclable, sous la garde d'une sécurité. Chantiers payés, main-d'œuvre fournie par la région traversée et la région à occuper.

4^e *temps*. — Lorsque la route est terminée ou sur le point de l'être, occupation en forces et pacifiquement ; création d'un terrain d'atterrissage. Le groupe mobile se retire, laissant sur place : un officier des A. I. avec un goum, une compagnie de Légion. Construction du poste et du bureau. Achèvement de la route et installation du téléphone.

5^e *temps*. — Immédiatement, nouveau travail vers l'avant, mené souvent de front avec la construction de la piste.

Plus à l'Ouest, dans la région de Taroudant, la même méthode fut suivie avec le même succès. Malheureusement, il n'en est pas toujours ainsi, et la poudre parle le plus souvent.

b) *Le « baroud d'honneur ».*

Il arrive parfois que certaines tribus plus guerrières, en relations avec nos bureaux des A. I. et désirant secrètement notre occupation, ne consentent à nous laisser occuper leur territoire que si nous leur livrons combat. Ce « baroud d'honneur », dont la durée est variable, leur permet de sauver leur amour-propre de guerriers, à la fois à l'égard d'eux-mêmes et à l'égard de leurs frères restés dans l'insoumis-

sion et dont surtout ils craignent les représailles. Il ne faudrait cependant pas en conclure que ces « baroud d'honneur » sont des combats pour rire ; ils sont parfois extrêmement violents, mais lorsque notre force a été nettement manifestée, rien ne s'oppose plus à ce que la tribu fasse sa soumission.

C'est ainsi que procédèrent les Aït Youssi, au sud de Fès. Lorsqu'en 1922 le commandement décida d'en finir avec eux, ils étaient en relations effectives avec nos bureaux depuis longtemps. Possesseurs de ksours importants à Engil et Tijjam, sans attache très ferme avec les autres tribus encore insoumises, Aït Tseghouchen et Marmoucha, ils avaient envisagé de longue date un simple baroud d'honneur. Ce combat eut lieu le 29 mars, quand nous voulûmes occuper Douirat. Les Aït Youssi s'étaient joints aux Marmoucha et le combat fut très violent, causant des pertes très sérieuses aux insoumis. Quand, par la suite, nous pénétrâmes sur leur territoire, ce ne fut plus qu'une simple promenade militaire. L'occupation d'Engil se fit le 26 avril ; la *targuiba* (sacrifice d'un taureau en signe de soumission) fut faite le soir même ; un certain nombre d'armes furent versées et dès le lendemain, ils fournissaient des partisans à l'avant-garde de la colonne qui, par Tijjam et Khourat, fit sa jonction avec le groupe mobile de Meknès à Talialit.

En 1926, les Beni Ahmed, au Nord de l'Ouergha, se conduisirent de la même façon. Après s'être joints aux Beni Zeroual dissidents et avoir opposé à notre progression une résistance acharnée le 10 mai au Kef del Ghoul et le 23 sur le Beni Ider, ils déposèrent les armes au moment où nous nous préparions à pénétrer sur leur territoire.

Le baroud d'honneur est un cas encore relativement favorable à notre pénétration, mais il arrive souvent, comme

nous l'avons déjà mentionné, qu'il soit à peu près impossible d'entrer en relations avec les tribus. La prise de contact commence par le combat.

c) *L'occupation guerrière suivie de soumission.*

Il est rare que les insoumis, lorsqu'ils évitent toute relation avec nos postes, ne cherchent pas à exercer sur leurs frères ralliés à notre cause des représailles plus ou moins sévères. Cette attitude condamne toute passivité de notre part. Nous ne tardons pas à nous trouver dans l'obligation de les attaquer à notre tour, si nous voulons assurer la sécurité de la zone soumise.

Cette situation s'est présentée, à plusieurs reprises, au cours de notre progression dans le Moyen et le Haut Atlas. La résistance est souvent alors acharnée. Rien ne pèse au berbère « comme l'autorité, d'où qu'elle vienne, et c'est « farouchement qu'il combat jusqu'à la limite de ses forces « pour s'y soustraire... Il ne consent à se soumettre que « lorsque, ayant sacrifié à sa liberté son bétail, sa tente et « son fusil, il ne lui reste plus que cette ressource suprême « pour sauver ses enfants de la mort, sans se déshonorer... » (Cap. Guennoun). Pour s'en convaincre, il suffit de considérer l'état misérable dans lequel les indigènes se trouvent réduits quand ils se décident à se soumettre.

C'est ainsi qu'en 1932, au cours de la pacification du Haut Atlas, dans la région du plateau des Lacs, le combat fut notre seul mode de contact avec les occupants, les premiers émissaires qu'on avait envoyés pour engager des conversations étant revenus dans nos lignes mutilés, les mains coupées. Avant même que notre progression ait commencé, du 5 au 9 septembre, nos positions sont violemment attaquées par des groupes d'insoumis fanatisés, obéissant aux instruc-

tions de Sidi el Mekki Amahouch. La riposte ne tarde pas. Après des combats très violents, la Légion, aidée de partisans, occupe le Tazizaout et tient nos adversaires à notre merci. Se souvenant que l'ennemi d'hier doit être l'allié de demain, loin de les anéantir comme il le peut, le Général de Loustal, qui dirige cette opération, facilite leur soumission. « Sidi el Mekki en personne, accompagné de plusieurs « chioukh, se présente dans nos lignes et demande à parler « au général. Il offre d'amener deux jours après 1.500 tentes, « 2.000 guerriers, 4.000 fusils et sollicitait l'aman pour lui « et tous ses partisans. D'un geste, il signifie sa volonté de « soumission ; il prend la seule qui lui reste des trois car- « touches, dont la baraka devait, selon la légende, lui assu- « rer la victoire, arrache la balle et enterre la poudre en « signe de paix. Le Général de Loustal fixe les conditions. « Sidi el Mekki les accepte et, dès le lendemain, plus de « 500 tentes rentrent dans nos lignes avec 2.000 dissidents. « Dans la matinée du 13 septembre, les hommes de Sidi el « Mekki se présentent avec lui et 1.500 tentes, comme il « était promis, et font leur soumission. »

En 1933, c'est l'occupation du djebel Sagho, qui ne peut avoir lieu qu'après de très violents combats. Voici ce qu'écrivit à ce sujet un témoin de ces combats, le lieutenant B... :

« Le Sagho est un gros massif d'environ trente kilomètres « sur quarante dont les pentes s'élèvent abruptes sur les plaines « environnantes en sommets culminants séparés de défilés « étroits. Au centre du massif, un immense effondrement a « creusé une sorte de cuvette hérissée d'aiguilles, dont la plus « haute, trop célèbre aujourd'hui, est le Bou Gafer. Formant « ainsi une forteresse naturelle, auréolé d'ailleurs en tribu « d'une légende d'invulnérabilité, le Sagho avait servi de refuge « et de repaire à tous les insoumis qui n'avaient pas voulu « accepter nos récentes avances dans le Sud. Abrisée dans ses « vallées sous des rochers ou de minces cabanes de branchages, « cette population mêlée et misérable n'avait qu'un lien, mais « solide : la haine du Makhzen et la soif de son indépendance. « Pour réduire cette tache, plusieurs colonnes concentriques « devaient marcher sur le Sagho, en occuper le pourtour, puis

« entrer dans la cuvette centrale en vue d'obtenir la soumission de tous ces irréductibles.

« Nous partîmes dans la nuit du 12 au 13 février. Les deux premiers jours furent assez pénibles, puis on parvint sans trop de difficultés aux crêtes fixées comme objectif. On pénétra dans la cuvette et, pendant quelques jours, on avança de piton en piton sans aucun gros combat, devant un ennemi qui se retirait au cœur du massif, au Bou Gafer, laissant derrière lui un simple rideau. »

Lorsque la liaison entre les divers groupements fut réalisée, il ne restait plus devant nous que le gros massif du Bou Gafer, où les dissidents étaient maintenant tous réfugiés. En face de nous, à 1.200 mètres, nous avions tout le loisir de l'étudier à la jumelle, avec ses à-pics et ses pentes effroyables. Le Général Giraud en fixa l'attaque pour le 21. Elle devait être menée par le sous-groupement Bournazel, auquel je passais en renfort, et devait être appuyée par les feux de nombreux éléments situés à bonne portée de notre zone d'attaque.

« Le 21, dans le fond d'oued où nous étions en train de nous rassembler pour le débouché, on m'amena une vieille femme qui venait du Bou Gafer, une de ces sortes de sorcières de mauvais augure, qu'on rencontre toujours dans ces instants tragiques. « Jusqu'à présent, me dit-elle non sans quelque grandeur, et sauf un peu les deux premiers jours, les dissidents se sont repliés sans combattre ; mais ils sont décidés à vous résister et à vous chasser, et maintenant que vous entreprenez d'aller les déloger du Bou Gafer, le cœur de notre Sagho, vous allez voir ce dont nous sommes capables, nous autres Aït Atta, et apprendre ce que nous appelons le baroud. »

« Et de fait, aussitôt le débouché, il apparut bien que c'était maintenant seulement que commençait la vraie lutte. Pendant trois jours péniblement, pied à pied, tantôt par force, tantôt par surprise, on avançait de rochers en rochers sur ces pentes abruptes. Le 23 enfin, on dut s'arrêter à quelques centaines de mètres du sommet et derrière des murettes hâtivement construites, attendre des renforts et la préparation d'une nouvelle attaque plus puissante... »

Le jour J. fut fixé au 28, sept heures.

Sur un front de trois cents mètres, en suivant l'arête d'une croupe conduisant à l'un des pitons qui commandaient le plateau, trois goums, des partisans, deux compagnies de Légion, attaquèrent avec une splendide énergie. Mais il fut impossible d'atteindre l'objectif. C'est au cours de ce combat que fut tué en héros le capitaine de Bournazel, l'homme à la veste rouge...

« Alors, une deuxième phase commença. Le principe en fut « l'investissement et le harcèlement des insoumis nuit et jour

« par l'artillerie, l'aviation et les tirs d'armes automatiques. « Le fruit fut néanmoins long à mûrir, et ce ne fut que le « 27 mars, de justesse, après des pourparlers qui faillirent « plusieurs fois être rompus, que les derniers irréductibles « firent la tête haute leur soumission. » (Extrait du *Bulletin de la Promotion du Souvenir. Année 1933*).

Les soumissions se font d'une façon solennelle et suivant un rite à peu près invariable. Elles sont précédées de négociations parfois longues et difficiles. Lorsqu'au sein de la tribu insoumise, un parti est devenu assez puissant pour envisager la soumission, il envoie au commandement des négociateurs. La tâche de ceux-ci est particulièrement délicate. Il s'agit d'abord de gagner nos lignes. Poussant devant eux quelques têtes de bétail qui leur serviront de gages, utilisant les moindres replis de terrain pour échapper à la fois au feu des nôtres et à la poursuite de ceux des leurs qui veulent continuer la lutte, ils cherchent à entrer au plus vite en contact avec nos premiers éléments. Leur nombre ne dépasse guère la dizaine ; parfois des femmes se joignent à eux. Quand la proximité de nos troupes ne leur permet plus de masquer leur projet, ils accourent franchement vers nos lignes, jeu où le risque est pour eux assez gros. Aussitôt arrêtés, ils sont conduits au commandant de la colonne. Les pourparlers commencent. On discute les conditions de la soumission. En général, celles-ci ne sont pas très dures. « Si les conditions d'aman sont trop lourdes, « elles détermineront les départs en dissidence, engendre-
ront des rancunes et des haines qu'il faudra des années
pour apaiser. Donc, en principe, pas d'impôts de guerre
ruineux, pas de confiscation de terres » (Colonel Berriau), du moins à l'égard de l'insoumis. Le traitement ne sera pas le même, évidemment, pour le dissident qui, s'étant soumis, viole la parole donnée. A titre d'exemple, voici les conditions qui furent imposées aux Senhadjas en décembre 1925 et acceptées par eux ;

- 1° sacrifice d'un taureau par dix familles ;
- 2° engagement de nous fournir des travailleurs pour la mise en état des routes et des pistes. Travailleurs rétribués ;
- 3° réfection gratuite des routes détruites par eux ;
- 4° remise entre nos mains de 35 otages qui répondront de la sécurité de nos troupes sur le territoire Senhadja ;
- 5° versement d'un fusil et de 300 francs par famille dans les huit jours. Versement immédiat de 12.000 francs ;
- 6° engagement de nous fournir des partisans pour les opérations futures.

Quand l'accord est fait, on fixe le jour où aura lieu la soumission. C'est une véritable fête. Les troupes se rangent en ordre de bataille autour de la tente du commandant de la colonne. Les tribus arrivent en armes, précédées de leurs chefs, et s'arrêtent à quelque distance. Les chefs seuls s'avancent. Un genou en terre, ils baisent la main du commandant de la colonne. C'est alors qu'on procède à la « targuiba ». Les taureaux sont amenés ; d'un geste rapide, on leur coupe le jarret, et tandis qu'ils s'effondrent sur le sol, les chefs déclarent : « Nous nous soumettons ; comme « ce taureau dont les jarrets sont coupés, nous ne pouvons « te résister. »

Les taureaux abattus sont partagés entre les soldats. La « diffa » et la « fantasia » ont lieu ensuite. Amis et ennemis sont réconciliés.

Mais il a pu arriver aussi que notre progression ne nous procure pas la moindre soumission, l'ennemi ayant fait le vide devant nous.

d) *L'occupation non suivie de soumission.*

Ceci ne se produit guère que lorsque le terrain permet aux insoumis d'échapper à notre emprise, soit qu'il subsiste derrière eux une zone sur laquelle notre contrôle est encore

inefficace, situation qui s'est souvent présentée au début de la conquête, soit qu'une frontière vienne mettre les tribus en fuite à l'abri de nos poursuites.

C'est ainsi qu'en 1930, alors que nous poursuivions la pacification de l'Oued el Abid, nous nous sommes ainsi heurtés aux Aït Ouirrah, qui préférèrent abandonner leur pays plutôt que de se soumettre, se bornant à nous offrir une résistance, parfois d'ailleurs acharnée, lorsqu'elle était nécessaire pour assurer l'évacuation de leurs familles et de leurs troupeaux. Tout l'hiver 1930-31, nos troupes dans cette région occupèrent un pays vide d'habitants avec tous les dangers que comporte une pareille situation. Les Aït Ouirrah s'étaient installés tant bien que mal entre l'Aghzif et l'Oued el Abid et inquiétèrent tout l'hiver nos mouvements dans cette région. Ce ne fut guère qu'au printemps qu'un mouvement de soumission commença à s'esquisser. C'est ce qui se produit en particulier quand nous nous trouvons au contact de nomades ou de sédentaires susceptibles de revenir à la nomadisation.

L'exemple des Aït Khebbach est, à cet égard, significatif. Tout en restant hostiles, ils nous abandonnèrent successivement et sans combat le Taouz en 1931, le Megtasfa, l'Outara et le Tagoulaït en 1932, se laissant ainsi refouler vers le désert.

Toute action politique est souvent totalement inefficace dans ces conditions, et ce n'est que par l'occupation complète de tout le pays que l'on peut espérer voir disparaître l'insoumission.

II. — L'INSTALLATION DANS LE PAYS OCCUPÉ.

Au moment où le groupe mobile vient d'achever la conquête, quelles sont nos premières préoccupations ?

De quoi s'agit-il ?

a) d'assurer, en premier lieu, la *couverture* et la *police* de la région conquise (construction de postes militaires et organisation de la sécurité) ;

b) d'installer dans le pays des organes d'*action politique*, de *contrôle* et de *commandement* (création de bureaux des A. I.) ;

c) d'assurer entre ces différents organes eux-mêmes et avec l'arrière, des *liaisons* faciles et sûres (construction de pistes et installation de communications téléphoniques) ;

d) d'amener sur place les vivres, les munitions, et le matériel qui seront nécessaires à la *vie* de nos éléments, qui resteront seuls en contact avec les indigènes, après le départ du groupe mobile (organisation de convois de ravitaillement).

Fidèles à la consigne des Galliéni et des Lyautey, dès que les opérations sont terminées, les combattants se transforment en *travailleurs*, les bivouacs du groupe mobile en *chantiers*.

Pour protéger les habitants de la zone conquise contre les incursions des insoumis, on commence par construire des postes militaires en bordure de l'insoumission. Le choix des emplacements a été fait au cours du travail préalable de documentation. Leur nombre et l'importance de chacun d'eux sont étroitement liés au rôle militaire et aussi au rôle politique qu'ils peuvent être appelés à jouer. On a cru parfois qu'il suffisait, pour assurer la sécurité, d'entourer la zone insoumise d'une série de postes peu importants, mais assez rapprochés pour empêcher toute infiltration. L'expérience a condamné cette méthode. D'une part, la faiblesse de nos effectifs ne nous a jamais permis de tendre un filet assez serré pour réaliser cet isolement de l'insoumission ; d'autre part, ces postes, trop faibles (un officier et 25 à 30

hommes) ne pouvaient pas avoir la moindre action sur le pays environnant et paraissaient les prisonniers de la population, sur laquelle ils avaient pour mission de faire sentir notre emprise. Enfin, en cas d'insurrection généralisée, les opérations nécessaires pour assurer leur dégagement ou leur ravitaillement se trouvaient multipliées et, de ce fait, un grand nombre d'entre eux, malgré l'héroïsme de leur résistance, tombaient aux mains de l'ennemi avant qu'on ait pu les secourir. Nous en eûmes, en 1925 dans le Rif, de nombreux exemples. La formule semble être donc d'avoir un certain nombre de gros postes à l'effectif d'une compagnie au moins (trois ou quatre officiers et 150 à 200 hommes) sérieusement armés, susceptibles de supporter un siège assez long et d'être une menace suffisante sur la région environnante pour assurer la paix. En cas d'insurrection, ces postes, qui retiendront autour de leur enceinte un fort contingent ennemi, serviront aussi de points d'appui pour les déplacements du groupe mobile appelé à opérer. Distants les uns des autres d'une quinzaine de kilomètres en général, parfois davantage, on choisit de préférence, pour leur emplacement, des positions géographiques commandant la région et en particulier les points d'eau, les zones de culture, les marchés, les agglomérations de villages, les passages obligés qu'ils doivent pouvoir tenir aisément sous le feu de leurs canons.

Enfin, il est sage d'articuler en profondeur le dispositif de défense et une seconde ligne et parfois une troisième ligne de postes sont organisées plus en arrière. Mais tout l'effort d'installation porte d'abord sur les premiers. Une ou deux compagnies (dont nécessairement celle appelée par la suite à y tenir garnison), parfois davantage, sont affectées à la construction de chaque poste. En général, il n'est pas fait appel à la main-d'œuvre indigène. Tandis qu'une

partie de l'effectif aussi faible que possible assure le service de sécurité, les autres soldats, transformés en pionniers, manient la pelle, la pioche ou la barre à mine. On construit d'abord les murettes d'enceinte, souvent simplement en pierres sèches, puis le réseau de fil de fer barbelé ; on aménage la source qui va alimenter le poste. Ce n'est qu'en dernier lieu qu'on aborde la construction des logements de la troupe et des cadres. A la moindre alerte, chacun bondit sur ses armes, prêt à la défense.

La sécurité en bordure est complétée par un certain nombre de petits postes tenus par des partisans levés dans la tribu protégée. Ces petits postes sont composés de trois ou quatre hommes fournis par le douar le plus voisin, le cheikh du village assurant lui-même la relève de ces guetteurs ou « assess ». Parfois encore, la surveillance est complétée par l'installation d'un poste de goumiers commandé par un maréchal des logis français.

La nuit, toute circulation cesse pour les troupes régulières. Gardées par quelques guetteurs, elles prennent un repos bien gagné. Seules, les troupes supplétives et éventuellement, les groupes francs, se tiennent prêts à marcher en cas de besoin. Dans bien des cas, cependant, la sécurité serait illusoire si elle ne reposait surtout sur une circulation intensive, dans la région nouvellement conquise, d'éléments susceptibles de se déplacer rapidement (engins motorisés, cavalerie). Le rôle des postes se réduit à abriter hommes et approvisionnements. Il arrive même que le plus sûr moyen d'assurer la sécurité dans notre zone est d'aller semer l'insécurité chez l'ennemi.

La sécurité de la région étant ainsi assurée, on peut procéder, dans une tranquillité relative, à l'installation du Bureau des A. I.. L'emplacement probable de ce bureau a été déterminé au cours du travail de documentation. Ce choix

a une très grande importance. Il sera, en effet, le centre de l'action politique dans la région considérée. Il est absolument nécessaire qu'il soit installé en un point d'accès facile aux indigènes. Il convient même, si l'on veut que le contact soit pris d'une façon complète, qu'il soit situé en un point où l'indigène ait déjà l'habitude de se rendre, proximité d'un souk fréquenté, ou sur un axe important de circulation. Il ne doit pas non plus être trop éloigné d'un poste militaire, afin que sa protection puisse aussi être assurée assez facilement. Pour sa construction, on peut employer utilement la main-d'œuvre indigène, main-d'œuvre rétribuée naturellement. Sans qu'il soit question d'envisager une installation luxueuse, rien ne doit être négligé pour que la maison du « Hakem » inspire, par son allure, confiance et respect aux indigènes. En même temps que le bureau, on construit, à proximité, une infirmerie indigène. Un peu plus loin s'élève le village qui abrite les goumiers, les mokhaznis et leurs familles. Le chef de ce bureau nouvellement créé est un lieutenant ou un jeune capitaine, autant que possible, celui qui, ayant préparé dans un ancien poste antenne l'occupation de cette région, possède sur la tribu nouvellement soumise tout un dossier qu'il a patiemment constitué lui-même et peut ainsi, presque sans à-coups, continuer son travail d'approvisionnement.

Pour assurer la liaison entre ces divers éléments, les unités du groupe mobile qui ne sont pas employées à la construction des postes de l'avant, sont utilisées à faire des travaux de pistes autocyclables. Les bataillons déplacent ainsi leurs bivouacs, au fur et à mesure de l'avancement de leurs travaux, de façon à n'en être jamais trop éloignés pour pouvoir, en cas de besoin ou d'attaque, le regagner rapidement. Il ne faut pas oublier en effet que le groupe mobile, même ainsi réparti et occupé, reste disponible et que, si

cela est nécessaire, ses éléments doivent pouvoir dans le minimum de temps se regrouper en vue d'une action de guerre. Ces travaux de piste ont une importance considérable et constituent parfois de véritables tours de force, en même temps que des travaux d'art. La Légion Etrangère a acquis dans ce domaine une primauté incontestée. Rappelons cette inscription gravée à l'entrée d'un tunnel long de 63 mètres, dans les gorges du Ziz :

*« La montagne barrait la route,
L'ordre fut donné de passer quand même,
La Légion l'exécuta. »*

Plus loin on peut lire ces mots : *« L'énergie de leurs muscles et une farouche volonté furent leurs seuls moyens. »*

Le long des pistes ainsi créées, les troupes de transmission protégées par des goumiers se hâtent d'installer le téléphone. Les postes de troupes régulières, les postes de troupe supplétives, le bureau sont reliés entre eux et vers l'arrière par l'intermédiaire de centraux. Il faut qu'au moindre indice de passage de dissidents, les troupes supplétives puissent être alertées par téléphone pour se mettre aussitôt à la poursuite des djiouch signalés. Tant que les communications téléphoniques ne sont pas assurées, l'alerte est donnée au moyen de feux qu'on allume en des points choisis et dont l'orientation donne à peu près l'indication de la route suivie par les djicheurs.

Encore plus en arrière, d'autres unités organisent les bases de ravitaillement qui seront comme les régulatrices du nouveau secteur occupé.

Mais les transports de ravitaillement n'attendent pas l'achèvement des pistes pour commencer. Les mulets des unités du groupe mobile sont rassemblés et constituent des unités de transports qui apportent aux travailleurs des différents chantiers l'outillage et le matériel dont ils ont

besoin en même temps que les vivres et les munitions devant constituer les approvisionnements des futurs postes. Plus tard, dès que l'état des pistes le permet, de lourds camions prennent ce transport à leur compte. La sécurité des convois muletiers est assurée par des spahis, celle des convois automobiles par des postes fixes placés en surveillance sur les crêtes dominant la piste et par des auto-mitrailleuses.

On fait encore appel à la main-d'œuvre indigène pour les travaux de piste et l'organisation de ces convois de ravitaillement.

Pendant plusieurs semaines, parfois deux ou trois mois, les troupes du groupe mobile sont ainsi employées. Quand les approvisionnements sont constitués dans les postes, que les constructions sont en bonne voie d'achèvement, que la population apaisée et rassurée par notre installation a repris ses travaux pacifiques et aussi lorsque l'approche de la mauvaise saison risque de rendre difficiles et précaires les communications, le groupe mobile se disloque. La plus grande partie des troupes retourne tenir garnison dans les villes de l'intérieur ou dans les camps de l'arrière. Bientôt il ne reste plus dans la région conquise que les unités constituant les garnisons des postes et des bases comme troupes régulières, et en outre, le goum et le makhzen du bureau des A. I..

L'activité purement militaire va se trouver dès lors considérablement réduite. Les troupes supplétives et les groupes francs, toujours prêts à marcher à la moindre alerte, effectueront encore d'assez fréquentes sorties de jour et quelquefois de nuit pour accuser notre présence. Mais les garnisons des postes ne bougeront guère, on se bornera à quelques rares liaisons de poste à poste et si le temps et la situation politique le permettent, à quelques reconnaissances en

forces sur des itinéraires prévus et étudiés par les A. I. et visant au double but de manifester notre activité aux indigènes et de conserver aux garnisons de nos postes leurs qualités d'allant et de manœuvre.

III. — L'ÉVOLUTION DU CONTACT.

Le terrain conquis et occupé, la tribu soumise, il s'agit maintenant de savoir comment vont vivre côte à côte conquérants et conquis, ou plutôt protecteurs et protégés. C'est ici que nos méthodes coloniales s'opposent d'une façon nette aux méthodes des peuples anglo-saxons. Tous nos efforts vont tendre, en effet, à effacer le fossé qui nous sépare des indigènes, à nous approcher d'eux, à les rapprocher de nous, en un mot à prendre le contact. Contact dont le maintien sera seul susceptible de nous garantir la durée de notre installation et qui, seul, nous assurera la collaboration des « natives » pour la réalisation de l'œuvre de civilisation entreprise.

Comment va naître et se développer ce contact ? Les données du problème sont maintenant connues. D'une part, les conquérants, dont nous connaissons l'organisation et dont la principale préoccupation sera justement de rechercher ce contact avec les indigènes, d'autre part, une population, souvent à demi-ruinée par la guerre qu'elle vient de livrer, lasse de se battre, mais encore frémissante, méfiante et inquiète, admirant peut-être son vainqueur, mais sans le laisser paraître, et craignant ses maléfices. Tout la trouble dans nos procédés. Observant tous nos faits et gestes, elle nous juge avec rapidité et sans bienveillance.

On pourrait croire qu'étant donné cet état d'esprit, aucun contact ne puisse s'établir. Plusieurs raisons poussent cepen-

dant l'indigène vers nous. En premier lieu, la nécessité d'assurer la protection des nouveaux soumis amène forcément des relations entre les officiers chargés de l'organiser et les chioukh ou mokeddem des douars qui en sont les bénéficiaires ; la réorganisation politique crée de nouveaux points de contact ; mais ce sont surtout les besoins économiques qui poussent les indigènes vers nous. Nous n'apportons pas que la paix, nous apportons aussi de l'argent. Sans doute, notre monnaie de papier provoque au début quelque surprise et quelque méfiance, mais ils s'y habituent relativement vite. Nous achetons leurs produits, nous ouvrons des chantiers où ils viennent travailler. Les points de contact se trouvent ainsi multipliés. Enfin, une dernière raison est cette « attraction mystérieuse » que le conquérant exerce sur le vaincu par sa force et sa puissance.

Le contact qui s'établit présente les caractères suivants : Il est d'abord extrêmement lent à se développer. Il convient de se souvenir que « le temps libéralement gaspillé, en l'occurrence, n'est jamais perdu. »

Il est personnel. Les indigènes ne s'attachent pas aux Français en général et encore moins à la France, qu'ils ne connaissent pas, ou à la patrie française (N'oublions pas que ce mot d'occidental n'a pas de sens pour eux). Ils s'attachent à certains des nôtres qu'ils ont pu connaître, dont ils ont pu apprécier les qualités morales. « Au Maroc, « comme ailleurs, le cœur conquiert le cœur ».

Ce contact, lent à établir, personnel, est très instable, plus difficile à maintenir encore qu'à faire naître. Il doit faire l'objet de soins constants. Un simple malentendu, une méprise, une maladresse et l'indigène, resté méfiant à notre égard malgré toutes les apparences, ne voit plus en nous

que l'infidèle, qu'au fond de son cœur et d'une façon plus ou moins consciente, il n'a jamais cessé de détester.

Cette mise en contact ne suit pas tout à fait le même processus suivant les éléments des nôtres avec lesquels elle a lieu. L'évolution de ce contact sera étudiée successivement : 1° avec les officiers des Affaires Indigènes ; 2° avec les médecins ; 3° avec la troupe et ses cadres.

A. — L'évolution du contact avec les officiers des A. I.

C'est aux officiers des A. I. qu'il appartient de se dépenser pour mettre en confiance les tribus nouvellement soumises et de prendre contact avec les populations. Ce sont eux qui auront l'influence prépondérante. C'est avec eux que les indigènes chercheront d'abord à entrer en relations.

Les officiers du bureau nouvellement créé jouiront d'emblée, aux yeux des indigènes, d'un prestige traditionnel. Les sentiments de la population à leur égard sont le produit d'une tradition orale établie par une occupation déjà longue des pays voisins. On n'aime pas, on ne peut pas aimer le « neqrani » ; mais on a confiance en l'officier, le « hakem », on admet son esprit de justice, on le sait désintéressé, considération qui ne manque pas de poids auprès des indigènes habitués à être pressurés. Il faut toutefois faire une réserve à ce sujet ; il n'est pas certain qu'au fond d'eux-mêmes ils ne sourient pas de ce « hakem » en qui réside la toute-puissance et qui ne fait pas « suer le burnous ». Les relations croissent au fur et à mesure des progrès de la sécurité. Quand les indigènes se rendent compte qu'ils n'ont plus à craindre les représailles des insoumis et qu'ils commencent à avoir confiance dans la durée de notre installation, ils se rapprochent sans arrière-pensée du bureau. Peu à peu, la confiance se développe, surtout si l'officier parle la langue

du pays et si l'on peut à toute heure du jour et de la nuit s'entretenir avec lui sans intermédiaire : sa puissance est alors décuplée.

Il lui appartient d'ailleurs de multiplier les points de contact en effectuant de fréquentes tournées dans son nouveau domaine. Il ne se laisse pas absorber par la paperasserie administrative qui même dans le « Bled », cherche à prendre ses droits. Dédaignant l'auto qui va trop vite et ne permet pas de prendre contact avec le *vulgum pecus*, il fait de nombreuses et longues tournées à cheval, escorté de quelques mokhaznis. Cela lui prend beaucoup de temps ; tant pis pour les beaux rapports. Il se rappelle ce conseil du colonel Berriau : « On travaille dehors ».

En route, il croise des indigènes qui le saluent avec respect. Il rend ce salut et n'hésite pas à engager quelques mots. On parle des récoltes, de l'état des troupeaux, des pâturages, des ennuis de la sécheresse ou des bienfaits des dernières pluies. Discrètement, l'officier se permet un conseil. S'il rencontre un fiévreux, il lui donne aussitôt quelques comprimés de quinine, dont il a pris soin de se munir. On échange quelques plaisanteries : il faut que l'officier soit gai. Puis on se sépare, l'officier saluant avec bonhomie ou dignité suivant l'âge ou l'importance de celui qu'il a rencontré. Le soir, les indigènes accroupis devant leurs mechtas ou à l'entrée de leurs tentes raconteront leur rencontre avec le chef chrétien. « Une communication rapide, « mais sympathique d'homme à homme s'est établie entre « le chef nazaréen et le bédouin, petite étincelle fugitive « dont le souvenir est le reflet. » (Un Africain : *Afrique française* 1932).

Arrivé au douar, il est reçu avec empressement par le cheikh. Suivant la saison, à l'ombre d'un figuier ou dans

la chambre des hôtes, il accepte les trois rituelles tasses de thé à la menthe. Accroupi au milieu des notables, il converse en suivant scrupuleusement les règles de la politesse indigène, sans jamais élever la voix et sans faire de grands gestes aussi inutiles que déplacés. Il sait écouter aussi et ne pas se montrer pressé. Tout en causant de choses et d'autres, les indigènes l'observent et le jugent sans indulgence. Si quelque conflit divise l'assistance, on le prendra comme arbitre ; il rendra alors son jugement sans hâte, dans le calme, sachant, s'il est nécessaire, arrêter par une plaisanterie une colère mal contenue. Son prestige est encore accru s'il peut, en plus de son rôle d'arbitre, être aussi le médecin. Muni de quelques produits pharmaceutiques et de quelques accessoires de chirurgie, il donne quelques consultations simples. Les médicaments se montrant très efficaces sur les indigènes, la confiance dans le « toubib » improvisé grandit rapidement.

La prospérité matérielle est loin d'être méprisée par les indigènes, et si, avec quelques crédits, l'officier peut améliorer l'irrigation, créer un marché, on peut dire que sa tribu sera tout à fait soumise, sous réserve toutefois d'un mouvement de grande amplitude comme le soulèvement du Riff, qui submerge toute l'organisation existante.

C'est avec les notables que l'officier entre d'abord en contact. Les chefs nouvellement soumis sont les premiers à se présenter au bureau. Ce qui les pousse vers nous, c'est surtout le souci de conserver leurs prérogatives et leurs droits. Craignant de voir remanier la répartition des commandements dans la tribu, ils intrigueront auprès de nos officiers, cherchant à se faire bien voir à force de flatteries et de protestations de loyalisme. Véritable lutte d'influence pour la conquête du pouvoir qui, dans ce pays, est la certi-

tude d'une fortune rapide. L'officier a besoin de déployer toute sa clairvoyance pour dénouer ces intrigues et ne pas faire de mécontents, qui n'hésiteraient pas à regagner la dissidence.

Autour du bureau se pressent ensuite tous ceux qui espèrent une situation quelconque du nouveau régime : tous ceux qui, tentés par le burnous bleu, cherchent à se faire engager comme mokhaznis, comme rekass ou comme simple serviteur.

Puis on voit arriver ceux qui n'ont rien à perdre au nouveau régime : les miséreux qui viennent mendier de quoi manger, tous les spoliés du régime antérieur qui vont tenter de reconquérir leurs droits. Le bureau se transforme tour à tour en service d'assistance et en tribunal. C'est alors la « chikaya » ; l'officier écoute avec complaisance les explications terriblement longues et embrouillées des plaignants, il n'en repousse jamais un seul. Mais sa sagacité est mise à une rude épreuve ; il s'efforce cependant de faire rendre à chacun son droit.

Quand, fatigué de ces discussions sans fin, il sort fumer une cigarette devant son bureau, il ne craint pas de s'intéresser aux enfants qui, poussés par leur naturelle curiosité, sont venus jouer à proximité, il organise des jeux, leur apprend quelques mots de français que les enfants tout heureux répéteront le soir à leurs parents, et le « hakem » sera une fois de plus l'objet des interminables conversations de la veillée.

Jamais il ne se contente d'ordonner ou de défendre, mais cherche toujours à expliquer le pourquoi des mesures qu'il se trouve obligé de prendre. « De là, l'utilité des palabres « menées dans une certaine détente où les méfiances s'éva-
« nouissent. C'est la politique de la tasse de thé excellem-

« ment définie par notre grand Lyautey. Le conquérant ne
« commande pas derrière son bureau ou appuyé sur son
« sabre ; il s'asseyait familièrement, cause gentiment et
« persuade, met son auditoire à l'aise, il devient un homme
« entre les autres hommes. » (Un Africain).

En multipliant les points de contact avec tous les éléments de la population, il a une compréhension plus vive et plus exacte de la mentalité indigène, des besoins, des appréhensions, et des désirs. Il peut ainsi, avec plus de chances de succès, mener à bien cette tâche d'apprivoisement qui consiste « à faire oublier aux tribus les agréments illusoirs
« de leur indépendance passée ; à leur faire apprécier,
« somme toute, plus confortables, les temps présents et à
« obtenir que l'idée d'un départ en dissidence, qui viendra
« souvent tourmenter ces têtes folles d'enfants, ne se pré-
« senta plus à leur cerveau que pour être immédiatement
« rejetée. » (Colonel Berriau).

On se rend compte de la difficulté de la tâche, des qualités et des connaissances que l'officier des Affaires Indigènes doit posséder. Un officier non préparé à ce métier ne peut, au début, remplir la mission qui lui est confiée. Il commet des non-sens souvent coûteux, et une faute, en politique indigène, risque d'avoir des conséquences très graves sous tous les rapports.

Cependant et quelles que soient les précautions prises, des relations s'établissent également entre la troupe et l'indigène. Avant d'en étudier l'évolution, il convient de citer, au passage, l'importance considérable de l'assistance médicale.

B. — *Le rôle de l'assistance médicale.*

Nous avons vu combien le premier contact de l'officier

des A. I. avec les indigènes est facilité quand il peut lui-même donner quelques petites consultations et apporter quelques soulagements aux malades et aux blessés. S'il a la chance d'avoir avec lui un médecin, l'ampleur qui peut alors être donnée à l'assistance médicale rend singulièrement plus facile la mission de l'autorité de contrôle. Le rôle du médecin au Maroc et son importance ont déjà fait l'objet d'études sérieuses et documentées ; aussi, serons-nous brefs sur cette question. Rappelons ce télégramme, qu'à Madagascar, en 1901, Lyautey adressait à Galliéri : « Si vous pouvez m'envoyer quatre médecins de plus, je vous renvoie quatre compagnies. »

Bien que l'indigène, surtout le « bledi » soit très attaché à la médecine empirique du fqih ou de la matrone, faite de charlatanisme, de magie, d'amulettes et d'incantations, l'action du médecin est néanmoins extrêmement utile et efficace. Dans les bureaux de nouvelle formation, la création de l'infirmier indigène est préparée et étudiée avec le même soin que les organes administratifs proprement dits.

L'officier des A. I. se fait accompagner dans ses tournées par le médecin du poste. Comme les cas d'heureuse intervention sont en général de règle, l'indigène s'habitue vite à la consultation médicale. Quand l'habitude est prise, la clientèle abonde au bureau, soumis et même insoumis. La confiance est donc née du seul fait du médecin, aidé dans sa tâche par l'officier des A. I. En temps d'épidémie, de variole en particulier, les tournées de vaccination sont faites en commun, et en les organisant méthodiquement, des villages entiers passent entre les mains de nos officiers. Le contact est alors complet et sert de base à une pénétration qui progresse rapidement.

La conscience et le dévouement des médecins sont à toute

épreuve. Ils n'hésitent jamais à se déplacer et à séjourner en tribu, parfois même dans des régions quasi-insoumises, pour donner leurs soins à la population. M. Ladreit de Lacharrière rapporte même qu'en 1910, au poste de Ben Ahmed, le médecin du poste, voyant tous les lits de son infirmerie occupés, abandonna le sien à une insoumise malade, se contentant, pour passer la nuit, de sa baignoire garnie de paille.

C. — *L'évolution du contact avec la troupe.*

D'une façon générale, les relations avec les indigènes sont uniquement réservées aux officiers des Affaires Indigènes, mais les circonstances font que souvent, des prises de contact sont effectuées également avec les troupes et leurs cadres. Cependant, elles n'ont pas, en général, l'approbation des A. I. Il est même arrivé, dans certaines régions, que toute communication avec l'indigène soit interdite aux troupes occupant le pays. C'est ainsi que dans la région de Taza, en 1920-1923, il était sévèrement interdit aux garnisons des postes de prendre le moindre contact avec les indigènes.

Les raisons de cette attitude du service des Affaires Indigènes sont les suivantes :

a) La difficulté d'assurer la sécurité dans une région nouvellement soumise et souvent de parcours difficile rend la circulation des faibles détachements de troupes régulières extrêmement dangereuse et cela, même aux abords de leurs postes. Dans cet ordre d'idée, les imprudences de certains officiers de troupe ayant abouti à une série de guet-apens tous plus regrettables les uns que les autres, sont malheureusement trop nombreuses. Incidents regrettables en soi d'abord, mais aussi par leurs conséquences indirectes :

regain d'activité des insoumis, rupture de négociations, etc...

b) En second lieu, les méthodes politiques ne sont pas toujours comprises de la troupe, du fait de sa non-spécialisation. Celle-ci est trop tentée de voir uniquement dans l'indigène insoumis qui fréquente le bureau, l'ennemi qui prendra les armes contre nous à la prochaine occasion. Naturellement défiante, plus ou moins renseignée sur la situation politique du moment, elle a tendance à traiter de la même façon l'indigène sur le point de se rallier et l'insoumis irréductible, et sait difficilement trouver la juste mesure entre une hostilité nuisible à notre politique et une trop naïve indigénophilie.

c) On lui reproche, en outre, son ignorance et parfois sa négligence, par pur parti pris des formes de politesse indispensables vis-à-vis des pires de nos ennemis ou simplement des « quelconques », formes qui ont une importance insoupçonnée.

D'autre part, les relations entre la troupe et les indigènes se bornent souvent à des tractations commerciales. Celles-ci sont plus ou moins bien engagées et chacun s'estimant dupé, elles ne font guère que des mécontents.

Quand l'occupation s'est faite après de violents combats, la troupe a tendance à se considérer en pays conquis, avec tous les abus que comporte une pareille situation, surtout avec des soldats de métier (tirailleurs ou légionnaires) rapt de femmes, maraudage, etc... Sources de rancunes ou de vengeance éclatantes. Il convient cependant de noter que bien souvent les pillages ont été effectués par les soumis se battant à nos côtés et non par les troupes régulières.

d) Une dernière raison est que l'influence que pourrait avoir l'officier de troupe serait susceptible de gêner l'action politique de l'officier des A. I., que, d'autre part, les indi-

gènes, très observateurs, chercheraient à opposer les deux catégories d'officiers pour en tirer un profit personnel.

Il faut reconnaître que ces raisons sont en partie justifiées et que l'abstention de tout contact semble offrir, en temps ordinaire, plus d'avantages que d'inconvénients. Mais, en fait, il est rare que des contacts ne finissent pas par se produire. Qu'on songe un peu à la situation morale de la garnison d'un poste, privée de tout contact avec l'extérieur. Cette impression d'isolement au milieu d'un pays hostile est encore supportable, tant qu'elle est appelée à faire usage de ses armes pour se défendre. Mais, lorsque les coups de fusil ne se sont plus fait entendre pendant de longues semaines, que le pays semble avoir recouvré la paix, cette nécessité de maintenir le vide autour de soi est proprement intolérable et profondément déprimante. Aussi, le premier indigène qui consent à venir causer un peu est-il le bienvenu.

La prise de contact avec les indigènes s'effectue en général à propos de menus achats, que ceux-ci proposent : œufs, fruits, volailles. Il convient aussi de noter au passage le rôle très important joué par nos tirailleurs indigènes, en particulier nos tirailleurs marocains, et parmi les Algériens, ceux originaires de la Kabylie ou de l'Aurès. Comprenant les dialectes berbères, ils ont vite fait de se créer des intelligences dans les villages voisins et deviennent de précieux auxiliaires ; si leurs premières relations ne sont guère recommandables (prostituées ou femmes légères en général, cf. pp. 219, 250), ils ne tardent pas à se faire des relations plus avouables. Mais le commerce et la prostitution ne sont pas les seuls modes de contact, la charité en est un au moins aussi important. Un chef d'un poste de l'avant, au nord de Fès, raconte, dans ses notes de route inédites, avoir assisté un jour à la distribution par ses tirailleurs d'une aumône

de carême aux miséreux des environs ; voilà une prise de contact d'une moralité irréprochable. Le même raconte encore que, commandant une compagnie de tirailleurs marocains, il avait dû confier le commandement d'une section à un sergent djebala. En 1926, se battant dans la propre tribu de ce sous-officier et contre les siens, il n'avait pas été peu surpris de voir, le combat terminé, un certain nombre d'ennemis de la veille s'empressez de venir saluer leur compatriote et lui apporter même des cadeaux. Celui-ci accueille ses amis avec beaucoup de fierté, ne manquant pas de leur faire ressortir l'importance de son commandement, mais aussi les avantages qui résultaient de notre amitié.

Ce qui semble caractériser les contacts qui se créent entre la troupe et les indigènes, c'est qu'il s'agit surtout d'un contact avec les plus pauvres de la population. Les plus riches et les plus puissants cherchent de préférence à entrer en relations avec les officiers des A. I. et méprisent peut-être un peu la troupe et ses cadres.

Autour des postes de troupe nouvellement créés, la prise de contact suit en général le processus suivant :

Aussitôt l'occupation, il n'est pas rare de connaître d'abord une période plus ou moins longue d'isolement complet. L'habitant, encore sous l'impression de notre force, évite de s'approcher de nos postes. Il ne laisse pas s'éloigner ses troupeaux, craignant de se voir voler. Mais au fur et à mesure que la sécurité s'établit dans le pays et que le calme renaît dans les esprits, on voit les troupeaux se rapprocher insensiblement. Bientôt la garnison peut entendre les chants de flûte et les appels des petits pâtres. Un jour vient où ils se sont tellement rapprochés que des conversations s'ébauchent avec nos soldats indigènes. On cause, on rit, puis on joue ensemble. Peu à peu, c'est un groupe de cinq à six enfants qui vient journellement à limite de nos barbelés men-

dier quelques morceaux de pain et jouer avec les tirailleurs.

Ces derniers leur apprennent à faire le salut militaire, à dire bonjour en français. Si le chef de poste sort, il est aussitôt entouré d'une bande de gamins souvent en guenilles, qui lui hurlent à tue-tête des « Bonjour Moulay, mon lieutenant » en exécutant des saluts militaires plus ou moins bien réussis. L'officier ne dédaigne pas d'échanger quelques mots avec eux, et leur distribue quelques pièces de monnaie. Le contact est pris. Le soir au douar, les enfants vanteront à leurs parents encore déflants la générosité et le bon accueil du « hakem » du poste. .

Les transactions commerciales ne vont pas tarder à s'établir. Quelques jours plus tard, les enfants se présentent au poste porteurs de quelques œufs et de quelques fruits qu'ils cherchent à vendre. Si le marché s'effectue correctement, les enfants disparaissent dès que tout est vendu, mais reparaissent quelques minutes après, porteurs de nouveaux produits. Où disparaissent-ils ainsi pour se ravitailler aussi rapidement ? Un beau jour, on découvrira, soigneusement dissimulé derrière quelque buisson, le mystérieux ravitailleur, qui n'est autre que le père de l'un des enfants. La confiance de ce dernier n'est pas encore suffisante pour qu'il s'approche plus près du poste. Petit à petit cependant, il s'en rapprochera insensiblement. Bientôt, il vient vendre lui-même ses produits, dont le nombre et la variété ne tardent pas à augmenter. Au début, la conversation est limitée au strict nécessaire pour permettre la transaction. Puis, on en arrive à raconter des histoires et à plaisanter avec les tirailleurs et avec le chef de poste lui-même, si ce dernier parle la langue du pays.

On fait de plus en plus connaissance, l'indigène vient au-devant des désirs de ce « hakem » qui l'a bien accueilli et

s'offre pour lui faire parvenir ce dont il peut avoir besoin.

Bientôt, il en vient deux ou trois autres, attirés par les petits profits de ce commerce naissant. Presque chaque jour, le chef de poste échange quelques mots avec eux. C'est pour lui une distraction et un moyen de se perfectionner dans l'usage de la langue du pays. En même temps, il peut glaner des petites nouvelles.

Que l'un de ces habitués tombe malade, il n'hésite pas à donner quelques conseils, voire même quelques soins, et si son approvisionnement en produits pharmaceutiques est suffisant et s'il a quelques connaissances dans ce domaine, il ne manque pas de donner à ce client imprévu les remèdes qui, au moins, le soulageront.

A partir de ce moment, l'influence du chef de poste croît rapidement. Tous les matins, à la limite des barbelés, toute une petite clientèle de malades attendent la sortie du « hakem » qui guérit ; des enfants, des hommes, puis aussi des femmes, d'abord les vieilles et les laides, et plus tard de plus jeunes, parfois même des jeunes filles conduites par leur père.

Les rapports seront de plus en plus confiants. Un jour, des indigènes lui demanderont de venir dans leur douar soigner un des leurs très malade ou gravement blessé. Si le secteur est calme et que les consignes de son poste ne le lui interdisent pas formellement, l'officier s'y rend avec une légère escorte.

Voici à titre d'exemple ce qu'écrivait, le 8 novembre 1926, un officier d'un poste de l'avant dans un secteur calme du front Nord :

« Jeudi dernier, profitant du beau temps, je suis parti
« à cheval avec l'infirmier, un caporal interprète et trois
« hommes d'escorte, pour voir le cheikh de Mschah, qui
« m'avait fait demander par son fils. Après une heure de

« marche en pleine forêt, nous atteignons les premiers pâ-
« turages. Les enfants nous regardent passer avec des yeux
« surpris, les femmes s'interpellent par des cris effarés et,
« se levant toutes droites, nous tournent le dos et restent
« immobiles, figées. Les femmes des Beni Zeroual sont sin-
« gulièrement fidèles !!! Bientôt, nous arrivons chez le
« cheikh, je saute de cheval, il vient au-devant de moi et
« nous nous saluons à la mode arabe, l'index sur les lèvres.
« Il donne immédiatement des ordres pour que nos che-
« vaux et mulets soient abreuvés et nourris. Il m'invite à
« entrer chez lui pour déguster le thé à la menthe tradi-
« tionnel...

« Nous nous rendons ensuite chez un autre indigène blessé
« il y a huit jours par des K'tama. Une balle a fait éclater
« la boîte de culasse de son arme dans la main ; il a la
« paume arrachée, une fièvre épouvantable. Sa main em-
« peste. Il ne s'est soigné qu'avec une mixture de beurre, de
« sel, d'huile, d'écorce de chêne, de farine, de sucre, que
« sais-je encore. Sa main est enveloppée dans des feuilles
« vertes dont je n'ai pu savoir le nom, mais qui, cependant,
« ne doivent pas être mauvaises. Tous les notables sont ras-
« semblés dans l'étroite mechta, mon infirmier et moi-même
« nous avons juste la place où nous tourner. Sous les yeux
« attentifs des indigènes, je lave cette main, noire de sang
« caillé. Quelques coups de ciseaux par ci, par là, pour cou-
« per les bouts de chair morte, puis un peu de pommade,
« et je fais moi-même le pansement. Le blessé semble
« épuisé. Je recommande au cheikh de le conduire au plus
« tôt au « toubib » de Fès el Bali... » (Lieutenant P. V.,
lettre inédite).

Quelques semaines plus tard, cet officier apprenait de la
bouche même du médecin de Fès el Bali, le docteur Bordes-

Pagès (1) que, grâce à ces soins donnés à temps, la main de cet indigène avait pu être sauvée. Si la sécurité le permet, les officiers peuvent ainsi multiplier leurs visites dans les douars avoisinant leur poste et se créer, tout autour d'eux, un réseau d'amis.

La confiance est plus grande encore et le contact plus étroit si l'indigène se rend compte que la proximité du poste militaire lui procure une sécurité effective. Il est nécessaire que la garnison ne reste pas inactive et soit toujours en mesure d'aider par ses armes les douars qui pourraient être inquiétés par les dissidents ou les insoumis. Quand la confiance est acquise, l'indigène menacé accourt vers le poste demander du secours. Il serait impolitique de négliger cet appel. Sans trop s'éloigner du poste, quelques patrouilles prudemment conduites prouveront l'intérêt que nous portons à la tranquillité de la population et la rassureront. Nous serons payés de retour: que le poste soit à son tour menacé, il est à peu près certain que nous serons alertés en temps utile par nos amis des environs.

C'est ainsi qu'au poste de B..., en 1926, le cheikh d'un douar voisin n'hésita pas à se rendre au poste au milieu de la nuit, au risque d'être pris à partie par nos sentinelles, pour avertir la garnison qu'une forte attaque ennemie devait se déclancher la nuit même contre ce poste.

Aumônes, commerce, soins médicaux, visites dans les douars les plus proches, longues conversations amicales, voilà bien de quoi occuper les chefs de postes de l'avant et faire en sorte que ces postes militaires soient aussi des centres de rayonnement de l'influence française. Mais cette

(1) Le Dr Bordes-Pagès devait mourir l'année suivante, victime de son devoir, emporté par le typhus.

action bienfaisante connaît une double limitation : en premier lieu, il est absolument nécessaire que la troupe n'agisse dans ce sens qu'avec l'assentiment formel ou au moins tacite des A. I., seule autorité qualifiée pour juger de l'opportunité de cette action, et encore, cette influence devra se limiter au domaine social et ne jamais s'ingérer dans le domaine politique, l'action politique, si délicate, restant réservée aux officiers des A. I. Aussi regrettable que cela soit, les amitiés que nous aurons pu nous créer ne doivent pas nous empêcher de conserver une certaine défiance à l'égard de la population. Aucun indigène ne doit pénétrer dans l'enceinte du poste, où il lui serait trop facile de faire l'inventaire de nos moyens de défense. Les sorties d'isolés sont sévèrement interdites. Les déplacements de nuit ne se font qu'en cas d'absolue nécessité et doivent s'entourer des plus grandes précautions. Le chef de poste ne manque pas de surveiller de près la nature du commerce qui s'effectue avec les indigènes, pour éviter, en particulier, les disparitions d'armes ou de cartouches. Si ces précautions ne sont pas prises, on est exposé à de très graves incidents. C'est ainsi qu'en 1927, chez les Beni Mestara, un chef de poste recevait quotidiennement la visite d'indigènes. Il commit l'imprudence d'en faire pénétrer dans son poste, dont l'effectif était des plus faibles, une trentaine d'hommes. Les indigènes eurent vite apprécié la faiblesse des moyens de défense. Parfaitement au courant des habitudes de la garnison, ils surent un jour en attirer une partie dans un ravin extrêmement coupé à proximité du poste et lui tendirent une embuscade. Quelques hommes seulement purent y échapper. Le cadavre de l'officier resta entre les mains des indigènes et le poste, violemment attaqué, ne dut son salut qu'à l'héroïque résistance d'une poignée d'hommes. Le groupe mobile, alerté,

dut attaquer le lendemain pour dégager ce malheureux poste et reprendre les cadavres des nôtres à l'ennemi.

La conclusion semble donc devoir être qu'en premier lieu, c'est surtout l'intérêt qui nous attire l'indigène, que par la suite, nos qualités morales, notre éducation, notre savoir-faire nous valent sa confiance, son estime, peut-être même sa sympathie, quoiqu'il ne faille jamais oublier qu'à leurs yeux, nous demeurerons toujours des « roumis », avec tout ce que ce terme peut recéler pour eux de mépris et de haine.

Le pays occupé, le contact en bonne voie, il nous reste à organiser notre conquête ; ce sera l'œuvre du Service des Affaires Indigènes, qui sera étudiée dans le chapitre III.

BIBLIOGRAPHIE

- Bulletins de l'Afrique française.* — Année 1926, Art. de Ladreit de Lacharrière, p. 30 et seq. Année 1930, *La soumission des Aït Saïd ou Ichou* (G. L.), p. 139 et seq. Année 1932, *L'occupation du Tafilalet*, pp. 58, 101.
- Un AFRICAÏN. — *Manuel de politique musulmane.* Paris, Bossard, in-12, 1925.
- — *Notes de politique musulmane.* Af. franç., 1932, p. 703.
- Général AZAN. — *Exposition coloniale internationale de Paris en 1931. Les armées françaises d'outremer. Conquête et pacification de l'Algérie.* Paris, Imp. Villain et Bar, 1931, in-4°.
- Gustave BABIN. — *La mystérieuse Ouauizert.* Casablanca, 1923.
- Du BARAIL. — *Mes souvenirs.* Paris, Plon, 1895-98, 3 vol. in-8°.
- Comm^t Maurice BERNARD. — *Les Ida ou Tanan.* Af. franç., 1927, p. 407.
- D^r René CRUCHET. — *Conquête pacifique du Maroc.* Paris, Berger-Levrault, 1933.
- Général DAUMAS. — *La vie arabe et la société musulmane.* Paris, Lévy, 1859, in-8°.
- Colonel FERRANDI. — *L'officier colonial.* Paris, Larose, 1930, in-12.
- Capitaine GUENNOUN. — *La montagne berbère, op. cit.*
- — *La pacification dans la région des confins algéro-marocains.* Af. franç., 1932, p. 398 et seq.
- Georges HARDY. — *Le Maroc, op. cit.*
- Maths HOLMSTROM. — *Un pays de gel et de soleil.* Traduit du suédois par P. Desfeuilles, Ed. Berger-Levrault.
- J. LADREIT DE LACHARRIÈRE. — *Au Maroc de 1929.* Af. franç. 1929, p. 374 et seq.
- — *Les éléments marocains du problème indigène, op. cit.*
- — *La pacification de l'Oued el Abid.* Af. franç. 1931, p. 452 et seq.
- — *Dans le Haut-Atlas. Les opérations militaires.* Af. franç. 1932, p. 588 et seq.
- LYAUTEY. — *Le Rôle colonial de l'armée.* Paris, 1900.
- — *Paroles d'action, op. cit.*
- MINISTÈRE DE LA GUERRE. — *L'œuvre du service de santé militaire en Algérie (1830-1930).* Paris, Lavauzelle, 1931, in-8°.
- Renaissance du Maroc*, Paris, 1922. Imp. Marc Tixier, Poitiers.
- Général THÉVENET. — *La pacification du Sud-Marocain.* Série d'articles parus dans la « France Militaire » en avril 1933.
-

CHAPITRE III

L'Organisation.

Sous la protection des postes militaires en voie d'achèvement, et tout en cherchant à créer sans cesse un contact plus étroit avec la population récemment soumise, il importe aussi de songer à sa réorganisation politique, administrative et économique. Cette réorganisation sera l'œuvre exclusive de nos officiers des Affaires Indigènes.

Préparée avant même l'occupation du pays, facilitée par l'abondance des documents rassemblés, elle est entreprise dès que la sécurité est suffisamment assurée pour laisser à nos officiers le temps nécessaire à ce travail.

La mission des postes d'Affaires Indigènes étant de contrôler le commandement et l'administration indigènes, cette réorganisation présente un triple aspect : politique, administratif et économique.

On s'inspire des principes suivants :

1° Il est nécessaire, en premier lieu, de respecter, autant que possible, l'organisation existante. Il convient de méditer ce mot de M. Gaston Rageot : « Toutes les fois que le milieu se modifie, l'individu souffre, comme un appareil respiratoire dans les variations de l'atmosphère. » Il est nécessaire au succès et à la justification de notre conquête que nous apportions aux indigènes plus de bien-être et plus de bonheur. Il importe donc au plus haut degré, comme

l'écrivait Leroy-Beaulieu, que « la société indigène ne soit ni bouleversée, ni appauvrie. » Cette société conservera ses cadres et son organisation politique. On doit bien se garder surtout de faire prévaloir nos préjugés démocratiques. Les traditions et le droit coutumier sont scrupuleusement respectés. On n'accorde à nos protégés que ce qui correspond à leurs besoins et à leur mentalité et on ne doit jamais chercher à leur imposer ces « bienfaits périlleux » qu'ils ne demandent pas.

2° Il s'agit de contrôle et non d'administration directe. L'officier des Affaires Indigènes « se présentera moins en « conquérant qu'en conseiller, en homme de bien qui, après « avoir imposé sa force, veut séduire les cœurs, en grand « frère sérieux et sage, en tuteur bienveillant et ferme, sou- « cieux de masquer les inconvénients de sa tutelle et d'en « faire ressortir les bienfaits. » (Colonel Berriau). Les rouages naturels et essentiels de l'administration indigène conservés, notre rôle se bornera à les améliorer progressivement, à éduquer et à guider les indigènes. L'officier ne commande jamais en son nom personnel, mais toujours au nom du Sultan. On dose simplement cette formule suivant l'état social antérieur et l'état plus ou moins anarchique des populations auxquelles on s'adresse. « La plupart des « indigènes sont heureux de constater que nous ne nous « présentons que comme simples mandataires du Makhzen ; « ils y trouvent un moyen de sauver la face, de se mettre « en règle vis-à-vis de leur conscience et de tolérer notre « présence et notre contrôle. » (*Id.*).

3° Nos représentants doivent observer une tolérance absolue à l'égard de l'Islam. Mais il n'est pas du tout nécessaire qu'ils en favorisent le développement. Spectateurs attentifs, nous n'intervenons dans les querelles religieuses que lorsque

le maintien de l'ordre l'exige. Nos officiers n'ont pas à dissimuler leurs propres sentiments religieux (le musulman méprise l'athée encore plus que le chrétien). N'oublions pas que notre tolérance à leur égard est un reniement suffisant de notre foi. Gardons-nous d'une ridicule islamomanie.

I. — L'ASPECT POLITIQUE.

Une de nos premières préoccupations, dès la soumission d'une tribu, est la réorganisation de son commandement. Cette réorganisation a d'ailleurs été préparée de longue date par l'établissement de tableaux de commandement (voir page 101). Mais les conditions dans lesquelles se sont faites l'occupation et les soumissions, les vides et les défections qui ont pu se produire en nécessitent, en général, le remaniement.

On sait que la tribu se trouve placée sous le commandement d'un ou plusieurs chefs appelés « caïds ». Chaque tribu se subdivise en un certain nombre de fractions à la tête desquelles on trouve les « chioukh » (pluriel de cheikh). Enfin, les fractions elles-mêmes comprennent un certain nombre de douars ou de « dchar », sous l'autorité d'un « makkadem ». Organisation simple et bien hiérarchisée, qu'il nous est facile de maintenir. Dans quelques tribus berbères, au contraire, signalées par Montagne, dans le Sud, le pouvoir exécutif appartient en temps normal à une collégialité, la « djemaa » dont les attributions se trouvent être beaucoup plus nombreuses et plus importantes que celles des djemaa arabes. Pour les besoins de la guerre, les tribus élisent un chef unique, « l'amghar », mais en principe, les pouvoirs de ce dernier s'évanouissent avec le retour de la paix. Néanmoins, les nécessités de notre contrôle nous amè-

neront à maintenir, en temps de paix, dans ces tribus, le principe du chef unique.

On choisit les chefs de tribu, caïds, ou chioukh fezzaa pour les tribus berbères, en tenant compte des renseignements recueillis au cours du travail de documentation. On conserve dans leur commandement tous ceux qu'il est possible de conserver. Il serait particulièrement fâcheux que par manie démocratique, on cherchât à dépouiller l'aristocratie locale de l'autorité qu'elle exerce grâce à son prestige, pour lui substituer des chefs nouveaux d'obscur naissance qui, s'ils sont parfaitement dévoués, n'ont aucune espèce d'influence, ni d'autorité sur leurs administrés. S'il nous faut désigner un chef nouveau, on tient le plus grand compte de son importance politique, de son origine, de son état de fortune, de sa moralité, du nombre de tentes dont il a entraîné la soumission et qui se rangent ainsi sous son autorité. Bien entendu, on se trouve bien obligé de faire état de sa plus ou moins grande docilité à l'égard du bureau.

Le choix des chioukh et des mokkadem présente beaucoup moins d'importance. La plupart du temps, on se contente de confirmer dans leur commandement tous ceux qui se sont ralliés.

Le commandement réorganisé, on veille à maintenir son prestige et son autorité, en ne s'immisçant point dans le détail du rôle de ceux qui l'assument, en ne cherchant pas à se substituer à eux. Des difficultés se produisent parfois au sujet des « corvées » que les chefs indigènes ont l'habitude d'imposer à leurs subordonnés. On se garde bien de les supprimer brutalement, ce qui serait une atteinte grave à leur prestige. Avec tact, on les incite à en diminuer le nombre eux-mêmes pour laisser aux indigènes le temps nécessaire à leurs travaux agricoles.

Il appartient à nos officiers de faire l'éducation de ces chefs que nous avons ainsi investis de notre confiance, « tâche longue et délicate, réclamant beaucoup de patience » et de persévérance dans l'effort, mais l'officier de renseignements devra être convaincu que c'est là un des aspects « les plus importants de sa mission. » (Colonel Berriau).

Au début de l'occupation du territoire d'une tribu, les soumissions ayant été plus ou moins fractionnées et échelonnées, on a tendance à multiplier le nombre des chefs. Certaines sous-fractions ont même parfois imposé comme conditions à leur soumission la reconnaissance de l'autorité de tel des leurs, dont l'influence est souvent négligeable. On a accepté, pour faciliter les ralliements. Mais le calme revenu, on élimine progressivement les incapables, les inutiles, tous les personnages falots qui encombreraient les cadres sans profit, pour laisser seulement subsister ceux qui s'affirment comme de véritables chefs, réaliser une organisation plus logique du commandement indigène, et faciliter ainsi l'exercice de notre contrôle.

Quand l'autorité du caïd est bien établie sur sa tribu, le Sultan sanctionne sa nomination par un « dahir d'investiture ».

Dans les tribus berbères, où la « djemaa » est toute puissante, ce sont ces assemblées qu'on réorganise, en même temps qu'on nomme un « cheikh fezzaa » pour la tribu. Les pouvoirs de ce cheikh sont un peu moins importants que ceux d'un Caïd d'une tribu arabe ou arabisée, mais sa présence au sein de la djemaa qu'il préside facilite sérieusement notre contrôle. Pour ne pas soulever de difficultés politiques entre ce cheikh fezzaa et la djemaa et pour ménager la susceptibilité des indigènes, ce chef n'est muni de l'investiture makhzen que lorsque, après deux ou trois

ans, son commandement sur la tribu n'est plus l'objet d'aucune contestation.

On a souvent critiqué notre politique des chefs. Certains estiment que seuls, l'individu et la famille indigènes ont droit à notre protection. Ils considèrent la tribu comme une forme accidentelle et périssable, seule base du pouvoir et de la fortune des chefs ; ils en prônent la destruction et cherchent ainsi à faire pénétrer nos conceptions démocratiques dans l'organisation politique indigène. C'est à la fois méconnaître la mentalité indigène, les intérêts de la population et les nôtres. Les indigènes ne sont pas susceptibles d'apprécier les bienfaits que nous attribuons à la démocratie et ne sauraient être heureux que dans la mesure où nous leur conservons leur organisation politique traditionnelle. Les essais tentés en Algérie n'ont pas été des plus satisfaisants. D'autre part, en détruisant ce cadre qu'est la tribu, nous ne trouvons plus en face de nous qu'une « poussière d'hommes sur lesquels nous sommes sans action ». D'ailleurs, les liens tribaux tendent à s'affaiblir d'eux-mêmes, grâce à la sécurité et à la multiplicité des échanges. Ce jour-là, nous risquerons bien de nous trouver en face d'une sorte de nationalisme marocain dont nous n'avons aucun intérêt à hâter l'apparition.

Le commandement bien organisé et assis, on peut envisager l'aspect administratif de notre réorganisation.

II. — L'ASPECT ADMINISTRATIF.

« Le premier devoir comme le premier intérêt du conquérant est de bien gouverner le peuple vaincu ; la politique et l'humanité le lui commandent également. » C'est ainsi que Bugeaud s'exprimait dans une circulaire du 17 septembre 1844. Il ne suffit pas de réorganiser le commandement, il faut encore réorganiser l'administration. Ce ne sera, en

effet, que « sur le fonctionnement d'une administration et « de tribunaux justes que la politique indigène pourra être « sérieusement et utilement établie. » (Michaux-Bellaire).

Mais, bien entendu, dans ce domaine comme dans le domaine politique, on respectera fidèlement la formule du protectorat, en proscrivant toute administration directe, en laissant aux indigènes leurs institutions traditionnelles et en limitant notre action au contrôle de leur fonctionnement. Qu'il s'agisse de dahirs impériaux ou d'arrêtés viziriels dans les tribus autrefois soumises au Sultan ou de coutumes dans les tribus berbères, jadis plus ou moins indépendantes, les officiers des Affaires Indigènes se bornent à veiller à ce que les chefs indigènes en suivent l'application et assurent une administration qui soit conforme à la loi en n'abusant pas de leur pouvoir et en cherchant toujours à améliorer dans la mesure du possible le bien-être de leurs administrés.

Dès l'installation dans une tribu soumise, le contrôle se fait donc sentir sur tout ce qui touche l'organisation administrative de son territoire et en particulier : l'ordre, la justice et les impôts.

A. — *Ordre et sécurité.*

Il y a lieu de distinguer la sécurité extérieure et la sécurité intérieure. Le problème de la sécurité extérieure a été traité à l'occasion de l'organisation des postes militaires (pages 120 et seq.). Dès l'installation du bureau, l'officier des A. I. recrute son makhzen. Celui-ci comprend 25 ou 30 cavaliers, tous volontaires. Composé uniquement d'indigènes de la tribu nouvellement soumise, fils de notables, anciens djicheurs ou coupeurs de route, il constitue un auxiliaire de premier ordre pour assurer à la fois la poursuite des djiouch qui menaceraient la tribu et sa police intérieure. Ces cavaliers s'installent à proximité du bureau avec leurs

familles et leurs troupeaux et doivent toujours être prêts à monter à cheval dix minutes après l'appel aux armes.

De plus, chaque douar doit fournir en cas de danger un certain nombre de partisans. Les chefs de douars sont munis d'une consigne écrite en arabe. Chez les notables les plus sûrs, des dépôts de munitions d'alerte sont constitués. Les douars les plus éloignés sont pourvus de téléphones de campagne. En cas de non fonctionnement de ces derniers, les officiers des A. I. désignent des familles qui seront chargées d'allumer de gros feux sur des points culminants, pour alerter les guerriers. Les habitants sont dressés à allumer des feux de touffes se succédant de distance en distance pour indiquer aux partisans la direction suivie par le djich poursuivi.

En outre, nous avons déjà indiqué (page 123) qu'en bordure vers l'insoumission, de petits postes de guet sont fournis par les indigènes.

Au point de vue de la sécurité intérieure, on organise un système de responsabilité collective. Chaque tribu, chaque fraction, chaque douar est responsable des crimes et délits commis sur son territoire et doit livrer le coupable sous un certain délai fixé par le bureau, sous peine de sanctions.

Enfin, on procède progressivement au désarmement des indigènes. C'est une mesure extrêmement grave et délicate, et qu'il importe de ne pas brusquer. Effectuée trop brutalement et avant que le calme ne soit revenu dans les esprits et la confiance en notre force bien assise, cette mesure est susceptible de provoquer un départ en dissidence. Le fait s'est produit en particulier chez les Aït Haddidou en 1929. D'une façon générale, c'est au caïd de la tribu qu'il appartient de faire la police de sa tribu, mais il est bien entendu qu'il est aidé dans cette tâche par le bureau des A. I.

B. — *Justice.*

Les officiers des A. I. s'occupent de la réorganisation de la justice et veillent à ce qu'elle soit rendue de façon équitable et légale.

L'organisation judiciaire est différente suivant le caractère des tribus.

Dans les tribus arabes ou arabisées, on rencontre une double juridiction religieuse et séculière : le tribunal du cadi et le tribunal du caïd. Le cadi est chargé d'appliquer la loi religieuse du « chraa » et est compétent pour toutes les affaires en matière civile. Le tribunal du Caïd est surtout une juridiction pénale ; il connaît de certains délits pour lesquels il peut condamner jusqu'à un an de prison et 1.000 francs d'amende. Il connaît également les litiges commerciaux qui peuvent survenir entre indigènes. Les cadis comme les caïds, avant notre venue, n'usaient guère de leur autorité que pour en tirer le maximum de profits. La compétence territoriale des cadis était souvent indéterminée et leur vénalité suppléait à leur ignorance fréquente de la loi. Au point de vue pénal, les accusés n'avaient aucune garantie, les peines étaient laissées à l'arbitraire du caïd et aucun contrôle ne s'exerçait.

Chez les berbères, la loi du « chraa » n'avait aucune force. On jugeait suivant la coutume : « l'izref » en matière civile et « l'orf » en matière pénale. Mais ces coutumes, rédigées en arabe ou simplement verbales, étaient parfois incertaines et variaient d'une tribu à l'autre, parfois de fraction à fraction. On se trouvait dans l'obligation de faire appel au concours du « fqih » arabe pour transcrire les actes et les jugements. Celui-ci faisait pénétrer le « chraa » dans la coutume, souvent à l'insu de la population. La justice était rendue, suivant le cas, par le caïd berbère ou par la Djemaa.

Des difficultés nombreuses se produisaient quand une affaire intéressait deux tribus voisines qui ne suivaient pas les mêmes coutumes. La plupart du temps, cela se terminait par un combat en règle, où le vainqueur dictait ses conditions.

Les djemaa berbères ayant parfois entre les mains les pouvoirs politiques, administratifs et judiciaires, tout ne pouvait être que confusion et injustice. « Devant ces assemblées, les questions de droit et de criminalité se réduisent à des faits sur lesquels on établit des enquêtes, en plein vent, au milieu des cris et du tumulte et à grand renfort de faux témoins, comme dans les turbes du moyen âge. L'esprit de parti l'emporte sur l'amour de la vérité ; on arrive à des preuves égales sur un même sujet, dans un même lieu. Les têtes s'échauffent, l'assemblée court aux armes, la poudre parle. Ainsi s'éternisent les querelles, ainsi elles sont aggravées par le sang versé. »

Depuis l'établissement du Protectorat, des dahirs successifs ont amorcé une réforme d'ensemble (dahir du 7 juillet 1914 pour les tribunaux du Chraa, dahir du 4 août 1918 pour les tribunaux makhzen, dahir du 28 octobre 1919 instituant une voie de recours spéciale contre les jugements de ces derniers, dahir du 7 février 1921 instituant un tribunal d'appel du Chraa, dahir du 16 mai 1930 réglementant la justice dans les tribus de coutume berbère). Il appartient à nos officiers des A. I. de veiller à ce que ces dahirs ne restent pas lettre morte.

Dans les tribus de droit musulman, ils s'assurent que les cadis n'exigent pas de rétributions hors de proportion avec les tarifs prévus par les règlements. Ils contrôlent dans les mêmes conditions la moralité des adouls (notaires chargés de l'établissement des actes). A l'égard des caïds, ils veillent à ce que ces derniers restent soigneusement dans les

limites de leur compétence *rationae materiae et rationae loci*, s'opposent aux emprisonnements arbitraires. En l'absence de loi codifiant les peines applicables, il cherchent à faire disparaître progressivement ce qu'elles peuvent garder de particulièrement inhumain.

Dans les tribus berbères, ce rôle est encore plus important. Il est nécessaire, en premier lieu, de fixer la coutume, d'accord avec le conseil des notables, d'en faire rédiger un texte écrit qui puisse tenir lieu de loi, d'en faire disparaître progressivement les peines qui nous paraîtraient excessives et, d'une façon générale, tout ce qui serait contraire à notre conception de l'ordre public colonial. En second lieu, on cherche à unifier les différentes coutumes pour simplifier le règlement des litiges intertribaux. De longues palabres ont lieu entre les caïds et les notables des tribus voisines, auxquels assiste un officier des A. I. Ce dernier dresse un procès-verbal relatif à l'accord intervenu entre ces tribus pour le règlement des questions faisant ou pouvant faire l'objet de litiges entre elles.

Voici, à titre d'exemple, le procès-verbal de l'accord survenu entre les Beni M'tir et certains de leurs voisins :

« Dispositions relatives à l'orf entre les Beni M'tir du
« contrôle d'El Hadjeb, d'une part et les Aït Ayach, les Aït
« Youssi et les Aït Seghrouchen, d'autre part.

« Une réunion pour la réglementation d'un orf nouveau
« entre les Beni M'Tir, les Aït Ayach, les Aït Youssi et les
« Aït Seghrouchen s'est tenue le 4 février 1920 dans la mai-
« son du Caïd Ali ben Abdel-ouahab el Ayachi, à Aïn
« Afham, suivant autorisation de MM. les chefs de bureau
« de renseignements commandant les tribus sus-mention-
« nées.

« Etaient présents à cette réunion les Caïds dont les signa-

« tures ou cachets ont été apposés au bas du présent, l'of-
« cier adjoint au chef de bureau d'El Hadjeb et les notables
« dont les noms sont cités après la date.

« Le but de cette réunion a été de s'entendre sur une nou-
« velle réglementation relative à l'orf (des femmes) et d'an-
« nuler l'orf ancien, dont la mauvaise application donnait
« lieu à des conflits et à des incidents regrettables entre
« tribus.

« Pour éviter tout incident et pour couper court à toute
« revendication nouvelle qui se présenterait, il a été décidé
« d'un commun accord que les dispositions anciennes trai-
« tant l'orf des femmes soient abrogées et remplacées par
« les suivantes :

« *Article 1^{er}.* — Toute femme mariée qui se réfugie dans
« une tribu voisine sera contrainte de rejoindre le domicile
« conjugal.

« *Article 2.* — La fille qui n'a jamais été mariée (vierge)
« qui aura quitté sa tribu dans les mêmes conditions doit
« être rendue à ses parents.

« *Article 3.* — La femme veuve ou divorcée sera laissée
« libre de se marier dans la tribu voisine moyennant le
« paiement d'un frah de 150 douros par le mari.

« *Article 4.* — Les femmes dont la fuite est antérieure
« à la date du présent seront réglés par un frah de 150 dou-
« ros.

« *Article 5.* — Tout individu dont la demande de rem-
« boursement de frah est acceptée, touchera son frah dans
« un délai d'un mois.

« Fait à la date du 12 Joumada 1328, correspondant au
« 2 février 1920.

Suivent les empreintes de cachets des : Pacha de Sefrou,

Caïd Driss ou Raho, Caïd N'Hamoucha, Caïd Ali ben Abdelouahab el Ayachi.

Signatures de : Mohand ou Raho el Hammadi, Haddou ou Caïd el Youssi, Haddou ben Omar, des Aït Seghrouchen.

Suivent les noms des 26 notables présents à la réunion. »

Dans bien des circonstances, l'officier des A. I. est choisi directement par les plaideurs comme arbitre et s'efforce de concilier la coutume et l'équité, cherche à aplanir le différend.

C. — *Les impôts.*

C'est la perception de l'impôt qui est le signe le plus net de la soumission pour les indigènes. Dans les tribus autrefois soumises au Makhzen, en principe, sinon en fait, et où les impôts étaient recouvrés « *bessif* », par de véritables « *armées de la gabelle* », la réorganisation que nous apportons à l'assiette et à la perception est en général bien accueillie par les garanties de justice et d'équitable répartition qu'elle entraîne. Le problème est plus délicat lorsqu'il s'agit de l'application de l'impôt à une tribu de la montagne qui n'y fut jamais assujettie. On conçoit que dans ce domaine il convienne d'être prudent.

C'est pourquoi, dans les tribus récemment soumises, on n'applique que progressivement les règles ordinaires de l'impôt. Pour laisser le temps de réparer les ruines causées par les luttes récentes, pour éviter les difficultés qu'une application brutale ne manquerait pas de provoquer, on se borne à prélever un impôt global ou de capitation dont la répartition et le recouvrement sont faits par le caïd sous le contrôle du bureau des Affaires Indigènes, et encore, cet impôt doit-il être léger pour éviter de devenir impopulaire. « Ce fut aux tributs excessifs des Romains que les Maho-

« métans furent redevables de l'étrange facilité de leurs « conquêtes », a écrit Montesquieu.

Peu à peu, on arrive à appliquer le régime commun au pays tout entier.

On sait qu'il existe au Maroc, comme en France, des impôts directs et des impôts indirects.

L'impôt direct, applicable en tribu, s'appelle le « tertib ». C'est un impôt agricole qui porte sur les récoltes, les troupeaux et les arbres fruitiers. Il a remplacé les deux anciens impôts coraniques, l'« achour » ou dime des récoltes, et la « zaka » ou taxe sur les troupeaux. C'est un impôt de quotité. En principe, le tertib doit atteindre à peu près le 1/10 du revenu annuel. Un peu avant la récolte, les indigènes sont tenus de faire une déclaration devant une commission itinérante présidée par un officier des A. I. et comprenant le Caïd, des notaires et des notables indigènes. Ces déclarations portent sur l'étendue des terres emblavées, le nombre de têtes de bétail et le nombre d'arbres fruitiers. L'impôt est liquidé par la Direction des Finances et le recouvrement effectué par le caïd sous le contrôle du bureau. Le montant est versé directement au Trésor.

On conçoit que la première application du tertib soit un événement considérable pour les indigènes. On en a parlé longtemps à l'avance en tribu et l'inquiétude des assujettis est manifeste. Au jour fixé pour la déclaration, la population se groupe par villages autour de la tente caïdale. Accroupi, méfiant, chacun attend le tour de comparaître. Les déclarations inexactes sont presque la règle, comme dans bien d'autres pays. Tel indigène qui se présente vêtu pour la circonstance d'une pauvre djellaba élimée jure à qui veut l'entendre qu'il n'est qu'un pauvre malheureux et déclare avec peine posséder une quinzaine de chèvres, alors que

toute la montagne sait qu'il en élève une centaine. Le caïd et les notables, plus ou moins complices, sourient discrètement. Il faut à l'officier des A. I. beaucoup de bonhomie et de patience. Il demande au déclarant s'il est bien certain de ne pas se tromper et l'invite à renouveler sa déclaration. Après de nombreuses hésitations et d'aussi nombreuses protestations de sincérité, l'indigène finit par accepter de se laisser imposer sur la base d'un troupeau de soixante chèvres. L'officier, qui n'est pas dupe, se contente, pour cette fois, de cette déclaration, et chacun s'en va satisfait.

Les impôts indirects, en tribu, se limitent à des droits de marché, taxes *ad valorem* frappant les transactions, droits d'entrée ou de stationnement au souk. La perception de ces droits est faite en régie et, au début de l'occupation, par le bureau des A. I. Enfin, il est nécessaire également de réglementer les diverses corvées ou prestations auxquelles les indigènes sont astreints. L'abus est ici des plus faciles et conduirait, si l'on n'y prenait garde, à la ruine de la population.

III. — L'ASPECT ÉCONOMIQUE.

Le commandement et l'administration réorganisés, il est encore nécessaire de ramener dans le pays la prospérité que la guerre avait fait disparaître. Il faut remettre en valeur les terrains de culture plus ou moins laissés à l'abandon et reconstituer le patrimoine mobilier des habitants. Ceux-ci nous arrivent de l'insoumission, souvent dans un dénuement extrême. Leur misère est parfois si grande que des vieillards et des enfants sont morts sous nos yeux, malgré les soins que nous leur prodiguions et les secours qui leur étaient aussitôt distribués. A cet effet, on ouvre le plus grand nombre possible de chantiers qui permettent aux fa-

milles de trouver leur subsistance immédiate. Des prêts d'argent et de semences sont accordés contre un faible intérêt. On cherche à développer l'esprit d'entr'aide et d'association.

Avec le retour de l'aisance, les populations seront moins tentées de tout abandonner à nouveau pour repartir en dissidence et les insoumis, attirés peut-être par le bien-être que connaîtront leurs frères, chercheront à reprendre leurs places dans leurs douars et viendront d'eux-mêmes peu à peu se placer sous notre contrôle.

Enfin, notre conquête perdrait, en partie, sa raison d'être si nous ne substituions pas, à la misère et à la pauvreté, de meilleures conditions d'existence.

L'effort de nos officiers des A. I. porte sur :

— l'amélioration des voies de communications. Ils veillent à l'entretien des pistes les plus fréquentées et les plus utiles à la vie de la tribu. Ils font construire des ponceaux et établir ou aménager le long des pistes des refuges où les voyageurs peuvent trouver un abri sûr et confortable pour la nuit.

— la solution du problème de l'eau. Ils font mettre en état les sources existantes, en captent si possible de nouvelles, font forer des puits, construisent des abreuvoirs, etc...

— l'amélioration des méthodes de culture et d'élevage. Prêts d'instruments, de semences, amélioration des « serguias » d'irrigation, sélection des graines, conseils pour obtenir une meilleure conservation des récoltes, construction d'abris pour les animaux, choix judicieux des reproducteurs, constitution de réserves de fourrages pour l'hiver, conseils pour l'engraissement. Mais, dans ce domaine, il convient d'être très prudent, les essais infructueux risquant

de provoquer la défiance de l'indigène à l'égard de nos procédés.

A titre d'exemple, voici les mesures qui furent prises en 1931 dans la région de Tounfit grâce aux secours en argent consentis par le Résident Général :

« Toutes les terres qui auraient été normalement cultivées, « si toute la population s'était soumise, ont été labourées « et ensemencées. Les terres cultivées correspondrent donc « à la population totale, dissidents compris. De la sorte, « les soumis recevront leur part de récolte. Les dissidents « qui rentreront trouveront leurs champs ensemencés, les « excédents de récolte serviront à alimenter les plus mal- « heureux ; pour le printemps, de vastes cultures de maïs « (culture préférée des indigènes) sont prévues, 50 charrues « ont été distribuées, 25 attelages ont été formés par des « animaux achetés ou prêtés par les goums ou par la « troupe.

« Des indigènes ont été envoyés dans la vallée de l'Anse- « ghmir pour y apprendre la culture de la pomme de terre, « qui est inconnue dans la région. Des essais de cette cul- « ture ont été tentés. Des graines de légumes possibles dans « la région ont été achetées et semées.

« Une pépinière de 400 arbres a été constituée dans le « courant de février 1932.

« Des ateliers de poterie et de maréchalerie ont été créés. « Ainsi, des poteries de toute nature, des haches, des ins- « truments divers, indispensables pour la vie journalière, « ont pu être distribués gratuitement aux familles.

« 600 poules ont été achetées et également distribuées.

« Par ailleurs et jusqu'à la récolte prochaine, le ravitail- « lement de tous les soumis est assuré par nos soins.

« Enfin, les enfants les plus nécessiteux ont été pourvus

« de vêtements chauds pour l'hiver, grâce à la générosité
« de Mme Saint. » (*Bulletin de l'Af. franç.*, 1932. Suppl.
p. 135).

Nos officiers organisent encore des « Sociétés de Prévoyance » qui viennent en aide aux populations en leur permettant d'acheter des semences et des instruments de labour.

Les Sociétés indigènes de Prévoyance, créées au Maroc par un dahir de 1917, à l'imitation des sociétés algériennes et tunisiennes, sont un organisme très important du Protectorat.

On trouve une société par tribu ou par groupe de tribus. Leur rôle est extrêmement développé. Par des prêts de grains ou d'argent, à court ou à moyen terme, sur hypothèque, elles viennent en aide aux cultivateurs indigènes qui ont payé l'impôt et sont cautionnés par deux personnes solvables. Elles accordent des secours temporaires à ceux qui ont été victimes de désastres agricoles. Surtout elles soustraient par ces mesures, l'indigène aux méfaits de l'usure, si développée dans ce pays. En outre, elles assurent, en liaison avec la Direction de l'Agriculture et de l'Élevage, la protection du cheptel. Des essais ont même été tentés de coopératives d'achat et de vente. Enfin elles achètent des machines agricoles qu'elles louent ensuite aux cultivateurs.

Ces sociétés qui jouissent de la personnalité civile, sont dirigées par un conseil d'administration local présidé par le caïd mais dans lequel un délégué de l'autorité de contrôle conduit les débats. Enfin, il existe un conseil de section par djemaa. A Rabat se trouve un comité de contrôle qui approuve, annule ou modifie les décisions de conseils locaux. Ce comité comprend le grand vizir et un certain nombre

de représentants des Finances, de l'Agriculture, des Affaires indigènes, etc...

Les ressources de ces sociétés sont fournies par : les cotisations annuelles (centimes additionnels), les bénéfices réalisés par les prêts à intérêt, les dons et legs, les bénéfices réalisés sur l'achat et la revente des grains, sur le cheptel.

Pour que l'interpénétration soit plus complète, on crée des écoles où le français est appris aux enfants des indigènes. Le plus tôt possible, on ouvre une salle de classe, avec des moyens de fortune, dans une mechta abandonnée ou même en plein air si le temps le permet. Les leçons peuvent, au début, être données par un sous-officier parlant bien la langue du pays. Peu à peu, l'organisation primitive s'améliore et l'enseignement est donné sous une forme plus rationnelle. On peut même créer à côté de l'école un atelier annexe de travail manuel, où les enfants apprennent, en le perfectionnant, le métier de leurs pères.

Un dernier problème se pose encore à l'officier des A. I. C'est celui de l'apurement de la situation juridique du sol, dans le but de permettre ultérieurement l'installation de colons. La situation juridique du sol est en général très confuse. L'indigène est très attaché à sa terre et les litiges sont très nombreux et très embrouillés. Il appartient au bureau de dresser un inventaire complet et exact des terres disponibles ou appartenant à l'Etat. Il y a lieu de respecter les terrains collectifs des tribus, même s'ils semblent largement dépasser leurs besoins. La prospérité que nous instaurons aura pour effet de provoquer l'accroissement rapide de la population indigène et il convient donc de lui conserver des disponibilités suffisantes.

Au sujet de ces terres collectives, il se produit d'ailleurs un phénomène qui traduit bien la défiance des indigènes

à notre égard. Le capitaine Guennoun rapporte que par suite de la crainte irraisonnée des populations de voir leurs terres collectives passer entre nos mains pour la colonisation, toutes les parcelles de quelque valeur se découvrent instantanément des propriétaires, surgis, pour le plus grand nombre, de la multitude de chefs indigènes que nous avons investis de notre confiance.

Soucieux des intérêts de nos protégés comme de ceux de la colonisation, nos officiers veillent à l'application stricte du dahir du 27 avril 1919.

Ce dahir, tout en reconnaissant aux divers groupements, la propriété de leurs terres collectives, les place, à cet égard, sous la tutelle de l'Etat. A vrai dire, l'incapacité des djemaa n'est pas complète, et ne vise que les actes de disposition ou d'administration importants. Le rôle des A. I. est surtout de surveillance et de contrôle.

Mais si, par ce dahir, l'Etat abandonne certaines prérogatives anciennes, il assure un rôle protecteur et se réserve de prélever, contre indemnisation, sur les excédents des terres collectives non nécessaires à la vie des groupements, une part destinée à la colonisation.

Nos officiers cherchent à convaincre les djemaa de tout l'intérêt qu'elles sont susceptibles de retirer de l'établissement de colons dans leur voisinage, par les perfectionnements des méthodes de culture qu'ils apporteront avec eux.

Toute leur perspicacité est mise en éveil pour discerner dans les appropriations individuelles récentes invoquées par les djemaa, les simples partages de jouissance.

A l'égard des tribus nomades, il appartient aux officiers des A. I. de leur répartir, pour éviter des conflits, les zones de transhumance.

« Après l'ébauche suivra le figlage. Ce sera le long et « patient travail de mise au point et, lorsqu'une nouvelle

« progression, couvrant entièrement la région organisée,
« permettra d'englober ce territoire dans la zone de sécurité librement ouverte aux colons, ces derniers pourront
« prendre pied dans le pays par des acquisitions immobilières, créer des fermes, des entreprises commerciales,
« industrielles, d'élevage, mettre en valeur les richesses
« naturelles du sol.

« A ce moment, la dernière étape de l'œuvre pacificatrice entreprise par le commandement est atteinte. L'organisation militaire provisoire du début doit faire alors place à
« l'administration définitive : l'administration civile, et nos
« officiers de renseignements iront, toujours plus loin, continuer leur œuvre jusqu'à l'achèvement total de la pacification de l'Empire, éclairant par leur labeur, les avances
« successives de nos groupes mobiles, sans la valeur desquels leur besogne ardue serait inutile. » (Chef d'Escadrons Lefebvre).

Après avoir ainsi passé en revue la multitude des problèmes qui se posent à l'officier des Affaires Indigènes, on apprécie pleinement ce mot du Colonel Berriau : « Pour remplir convenablement sa mission, que doit-il savoir ?

« Ce qu'il doit savoir — mais tout ! Vous le voyez bien... »

BIBLIOGRAPHIE

- Un AFRICAÎN. — *Manuel de politique musulmane*, op. cit.
Bulletin de l'Afrique française. — Année 1932. Suppl., p. 135.
Dans la région de Tounfit.
- Du BARAIL. — *Mes souvenirs*, op. cit.
- BARTHOU. — *Lyautey et le Maroc*. Paris, 1930. Ed. du Petit Parisien.
- Augustin BERNARD. — *Les confins algéro-marocains*, op. cit.
- Colonel BERRIAU. — *L'officier de renseignements au Maroc*, op. cit.
- Général LE PAYS DE BOURJOLLY. — *Civilisation et mode de gouvernement en Algérie*. Alger, 1881.
- J. CHAILLEY-BERT. — *La Colonisation de l'Indochine*. Ed. Colin, Paris, 1892.
- Jules DUVAL. — *L'Algérie et les Colonies françaises*. Paris, Guillaumin, 1877, in-8°.
- Capitaine Saïd GUENNOUN. — *La Montagne berbère*, op. cit.
- LADREIT DE LACHARRIÈRE. — *Les éléments marocains du problème indigène*, op. cit.
- LEROY-BEAULIEU. — *La colonisation chez les peuples modernes*. 5^e édit., Paris, 1902.
- Chef d'Escadrons LEFEBVRE. — Conférence faite à Meknès en 1921.
- Maréchal LYAUTEY. — *Paroles d'action*, op. cit.
- Commandant N. MAESTRACCI. — *Le Maroc contemporain*. Paris, Lavauzelle, 1928, in-8°.
- MASSIGNON. — *La France devant l'Islam*. Conférences à Saint-Cyr en 1930.
- Lieut.-Col. MESSAL. — *Genèse de notre victoire marocaine*, op. cit.
- MICHAUX-BELLAIRE. — Conférences. Archives Marocaines, tome 27, ch. IX, pp. 247, 259 et 260, op. cit.
- MILLIOT. — *Les terres collectives de tribus*.
- Chef de Bataillon NOEL. — Conférence faite au cours préparatoire au Service des A. I. Rabat, 1928.
- PELLISSIER DE REYNAUD. — *Annales algériennes*, op. cit.
Renaissance du Maroc, op. cit., pp. 27, 182, 297.

Revue Universelle, 15 juillet 1929. Dans le Sud marocain, récit d'un témoin.

Lt-Colonel VILLOT. — *Mœurs et coutumes des indigènes de l'Algérie*. Alger, 1888.

Lt VÆGELI. — *Les Chleuhs contribuables*. Bull. de l'Af. franç., 1928. Suppl. p. 528.

TROISIÈME PARTIE

Les Effets du Contact

Voilà maintenant conquérants et conquis au contact les uns des autres. La paix revenue, l'avenir plus assuré, les traces des luttes récentes en voie de disparition, que vont devenir ces relations encore seulement ébauchées ? Quels vont être les effets de cette mise en contact sur les uns et les autres ? Quelles en seront les conséquences sociales, morales et religieuses, juridiques et économiques ?

Ce contact si soigneusement préparé, méthodiquement réalisé et organisé et au prix de coûteux sacrifices parfois, pourra-t-il être maintenu ? Cette mise en relations des uns et des autres trouvera-t-elle sa récompense dans un double effort d'adaptation des conquérants et des conquis qui, seul, semble susceptible d'assurer la durée de notre installation ? Contribuera-t-elle, au contraire, à creuser encore davantage le fossé qui sépare les deux civilisations en présence et se traduira-t-elle par une opposition chaque jour grandissante ? Nous touchons ici au fond même du problème colonial, à ce problème du contact des races, du « clash of peoples ». Au moment où nous achevons la pacification du Maroc, il se présente à nous avec une importance toute particulière. Maintenant que nous sommes en mesure de recueillir les fruits des efforts consentis depuis plus de vingt ans, la méconnaissance de ce problème sociologique risquerait de gravement compromettre le sort de l'œuvre accomplie, non seulement au Maroc, mais dans toute notre Afrique du Nord. Tous ceux qui s'intéressent aux questions coloniales ont souligné depuis longtemps l'importance qu'il y a lieu d'apporter au maintien d'un contact étroit avec la population indigène. Certains n'ont pas hésité à voir dans

la non pénétration de l'élément romain et de l'élément berbère la raison de l'absence de toute trace de latinisation de ces derniers. Il est donc d'un intérêt actuel d'étudier d'une façon complète et rationnelle les effets que va produire ce heurt de deux cultures. Ces effets varieront suivant l'évolution des relations établies. En négligeant les multiples nuances de détail qui rendent l'observation des phénomènes sociologiques si difficile, on peut dire que cette évolution conduira, soit à des rapports d'opposition, soit à des rapports d'adaptation. Un fait est certain ; notre présence au milieu de la population indigène, même quand nous avons été bien accueillis, est pour elle la source d'un trouble grave dans sa vie sociale, morale et économique. Tous les domaines de sa vie privée et de sa vie publique sont atteints. Ce trouble, qui a pu n'être au début que peu apparent, et se confondre avec celui provoqué par l'état de guerre ou par la misère économique et morale qu'elle entraîne, tend à s'accroître au fur et à mesure que nous mêlons nos habitudes, nos façons de penser et d'agir à celle des indigènes. Il apparaît bien évident que si, alors, l'adaptation se révèle impossible, il n'y a plus d'autre solution pour eux, s'ils ne veulent pas disparaître, que dans une résistance à nos efforts, d'abord passive, mais qui tendra normalement à se transformer en une opposition opiniâtre, irréductible et d'autant plus dangereuse pour nous que leur haine de l'étranger alors surexcitée, leur trouvera des excuses pour employer contre nous les moyens dont nous leur aurons démontré l'efficacité.

Cette deuxième partie comprendra deux chapitres. Dans le chapitre premier seront étudiés les phénomènes d'opposition ; dans le second, les phénomènes d'adaptation. Les seuls rapports étudiés seront ceux de la population indigène avec l'élément militaire. Il n'est pas sans intérêt cependant

de signaler au passage que lorsque le contact s'établit avec l'élément civil, les faits tendent à prouver que les phénomènes d'adaptation marquent un ralentissement, et qu'au contraire, si l'opposition est demeurée latente jusque-là, elle tend alors à s'accuser davantage. C'est la conséquence du prestige, remarqué par de nombreux observateurs, dont jouit aux yeux des indigènes le « régime du sabre ».

CHAPITRE PREMIER

L'Opposition.

Il nous a paru rationnel d'envisager, en premier lieu, l'étude des phénomènes d'opposition. Le premier résultat de la mise en contact de deux cultures différentes, n'est-il pas, en effet, de leur faire sentir davantage ce par quoi elles s'opposent, et par là, d'accuser temporairement du moins cette opposition. Il faut bien reconnaître que le Marocain n'accueille pas avec enthousiasme les bienfaits que nous lui apportons et ceci, même lorsqu'il en tire un profit personnel. Comme Montaigne, il craint plutôt la « nouvelleté quelque visage qu'elle porte ». Il est sage, en tous cas, de ne pas compter sur sa reconnaissance. Cette attitude de l'indigène ne porte pas d'ailleurs la moindre atteinte à la légitimité de notre action colonisatrice. Celle-ci est justifiée par des considérations qui embrassent l'intérêt général de l'humanité. Comme l'écrit M. Albert Sarraut : « L'espèce humaine est solidaire dans l'existence du vaste monde. Le temps n'est plus des nations ermites. Nulle race, nul peuple n'a le droit ou le pouvoir de s'isoler égoïstement des mouvements ou des nécessités de la vie universelle. » L'attitude des indigènes risquant de compromettre le résultat de cette action colonisatrice, il appartient à la puissance conquérante de créer l'accoutumance, qui amènera sans violence la population indigène de l'opposition à l'adaptation.

Mais, puisque l'opposition semble devoir être la consé-

quence première de cette mise en contact, examinons quelles peuvent en être les causes.

Ces causes sont très nombreuses et se rencontrent dans tous les domaines.

En premier lieu, Européens et indigènes vont s'opposer par leurs natures mêmes, par leurs cultures, par leurs différences de conception, d'appréciation, de jugement, tant dans l'ordre moral que religieux et sentimental, et même matériel. Nous les appellerons les causes d'ordre culturel ou, les causes efficientes parce que nous n'y pouvons rien changer.

En second lieu, l'ordre public que nous nous trouvons dans l'obligation d'instaurer va s'opposer par les mesures législatives qu'il entraîne aux coutumes indigènes. Nous nous trouverons alors en présence de causes d'ordre juridique, que nous appellerons causes adjuvantes, parce que, dans une certaine mesure, nous pouvons en atténuer le développement.

Enfin, le simple fait de notre présence au milieu de la population indigène sera la source d'un trouble extrêmement net, tant dans l'ordre économique que politique et même moral. Dans une certaine mesure, nous pourrions en atténuer les effets, sans toutefois les faire disparaître complètement. Nous appellerons ces causes, causes d'ordre accidentel ou encore favorisantes.

I. — LES CAUSES D'ORDRE CULTUREL OU EFFICIENTES.

Européens et indigènes, Français et Marocains s'opposent parce qu'ils ne se comprennent pas, et partant, se méjugent et finalement se méprisent. Tout ou presque tout dans la façon d'agir, de concevoir, de penser, de sentir des indigènes s'oppose à nos propres habitudes. La réciproque

est vraie. Nous sommes surpris et gênés de les voir si différents de nous-mêmes et nous voudrions qu'ils arrivent à nous ressembler. Ceux-ci font le raisonnement exactement inverse. « Malentendu normal entre les blancs et les gens « de couleur. Ils s'ingénient à se trouver, les uns les autres, « des défauts et des péchés. » (René Maunier). Nous ne pouvons rien changer à cet état de fait. Le temps, seul guérisseur, est seul susceptible d'atténuer à la longue cette opposition. C'est encore l'occasion de rappeler ces mots de Montaigne : « Les lois de la conscience, que nous disons « naistre de nature, naissent de la coutume, chacun ayant « en vénération interne les opinions et mœurs approuvées « ou receues autour de luy, ne s'en peut despendre sans « remors n'y s'y appliquer sans applaudissement. »

Sans doute, à la base de cette opposition, trouve-t-on en premier lieu une manifestation de l'orgueil de race, chacun se jugeant, en toutes choses, supérieur à l'autre : mais, il s'y adjoint surtout une grande ignorance des uns et des autres, aggravée par l'opposition des langues employées. Les indigènes ne nous comprennent pas et s'affolent devant le dynamisme de notre civilisation. Nous-mêmes, nous ne faisons pas le moindre effort pour nous assimiler leurs façons de penser. Le nombre des arabisants est extrêmement faible et le nombre des berbérisants encore plus réduit. Comme l'exprime Paul Odinet, nous ne pouvons pas les atteindre, « parce que nous ne connaissons pas le rythme qui les touche. »

Si nous laissons de côté les cas d'islamomanie (variété de snobisme qui frappe surtout les poètes, et ne leur permet d'observer les faits qu'à travers le voile de leurs rêves ou de leurs désirs, cas de Loti en particulier), il est bien certain que, d'une façon générale, nous sommes intimement

convaincus de la supériorité de notre civilisation. Nous reprochons d'abord aux indigènes de ne pas partager cette conviction. Le peu d'enthousiasme qu'ils manifestent devant les merveilleuses découvertes d'une science dont nous nous enorgueillissons nous remplit de surprise et d'une secrète irritation. Rien ne semble les étonner. Ils demeurent plus prompts à la critique qu'à l'admiration.

L'opportunisme de leurs dogmes religieux nous apparaît comme susceptible de satisfaire l'assouvissement de leurs plus bas instincts et nul, parmi nous, n'est dupe du pharisaïsme dont sont imprégnées leurs pratiques religieuses. Nous leur reprochons encore la situation inférieure dans laquelle ils relèguent les femmes et leur brutalité à leur égard.

Leur impulsivité est pour nous à la fois une énigme et un danger. « Aujourd'hui, ils nous disent qu'ils nous aiment « et ils seront sincères. Demain, sans raison, parce qu'un « mot ou un bruit de tambour les aura enchantés, ils se « jetteront sur nous pour nous dévorer. » (Paul Odinet). Cette impulsivité, cette nervosité, ces phénomènes de folie collective dont nous sommes parfois les témoins inquiets et qui marquent les manifestations de certaines confréries religieuses comme les « Aïssaoua », par exemple, nous amènent à les considérer comme des primitifs ou des malades ou encore des dégénérés. D'un autre côté, leur fatalisme, leur résignation passive aux décrets de la Providence nous apparaît tantôt comme une paresse de leur esprit, tantôt comme un muet reproche à notre agitation d'occidentaux, à notre souci de ménager l'avenir, à notre goût de l'épargne. Leur lenteur dans les moindres tractations nous énerve, le temps ne semble pas compter pour eux et ils s'obstinent à ne pas comprendre le sens de la sentence : « *Time is money.* »

Leur absence de sens moral, au sens où nous l'entendons, et que masque mal la fausse pudeur dont ils s'enveloppent, nous empêchent de nouer avec eux des liens d'une sympathie franche et entière. Nous avons en horreur leur art de la dissimulation, leurs visages nous sont impénétrables. Leur patiente et calme obstination nous déconcerte : coupables, ils nient l'évidence même, arrivant ainsi à mettre en doute le bien-fondé des accusations portées contre eux. Leur férocité à l'égard de leurs ennemis tombés entre leurs mains, la violence de leurs colères, le peu de respect qu'ils éprouvent pour la vie de leurs semblables nous inquiètent. A cause de tout cela, nous ne pouvons pas nous sentir en confiance avec eux, alors même que rien, dans leur attitude à notre égard, ne viendrait justifier cette prévention. Voici une anecdote qui va montrer jusqu'où peut aller cette défiance :

En 1927, dans la région de Moulay Abd el Kader (nord-est d'Ouezzan), à une quinzaine de kilomètres en arrière de la dissidence, circulait un jour un groupe franc d'une quarantaine de tirailleurs commandé par un lieutenant français. Vers le milieu de l'après-midi, ce groupe franc fit halte à proximité d'un village. Le cheikh vint aussitôt se présenter à l'officier et faisant disposer quelques tapis à l'ombre d'un figuier, l'invita à se rafraîchir. On servit le lait frais et le thé à la menthe. Quelques notables vinrent s'accroupir autour de l'officier et du cheikh. L'entretien, qui se prolongea, fut empreint de la plus grande cordialité. Au moment de se séparer, certains notables insistèrent vivement pour que l'officier acceptât une « diffa » qu'ils se faisaient un plaisir de lui offrir. Comme le soir tombait, celui-ci ne voulut rien entendre et chercha à s'excuser avec politesse. Il se mit en route, accompagné du cheikh et de quel-

ques autres et suivi de ses hommes. Comme la petite troupe s'engageait dans un passage assez resserré, quelques indigènes sortirent brusquement d'une mechta voisine. Entourant l'officier, ils cherchèrent, avec mille protestations de sympathie, à le faire entrer de force dans la mechta, sous prétexte de lui offrir un repas qu'ils lui avaient préparé. Celui-ci, vaguement inquiet, cherchait sans violence à se défaire de ces amphitryons intempestifs qui le tenaient avec fermeté par les deux bras, tandis qu'il tentait de lire sur leurs visages quelles pouvaient bien être leurs véritables intentions. Mais les soldats, qu'un grave incident récent avait mis en défiance (le massacre par trahison de deux officiers) ne l'entendirent pas ainsi et dégagèrent leur lieutenant avec de violents coups de crosse. Les indigènes cédèrent et dirent adieu sans manifester la moindre rancune. Il ne fut jamais possible de savoir quel avait été vraiment le fond de leur pensée.

Enfin, nous leur reprochons de confondre l'usage de l'autorité avec une véritable exploitation de leurs administrés, leurs habitudes de concussion.

Nous sommes choqués de les voir manger et se moucher avec leurs doigts, de les entendre, après chaque repas, pousser un rot aussi sonore qu'inconvenant pour nous.

Nous avons même vu quelquefois des soldats ou des colons, s'adressant en français aux indigènes, leur reprocher de ne pas les comprendre. A ce sujet, le Général Daumas rapporte une anecdote assez amusante :

« En 1845, le maréchal duc d'Isly, gouverneur général de « l'Algérie, se rendant à Moustapha-Pacha, suivi d'un nombreux état-major, aperçut en avant de lui, dans la rue « Bab Azoum, un zouave qui frappait violemment un Arabe. « On le lui amena : « Pourquoi, lui dit-il, battez-vous cet

« homme ? Que vous a-t-il fait ? — Eh ! mon maréchal, lui
« répondit le zouave qui, suivant l'expression militaire, se
« trouvait un peu dans les vignes du Seigneur, voilà une
« demi-heure que je lui parle, et cet animal-là fait sem-
« blant de ne pas me comprendre. — Apprenez l'arabe, il
« vous comprendra. — Ah ! pardon, mon maréchal, c'est à
« lui d'apprendre le français ; je suis le peuple vainqueur,
« moi ! »

« Le « peuple vainqueur » fut mis en prison pour quinze
« jours, et le lendemain, il parut un ordre très sévère dans
« lequel le maréchal, faisant comprendre à tous l'injustice
« et les dangers de pareils excès, prescrivait une surveil-
« lance incessante pour qu'ils ne se renouvelassent plus. »
A quatre-vingts ans de distance, on peut encore rencontrer
des « peuples vainqueurs ».

Il faudrait encore ajouter que leur nourriture au beurre
rance nous est en dégoût, qu'il nous est absolument impos-
sible de rester comme eux de longues heures dans la posi-
tion accroupie et que leur aisance dans cette attitude nous
gêne d'autant plus qu'ils n'ont pas le moindre siège à nous
offrir.

Enfin, si nous sommes heureux de pouvoir acquérir les
œuvres de leurs artisans et d'en garnir nos intérieurs, nous
les considérons cependant comme des travaux de primitifs,
originaux, mais en somme assez peu artistiques et inca-
pables de supporter la comparaison avec ce que nous
sommes susceptibles de produire. Nous admettons encore
que les Berbères en particulier s'assimilent assez vite nos
méthodes de travail, mais il faut tout leur apprendre. Nous
avons constaté personnellement qu'ils n'ont pas la moindre
notion de la ligne droite. Essayez de construire un mur avec

de tels ouvriers ! Leurs plus beaux monuments ne sont-ils pas l'œuvre de renégats chrétiens !

Mais si, pour tous ces motifs profonds ou superficiels, ils s'opposent à nous, à notre tour nous nous opposons à eux pour de multiples raisons, qu'ils ne manquent pas de nous reprocher.

En premier lieu, nous sommes pour eux des infidèles ; seuls, ils détiennent la Vérité et se conduisent dans la « Voie Droite ». Seuls, ils sont les « Croyants », et notre tolérance à l'égard de l'Islam ne fait qu'accroître en eux leur orgueil religieux, car ils n'y voient qu'une reconnaissance implicite de la supériorité de leur religion. La Vérité est une et ne saurait tolérer le contact de l'Erreur.

« Quand vous voyez un arabe de la plus basse classe, de la « position la plus infime, se présenter avec assurance, la tête « haute et le regard fixé dans les yeux de celui qu'il aborde, « fut-il sultan ou pacha ou kalifat, soyez convaincu qu'il n'y a « pas là seulement de la vanité personnelle ; il y a surtout cette « fierté légitime de l'homme qui croit en Dieu et qui le sait au- « dessus de nous, à égale distance du puissant et du faible, « regardant du même œil le cèdre et l'hysope.

« ... Certes, l'Arabe ne méconnaît ni la splendeur de la ri- « chesse, ni la grandeur de la puissance, ni les agréments du « luxe et du faste ; mais, en entrant dans nos palais, en con- « templant les merveilles étalées à ses yeux, en paraissant « devant ces hommes qu'entourent tous les prestiges, il se dit « avec fierté : « Dieu, qui dispose de tout sur la terre, aussi « bien que dans le ciel, pouvait me combler, moi, de toutes ces « faveurs. J'aurais loué Dieu ; je dois le louer encore, car ma « part est la meilleure. Ils ont leur paradis sur cette terre, qui « est une auberge où l'homme entre et d'où l'homme disparaît « en quelques heures ; moi, le paradis m'attend après ma mort, « et le paradis, c'est l'éternité. » (Général Daumas).

S'ils considèrent comme infidèles ceux qui triplent la Divinité et se prosternent devant un morceau de bois, il est fréquent qu'ils méprisent ceux d'entre nous qu'ils croient ou savent irrégieux.

Tout, dans notre attitude, dans notre langage vient attester la faiblesse de nos sentiments religieux. Nous sommes assez insensés pour faire de vastes projets d'avenir, comme

si cet avenir ne dépendait pas que de Dieu. Nous sommes assez ignorants des choses divines pour manifester de l'impatience quand nous traitons une affaire, alors que l'écrit de Dieu arrivera quand bien même on le fuirait avec des ailes.

Nous buvons du vin malgré la parole du prophète qui a dit : « Le vin est le père de toutes les abominations. »

Comment peuvent prier des individus qui jouent avec les chiens au mépris de cette sentence :

« Ne jouez pas avec les chiens, ils deviendraient vos cousins. »

En second lieu, ils supportent très difficilement notre sens de l'ordre, de la régularité, de l'autorité. Notre manie de tout réglementer leur pèse comme une véritable tyrannie, l'ordre latin que nous instaurons leur apparaît barbare et s'entoure à leurs yeux d'une déprimante monotonie. La bienveillance avec laquelle nous exerçons notre autorité n'est pour eux que faiblesse.

Ils nous reprochent encore notre manque de pudeur et de dignité. Nos vêtements étroits et ajustés les choquent ; le port de la culotte est incompatible avec la modestie qui doit exister dans le vêtement masculin. Nous ne savons pas nous raser et certains, parmi nous, ne craignent pas d'arborer sous le nez un « ridicule balai ». Nous urinons debout et souvent sans chercher à dissimuler avec suffisamment de soin ce geste impur. Notre langage n'est pas toujours très châtié et il nous arrive de tenir des propos grivois, même devant des femmes ou des vieillards. Nous nous agitons à tort et à travers ; nous semblons toujours affairés et pressés ; nous faisons de grands gestes et crions fort. Nous poussons même le ridicule jusqu'à nous déplacer sans raison, pour la simple satisfaction de se promener. « Les Arabes ne marchent que pour leurs affaires ; quand ils voient des

chrétiens se promener à grands pas, ils les tournent en ridicule et ne manquent jamais de dire : « Regarde, regarde, voilà les chrétiens qui frappent la danse ; ils sont fous. »

Il en est de même pour l'exercice du cheval. Les Arabes ne s'en servent que pour faire la guerre, surveiller leur fortune, paraître dans les places publiques et dans les réunions religieuses, alors ils en usent et abusent. Hors de là, ils vont presque toujours au pas, ne comprenant nullement que l'on puisse monter à cheval pour le seul plaisir de courir sur une grande route... Quand un chef, quelque soit son rang, paraît devant ses inférieurs, s'il marche, il ne marche qu'avec dignité, ni trop vite, ni trop lentement, et s'il parle, il ne le fait qu'à voix basse, avec une grande sobriété de gestes. Cette conduite lui est, au surplus, recommandée par Dieu lui-même. On trouve dans le Koran, chapitre 31, verset 18 : « Cherche à modérer ton pas et à baisser ta voix, car la plus désagréable des voix est bien la voix de l'âne. »

Notre incivilité est notoire. Sans doute, il se rencontre parmi nous des hommes bien élevés, mais les soldats sont souvent grossiers et impolis. Chez eux, où les règles de politesse et l'étiquette font en quelque sorte partie de la religion, « le code social est connu de tous, du dernier paysan comme du plus illustre des nobles ; il en résulte un niveau général d'urbanité que personne ne dépasse guère, mais au-dessous duquel il est peu de gens qui se tiennent. »

Enfin, nous ne savons pas apprécier leurs plaisirs, et certains parmi nous vivent dans le célibat, preuve manifeste d'immoralité.

Ils nous reprochent de manger de la viande impure et trouvent, dans le peuple du moins, l'emploi que nous fai-

sons de nos couverts en métal parfaitement ridicule. Rentrés chez eux, ils ne manquent pas de dire :

« Chez les chrétiens, il y a beaucoup de cliquetis ;

« Mais peu de choses à picoter. »

Toutes ces raisons, qui trahissent une opposition formelle s'étendant à tous les domaines, ne semblent pas cependant être susceptibles de provoquer de graves conflits entre les conquérants et les conquis ; il faudra, pour les déterminer, qu'il viennent s'y ajouter d'autres causes, celles que nous avons appelé les causes d'ordre juridique et les causes d'ordre accidentel.

II. — LES CAUSES D'ORDRE JURIDIQUE.

Quel que soit le souci que nous ayons de respecter les institutions et les coutumes des populations conquises, il nous faut bien établir « un ordre de droit entre l'Européen et l'indigène ». Le problème est de toujours. Il faut que s'établisse « une façon d'ordre public, de bon gré, et plus « souvent de mauvais gré ». Toutes les institutions indigènes ne pourront être conservées dans leur intégrité. Certaines devront disparaître, d'autres seront appelées à être plus ou moins modifiées ou transformées, et ceci aussi bien dans l'intérêt de l'indigène que de l'Européen. Il se trouvera que la législation indigène sera fatalement plus ou moins pénétrée par la législation française. Il y aura, par là, opposition ou conflit des lois.

Ce problème du conflit des lois prend ici un caractère d'autant plus grave qu'il se double d'un conflit religieux. Le Koran est, en effet, à la fois l'évangile et le code du peuple des « croyants ». Chaque fois que nous serons amenés à introduire une mesure législative quelconque, ou à modifier, même superficiellement, une coutume existante, on nous reprochera de nous en prendre à l'Islam. Prétexte

magnifique qui, si nous nous y conformions, ne nous permettrait plus la moindre initiative, ni la moindre réforme.

Il s'agit donc pour nous de distinguer la part qui revient à Dieu de celle qui revient à César, sans toutefois négliger ce lien intime qui unit dans tout l'Islam le droit et la religion.

De plus, notre législation, qui s'oppose aux institutions indigènes par son caractère « laïque », se heurte encore à celle-ci parce que pour elle, l'unité sociale est l'individu, l'unité politique la nation tout entière. Au Maroc, au contraire, l'individu ne joue aucun rôle, la famille est la véritable unité sociale, comme la tribu est encore, pour le moment du moins, la véritable unité politique. « Contrastes de mentalité, entre mysticité et rationalité, collectivité et individualité, localité et nationalité, mais qui expriment des oppositions de droit, qui ne font que marquer que les institutions de la tribu sont comme à l'antipode des institutions de la nation. » (René Maunier). Les mêmes difficultés se rencontrent en Algérie, M. René Maunier dans un ouvrage intitulé *Loi française et coutume indigène en Algérie*, a analysé en détail ces « contrastes juridiques ». Toute cette étude est également vraie en ce qui concerne le Maroc.

Fidèles au principe du protectorat, nous cherchons à conserver tout ce qui peut être conservé de la législation indigène. Au Maroc, nous avons su résister à notre instinct unificateur. Nous avons su ne pas traiter également des choses inégales. Il ne nous est pas venu à l'idée d'imposer à nos protégés notre code civil, notre organisation administrative ou judiciaire.

Mais nous nous sommes heurtés, dans le domaine législatif, à un tel désordre, à une telle confusion, à de tels abus que, bon gré mal gré, il nous a bien fallu intervenir, réfor-

mer, modifier, améliorer. C'est là que s'est manifestée l'opposition indigène.

Il y a d'abord l'opposition de tous ceux pour qui était profitable la situation ancienne et qui voient se tarir la principale source de leurs revenus par la disparition des abus. Pris tout à coup d'une sainte ferveur religieuse, ils nous reprochent de nous attaquer à l'Islam en touchant à leurs institutions, même quand celles-ci sont d'origine purement berbère ; à les entendre, nous ne pourrions procéder à aucune réforme sans nous heurter à la loi religieuse du chraa. Or, d'une part, le chraa n'a jamais été respecté par les berbères, et, d'autre part, il est excessif de le confondre avec l'Islam lui-même.

Une opposition plus justifiée vient de l'organisation tribale des populations. Comme nous l'avons déjà dit, la tribu a sa personnalité très marquée ; elle est profondément attachée à ses institutions et ses coutumes qui la font différente de ses voisines et cherche plutôt à accuser ces différences qu'à les effacer. Aussi, si nos efforts d'amélioration sont tolérés, il n'en sera pas de même de nos efforts d'unification, qui sont cependant également indispensables pour faciliter l'action de notre contrôle. C'est qu'ici, notre esprit latin précis, clair, se heurte à l'esprit oriental, qui se complait dans le « flou », dans l'incertain, l'indéterminé, dût-il même souffrir des abus qu'engendre l'absence d'une réglementation nette, ferme et uniforme.

C'est dire toute la diplomatie que doivent déployer nos officiers des A. I.

Qu'il s'agisse de la condition des personnes ou de la condition des terres, de l'organisation politique ou administrative, ou encore de l'organisation judiciaire, il n'est pas de domaine où nous ne rencontrions quelques difficultés.

C'est ainsi que les indigènes cherchent par tous les moyens à s'opposer à nos opérations de recensement, en s'appuyant sur un texte du Koran qui interdit le dénombrement des humains. En fait, la raison est qu'ils éprouvent de la répugnance de parler à un étranger de leurs femmes et de leurs filles et qu'ils craignent ainsi d'être plus sûrement assujettis à l'impôt. En outre, ils redoutent de voir ces opérations servir de base à l'établissement du service militaire obligatoire. C'est pour la même raison qu'il est très difficile d'organiser l'état-civil (1).

Nous avons déjà souligné, au passage, les difficultés que rencontrent nos officiers des A. I. dans l'apurement de la situation juridique du sol. Apurement cependant nécessaire pour permettre à nos colons d'acquérir avec certitude. La détermination précise des biens « habous » et, éventuellement, leur vivification, soulèvent aussi de fréquents et sérieux litiges.

S'il s'agit de l'organisation politique, nos conceptions démocratiques se heurtent aussi bien au pouvoir arbitraire des caïds du makhzen qu'à l'anarchie impuissante des djemaa de la montagne berbère. La désignation des chefs indigènes est la source de nombreuses difficultés.

Si, dans l'ordre fiscal, nos réformes sont en général bien accueillies, la perception de l'impôt continue cependant à être délicate dans certaines tribus demeurées, jusqu'à notre arrivée, complètement indépendantes. N'oublions pas qu'en parlant des Berbères, Ibn-Khaldoun écrivait dans ses « Prologomènes » que « les impôts et les contributions sont un « fardeau déshonorant qui répugne aux esprits fiers. »

(1) Voir, sur ce point, les détails que donne M. René Maunier dans : « *Loi française et coutume indigène en Algérie*, pp. 77 et seq.

Mais c'est dans l'ordre judiciaire qu'actuellement se posent les plus graves problèmes.

D'une part, il ne semble pas que les indigènes sachent apprécier à leur valeur les réformes que nous avons apportées à l'organisation judiciaire. Si notre justice leur paraît honnête et sûre, ils lui reprochent d'être trop lente, compliquée ; les peines infligées leur paraissent dérisoires. Ils ne font « pas la différence entre le prix d'une justice concussionnaire et le prix d'une justice procédurière ». Enfin, trop souvent, les pauvres gens se trouvent encore obligés d'acheter la complicité du chaouch ou du cheikh qui peut parler directement à l'officier.

D'autre part, cette réforme de l'organisation judiciaire est devenue d'une actualité brûlante, depuis le fameux dahir sur la justice berbère du 16 mai 1930. Cette réorganisation de la justice chérifienne a été le soin constant des autorités du Protectorat depuis notre arrivée au Maroc.

Nos protégés n'attendent pas seulement de nous l'ordre et la sécurité ; l'organisation d'une saine et sage justice est le plus sûr moyen de nous faire apprécier. Des mesures législatives successives organisèrent et délimitèrent la compétence civile des cadis, réglementèrent les pouvoirs répressifs des caïds et des pachas. Enfin, un dahir du 4 août 1918 institua un Haut-Tribunal Chérifien siégeant à Rabat, juridiction d'appel en matière civile, commerciale et pénale et ayant la connaissance de tous les crimes et infractions graves commis par des indigènes marocains et dans lesquels des européens n'étaient pas impliqués.

Les progrès de la pacification, les soumissions de nombreuses tribus berbères ne suivant pas la loi religieuse du chraa amenèrent les autorités protectrices à chercher à donner satisfaction à ces populations très attachées à leurs

coutumes, en créant pour elles un ordre judiciaire plus adapté.

Ce fut le fameux dahir du 16 mai 1930, appelé le dahir berbère.

Ce dahir n'est en somme que l'application à la réorganisation de la justice du dahir du 11 septembre 1914, qui assurait aux Berbères le respect de leurs coutumes.

Il remplace dans les tribus de coutumes les tribunaux de cadis par des tribunaux coutumiers (art. II). Il institue des tribunaux d'appel également coutumiers fonctionnant sous le contrôle d'un fonctionnaire français (art. III). Enfin, il enlève au Haut Tribunal Chérifien la connaissance des crimes commis en pays de coutume pour la confier aux juridictions pénales françaises (art. VI). Cette réforme, qui semblait devoir donner pleine satisfaction aux populations récemment soumises, servit, en fait, de prétexte à une agitation extrêmement sérieuse qui ne laisse pas de nous donner à l'heure actuelle, encore, de très gros soucis.

Accompagnée d'une série de commentaires imprudents de la part d'une partie de la presse française, elle provoqua une véritable levée de boucliers dans tout le monde musulman.

La nation protectrice fut accusée de vouloir établir une scission entre les Arabes et les Berbères. Des feuilles indigènes présentèrent cette mesure comme une tentative de christianisation des Berbères de la montagne, un moyen de soustraire à l'autorité spirituelle et temporelle du Sultan les populations à peine soumises. Les milieux universitaires musulmans connurent, jusqu'en Egypte, une grosse agitation.

Cette réforme, correspondant au vœu des populations berbères, est cependant parfaitement conforme au traité de protectorat dont l'article 1^{er} nous autorise à introduire, d'ac-

cord avec le Sultan, toutes les réformes que nous jugerions utiles. Il n'a jamais été dans les intentions du Gouvernement de faire de cette mesure judiciaire une « machine de guerre » contre l'Islam.

Il ne semble pas, jusqu'ici, que malgré tous leurs efforts, les prêcheurs de ce nouveau « djihad » n'aient réussi à remuer profondément la masse de la population. Cependant, il est bien évident que le problème demeure sérieux et qu'il n'est pas superflu d'y apporter toute notre attention.

C'est ainsi que des causes d'opposition d'ordre juridique, nous arrivons aux causes d'ordre accidentel.

III. — LES CAUSES D'ORDRE ACCIDENTEL.

Quelle que soit la prudence avec laquelle nous réalisons l'organisation de notre conquête, quel que soit notre souci de conserver aux indigènes leur ordre social et leurs coutumes dans la mesure, du moins, où ils sont compatibles avec notre conception de l'ordre public et notre sécurité, le simple fait de notre présence au milieu d'eux, de cette mise en contact de deux cultures si différentes, entraîne un certain nombre de conséquences qui, la plupart du temps, viennent jeter un trouble profond dans l'ordre économique, moral et politique primitivement établi. Comme le dit le prudent Montaigne : « Une police, c'est comme un bâtiment « de diverses pièces jointes ensemble, d'une telle liaison « qu'il est impossible d'en ébranler une que tout le corps « ne s'en sente. » Aussi, recommande-t-il de ne jamais rien changer aux lois et coutumes existantes. Tout ceci n'est guère compatible avec le dynamisme de notre civilisation, et puisque nous ne pouvons pas y échapper, examinons quelles sont ces conséquences fâcheuses.

C'est l'ordre économique qui se trouve être le premier

atteint. Notre arrivée a pour premier effet de faire monter immédiatement le prix de la vie, et ceci dans la proportion presque du simple au double. Cette hausse est provoquée par l'accroissement brutal de la demande, alors que l'offre reste constante, conséquence de notre arrivée, de la facilité plus grande et de la multiplicité des échanges, par suite de la cessation de l'état d'hostilité ou de guerre. D'un autre côté, la main-d'œuvre, que nous attirons sur nos chantiers, munie d'argent, constitue une clientèle plus riche. En dernier lieu, la substitution progressive de notre monnaie de papier aux douros d'argent des indigènes ne se fait pas sans quelque difficultés et, au début tout au moins, entraîne pour notre franc une certaine perte au change, qui se traduit sur le marché par un prix plus élevé en francs qu'en monnaie indigène dite *hassani*. Cette monnaie d'argent, qui n'a plus cours en zone soumise, ne tarde pas d'ailleurs à disparaître de la circulation.

Poussé d'une part par le besoin, attiré d'autre part par un salaire relativement plus élevé que celui auquel il se trouve habitué, l'indigène abandonne volontiers son atelier ou ses champs pour venir sur nos chantiers.

L'industrie locale, déjà incapable de lutter contre la concurrence de nos industries plus puissantes et pouvant produire à meilleur compte, sera vouée à la ruine par la disparition de sa main-d'œuvre habituelle. Au point de vue agricole, on se heurte à des difficultés d'un même ordre. Des champs sont abandonnés du fait du maintien de certaines familles en dissidence et du fait de l'exode vers nos chantiers d'une forte proportion de la population. Le renchérissement du coût de la vie ne permet plus au petit fermier de développer son exploitation en augmentant le nombre de ses femmes, et la polygamie tendra à disparaître. Le prix de la terre, au début très bas, attire une foule de

spéculateurs qui se livreront à un agiotage effréné. Des fortunes s'édifieront en quelques jours. C'est ainsi qu'on a pu voir de misérables soukiers juifs ou des « bataillonnaires » libérés devenir, en quelques semaines, possesseur d'un joli pécule.

Ce déplacement des biens, cet abandon de la terre, cet exode vers nos chantiers provoquent, par la suite, un accroissement sérieux de l'émigration vers les villes, qui donnera plus tard naissance à un prolétariat indigène. Le trouble économique sera la cause d'un trouble dans l'ordre social.

Mais c'est surtout l'ordre moral qui est atteint en second lieu. « Il ne faut pas se dissimuler que l'arrivée du capital dans un pays pauvre, constitue, quoi que l'on fasse, un « élément de démoralisation, en éveillant des appétits qui, « jusque-là, par manque de pâture, étaient endormis. » (Michaux-Bellaire).

Le retour à une période de paix, l'accroissement des salaires, l'instabilité des fortunes provoquent chez l'indigène un appel violent vers des jouissances immédiates. Partout apparaissent de nouveaux appétits et de nouvelles ambitions, qui, la plupart du temps, devront demeurer non satisfaits, d'où naît un vif mécontentement contre le nouvel ordre de choses.

Déjà déçu et mécontent, l'indigène se sent, en outre, diminué moralement. Ne goûtant plus les âpres jouissances du baroud, ses qualités guerrières, qui faisaient sa fierté désormais sans emploi, s'anémient et la paix que nous lui avons apportée entraîne avec elle un ennui qui le ronge.

En outre, l'esprit religieux et les vieilles croyances s'alèrent. Tandis que les uns, oubliant petit à petit les préceptes du koran, mais ne les remplaçant par rien, perdent peu à peu toute notion d'une discipline, tant intérieure que

sociale, les autres, demeurés fidèles, s'irritent contre nous de cet état de choses que nous avons amené.

Enfin, avec la diminution de l'esprit religieux, l'accroissement de l'émigration, les liens si étroits qui unissaient les membres d'une même famille se relâchent, l'autorité du chef est discutée, l'union intime fait place à la discorde et à la division, et la famille du type patriarcal tend à disparaître.

A la gêne économique, au désordre moral viennent s'ajouter des troubles politiques et sociaux. L'esprit critique des indigènes s'éveille à notre contact et ils discutent une autorité insuffisamment soutenue par des principes religieux qui vont s'affaiblissant. Les changements que le jeu des soumissions a entraînés inévitablement dans la répartition des pouvoirs et des charges sont la source de conflits d'autorité, de heurts, de froissements, de haines d'autant plus féroces que, du fait de notre présence, elles doivent demeurer cachées et s'assouviennent dans l'ombre.

L'ordre tribal lui-même est ébranlé. Les déplacements de la population, les facilités plus grandes des relations commerciales, la disparition des luttes entre les différentes tribus et la mise en contact d'indigènes de tribus autrefois ennemies ont pour effet d'émousser l'attachement au douar, au clan, à la tribu. Sans doute, on n'a pas été sans remarquer qu'en France par exemple, les indigènes cherchent à se regrouper suivant leurs origines, mais il n'en demeure pas moins vrai que les liens avec la tribu dont ils sortent tendent à devenir de plus en plus lâches, et l'esprit tribal avec tous ses avantages, disparaît. C'est ainsi qu'à l'abri de nos postes, nous avons pu constater plusieurs fois l'installation, au sein d'une tribu nouvellement soumise, d'indigènes de tribus parfois voisines, mais parfois aussi très

éloignées, installations qui n'auraient sans doute pas été possibles hors de notre présence. Cet affaiblissement des liens tribaux qu'on peut constater au sein de la tribu elle-même, d'une façon plus marquée chez les émigrés, est particulièrement net chez les tirailleurs que nous recrutons. S'il arrive, en effet, qu'ils prennent automatiquement comme surnom le nom de leur tribu (c'est ainsi qu'on rencontre le Zaïani, des Zaïans, Zeroual des Beni Zeroual, Chjeidmi des Cheidmia, Jbilo des Djebala ou encore el Bernoussi des Branes), il suffit de causer un peu avec eux pour constater qu'ils sont avant tout des Marocains, première manifestation d'un sentiment national. C'est ce qui explique qu'ils acceptent, le plus souvent sans manifester de répugnance, de se battre sous nos ordres, contre leur propre tribu en dissidence, trouvant très normal de nous aider à faire rentrer dans l'ordre leurs propres frères égarés et s'appuyant ainsi d'une façon plus ou moins consciente sur l'idée d'un ordre nouveau, qui ne serait pas l'ordre tribal. Mais il faut reconnaître cependant que cette transformation ne s'opère pas sans quelques déchirements qui viennent attrister et troubler l'indigène. Citons cet exemple. En 1926, il existait, à la N^{me} compagnie du 65^e régiment de tirailleurs marocains, un sergent indigène du nom de Zeroual. Originaire, comme son nom l'indiquait, de la tribu des Beni Zeroual, il servait sous nos ordres depuis 1915 et était considéré comme un excellent sous-officier. Il ne parlait jamais de sa tribu, alors en pleine dissidence et personne, dans sa compagnie, ne se préoccupait de ses origines. Au printemps de 1926, sa compagnie participa aux opérations de réduction des Beni Zeroual et ce n'est qu'en pénétrant sur le territoire de cette tribu que ce sergent fit remarquer à son commandant de compagnie que c'était là le pays de son père

et de sa mère. Au demeurant, il fit très courageusement son devoir comme à l'ordinaire, se distinguant même en deux ou trois circonstances. Cependant, ses chefs n'avaient pas été sans remarquer que son moral semblait baisser. Le soir, au bivouac, il s'asseyait seul à l'écart et ne causait plus à personne. Après plusieurs combats, dont certains furent assez violents, les soumissions commencèrent à apparaître. Un jour, où la compagnie était en flanc-garde, un groupe d'indigènes réussit à franchir la ligne des guetteurs. Il était conduit par un vieillard à cheval. Tous les hommes étaient armés et poussaient devant eux un troupeau de quelques moutons. Le vieillard, amené devant le commandant de compagnie, mit pied à terre et s'agenouilla pour lui baiser la main, en demandant à être conduit aussitôt devant le général, ce qui fut fait. Malheureusement, son escorte, qui ne voulait pas se laisser désarmer, fut quelque peu houspillée par les tirailleurs. Le vieillard, qui avait voulu intervenir, fut insulté par les soldats. Se sentant le plus faible, il prit le parti de suivre sans protester le spahi qui devait le conduire au commandant de la colonne, tandis que quelques tirailleurs s'emparaient d'une partie du troupeau qu'il avait amené. C'est alors que le sergent Zeroual, qui avait assisté à la scène, se mit dans une violente colère et, invectivant et menaçant ses propres soldats, il fit rendre une partie du butin. Longtemps après le départ de ces indigènes, il continua à adresser des reproches violents à ses hommes, les prévenant qu'il ne tolérerait pas le moindre pillage dans « sa tribu ». Le soir, il fut encore plus triste que de coutume, fuyant même ses officiers qui cherchaient à causer un peu avec lui pour lui remonter le moral. Le lendemain matin, il venait déclarer à son commandant de compagnie qu'il était malade, une ancienne blessure reçue

à notre service le faisait, paraît-il, beaucoup souffrir. Il fut évacué le jour même. Quelques semaines plus tard, son commandant de compagnie le retrouva dans un hôpital de l'intérieur, les opérations étaient terminées chez les Beni Zeroual et son régiment partait se battre dans une autre direction. Zeroual manifesta un vif désir de rejoindre sa compagnie, mais il rappela l'incident qui avait été la vraie cause de son évacuation. Il est probable qu'il n'eut jamais l'idée de désertir comme firent certains de ses camarades démoralisés de voir leurs villages brûler en face de nos bivouacs ; il avait accepté sincèrement l'ordre nouveau, mais il avait pu aussi peser la souffrance qu'il entraînait pour lui.

Il convient d'ajouter que cet affaiblissement des liens tribaux ne nous est guère favorable ; c'est un premier pas vers un sentiment national marocain, vers un nationalisme dont nous pourrions avoir tout à redouter.

Cette longue énumération, de toutes les raisons qui font qu'il existe, se crée ou tend à se développer, entre les indigènes et nous, une opposition portant sur tous les domaines, pourrait nous inciter à quelque pessimisme. En attendant d'examiner les motifs susceptibles de nous laisser, ou de ranimer en nous, l'espoir dans l'efficacité du grand œuvre entrepris, bornons-nous à envisager sous quelles formes va se manifester cette opposition. Puisse la connaissance plus précise que nous pourrions avoir des dangers qui nous menacent, nous permettre de nous en mieux protéger.

LES FORMES DE L'OPPOSITION.

Cette opposition revêt deux formes très distinctes. Ou bien elle est immédiate, brutale et violente ; le contact est

brusquement, rapidement et complètement perdu ; ou bien, au contraire, elle est en quelque sorte insidieuse, sournoise, agissant avec lenteur, mais peut-être en fin de compte plus profonde ; le contact semble longtemps se maintenir en apparence, alors qu'il ne fait plus que se survivre, pour un beau jour disparaître, ne laissant peut-être derrière lui aucune chance de retour.

I. — *La forme brutale et rapide.*

Cette première forme de l'opposition se manifeste en général, soit par un refus obstiné de tout contact avec le « Négrani », l'infidèle que l'indigène voue à toutes les malédictions, soit par une rupture brusque et complète de ce contact lorsque les circonstances avaient cependant permis de l'établir.

Dans les deux cas, les caractères de cette opposition demeurent les mêmes. Elle est en général soudaine, extrêmement violente et active. Elle est génératrice de luttes acharnées et souvent très coûteuses. Tous nos efforts en vue d'une reprise des pourparlers demeurent vains, les parlementaires étant, le plus souvent, massacrés sans même avoir été entendus. Dans la tribu insoumise ou dissidente, quiconque ose parler d'arrangement possible avec le chrétien devient suspect et sa vie se trouve singulièrement compromise.

L'attitude à notre égard du grand chef zaïan Moha ou Hammou est un exemple particulièrement typique de ce refus opiniâtre d'avoir avec nous la moindre relation. S'étant affirmé notre ennemi dès nos premiers pas vers la montagne berbère, il lutta contre nous jusqu'à sa mort, ne se laissant abattre ni par la dure nécessité où il se trouvait de chercher toujours plus loin dans la montagne un abri

toujours plus précaire, ni par la ruine des siens et de sa propre tribu, ni même par la défection de ses propres fils ralliés à notre cause et combattant contre leur père. Il devait mourir en plein combat, les armes à la main, le 27 mars 1924, près de Taoudjialt, sous les balles des partisans commandés par ses fils, vouant une dernière fois les infidèles à la malédiction d'Allah. M. Maurice Le Glay, dans « Les sentiers de la guerre et de l'amour », met remarquablement en évidence le souci du vieux chef d'interdire tout contact entre sa tribu et les Français. C'est toute une page à citer.

« ... fidèle à son désir de lutte à outrance, il (Moha) ordonne « l'évacuation de Khénifra, sa destruction même, a-t-on dit, « bien qu'elle fut impossible. En tout cas, il est bien certain qu'il « donna l'ordre de massacrer impitoyablement quiconque, « homme ou femme, tenterait de s'accrocher au gîte et d'y « attendre l'envahisseur. Les marchands devraient remonter « l'oued Serou ; les prostituées reçurent l'ordre de se réunir à « El Kebbab ; un groupe de commerçants importants dut se « réfugier à Djenan Immes chez Moha lui-même... Les 8, 9, 10 « et 11 juin, Moha ou Hammou n'eut d'autre souci que de par- « faire l'abandon de Khénifra. Il ne fallait pas songer à con- « vaincre ses gens du danger qu'ils couraient d'être pris dans « Khénifra comme dans une souricière. Dès les premiers pa- « labres, il s'aperçut que l'opinion lui tiendrait tête, guidée, tra- « vaillée par les éléments étrangers, commerçants venus là de « tous les points du Maroc et dont l'intérêt était évidemment de « se rendre, de donner la ville aux Français, d'y continuer sous « leur protection les affaires... Laisant les guerriers refouler « leurs tentes et leurs biens personnels vers les monts, n'usant « que de son clan personnel, d'ailleurs le plus fort, le mieux « armé, il investit sa propre ville. Des courriers que les trafi- « quants expédiaient vers les troupes françaises avec des lettres « de soumission, aucun ne passa. Tous furent tués et leurs « têtes rapportées comme avertissement aux envoyeurs. Comme « ceux-ci hésitaient encore, le 10 juin, il leur donna vingt-quatre « heures pour plier boutique et se mettre en route vers la « montagne avec leurs marchandises. Il leur fournit des ani- « maux de transport, une escorte. Les commerçants cédèrent et, « dès lors, la foule, privée des ressources du marché, s'en alla. « Mais avant, ces gens procédèrent à un epluchage complet « des demeures, des magasins abandonnés. Tout ce qu'avaient « dû laisser les marchands, les habitants, fut grappillé. Ceux « qui s'attardaient ainsi, pillards, mendiants, misérables sans « foyers, déchets des tribus, ne pouvaient avoir pour Moha une « valeur bien grande. Il ne voulut pourtant pas qu'ils pussent « attendre le vainqueur et qu'un homme manquât au rappel « en montagne de tous ceux qui, jusqu'alors, subissaient sa loi. « Ses gardes donnèrent la chasse à cette tourbe et, coin par

« coin, maison par maison, fouaillant, menaçant, tuant au « besoin, les sbires poussèrent au large les êtres vivants et jus- « qu'aux chiens... »

Lorsque les nôtres pénétrèrent dans Khénifra, on ne découvrit comme être vivants

« qu'un vieillard infirme et une vieille femme idiote échappés « l'un et l'autre, on ne sut comment, à la chasse effrénée don- « née aux habitants par les gens de Moha. Pas un animal de « somme ou de boucherie, pas un chat, pas un chien, pas un « cadavre ne fut découvert. Les malheureux mêmes, exécutés « par les sbires du Zaïani avaient été, comme on le sut plus « tard, emportés sur des mulets... »

Parfois aussi cette opposition violente et soudaine se manifeste alors que le contact semble avoir été normalement établi. La poudre s'est tue depuis longtemps, les esprits semblent être pacifiés et peut-être le sont-ils réellement. Mais qu'un jour, un de nos détachements ou quelques isolés paraissent une proie trop tentante à quelques exaltés ou simplement même à des bandits de grand chemin, que nous ayons à déplorer le moindre incident grave, que les circonstances ne nous permettent pas une sanction immédiate et sévère, qu'il y ait enfin le moindre doute sur l'ins-tantanéité et la vigueur de notre riposte, c'est alors que les pêcheurs en eau trouble auront vite fait de retourner ces « têtes folles d'enfants ». L'opposition se manifeste dans toute sa violence, la dissidence s'étend comme une traînée de poudre et c'est à une véritable insurrection qu'il nous faut alors faire face. Comme l'exprimait Du Barail, un désastre n'est pas le prélude, mais bien la véritable cause d'une insurrection.

C'est ce qui s'est passé dans la région Nord-Est d'Ouez-zan en 1927. Lors des opérations de dégagement, en 1926, après la vaine tentative d'Abd el Krim, cette région avait été pacifiée et s'était soumise sans grands combats. Si la

frontière franco-espagnole n'avait pas été atteinte en tous points, l'affaire paraissait réglée et ne semblait plus devoir être qu'une question de temps. Aucune opération n'était prévue de ce côté en 1927. Or, dans la première quinzaine de mars, comme le Commandant Bourguignon, accompagné du Lieutenant Renan, traversait le douar de Kechachda en zone soumise, les habitants les attaquèrent brusquement ainsi que leur escorte et les deux officiers furent massacrés. Comme un feu de paille, la dissidence s'étendit aussitôt dans tous les douars voisins ; plusieurs de nos postes furent encerclés et menacés très sérieusement. D'urgence, une colonne fut constituée de troupes accourues de l'intérieur ou prélevées dans les régions avoisinantes. On procéda d'abord au dégagement et au ravitaillement de nos postes les plus menacés ; par la suite, une série de manœuvres remarquablement conduites amena l'encerclement de la zone dissidente et la soumission des habitants. Les opérations durèrent plus de deux mois ; la résistance des indigènes fut acharnée ; des femmes et même des enfants participèrent aux combats, qui furent très violents. La répression fut sévère, en particulier au douar de Kechachda, où l'insurrection avait pris naissance. Mais nous eûmes aussi à déplorer la perte de plusieurs des nôtres. C'est au cours d'un de ces combats que fut tué, entre autres, un véritable héros de la grande guerre, le capitaine Fontanel, alors qu'il chargeait à la baïonnette en tête de ses légionnaires. L'amitié dont il nous honorait nous fait un devoir de citer ici son nom.

Cette opposition, qui, par la soudaineté et la violence de ses manifestations, paraît obéir à quelque mystique, explique bien des surprises. Encore une fois, comme l'écrit Paul Odinet, nous ignorons le « rythme » auquel ils obéis-

sent. Il semble qu'ils soient toujours plus ou moins prêts à suivre quelque prêcheur de « djihad » (la guerre sainte), même lorsque les apparences nous semblent le plus favorable au développement normal de notre action. Mais, en général, ce changement brusque d'attitude à notre égard est le fait d'une population ignorante, aux instincts grégaires, et irréfléchie ; elle est une forme de folie collective et sanguinaire ; il en est tout différemment, au contraire, de la forme sournoise et insidieuse de l'opposition, qu'il convient maintenant d'aborder.

II. — *La forme sournoise et insidieuse.*

On n'est plus ici en présence d'un mouvement populaire, mais d'une opposition froide, calculée, voulue, et nous dirions presque méthodiquement réalisée. Fait de l'élite de la population plutôt que de la masse, elle semble avoir pour premier but d'apaiser la conscience du « croyant » momentanément soumis à la loi du « chrétien ». C'est, qu'en effet, cette opposition est à base religieuse. Si le chrétien est le plus fort, c'est que Dieu l'a voulu ; alors, à quoi bon prolonger une résistance inutile qui ne peut que consommer la ruine du peuple fidèle :

« Nous sommes pris entre la pierre et la batterie ;
 « Toutes nos richesses se sont évanouies,
 «
 « Il faut nous résigner.
 « Le sabre est arrivé jusqu'à l'os :
 « Nous avons subi toutes les iniquités du monde ;
 « Heureux ceux qui reposent sous la terre,
 «
 « L'heure du chrétien est arrivée ;
 « Elle passera, »

Elle passera ! Cet espoir en la Providence, qui délivrera un jour son peuple, permet bien de supporter quelque temps

la présence du chrétien. Nous ne serons pas toujours là. L'humiliation qu'ils subissent est un châtement permis par Dieu pour l'expiation de leurs fautes, mais un jour viendra où Dieu, satisfait, enverra « le Maître de l'Heure » qui délivrera les croyants du joug des infidèles.

Les fetoua viennent d'ailleurs justifier cette attitude de soumission.

« Quand, déclarent-elles, un peuple musulman dont le territoire a été envahi par les infidèles, les a combattus, aussi longtemps qu'il a conservé l'espoir de les en chasser, et, quand il est certain que la guerre ne peut amener que misère, ruine et mort pour les musulmans sans aucune chance de vaincre les infidèles, ce peuple, tout en conservant l'espoir de secouer le joug avec l'aide de Dieu, peut accepter de vivre sous sa domination. »

Il s'ajoute encore que cette résignation est conforme à leurs intérêts immédiats, qu'ils sont très heureux de ne pas avoir à négliger. En attendant l'heure qui doit nous être fatale, ils cherchent donc à s'accommoder, tant bien que mal, de notre présence au milieu d'eux. A notre égard, certains ne manquent pas de témoigner même une certaine sympathie ; le Koran ne permet-il pas de mentir pour sauver sa tête ? Ils nous reçoivent, donnent même des fêtes en notre honneur, où ils déploient, devant nous, toute la souplesse et la grâce dont ils sont capables. Il faudrait être Alceste pour ne pas être séduit par leur langage et leurs manières. Ils se déclarent avec insistance nos amis ; ils parlent de la France avec attendrissement. Mais derrière cette façade, que dressent devant nos yeux éblouis ces maîtres de la dissimulation, subsiste le mépris le plus complet pour l'occidental et l'attente confiante dans l'arrivée

du « moul sa'a » (le Maître de l'heure). Qu'il semble que cette heure soit proche et leur attitude change aussitôt. Combien de fois avons-nous pu constater cette volte-face pendant les tragiques événements de 1925. Voici un exemple que nous croyons inédit. Il nous a été rapporté par un témoin.

En juillet 1925, un poste des A. I. venait d'être établi à proximité de la Kasbah de Telouet, où était installé le caïd Si Hammou, neveu du fastueux pacha de Marrakech. A peine arrivé, l'officier fut prié à dîner à la Kasbah. Au méchoui, le caïd Si Hammou lui déclara qu'il ne le laisserait pas rentrer au poste. Cet officier français fut ainsi prisonnier du Caïd et on le tint au courant des prétendus succès d'Abd el Krim. Il apprit ainsi vers le 15 juillet la prise de Taza. L'échec du nouveau rogui dut amener le caïd à changer d'attitude ; mais, un an après ces événements, les rapports entre le bureau et la Kasbah n'étaient pas encore très francs, malgré toute l'amabilité que ne manquait pas de déployer Si Hammou.

D'une part, leur opportunisme leur conseille cette attitude qui nous illusionne sur le fond de leurs sentiments, mais encore, les concessions qu'ils nous font, en acceptant nos méthodes, les efforts de réorganisation qu'ils multiplient suivant nos conseils, achèvent de nous égarer. Tout cela cependant n'a qu'un but, les mettre en meilleure condition de nous chasser quand l'heure en sera venue.

Dans cette attente, ils manifestent pourtant leur opposition par une multitude de signes en général très discrets et qui échappent presque régulièrement à l'observation du voyageur peu averti. Ces indices, sans gravité en soi, nous permettront de mesurer le chemin qui nous reste à parcourir

pour acquérir la certitude de leur fidélité. C'est ainsi, par exemple, que depuis que nous sommes installés dans les villes de l'Islam, d'affreuses palissades en planches ont été élevées devant l'entrée des mosquées pour bien marquer l'exécration des « croyants » à l'égard du « neçrani ». D'autres indices sont encore moins sensibles, quoique tout aussi nets. Il arrive que des indigènes rencontrant un chrétien, lui offrent la main gauche, que ce dernier accepte, peut-être sans défiance. Le soir, au douar, on en fera des gorges chaudes, la main gauche, en effet, ne pouvant servir que pour les ablutions secrètes. Les officiers des A. I. mettent souvent en garde leurs camarades de la troupe contre les salutations que les indigènes utilisent à leur égard. C'est ainsi qu'en changeant un mot dans une formule de politesse, changement que la plupart du temps, nous ne remarquons pas, les indigènes transforment cette formule en injure grossière à notre égard. Tout le monde de rire, y compris le chrétien, qui ne se doute pas qu'il est lui-même l'objet de la risée.

Cette opposition se manifeste encore par une multitude de petites taquineries sans gravité. Si vous êtes invité à dîner, on vous offrira, par exemple, des mets préparés au beurre rance, qu'il nous est à peu près impossible de supporter. On s'amuse de vous voir très embarrassé de manger le « cousscouss avec vos doigts et le maître de maison malicieux se garde bien de vous offrir la moindre cuillère, « alors qu'il en possède certainement. Si vous n'êtes pas très « adroit, vous en serez quitte en faisant simplement mine « de manger, ce qui d'ailleurs ne passera pas non plus inaperçu et réjouira beaucoup vos convives indigènes. On « dressera votre tente sur l'emplacement d'anciens campements abandonnés pour vous permettre d'y être dévorés

« par les puces, ou à proximité d'un cours d'eau, pour que
« ce soit par les moustiques.

« Pour varier les plaisirs et quand il s'agira surtout d'un
« individu venu dans le pays pour en étudier la topographie
« ou pour en répartir les impôts, on établira quelquefois
« dans son voisinage, soit un jeune chameau récemment
« sevré, qui emploiera son temps à réclamer sa mère, soit
« un coq dont le cri strident réveillerait un mort, soit un
« âne amoureux qui, s'il y a clair de lune, ne cessera de
« braire pendant toute la nuit. N'y a-t-il pas de quoi vous
« donner des attaques de nerfs ? J'ai plus d'une fois éprouvé
« ce supplice et je me promettais bien, d'en tirer vengeance,
« quand, le lendemain, je me trouvais désarmé par mon
« hôte qui, avec un air de candeur et de bonhomie in-
« croyable, venait de bon matin, avec force salamalec, me
« demander comment j'avais dormi. « Très bien, lui répon-
« dais-je. » (Général Daumas).

Ce qui est grave dans cette attitude, c'est qu'elle est celle
de l'élite de la population. Que la fortune nous soit défavo-
rable, et elle sera toute entière contre nous ; quant à la
masse, que peut-elle faire, sinon suivre ses chefs tradi-
tionnels.

Quelle que soit la forme que revête cette opposition, les
conséquences à notre égard seront sensiblement les mêmes.
Que le contact ne puisse s'établir, qu'il soit brutalement
rompu ou qu'il ne soit qu'apparent, nous courons le même
danger. Nous avons bien conquis le terrain, mais nous
n'avons pas conquis les cœurs. Si nous voulons demeurer
dans ce pays, il est de toute nécessité que cette opposition
disparaisse. A dire vrai, la solution de ce grave problème ne
semble pas encore avoir été entièrement trouvée ; c'est une
œuvre délicate et de longue haleine. Certains, comme le car-

dinal Lavigerie, estimaient que, seule, la conversion en masse de la population était susceptible de nous assurer leur attachement ; cette idée a été reprise plus récemment par le Père de Foucauld ; elle semble d'une réalisation bien difficile, pour ne pas dire impossible. Il est bien certain cependant que l'Islam est un obstacle considérable au succès de notre action, et que nous devons ne rien faire pour en faciliter le développement. Le Maréchal Lyautey a pensé que le respect le plus complet de leurs coutumes et de leurs institutions était le plus susceptible de nous attirer leur sympathie ; il est incontestable que la formule qu'il avait su choisir nous a valu le succès dont nous nous réjouissons aujourd'hui. Mais, à l'heure où nous achevons la conquête, il importe plus que jamais de ne pas se figer dans une formule, si bonne puisse-t-elle paraître. Voici venir le moment des « chocs en retour », du « ressac ». Il importe de nous montrer particulièrement attentifs, si nous ne voulons pas être surpris. Il n'est, ni dans notre but, ni dans nos moyens, d'apporter ici la solution de cet épineux problème. Il nous semble simplement qu'il soit urgent, à l'heure actuelle, de consacrer tous nos efforts à la conquête morale des indigènes, et tout particulièrement de l'élite de ceux-ci. Apprenons à les mieux connaître pour les mieux juger. Etudions leur langue. Pénétrons le Koran pour mieux comprendre ce qui les sépare de nous. Ne rougissons pas de notre foi devant eux et soyons assez instruits en cette matière pour ne pas chercher toujours dans un silence prudent à esquiver une discussion philosophique ou religieuse, ce qui serait implicitement reconnaître leur supériorité. Le jour où la conquête de l'élite sera un fait accompli, le reste de la population nous sera vite acquis.

Sachons nous tenir sur nos gardes, mais « rappelons-
« nous qu'ils n'ont pas toujours été réfractaires à l'étranger,

« qu'il leur est arrivé de s'entendre avec leurs ennemis de
« la veille, d'accepter sans répugnance leurs habitudes,
« leur langue et leurs lois. » (Gaston Boissier). On rencontre
d'ailleurs, déjà, de part et d'autre, un effort d'adaptation
et c'est à cet égard que nous chercherons à faire le point
dans le chapitre que nous allons maintenant aborder.

BIBLIOGRAPHIE

- Général Paul AZAN. — *L'énigme marocaine*. Bull. de l'Af. franç., 1928, suppl. p. 783.
- Du BARAIL. — *Mes souvenirs*, op. cit.
- Gaston BOISSIER. — *L'Afrique romaine*. Paris, Hachette, 1901.
- H. BRUNO. — *La justice indigène au Maroc*. Bull. de l'Af. franç. Année 1933, pp. 74, 161.
- Général DAUMAS. — *La vie arabe*, op. cit.
- DESPARMET. — *L'œuvre de la France en Algérie jugée par les indigènes*. Bull. de la Soc. de Géogr. d'Alger, 1910.
- E.-F. GAUTIER. — *Mœurs et coutumes des Musulmans*, in-8°, 1931, Paris.
- Capitaine GUENNOUN. — *La montagne berbère*, op. cit.
- IBN-KHALDOUN. — *Prolégomènes*. Trad. de Slane, 1861, in-8°.
- J.-M.-N. JEFFRIES. — *Dangers and doubts in Morocco*. The English Review, janv. 1926.
- J. LADREIT DE LACHARRIÈRE. — *La justice indigène au Maroc*. Bull. de l'Af. franç., 1934, p. 9.
- Maurice LE GLAY. — *Sentiers de la guerre et de l'amour*, op. cit.
- LÉVY-BRUHL. — *La mentalité primitive*. Paris, Alcan, 1927, in-8°.
- L. MASSIGNON. — *La France dans les pays d'Islam*. Conférence à l'Ecole Spéciale Militaire, 20 mars 1930.
- René MAUNIER. — *Sociologie coloniale*. Paris, Montchrestien, 1932.
- — — *Loi française et coutume indigène en Algérie*, in-8°, 1932, Domat-Montchrestien.
- MICHAUX-BELLAIRES. — Conférence, op. cit.
- MONTAIGNE. — *Essais*, chapitre XXII, De la coutume.
- MOUSLIM BARBARI. — *Tempête sur le Maroc*. Paris, Rieder, 1931.
- Paul ODINOT. — *Le monde marocain*. Paris, Rivière, 1926, in-8°.
- — — *La première communion d'Abd-el-Kader*. Paris, Figuière, 1927, in-8°.
- PELLISSIER DE REYNAUD. — *Annales algériennes*, op. cit.
- J. ROMAGNY. — *Le rôle de la France au Maroc*.
- Albert SARRAUT. — *Grandeur et servitude coloniales*. Ed. du Sagittaire, 1931, in-12.
- Lt-Colonel VILLOT. — *Mœurs et coutumes des indigènes de l'Algérie*, op. cit.
-

CHAPITRE II

L'Adaptation.

On pourrait, après la lecture du chapitre qui précède, juger cette adaptation impossible à réaliser ou encore stérile, puisqu'en fin de compte, elle permettrait aux indigènes de se débarrasser plus sûrement de nous. Certains l'ont pensé et ont estimé inutile tout effort dans ce sens. Jeu dangereux, qui aura pour effet d'élargir le fossé qui tend naturellement à séparer les « natives » des conquérants et qui, tôt ou tard, obligerait ceux-ci à défendre leur conquête par les armes ou à l'abandonner. Calcul inexact, en outre, parce que s'il est à peu près général que les rapports qui s'établissent entre conquérants et conquis soient des rapports d'opposition, il s'établira aussi des rapports d'adaptation. Si faibles qu'en puissent être les manifestations, c'est sur eux seuls que le conquérant peut fonder son espoir dans la durée de son œuvre. Au demeurant, le conquérant n'est pas libre de se dérober à ces efforts d'adaptation. Bon gré mal gré, il est tenu de remplir son rôle de civilisateur. Il ne faut pas oublier qu'il en sera le bénéficiaire dans la mesure où il s'y sera appliqué. Il convient donc d'étudier les motifs qui rendront ces rapports possibles, d'en passer en revue les différents aspects, d'en déterminer les caractères et d'en tirer les conséquences qu'ils sont susceptibles d'entraîner.

En premier lieu, comment se fait-il qu'il puisse s'établir des rapports d'adaptation, malgré les nombreuses raisons qui poussent Français et Indigènes à s'opposer les uns aux autres ?

C'est que, d'abord, une adaptation partielle est une conséquence nécessaire de toute mise en contact de deux cultures différentes. C'est un phénomène sociologique constant. Ce premier effort d'adaptation, qui peut être faible à l'origine, devient particulièrement sensible si le contact réussit à se maintenir quelque temps. Il n'est ni provoqué, ni imposé par le conquérant, mais est véritablement spontané. Il se traduit par une imitation du plus fort par le plus faible, du vainqueur par le vaincu.

En outre, si, du moins, une opposition farouche ou des maladresses du conquérant n'ont pas provoqué une rupture du contact, les nécessités du commerce et de la politique amènent Français et Indigènes à entrer toujours plus étroitement en relations. Il faut bien s'accommoder les uns aux autres, et s'il y a lieu, s'aider. Ici, les efforts réciproques sont donc de plus en plus nets et peuvent même, dans une certaine mesure, être provoqués ou imposés par les conquérants.

Enfin, la multiplicité des relations qui vont s'établir permet une compréhension plus exacte, plus intime des uns et des autres, et on voit alors des rapports de sympathie et même de profonde et réelle amitié naître entre les vainqueurs et les vaincus de la veille. La liaison étroite qui apparaît ainsi provoque, de part et d'autre, un nouvel effort d'adaptation.

Les raisons qui rendent possibles ces rapports d'adaptation nous indiquent en même temps les aspects qu'ils vont prendre.

Cette adaptation se présente, en premier lieu, sous la forme d'une imitation, — imitation d'abord du vainqueur par le vaincu, qui va croissant, en même temps qu'apparaît une imitation du vaincu par le vainqueur.

Un peu plus tard, mais faisant des progrès plus rapides, l'adaptation s'offre à nous sous l'aspect d'une collaboration. Collaboration qui se développera tantôt dans une atmosphère de mutuelle compréhension des besoins communs, tantôt dans l'atmosphère d'une véritable sympathie.

En dernier lieu, il faut considérer le caractère très spécial de la population conquérante, surtout dans la période qui suit immédiatement la conquête. Composée exclusivement d'hommes jeunes, ardents, entreprenants, la plupart du temps célibataires, il n'est point surprenant que dans ces conditions, l'adaptation s'y montre encore sous l'aspect d'une agrégation. Sans doute à cause de la barrière que nous oppose l'Islam, cette agrégation se trouvera au Maroc très limitée, tant dans ses manifestations que dans ses effets. Il n'est cependant pas superflu d'en parler.

Pour apprécier à sa valeur cette adaptation, il est nécessaire d'en étudier en détail les divers aspects. Bornons-nous pour le moment à souligner ses caractères principaux.

Au Maroc, tout particulièrement, il faut bien reconnaître que cette adaptation est tout d'abord extrêmement superficielle ; il y a bien souvent adaptation plus apparente que réelle. Ceci tient sans doute à l'inertie qu'oppose l'Islam à notre action, mais peut-être plus encore à la forte personnalité du fond berbère de la population. Ne trouve-t-on pas des grands pays musulmans qui s'ouvrent parfaitement à la culture occidentale — l'Egypte, par exemple ? L'Islam semble être pour le Berbère le moyen qui lui permettra de

rester lui-même beaucoup plus que la raison même de son opposition.

En outre, cette adaptation, qui ne s'étend guère qu'en surface, est presque exclusivement utilitaire. Dans cet effort d'accommodation, le Berbère cherche seulement ce qui peut lui être utile ou nécessaire et n'est pas le moins du monde tenté par ce qui lui paraît superflu.

Les nombreux exemples qui s'offrent à nos yeux et les témoignages de l'histoire sont d'accord pour nous persuader que vraisemblablement, cette adaptation n'est susceptible de durer qu'autant que la cause qui la provoque se maintient. Que l'indigène se retrouve livré à lui-même, et il redeviendra exactement ce qu'il était avant. Ce retour aux habitudes anciennes a été maintes fois constaté, en particulier chez les officiers indigènes lorsqu'ils prenaient leur retraite ; rien ne semblait plus subsister en eux de la culture occidentale qu'ils paraissaient pourtant avoir acquise à notre contact. Que reste-t-il par ailleurs des civilisations punique ou latine, qui furent cependant florissantes dans ces régions ? Elles ont disparu sans laisser la moindre trace : le Berbère a tout submergé. Saurons-nous avoir une action plus durable ?

Ce triple caractère, superficiel, utilitaire et temporaire se retrouve dans les différents aspects de cette adaptation, qu'il convient maintenant d'étudier en détail.

I. — L'IMITATION.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, à partir du moment où un contact s'établit entre deux cultures différentes, il se produit nécessairement un phénomène d'accommodation, qui se traduit, chaque fois, par une imita-

tion spontanée du dominant par le dominé. Cette imitation se développe d'autant plus que les raisons d'opposition sont moins nombreuses ou moins puissantes. Mais, s'il y a, de la sorte, une ébauche d'union ou plutôt d'absorption du vaincu par le vainqueur, il se produit aussi une espèce de choc en retour et l'on peut dire que, dans une certaine mesure, le vainqueur est à son tour absorbé par le vaincu, et ceci, d'une façon plus ou moins sensible, suivant qu'entre les deux cultures les dissemblances sont plus ou moins accentuées. C'est, qu'en effet, « l'imitation est régie par des lois : l'attraction va vers le semblable, ou le moins dissemblable. » Ce principe, auquel se trouve soumis ce phénomène, vient, à la fois, en expliquer la réciprocité et nous en indiquer les limites. Nous aurons donc à envisager, comme l'a fait remarquer M. René Maunier, une imitation de l'Européen par l'Indigène, ou encore « de haut en bas » et une imitation de l'Indigène par l'Européen ou « de bas en haut ».

A. — *L'imitation de « haut en bas ».*

Si nous nous bornons à envisager cette imitation de « haut en bas », au Maroc et dans la première phase de la conquête, nous lui trouvons les caractères suivants :

Elle est presque dans tous les cas spontanée et se manifeste dès les premières relations. C'est ainsi que quelques jours à peine après notre installation dans une tribu, on peut voir quelques indigènes esquisser un salut militaire quand ils rencontrent un chrétien sur leur chemin, qu'ils acceptent sans répugnance de manger le pain que nous pouvons leur offrir et que, surtout, ils s'intéressent vivement au fonctionnement des armes qu'ils voient entre nos mains et qu'ils ne connaissent pas encore. On pourrait multiplier

les exemples de cet esprit d'imitation. Cette spontanéité s'explique, d'abord, par la curiosité que notre présence provoque chez eux. Ils ne sont pas le moins du monde décidés à tout admirer, mais ils sont curieux de découvrir les secrets de notre puissance. Par la suite, il peut sembler que cette imitation se poursuive et se développe toujours spontanément ; mais, en fait, elle est due plus aux circonstances qu'au propre désir des indigènes d'imiter leurs vainqueurs. Cette imitation, que nous n'avons pas cherché à provoquer, leur est imposée par les faits, et cette servitude est pour eux une humiliation dont ils ne tardent pas à souffrir. Écoutons ce cri d'un indigène : « Sommes-nous libres d'évoquer dans un pays où les chemins de fer, les automobiles, le commerce et tout changent notre régime de vie, notre travail, notre horizon ?... »

« Sommes-nous libres d'apprendre ou de ne pas apprendre le français quand le besoin, la nécessité nous imposent, pour notre commerce, nos relations, l'étude de cette langue ?... » (Paul Odinet : *La première communion d'Abd-el-Kader*).

Les phénomènes d'imitation suggérés ou provoqués par nous sont presque toujours en petit nombre. L'indigène écoute toujours avec courtoisie nos conseils, mais se garde bien de les suivre. On peut en citer de nombreux exemples typiques. M. Augustin Bernard rapporte le trait suivant :

« Un général, en tournée dans le Sud, engagea un jour quelques chefs à se construire des maisons : ils obéirent à un conseil qu'ils considéraient comme un ordre ; quand le général passa de nouveau, les maisons étaient bâties, mais leurs habitants campaient à côté. Les chèvres avaient pris possession de la maison et montraient leurs têtes par les fenêtres. »

A Mechra bel Ksiri, dans le Gharb, nous avons vu personnellement une famille indigène franchir le Sebou à gué à moins de cent mètres du pont duquel nous nous amusions à les observer et à admirer le soin avec lequel hommes et femmes retroussaient leurs vêtements pour ne pas les mouiller.

Pendant l'hiver 26-27, l'Ouergha étant en crue, une famille entière s'est noyée en tentant de passer l'oued à gué, non loin du confluent de l'Aoulay, alors qu'un bac manœuvré par deux soldats français avait été placé à proximité de ce point pour permettre le passage.

Nous avons bien-souvent remarqué que l'indigène répugne à utiliser pour ses déplacements les pistes que nous avons établies et continue à suivre les anciens sentiers.

Et, si nous abordons le problème de l'assimilation, c'est-à-dire celui de l'imitation imposée ou plutôt « promulguée », nous nous trouvons alors en face d'un échec presque complet, du moins dans cette première phase de la conquête. L'indigène obéit, s'il ne peut pas faire autrement, mais retourne à ses anciens usages dès qu'il ne sent plus la férule du maître.

Enfin, cette imitation est limitée, tant dans ses agents que dans ses manifestations et que dans ses effets. Les enfants sont les premiers à nous faire des emprunts ; puis viennent les hommes jeunes, en commençant par ceux qui espèrent tirer un profit personnel de cette imitation ; parfois les femmes, très rarement les indigènes avancés en âge ; ceux-ci demeureront résolument hostiles et réfractaires à toute imitation. Celle-ci trouve en outre une seconde limitation dans ses manifestations comme dans ses effets, d'une part par l'adulteration qui ne manque pas de se produire — citons l'exemple de l'utilisation comme chèn-

ches (1) par les indigènes, des cache-nez ou même des serviettes de toilette qu'ils nous empruntent. D'autre part, la répugnance et la méfiance qu'ils éprouvent à l'égard des usages du « roumi » viennent, dans tous les domaines où cette imitation pourrait se développer, s'opposer à son extension. Il arrive même que cette imitation spontanée qui a pu, au début, permettre d'assez larges espoirs d'adaptation, « l'homme boit, parce qu'il est agréable, le vin de la nouveauté », marque suivant le domaine dans lequel elle s'est développée, un brusque arrêt et parfois un recul qui risquera souvent de décourager nos efforts. Et nous devons bien constater que de toute la culture que nous lui apportons, l'indigène ne conserve que ce qui lui semble susceptible de lui procurer un profit immédiat, tout en apportant le minimum de changements à ses usages anciens. Il convient d'ajouter également qu'il n'aura pas manqué de s'assimiler nos défauts sans, bien entendu, perdre aucun des siens.

Pour apprécier les effets de cette imitation comme ses limites, il est nécessaire de l'envisager dans les différents domaines où elle se manifeste. Les conséquences sont très variables suivant qu'il s'agit de l'ordre technique ou économique, de l'ordre juridique et politique, de l'ordre moral ou sentimental, enfin, de l'ordre linguistique.

C'est dans l'ordre technique et économique que l'imitation fait les plus grands progrès, car c'est dans ce domaine que l'opposition est la plus faible. Quand nous nous installons dans une tribu, les indigènes ne font aucune difficulté pour accepter d'utiliser les outils et les instruments de travail que nous leur prêtons. Au début, du moins, ils

(1) Turbans de cotonnade dont les indigènes s'entourent la tête.

cherchent à suivre à peu près convenablement les conseils que nous leur donnons, concernant leur emploi ; mais, bien souvent, lorsqu'ils se retrouvent livrés à eux-mêmes, ils les abandonnent complètement ou les utilisent d'une façon toute différente que celle qui était prévue. Une action soutenue de notre part est nécessaire pour les amener à un emploi rationnel et constant. Il en est de même pour les méthodes de culture ou simplement de travail que nous préconisons. C'est ainsi que nous avons les plus grandes difficultés à empêcher les indigènes d'abattre les arbres en y mettant le feu, à obtenir d'eux qu'ils extirpent de leurs champs les touffes de « doum » (palmier nain), etc...

« Les ouvriers en cuir de Kebbab se sont mis à fabriquer, à l'usage des Européens, des serviettes en cuir du plus heureux effet, cependant que des ouvriers en bois, travaillant simplement au couteau de poche, fabriquent, pour la même clientèle, de coquettes étagères en laurier-rose, des cadres de glace de poche, des poires à poudre, qui leur sont demandées partout.

« Notons, en passant, que malgré l'abondance de la pierre à chaux, les indigènes ne l'utilisent pas et préfèrent s'en tenir, pour leurs habitations au pisé, aux enduits de terre simple. Toutefois, à contempler chaque jour la blancheur, la solidité et la propreté de nos maisons et de nos bureaux, bien des chefs indigènes se sont décidés à nous imiter en construisant en pierre et chaux et en se servant même du plâtre pour leurs plafonds. En tout cas, de nombreux msa-kines gagnent aujourd'hui leur vie fort honorablement, en fabriquant de la chaux et du plâtre pour les bureaux de contrôle et les Européens. » (Cap. Guennoun).

Au point de vue habitat, notre action est des plus faibles. L'indigène s'obstine à vivre sous la tente ou dans ses mechtas pouilleuses et privées d'air. Ils ne cherchent pas à imiter nos modes de construction. Il se borne à améliorer son installation en adoptant certains accessoires de vie domestique ; c'est ainsi qu'il se procure une ou deux casseroles, une cuiller de métal (une seulement), une ou deux serviettes de toilette, parfois un objet mobilier dont souvent d'ailleurs il complète la décoration dans le style du pays. Après

le passage d'une troupe, il recueille soigneusement les « touques » de graisse vides qui auraient été abandonnées et les utilisent comme instruments de cuisine ou encore comme braseros, après y avoir percé quelques trous, ceci à l'imitation des soldats.

Les conditions économiques défavorables que les indigènes connaissent au début de notre occupation et en particulier la sous-alimentation dont ils sont victimes font qu'ils acceptent volontiers la nourriture que nous pouvons leur procurer, à condition toutefois qu'ils soient absolument certains de ne pas consommer du porc ; c'est ce qui explique qu'ils n'acceptent jamais les conserves de viande, pâtés, etc... et que, par contre, ils consomment très volontiers notre pain, et qu'ils se procurent sans hésitation les pâtes alimentaires dont ils font une assez grande consommation (vermicelle en particulier). Bien entendu, ils les arrangent à leur façon et il est fort peu probable que cette cuisine puisse nous convenir. Enfin, certains chez qui le sentiment religieux n'est pas très vivace ne se font pas scrupule de se procurer du vin ou des liqueurs quelconques : mais ces exemples demeurent, dans l'ensemble, peu nombreux. Les autres se contentent des sodas, de la limonade (gazouze) et les plus fortunés du Champagne, puisqu'à leurs yeux, le vin mousseux est licite, on se demande pourquoi d'ailleurs.

Ils ne modifient rien à leur habillement, n'en sentant pas le besoin. Tout au plus utilisent-ils les sacs de vivres qui pourraient tomber entre leurs mains à la façon des charbonniers de chez nous quand ils font leurs livraisons. Ce n'est que plus tard et dans les villes qu'on les verra adopter les chaussettes et les fixe-chaussettes qu'ils porteront de couleur voyante et bien apparente et que les ouvriers se mettront à porter le béret basque, coiffure sans visière qui permet les prosternations rituelles.

Les succès de l'assistance médicale chez une population déprimée par la guerre et les privations font que les indigènes acceptent avec empressement nos médicaments et nos soins. Les enfants courent après nos soldats pour leur demander de la quinine qu'ils sucent comme une friandise. Mis en confiance, les malades cherchent à se rapprocher des chrétiens et en échange de toutes les bénédictions d'Allah ou de Moulay Abd el Kader Djilani, les supplient de leur donner le « doua » (remède) guérisseur. Il est même surprenant de voir la confiance avec laquelle ils sont prêts à accepter n'importe quelle médication ; ils se montrent très amateurs de piqûres (chouker) — il nous est arrivé de le constater personnellement. Donnant un jour une piqûre de caféine à un vieillard affaibli, ce dernier se mit à en réclamer une deuxième aussitôt et, paraissant subitement réconforté, nous faisait part de projets dans lesquels ses ennemis personnels se trouvaient singulièrement mis à mal. C'est ainsi qu'un indigène d'El Mraj, chez les Beni Zeroual, n'hésita pas une seconde à nous confier son fils, épuisé par la dysenterie, pour que nous tentions sur lui une série de piqûres d'émétine, qui devaient d'ailleurs le sauver. Il arrive même que l'indigène fasse appel au chrétien pour soigner sa femme et le fasse ainsi pénétrer dans l'intimité de son foyer. A Si Lahsen Zrari, encore chez les Beni Zeroual, nous avons eu à faire, nous-même, des applications de ventouses à la jeune femme de Si Lahsen, le descendant du marabout de l'endroit. D'autre part, les tournées de vaccination que font nos médecins ne rencontrent, en général, pas de difficultés.

Il est encore un autre domaine dans lequel l'indigène adopte sans difficultés nos habitudes ; c'est en ce qui concerne l'utilisation des moyens de transport que nous mettons à sa disposition. Il a une préférence marquée pour

l'auto et sait se montrer à cet égard un voyageur particulièrement accommodant. Nous avons pu voir un jour trois femmes accepter de faire un voyage d'une centaine de kilomètres installées d'une façon instable et incommode sur un chargement de poteaux télégraphiques que transportait un lourd camion, n'arrivant à maintenir leur équilibre dans les virages qu'en se cramponnant sérieusement aux cordes de brêlage du chargement. Par contre, nous avons déjà signalé que les indigènes n'utilisent guère, pour leurs déplacements à pied ou à cheval, les pistes que nous traçons ; il faut reconnaître, il est vrai, qu'en les suivant, ils allongeraient souvent leurs parcours.

Mais le domaine dans lequel l'esprit d'imitation s'est le plus développé, c'est sans conteste en ce qui concerne l'armement et les méthodes de combat. Le plus riche cadeau que l'on puisse faire à un indigène, c'est une arme à tir rapide. Ils en offrent d'ailleurs un prix relativement élevé. Ils apprennent avec une rapidité incroyable à se servir de nos fusils-mitrailleurs, mitrailleuses et même canons. Quoique ne sachant pas, en général, utiliser les appareils de pointage, ils s'en servent avec une adresse qui peut nous faire réfléchir. Ils ont su remarquablement apprécier la puissance du feu des armes modernes et utilisent le terrain mieux que nos soldats. Ils savent, avec de vieilles boîtes de conserves, fabriquer des grenades non moins redoutables que les nôtres. Ils savent aussi organiser le terrain en vue de sa défense et le couvrir d'un réseau de tranchées et de boyaux qui rappellent ceux de la guerre. En 1926, au cours des opérations qui amenèrent, grâce à une remarquable manœuvre d'encerclement, la chute du massif du Bitane, un bataillon de tirailleurs occupa par surprise toute une ligne de tranchées. L'organisation était en tous points remarquable ; postes de guet, postes de combat, nids de

mitrailleuses, abris, rien n'y manquait. En outre, le tracé épousait de façon très judicieuse les formes du terrain. Pris à revers, l'ennemi l'avait heureusement abandonnée, presque sans combat. Un retardataire avait été fait prisonnier. Un commandant de compagnie, surpris de se trouver en présence d'une telle organisation, et persuadé qu'un Européen en devait être le créateur, demanda au prisonnier qui leur avait montré à faire un pareil travail. La question parut surprendre l'indigène, et il répondit sans hésitation : « Nous n'avons eu besoin de personne ; vous nous l'avez appris vous-mêmes. J'ai été sergent chez vous pendant votre guerre contre les Allemands. » Comme un certain nombre de ses compatriotes, cet indigène était venu s'engager chez nous pour la durée de la guerre, et les leçons qu'il avait reçues lui avaient singulièrement profité.

C'est dans l'ordre linguistique que cette imitation se développe ensuite. Les besoins des affaires qu'ils font avec nous les amènent à apprendre quelques mots de notre langue. Ils tendent, comme les tirailleurs, à les déformer, à les arabiser et c'est ainsi que naît le « sabir » nord-africain. Il semble que les premiers mots qu'ils retiennent soient ceux qui désignent les divers échelons de la hiérarchie militaire : « el Fisian » pour l'officier ; « el cobtan » pour le capitaine ; « el coronar » pour le colonel ; « el djininar » pour le général. Enfin, ils retiennent également très vite les mots suivants : « el buro », qui désigne le bureau des A. I. ; « toumobil » pour l'auto. Les enfants se montrent particulièrement curieux de notre langue. Très vite, ils apprennent à dire quelques mots, auprès de nos soldats, qu'ils répètent ensuite avec fierté au passage des officiers. Dans cet ordre d'idées, il suffirait d'un faible effort d'organisation pour assurer par l'armée la diffusion de notre langue et, par ce véhicule, celle de notre culture. Cette possibilité

d'action de nos soldats ne paraît pas avoir été suffisamment exploitée. Certains chefs ont créé avec succès des écoles de fortune en pays berbère. Ces mesures seraient à généraliser si l'on redoute que le « fqih » arabe prenne une place que nous n'occupons pas et achève d'islamiser la population. « Au temps de la siba, le Berbère vivait, en quelque sorte, en vase clos dans sa tribu d'origine : ses seules « relations normales avec les citadins s'exerçaient par le « pillage des voyageurs. Actuellement, la nécessité de vendre et d'acheter aux gens des villes qui circulent librement et sans danger dans les campagnes naguère infestées de bandits, contraind le Berbère à connaître la langue et même, pour n'être pas dupe dans les contrats, l'écriture arabe.

« La religion musulmane suit naturellement. Elle est la religion qui est la plus proche dans l'espace et la plus proche aussi dans le domaine moral. »

Dans l'ordre juridique et politique, l'imitation se fait de moins en moins sensible. C'est qu'ici, nous nous heurtons à une opposition beaucoup plus sérieuse. Il nous arrive alors d'être obligés d'imposer notre façon de faire avec toutes les incertitudes que l'emploi d'une pareille méthode entraîne pour l'avenir. Et cependant, nous sommes au Maroc, en pays de protectorat. Nous ne cherchons pas à substituer nos propres méthodes et notre organisation aux méthodes et à l'organisation indigènes. Il nous faut pourtant agir : faire disparaître les abus, organiser la justice souvent inexistante, améliorer et parfois réorganiser complètement l'organisation politique et administrative, préciser les pouvoirs des chefs indigènes et ceux des « djemaa » berbères, veiller à une équitable répartition des charges publiques. Enfin, tout en respectant les bases des institutions indigènes, les néces-

sités de notre contrôle nous amènent à simplifier et à unifier.

Il n'y a pas ici, à proprement parler, imitation du vainqueur par le vaincu. Il y a simplement acceptation par le vaincu d'un certain nombre de réformes sans substitution des institutions du vainqueur. Mais ce programme réduit ne se réalise pas sans rencontrer de nombreuses résistances, que nous avons déjà signalées (p. 184 et seq.).

Les résultats ne sont pourtant pas négligeables. Il est incontestable que les abus sont sensiblement réduits, la justice est mieux rendue, la police plus assurée, tant du moins que le contact est maintenu étroitement entre les chefs indigènes et nos autorités de contrôle, ce qui est toujours le cas au début de l'occupation. En outre, nos officiers provoquent des conférences où se réunissent les notables de tribus différentes et où des efforts sont faits pour assurer, dans une certaine mesure, l'unification des coutumes (p. 156 et seq.). Dans la tribu elle-même l'orf fait l'objet d'une véritable codification à l'occasion de laquelle nos officiers déploient toute leur adresse pour en faire disparaître les dispositions qui seraient contraires à notre conception de l'ordre public. Ordre public qui n'est pas et ne doit pas être l'ordre public métropolitain, mais qui, respectant les règles essentielles du droit naturel, est adapté au degré d'évolution de la population qu'il intéresse. Nos officiers des A. I. sont, en somme, les véritables « légistes » de l'Empire Fortuné.

Cette imitation, toute limitée qu'elle soit, semble donner des résultats suffisants, et il ne semble pas opportun de vouloir exiger des progrès plus rapides. N'oublions pas que « nos sujets sont plus férus d'adopter nos produits que d'accepter nos mœurs et d'observer nos lois. » Si notre

action sait rester soutenue, sans brusquerie hâtive et maladroite, comme sans défaillance, l'esprit de nos institutions, du moins, pénétrera les institutions indigènes, un grand pas se trouvera franchi. C'est alors, mais alors seulement, qu'on pourra peut-être parler d'une véritable assimilation.

C'est surtout dans l'ordre moral et sentimental, et plus particulièrement dans l'ordre religieux, que les exemples d'imitation se font les plus rares.

Il serait d'ailleurs difficile qu'il en soit autrement. La grande majorité de nos troupes d'occupation est presque exclusivement composée de troupes arabes et, partant, musulmanes elles-mêmes. On ne peut raisonnablement songer à transformer par ailleurs nos légionnaires et nos « joyeux » en propagateurs de la foi. Les exemples sont, la plupart du temps, déplorables, tant au point de vue religieux qu'au point de vue moral. Seuls, des officiers ou des missionnaires seraient susceptibles d'une certaine action dans ce domaine. Mais, d'un côté, les missionnaires sont en tout petit nombre, et des échecs certainement, des ordres peut-être, sont venus tarir chez eux toute tentative de prosélytisme et ils n'ont, du moins au début, que très peu de contact avec les indigènes.

D'un autre côté, nos officiers ne cherchent pas à avoir la moindre action dans ce sens. Leur attitude, toute négative, vient au contraire renforcer dans l'esprit des indigènes le sentiment de la supériorité de l'Islam et rend par conséquent les conversions encore plus difficiles.

Ces conversions sont donc exceptionnelles et il faut reconnaître qu'elles n'ont pas toujours donné de bons résultats. La situation du nouveau converti est des moins enviables ; il se trouve, du fait de son abandon de l'Islam, rejeté par tous ceux de sa race et contraint à une francisation com-

plète. Si cette séparation lui paraît trop pénible, il apostasiera pour la deuxième fois et sombrera dans le doute le plus grand ou se montrera alors parmi les plus farouches sectateurs de Mahomet.

Il semble cependant, qu'à cet égard, notre souci de respecter les croyances des indigènes nous ait entraînés peut-être un peu loin. Nous avons tenu à éviter scrupuleusement toute tentative de propagation de la foi chrétienne et ainsi, nous avons facilité l'affermissement de l'Islam. Or, il est à craindre que tout développement de l'Islam ne soit défavorable à nos intérêts. C'est une opinion soutenue par de nombreux esprits, qui s'étonnent que nos soldats indigènes trouvent plus de facilités pour remplir leurs devoirs religieux que leurs camarades français ; il s'est même trouvé de rencontrer des officiers qui se préoccupaient de la façon dont leurs soldats musulmans s'acquittaient de ces devoirs (le carême en particulier), ce qui faisait dire à leurs hommes qu'ils étaient « kif em messlem » (comparables aux musulmans). De Foucault affirmait que nous ne pourrions rester au milieu d'eux si nous nous obstinions à ne pas vouloir en faire des chrétiens. Si nous estimons qu'il ne nous est pas permis de faire le moindre prosélytisme, il est peut-être sage, disent certains, d'observer une stricte neutralité. Que ceux qui croient se gardent bien de se diminuer aux yeux des indigènes en évitant de témoigner leur attachement à la foi de leurs pères. Bien au contraire, s'ils savent lier leur conduite à leurs principes, ils ne tarderont pas à acquérir une réelle estime des indigènes et ceux-ci, jugeant les chrétiens sur ce qu'ils sont véritablement, verront peut-être la répulsion qu'ils éprouvent à leur égard décroître progressivement.

C'est cette estime qui les rapprochera de nous et nous

permettra la réalisation de cette conquête des cœurs, sans laquelle il n'est point de véritable et durable conquête. Les anciens conquérants le savaient, qui liaient étroitement ces deux concepts de conquête et de conversion, n'hésitant pas d'ailleurs à imposer cette dernière par la puissance de leurs armes. L'Islam n'eut pas d'autre méthode à l'égard du peuple berbère, qui fut autrefois chrétien. Rappelons-nous que toutes les grandes conquêtes de l'histoire qui surent durer, entraînèrent la disparition des croyances du peuple conquis ou furent accompagnées d'un phénomène de syncrétisme. Il ne s'agit pas de se payer de mots, il s'agit de savoir si nous voulons durer.

Restant éloignés de nous dans l'ordre religieux, il n'est pas surprenant que les indigènes restent également très loin de nous au point de vue moral. Il semble bien que la seule notion à laquelle ils aient paru sensibles est celle de la justice que nous cherchons à faire régner. Ils lui rendent hommage sans réticences, mais se sentent à peu près incapables de nous imiter dans cette voie.

Dans l'ordre sentimental, ils font assez souvent illusion, et l'on pourrait être tenté de les croire assez près de nous, mais ce n'est chez eux que savoir-vivre ou opportunisme. Nous serions en réalité effrayés, s'il nous était possible à tout moment de deviner le fond de leur pensée.

Il faut donc constater que dans cet aspect de l'adaptation, l'imitation de « haut en bas », les résultats sont bien superficiels. Ils seraient peut-être même décourageants si nous n'avions l'exemple tout proche de notre Algérie qui nous incite à nous montrer persévérants.

B. — *L'imitation de « bas en haut ».*

« J'avais d'abord l'intention de vous franciser, mais je

« trouve bien plus doux de me bédouiniser ». Ce sont les termes qu'une gravure du siècle dernier plaçait dans la bouche d'un soldat de l'armée d'Afrique s'adressant à un indigène. C'est ainsi qu'on a pu parler de l'absorption des conquérants par les conquis. Il faut reconnaître que peu d'individus échappent à cette emprise du milieu, à ce choc en retour de la conquête. Si, au fond, cette imitation demeure en général plus superficielle que l'imitation de « haut en bas », encore que, dans certains domaines, elle sache laisser des traces durables, ses manifestations sont suffisamment nombreuses pour retenir l'attention.

Cette action de l'indigène est particulièrement sensible sur les troupes françaises d'occupation et leurs cadres. Ces groupes d'hommes jeunes et partant plus perméables aux actions extérieures, séparés de leurs familles, éloignés des villes, vivant constamment au milieu des indigènes, ne tardent pas à faire à ces derniers de nombreux emprunts. Le climat, le genre de vie, leur isolement surtout chez ceux qui sont dans des régiments de tirailleurs indigènes, et « les petites épouses » sont autant de facteurs qui auront tendance à « bédouiniser » nos soldats et aussi leurs chefs.

Cette imitation de « bas en haut » qui, dans le cas qui nous intéresse, est toujours et uniquement spontanée, se produit comme l'imitation « de haut en bas » dans l'ordre technique, linguistique, juridique et religieux.

C'est par l'adoption du vêtement qu'elle se manifeste d'abord en général. Nos soldats sont munis de « chèches » et de « chéchias ». Les cavaliers et un grand nombre d'officiers se drapent dans un « burnous ». Les vareuses de toile ne tardent pas à être remplacées par d'amples « gandourahs ». Au repos, les pantoufles ou les espadrilles font place aux traditionnelles « belras » de cuir jaune qui, au

début du moins, rendent la marche de leurs porteurs singulièrement hésitante dans la crainte qu'ils ont de les perdre à chaque pas. Certaines unités, les groupes francs en particulier, adoptent l'habillement indigène presque complet et portent l'épaisse djellaba de laine rayée.

Il est en outre de très bon ton de laisser pousser sa barbe et de la tailler à « la marocaine » ; certains n'hésitent pas même à se raser le crâne comme les indigènes et il nous est arrivé de rencontrer, dans le bled, des Français qui avaient, par plaisanterie, poussé le souci de l'adaptation jusqu'à ne laisser subsister de leur chevelure que la mèche qui devait permettre aux anges d'Allah de les emporter à leur mort dans le paradis des « croyants ».

L'imitation, qui se traduit dans le vêtement, se traduit aussi dans l'attitude. Entre eux, nos officiers, nos soldats adoptent en partie le code du savoir-vivre des indigènes ; les gestes se font plus rares, on se salue l'index aux lèvres, on cherche à témoigner moins d'agitation, on s'habitue à rester de longs moments accroupi, ce qui n'est pas un mince mérite. On se déplace avec la grave dignité qui convient à celui qui a le pouvoir et on arrive même à se laisser baiser les mains ou le genou avec un naturel que nous envieraient des comédiens.

C'est dans l'ordre technique que cette imitation se fait également sentir. Sans doute, nous n'adoptons pas les procédés de fabrication indigène, mais nous aimons à nous entourer des produits de son industrie. Chaque fois que cela lui est possible, l'officier décore son intérieur à l'indigène : tapis de haute laine, tables de Mogador ou de Salé, coussins de cuir de Meknès, broderies et poteries de Fès, plateaux de cuivre, armes anciennes finement travaillées,

etc., etc..., et l'encens n'est pas oublié dans le brûle-parfum de cuivre ajouré.

L'alimentation indigène est adoptée en partie ; les conquérants se régalaient de thé à la menthe, de cousscouss, de méchoui. Si l'on ajoute que, dans certains cas, des officiers cherchent à se loger dans des constructions indigènes, on voit quelle ampleur cette imitation peut prendre dans l'ordre pratique.

Dans l'ordre linguistique, elle ne tarde pas non plus à se manifester. Les conquérants empruntent aux indigènes toute une série de mots et d'expressions qu'ils ramèneront bien souvent à leur retour en France. On pourrait en dresser une liste déjà fort honorable. Citons, par exemple, parmi les mots consacrés aux formules de politesse : « labess », « besslama », « abdullah », ou encore des qualificatifs tels que « hassani », au sens péjoratif, sans oublier non plus ces deux expressions, chères aux oreilles musulmanes, de « mektoub » et de « inch'Allah ». Le plus curieux est que certaines de ces expressions finiront par être adoptées par des Français qui n'ont jamais mis le pied en terre d'Islam. C'est ainsi qu'un adjudant-chef de retour en France, après un assez long séjour au Maroc, employait d'une façon systématique les mots « ma narf chi » pour dire « je ne sais pas ». Ses hommes, trouvant cette expression originale, la firent leur, mais n'en comprenant pas le sens, ils l'employaient à tout propos en guise d'exclamation.

Enfin, un nombre assez élevé, quoique encore trop restreint, d'officiers, de sous-officiers, voire même de soldats, se mettent à apprendre la langue du pays d'une façon complète et savent, grâce à cette connaissance, avoir sur les indigènes une action beaucoup plus profonde.

Dans l'ordre politique et juridique, il va de soi que les

exemples d'imitation de « bas en haut » sont très rares. Il s'en trouve cependant, acquisitions dont il ne convient pas de se louer en général et qui demeurent d'ailleurs des cas aberrants.

Par contre, dans l'ordre religieux, l'influence indigène est beaucoup plus nette et se manifeste d'une façon très originale. L'isolement au milieu des indigènes, le charme superficiel de l'Islam, si souvent dénoncé, le reproche discret que sera, pour le croyant, l'absence de tout respect humain chez ces infidèles, sont autant de raisons qui amènent le Français expatrié à penser aux choses de Dieu. C'est Paul Odinet qui nous rappelle que dans ce « pays brûlant, « aux grands déserts de sable où l'eau coule en de rares « oasis », l'homme, « seul devant l'espace infini, sous le « ciel implacable, doit songer à l'éternité où il doit ménager ses mouvements, ses paroles et contempler plus « qu'agir ». C'est en Afrique que se sont décidées les vocations d'un Père de Foucauld ou d'un Psichari ; ils l'affirment eux-mêmes dans leurs écrits. L'appel nostalgique du muezzin qui invite les « croyants » à la prière vient troubler aussi le cœur du chrétien. Les lignes qui suivent sont extraites du journal intime d'un officier chef d'un poste en bordure de la dissidence :

« 3 avril, 19 heures. Je suis sorti prendre l'air avant de « me mettre à table. Le soleil descend au-dessus de la mer « de nuages que nous avons pu admirer toute la journée...

« Et voilà que soudain, alors que rosissent davantage les « versants ombrés des vagues, une prière chantée s'élève, « un hymne à la divinité.

« Il n'y a de Dieu que Dieu ! »

« La illah ha il Allah !

« En même temps, je respire une prenante odeur d'en-

« cens. Qu'elle contient donc de poésie cette prière musul-
« mane qu'adressent, au « Maître des mondes », quelques
« pauvres tirailleurs rassemblés dans un humble marabout
« de pierres sèches dont ils assurent eux-mêmes l'entretien.

« C'est la fin du Ramadan, un mince croissant argenté
« se dessina dans le ciel, et tes serviteurs chantent tes
« louanges et tes bienfaits, Moulay Ana.

« J'écoute, pieusement recueilli moi-même, et voilà que
« de très loin, et comme étouffés par cette vaste étendue
« cotonneuse, me parviennent d'autres appels à la prière,
« d'autres invocations :

« Allah akbar ! Oui, Dieu est grand ! et quoique chrétien,
« je m'associe à cette prière musulmane et élève mon âme
« vers la Divinité.

« J'admire ces hommes, ces soldats, les miens, qui, sans
« aucun respect humain, dans ce poste perdu du Rif, se
« rassemblent pour chanter de tout leur cœur les louanges
« du Très Haut.

« Hamdou-lillah, robb el alamin !

« Louange à Allah, le Maître des mondes !

« Toi miséricordieux et compatissant.

« Le roi du jour du jugement.

« C'est toi que nous servons. C'est toi dont nous implo-
« rons le secours ». (Lieutenant P. V., Carnet de route, inédit).

Le contact de l'Islam provoque donc chez le chrétien une sorte de retour sur lui-même et, en affinant ses propres sentiments religieux, provoque en lui un renouveau de foi. Celui qui ne croit pas se sent à son tour profondément troublé et c'est ainsi qu'on a pu voir des athées embrasser la foi chrétienne sur le sol d'Afrique, à moins que ce ne fût la foi musulmane, ce qui s'explique aussi.

Mais cette action ne se borne pas aux seuls sentiments religieux. La philosophie ou la sagesse arabe fait aussi des adeptes. Combien de Français qui ont vécu isolés au milieu des indigènes pourraient faire leurs ces mots de Du Barail : « Mon esprit avait contracté des formes de pensée arabe. »

Ce qui fait l'originalité de cette action, dans ce domaine, c'est sa durée. L'empreinte faite par l'Islam saura se maintenir de longues années après un retour à des conditions plus normales d'existence et elle viendra expliquer en partie la nostalgie de l'Orient, que conservent tous ceux qui l'ont connu.

Certains n'ont pas manqué de s'élever contre ce qu'ils ont appelé cette « dégradation » de l'homme blanc. Sans doute, il se rencontre des cas infiniment regrettables, mais ce ne sont jamais que des cas limites. A part ces quelques exceptions d'ailleurs extrêmement peu nombreuses de Français ayant poussé la « bédouinisation » jusqu'à adopter en outre les défauts des indigènes, et Dieu sait s'ils ne sont pas négligeables, les emprunts faits aux indigènes ne présentent en général pas d'inconvénients sérieux pour nous. Sans doute, ils donnent parfois aux indigènes le sentiment qu'à leur tour, ils nous « colonisent » et renforcent ainsi chez eux l'idée de leur propre supériorité, ce qui est fâcheux. Mais, dans l'ensemble, ce choc en retour présente plus d'avantages que d'inconvénients. L'essentiel n'est-il pas, en effet, de maintenir le contact ? Dans l'effort d'adaptation nécessaire pour obtenir ce but, n'est-il pas juste que nous prenions aussi notre part ? Cela nous permettra peut-être de demeurer « le peuple vainqueur ».

Cette imitation, qu'elle soit voulue ou non, qu'elle se produise de « haut en bas » ou « de bas en haut », n'est que le premier effet de la mise en contact. Par le rapproche-

ment qu'elle opère entre conquérants et conquis, par la plus juste compréhension des uns et des autres qu'elle entraîne, elle permet aux rapports d'adaptation de se développer sous la forme plus active de la « collaboration ».

II. — LA COLLABORATION.

C'est l'effet second de la mise en contact. Elle se produit rarement spontanément et ne peut se développer qu'autant que le contact est étroitement maintenu. Dans le temps, elle se présente sous deux aspects successifs : en premier lieu, sous la forme d'une collaboration nécessaire et par la suite, dans la mesure où nous avons su gagner la confiance des indigènes, sous la forme d'une collaboration volontaire.

A. — *La collaboration nécessaire.*

Quelles sont, en premier lieu, les raisons qui font que les indigènes ne peuvent éviter cette collaboration et lui valent ainsi ce qualificatif de nécessaire ?

C'est d'abord une raison de sécurité. Le fait, pour les indigènes, de se soumettre à nos armes a pour première conséquence de leur attirer l'hostilité de tous leurs frères demeurés en dissidence et décidés à continuer la lutte contre nous. Furieux, ceux-ci ne tardent pas à attaquer les nouveaux soumis et à exercer sur eux de sévères représailles. Sans doute, nous cherchons à assurer nous-mêmes la sécurité de la zone nouvellement conquise, mais il est normal que nous fassions appel pour nous aider dans cette tâche à ceux qui, en fin de compte, en seront les bénéficiaires. Ceux-ci d'ailleurs, se sentant directement intéressés, n'ont pas la moindre hésitation pour nous apporter leur concours.

C'est ensuite une raison politique. Nous ne nous substituons pas au commandement indigène, nous nous bornons à le réorganiser. C'est pourquoi les chefs et les notables nouvellement soumis se garderont bien de nous « bouder » trop longtemps, quelle que soit la rancœur qu'ils gardent de leur défaite. Soucieux de conserver sous le régime nouveau leurs pouvoirs anciens et surtout les profits qui en découlent, ils n'hésiteront pas une seconde à se faire nos collaborateurs dans ce travail de réorganisation politique que nous ne pouvons éviter. On peut donc considérer cette collaboration comme nécessaire, puisqu'elle est pour eux la condition même du maintien de leur situation.

C'est enfin une raison économique ou commerciale. Du fait du rattachement à la zone soumise du territoire d'une nouvelle tribu, les courants d'échange se trouvent, dans une certaine mesure, déplacés, de multiples problèmes vont se poser qu'il est de l'intérêt de la population de voir promptement résolus : réorganisation et police des marchés, ravitaillement, etc... C'est encore ici l'œuvre de nos officiers des A. I., mais, bien entendu, aidés dans cette tâche par la population elle-même.

Les raisons de cette collaboration à laquelle l'indigène ne peut échapper nous indiquent les domaines dans lesquels elle se rencontre.

Tout d'abord, dans le domaine militaire. Il faut reconnaître que dans ce domaine, elle n'est pas seulement imposée par les circonstances, mais que dans la plupart des cas, les conditions mêmes de cette collaboration sont nettement précisées dans les clauses de soumission fixées aux indigènes.

C'est ainsi que du jour même de leur soumission, ceux-ci sont astreints à lever un certain nombre de *partisans* par

douars pour nous aider dans la poursuite de la lutte contre les insoumis.

Les chefs et les notables indigènes assurent l'encadrement, complété pour les levées de quelque importance, par des officiers français (un officier pour deux cent cinquante à trois cents partisans). Des fusils modèle 74 et des cartouches, en compte dans les bureaux des A. I., servent à armer ces irréguliers. Les caïds, leurs khalifas et les chioukh reçoivent à titre de faveur, des armes à tir rapide dont ils sont très fiers.

Les missions que l'on peut confier à ces partisans sont les suivantes :

a) attaque par surprise de douars insoumis et razzia de leurs troupeaux. C'est le genre d'opération qui leur convient le mieux, c'est le butin en perspective. « Ramener « au douar des bœufs, des moutons, des chèvres, qui sait, « des biens pillés à l'intérieur même des tentes des insou-
« mis, si l'affaire réussit bien et qu'Allah s'est montré fa-
« vorable, ce sera la rentrée triomphale au milieu des cris
« d'allégresse des femmes, ce sera la « bombance » pendant
« plusieurs jours, ce qui ne saurait déplaire à des gens qui
« vivent ordinairement assez chichement. « Manger » le
« bien de l'ennemi, n'est-ce pas la suprême satisfaction
« pour un marocain » (Cap. Tarrit).

b) Protection des convois de ravitaillement, de blessés ou de faibles détachements sur une ligne de communication peu sûre.

c) Protection de détachements de travailleurs ouvrant des pistes.

d) Coopération au service de guet en bordure de l'insoumission, ce qui, d'ailleurs, n'a guère leurs faveurs. Ils sup-

portent encore assez volontiers ce service de jour, mais n'aiment pas à avoir à l'assurer de nuit.

e) Enfin, coopération avec un groupe mobile dans une action offensive, une opération de ravitaillement d'un poste isolé, etc...

Dans ce dernier cas, les levées sont parfois très importantes — plusieurs milliers — c'est une véritable mobilisation à laquelle il convient de procéder.

La valeur de cette collaboration est étroitement fonction de la valeur guerrière propre des partisans recrutés et de l'emploi qu'il en est fait. D'une façon générale, il convient de ne pas dédaigner cet appoint. Bien souvent, les partisans ont supporté le choc le plus rude de l'ennemi et ont évité ainsi des pertes sérieuses à nos troupes régulières. Mais il ne faut pas en conclure qu'ils sont susceptibles de remplacer ces dernières. Les partisans marchent, au contraire, d'autant mieux qu'ils se sentent davantage soutenus par une troupe solide et organisée, susceptible de les recueillir en cas d'insuccès. En général, dans les opérations de quelque importance, ils se battent de la façon suivante : Partant les premiers à l'attaque, ils se précipitent sur l'ennemi à vive allure, en criant et en tirant de tous côtés de nombreux coups de fusil, qui les excitent au combat. Si l'ennemi réagit assez peu, ils le délogent rapidement de ses positions qu'ils occupent ; il convient même d'éviter qu'ils se lancent, comme ils ont tendance à le faire, dans une poursuite folle qui compromettrait l'issue du combat. La position conquise, il importe que les troupes régulières viennent l'occuper au plus tôt, car ils sont très impressionnables et sont à peu près incapables de résister aux réactions de l'ennemi. En cas d'insuccès, ils refluent dans le plus grand désordre vers le groupe mobile, abandonnant

parfois leurs officiers. Si le combat tourne à notre désavantage, il arrive, surtout s'ils sont d'une tribu dont une partie est encore en dissidence, qu'ils passent dans les rangs ennemis, ce qui ajoute encore à la confusion, car en l'absence d'uniformes, rien ne ressemble plus à un dissident qu'un partisan. Le commandement de ces groupes de partisans est donc extrêmement délicat. Il est confié aux officiers des A. I., qui sont les plus aptes à l'exercer. En outre, ils ont l'avantage de connaître personnellement les chefs indigènes et d'être connus des partisans eux-mêmes. Pour ne pas laisser nos officiers seuls au milieu de cette foule de guerriers qui ignorent toute discipline, on leur adjoint une petite escorte de goumiers qui, conservés bien en mains, constituent pour l'officier qui commande le groupe de partisans une sorte de « garde du corps », en même temps qu'une réserve susceptible de rétablir une situation compromise ou d'enrayer un début de panique.

Certaines grandes tribus nomades sont utilisées d'une façon plus particulière. Il ne s'agit plus ici d'une levée de partisans, mais plutôt d'une mobilisation ou d'une militarisation permanente de la tribu toute entière. C'est ainsi que les « Chaamba » sont utilisés pour assurer la police du Sahara. « Ils nomadisent aujourd'hui comme ils le feraient si nous n'étions pas dans le pays... ; avec ces troupes, on fait la police et on assure la sécurité des convois destinés au ravitaillement des postes beaucoup mieux qu'en les escortant » (Augustin Bernard).

On songe actuellement à utiliser de cette façon les Aït Atta du Sud-Marocain nouvellement soumis, en leur confiant la police du Sahara occidental.

Outre les avantages d'ordre purement militaire que nous procure cette collaboration, elle a encore pour effet de mul-

tiplier les points de contact entre les indigènes et nos officiers. « Ils apprécient à leur juste valeur le calme et le courage des officiers qui les ont conduits au feu, la science qu'ils ont déployée dans la bataille. Cette camaraderie de combat les rapproche du « hakem » ; ils le respectent, ils l'aiment ; pendant longtemps encore, lui seul sera l'homme qui ordonne, qui commande, qui mène au combat au besoin, et cela, pour le plus grand profit de la pacification, partant de la civilisation » (Cap. Tarrit).

Dans le domaine politique et administratif, cette collaboration est le fait de deux éléments de la population. En premier lieu, les chefs, soucieux comme nous l'avons indiqué, de conserver leur situation, se transforment, dans une certaine mesure, en véritables fonctionnaires. Tenant leurs pouvoirs et, de ce fait, souvent leur fortune du Sultan, par l'intermédiaire de nos officiers des A. I., on les trouve, en général, toujours prêts à imposer à leurs administrés les réformes ou plutôt les améliorations que nous cherchons à apporter à leurs institutions, tout en respectant d'ailleurs l'esprit. En second lieu, ceux qui, avant notre arrivée, avaient eu à se plaindre des exactions de leurs caïds, nous accueillent comme des sauveurs. Cherchant en nous un appui contre leurs chefs qui les opprimaient, ils sont prêts à collaborer avec nous pour être plus assurés encore de notre protection. C'est ce qui s'est produit d'une façon particulièrement nette dans la région de Ouarzazat où l'indigène, lassé de la tutelle des « Grands Caïds » qui pesait trop lourdement sur lui, nous a permis, par sa collaboration spontanée, une pénétration presque entièrement pacifique. Le personnel du bureau aura un recrutement aussi large que facile. Informateurs, « rekkas » (courriers), jardiniers, serviteurs de toute sorte et des deux sexes, ne

manquent pas à l'officier qui vient s'installer. Quand toutes les places sont prises au bureau des A. I., ceux que le sort n'a pas favorisés se rapprochent des postes de troupe et cherchent à attirer l'attention sur eux en s'offrant à rendre de menus services à la garnison contre une modique rétribution.

Enfin, l'apurement de la situation juridique du sol, auquel vont travailler nos officiers des A. I., entraîne nécessairement la collaboration de tous ceux (collectivités ou individus) qui, possédant ou prétendant posséder quelques biens, sont soucieux de voir confirmer leurs droits ou leurs prétentions.

D'une façon générale, et sous réserve des difficultés signalées dans le chapitre qui traite de l'opposition (voir p. 184), les exemples de collaboration sont assez nombreux en tout ce qui concerne le statut des personnes et des biens, en particulier dans l'ordre judiciaire civil, en ce qui concerne les litiges de statut personnel et successoraux.

Il n'en est plus de même, par contre, dans le domaine de la justice criminelle. La recherche de l'auteur d'un crime en tribu est toujours extrêmement délicate, nos officiers de police judiciaire se heurtant à une véritable conspiration du silence.

Cette collaboration nécessaire apparaît aussi dans le domaine économique, parce que la misère et quelquefois la faim même les poussent à se rapprocher de nous. Un exemple typique de cette collaboration dans l'ordre économique nous est encore fourni par l'histoire de notre pénétration récente dans le Sud. Nous savons que la politique qui y fut suivie fut la « politique de la route » (p. 97). La main-d'œuvre nécessaire à la construction des pistes qui précéda notre occupation fut presque entièrement

fournie par la population des régions traversées. Ce fut le premier mode d'attirance. Les indigènes ruinés par la « politique financière des grands caïds » furent poussés vers nous par l'intérêt : recevoir de l'argent.

Dans ce domaine, la collaboration, tout en étant rétribuée, est quelquefois imposée par l'autorité de contrôle. On se trouve alors en face d'une véritable réquisition, d'un impôt en nature. Ceci se produit surtout quand l'occupation du terrain étant achevée, il importe de créer rapidement tout ce qui est nécessaire pour son maintien : pistes, constructions de bâtiments, etc...

Quel que soit le domaine dans lequel elle se développe, il faut bien cependant reconnaître que cette collaboration est due plus à la nécessité qu'à la confiance. Le contact ne sera assuré d'une réelle durée que lorsque cette collaboration se développera dans une atmosphère de mutuelle compréhension, sinon de sympathie, le jour où cette collaboration, de nécessaire, deviendra véritablement volontaire.

B. — *La collaboration volontaire.*

C'est le signe certain du succès de la pacification, la première manifestation d'une adaptation qui ne demeure pas superficielle. Toute trace d'opposition s'est évanouie ; l'indigène ne se borne pas à tolérer la présence du chrétien, il l'aide à affirmer sa puissance, et cela sans qu'il n'y ait rien qui l'y contraigne.

Sans doute, cette collaboration reste, dans la plupart des cas, intéressée, du moins au début ; le contraire ne serait guère conforme à la mentalité indigène, le mot « *fabor* » n'est-il pas le premier mot arabe qui vienne frapper les oreilles chrétiennes au débarquement en terre d'Islam. Mais elle n'a plus, cette fois, le caractère de contrainte de

la part du conquérant. L'indigène accepte de travailler avec nous et pour nous, d'abord parce que cela lui plaît ; il cède volontiers à l'attraction que nous exerçons sur lui ; ensuite, parce qu'il a confiance dans la durée de notre installation, dans nos méthodes, dans notre justice, notre équité.

Mais cette collaboration, basée sur la confiance, porte en elle le propre germe de sa destruction. Qu'un échec militaire ou politique se produise, qu'une maladresse soit commise, que la justice soit mal rendue ou, plus simplement, que notre politique témoigne de quelque hésitation ou soit marquée d'incertitude, la confiance disparaît, les esprits sont troublés, inquiets, et les abandons ne tardent pas à se produire. Cette collaboration est essentiellement fragile et ne durera qu'autant que nous saurons la maintenir.

Elle est encore strictement personnelle, elle ne sera pas le fait d'une tribu ni d'un douar, ni même d'une famille, mais d'individus, considérés isolément, et dont nous aurons su capter la confiance. Elle ne sera d'ailleurs vraiment sincère que dans la mesure où l'esprit religieux se sera affaibli. Le vrai croyant ne peut en supporter l'idée.

« Il n'y a pas d'action plus blâmable sur la terre que celle de servir les infidèles. Rappelez-vous que le monde, c'est la prison du croyant et le paradis de l'impie ; n'en demandez donc que ce qui convient au passage d'un simple voyageur, et n'allez pas, chaque jour, avilir votre religion en secouant le joug des lois divines et en vous rangeant sous le drapeau des chrétiens » (Gal Daumas.)

Il est arrivé cependant que des chefs religieux importants aient accepté de collaborer avec nous et aient même loyalement soutenu notre cause ; citons, par exemple, l'attitude du chérif Derkaoui des Beni Zeroual. Il semble qu'il faille y voir, en même temps qu'une soumission complète,

aux décrets de la Providence, un certain opportunisme. Nombreux sont ceux qui, se rendant compte de l'inutilité de la résistance et profondément attristés par les misères et les ruines entraînées par les luttes continuelles, n'hésitent pas à souhaiter et à faciliter notre venue pour assurer à leurs correligionnaires la paix qui leur est nécessaire. Mais il paraît vraisemblable qu'ils souffrent profondément, au fond de leur cœur, de cette soumission apparente aux ennemis de leur foi.

C'est encore ici, dans le domaine militaire, que cette collaboration se manifeste le plus. L'indigène sous-alimenté, mal vêtu, vivant pauvrement au jour le jour, est séduit par les avantages que lui procurent son engagement sous nos drapeaux : Nourriture, habillement et logement assurés, salaire fixe et régulier. Suivant l'attachement qu'il conserve pour ses habitudes ancestrales, il se fait mokhazni, gommier ou soldat. C'est comme mokhazni qu'il sera le moins dépaycé. Restant au milieu de sa tribu et même de sa famille, s'engageant par simple acquiescement et sans conditions de durée, conservant son cheval, il garde l'illusion d'une certaine indépendance. Les engagements sont fréquents chez les soumis de fraîche date. N'ayant plus d'argent, souvent plus de cheptel, ils sont assurés de pourvoir ainsi aux besoins de leurs familles. Ils touchent une solde d'environ 7 fr. 50 par jour et une certaine quantité de vivres (farine, sucre, café, sel). Mais ils se livrent souvent, en outre, à un commerce très profitable avec les insoumis eux-mêmes. C'est ainsi qu'ils achètent à fort bon compte, les animaux que ceux-ci ne peuvent plus nourrir, pour les revendre avec une marge appréciable de bénéfices. Comme gommier, il sentira déjà davantage le poids de la discipline militaire ; il quitte sa tribu, porte un uniforme et est lié

par un engagement de quelques années. Cependant, vivant en « smalas », il peut encore conserver la plupart de ses habitudes. Comme soldat, spahi ou tirailleur, il tendra alors à imiter de plus en plus les chefs chrétiens sous les ordres desquels il se trouve placé. Il apprend le français, boit du vin, néglige souvent les pieuses pratiques de sa religion et s'attire par là même le mépris du vrai croyant. Si le chef sait inspirer confiance, cette collaboration provoquée par l'intérêt et l'attrait qu'exerce sur l'indigène le métier des armes sera de plus en plus complète, et ne tardera pas à faire place à un entier dévouement, pouvant aller jusqu'au sacrifice. Il n'est pas un officier de notre armée d'Afrique qui ne puisse en citer de nombreux exemples. Mais il faut bien remarquer cependant que cet attachement de l'indigène demeure toujours purement personnel ; il sert, il ren-gage, il se bat, il se fait tuer pour « son chef », son lieutenant ou son capitaine. Il n'est pas absolument certain qu'il accepte le même sacrifice pour un autre. On saisit ici l'inconvénient grave qu'il y a à relever trop fréquemment les cadres des régiments de nos troupes d'Afrique.

Mokhaznis, goumiers, spahis ou tirailleurs ne se contentent pas de se battre pour nous, ils sont les meilleurs propagandistes de notre cause, des missionnaires bénévoles et infatigables. Parlant la langue du pays et suivant le même culte, ils se font avec rapidité des relations partout où ils passent et ne manquent pas de vanter aux indigènes inquiets qui les écoutent les multiples qualités de leurs chefs français, la puissance de la France, le nombre « illimité » de ses soldats, la puissance de leur armement, et pour ceux qui ont séjourné en France, la richesse de nos villes et de nos campagnes. Il nous est arrivé plusieurs fois de surprendre de ces conversations et de pouvoir apprécier ainsi

toute la valeur d'apostolat que représentait plus ou moins consciemment notre armée indigène.

C'est ainsi que du domaine militaire, nous passons insensiblement dans le domaine politique. Quand les indigènes se rendent compte que le but que nous visons est l'instauration d'un régime d'ordre et de paix, que nous ne cherchons pas à les frustrer de leurs biens et que, d'un autre côté, nous sommes bien décidés à nous installer d'une façon définitive au milieu d'eux, ils n'hésitent pas à nous apporter leur active collaboration. Le jour où les chefs indigènes sont bien persuadés qu'à l'imitation des anciennes méhallas makhzen ou d'exemples plus récents que nous offre certaine puissance européenne, nous ne nous bornerons pas à lever un impôt pour les abandonner ensuite à la vengeance de leurs frères restés dans l'opposition, ils sont prêts à lier leur fortune à la nôtre. Mais il ne faut pas s'étonner que, dans ces conditions, cette collaboration ne soit pas spontanée ; ils prennent le temps de la réflexion et pèsent sérieusement le pour et le contre avant de s'associer ainsi avec nous. Nous avons pu apprécier cet état d'esprit de certains chefs indigènes en 1927 dans la partie nord des Beni Zeroual. Cette région s'était soumise à nous au cours de l'été 1926 et connaissait le calme le plus complet. En bordure de cette tribu, mais en zone espagnole, une agitation encore assez vive demeurait. Les Beni Khaled et les Ktaama en dissidence, livraient aux Espagnols et aux tribus soumises de leur zone des combats assez nombreux et violents. Rarement, ils se risquaient à franchir la frontière pour s'en prendre à nos soumis, les Beni Zeroual. Mais furieux de leur passivité, ils ne devaient certes pas manquer de leur reprocher leur attitude et leur soumission, et cela, d'autant plus qu'un certain nombre de Beni Zeroual irréductibles,

en particulier du village de Zghariine, étaient venus se réfugier au milieu d'eux. On ne devait qu'à l'intelligente activité des Affaires Indigènes, à la garde vigilante de nos postes et aussi au prestige dont, au lendemain de la défaite d'Abd-el-Krim, jouissait notre force, que les attentats ne fussent plus fréquents. Cependant, certains chefs ne semblaient pas avoir en nous une confiance bien assurée et ne nous accordaient leur collaboration que dans la mesure où ils ne pouvaient pas l'éviter. Au cours d'une conversation avec l'un d'eux, nous eûmes l'explication de cette attitude. Cette zone, quoique incontestablement de notre ressort, était, et est peut-être encore, revendiquée par le gouvernement espagnol. Les indigènes le savaient et étaient persuadés, sans doute par des émissaires intéressés, de notre prochain départ. Bien souvent, ils y avaient fait allusion sans nous en donner la raison. Un jour, un chef nous fit la déclaration suivante : « Peux-tu nous assurer que vous, les « Français, vous resterez toujours chez nous ? — et comme nous répondions par l'affirmative, pour ne pas laisser un doute fâcheux subsister dans son esprit, l'indigène reprit : « Parce que nous sommes persuadés, vois-tu, que vous nous « abandonnerez bientôt pour laisser la place aux Espagnols « dont nous ne voulons pas. Alors nous repartirions en dissidence. » Un silence suivit ces paroles ; le vieux chef indigène songeait sans doute à ceux qui, de l'autre côté de la Seghina qui marque la frontière, continuaient la lutte et se reprochait peut-être de ne pas se trouver au milieu d'eux. Au contraire, quand ils se sentent certains de notre appui constant, ils nous apportent leur collaboration sans réserve. Il suffit, pour s'en convaincre, de citer les noms de ces chefs, aussi courageux guerriers qu'habiles politiques que sont, par exemple, le caïd Medboh, Amar Hamidou ou

encore les fils de Moha ou Hammou, qui ne craignaient pas de combattre dans nos rangs contre leur père, et parmi eux, l'intrépide Bouazza, qui fut tué à notre service en 1923.

Mais, plus encore que la collaboration des chefs indigènes, il convient de citer celle, souvent plus précieuse, que nous apportent les « informateurs ».

Leur dévouement n'est pas, évidemment, à l'abri de tout soupçon, et leur sincérité n'est pas exempte de reproches. Il faut, comme l'écrit le Capitaine Guennoun, savoir les utiliser.

Etant, en général, d'une tribu dissidente ou insoumise, ils nous tiennent au courant de tout ce qui se décide ou se prépare chez leurs frères.

Il faudrait citer toutes les pages si intéressantes que le Capitaine Guennoun consacre, dans son livre : « La montagne berbère » à ces collaborateurs de tout premier ordre.

Sans doute, ils cherchent, avant tout, à gagner de l'argent. Mais les risques auxquels ils s'exposent, les fatigues qu'ils doivent endurer, l'intelligence, l'adresse et le courage dont ils se trouvent obligés de faire preuve leur méritent bien notre admiration.

Malheureusement, les bons informateurs sont rares. Souvent connus en dissidence, ils se trouvent « dans l'obligation, pour échapper à la mort, de donner autant et plus de renseignements à leurs frères de la montagne, qu'à nous-mêmes, et en tout cas, de ne rien nous dire qui soit de nature à les compromettre gravement aux yeux des leurs. »

Il nous faut citer aussi la collaboration que nous apportent spontanément les parents des soumis qui peuvent se trouver autour de nos postes, ainsi que les familles des mokhaznis et des goumiers et principalement les femmes,

volontiers bavardes. La collaboration de tous ces indigènes est « certainement des plus précieuses, car ils sont toujours « de bonne foi, mais comme ils ont une haute opinion de « notre force, ils peuvent nous entraîner dans des affaires « fort regrettables. Leurs suggestions doivent donc toujours « être examinées avec sang-froid et prudence, sinon contrô- « lées par un auxiliaire averti » (Cap. Guennoun).

Cette collaboration volontaire est moins immédiate et moins nette dans l'ordre juridique et économique. Mais on peut dire qu'elle existe en puissance et que les indigènes nous l'apportent dès qu'ils se rendent un compte exact des meilleurs résultats que procurent nos méthodes.

Cette collaboration, née dans la confiance, peut, dans certains cas, achever de se développer dans une atmosphère de réelle sympathie et donner naissance aux plus complets dévouements. Sympathie et dévouements personnels, d'homme à homme, mais qui peuvent, dans la mesure où nous aurons su faire apprécier notre autorité, prendre une forme collective, nous voulons dire, être le fait d'une large partie de la population, à notre égard, dans une région donnée et à un moment donné. Nous avons déjà cité le dévouement et l'attachement que rencontrent chez leurs soldats indigènes les officiers de nos troupes d'Afrique, dévouement et attachement qui ne se traduisent pas seulement dans les circonstances tragiques des combats, mais aussi dans les mille détails de la banale vie quotidienne du bled. En voici deux exemples : Au cours de l'hiver 25-26, dans un poste du Rif, l'officier chef de poste se levait régulièrement toutes les nuits entre une heure du matin et trois heures, pour se rendre compte personnellement si ses sentinelles faisaient bonne garde (le poste était au contact de la dissidence et fréquemment alerté). L'officier se réveillait seul, et fai-

sait sa ronde accompagné d'un des gradés de quart. Cette ronde durait en moyenne une demi-heure à trois quarts d'heure. Pendant trois mois, cet officier trouva régulièrement, en rentrant dans sa tente et sans jamais l'avoir demandé, un bon bol de thé bouillant que son ordonnance, un Cheidmia, lui avait préparé, et lui avait discrètement apporté.

Un autre exemple : En Syrie, en 1926, le lieutenant C..., des tirailleurs marocains, tombe très gravement malade et doit être évacué. Ses tirailleurs, et en particulier son ordonnance, un Bernoussi, qu'on appelle 85 à cause de son matricule, demandent fréquemment aux gradés de la Compagnie des nouvelles de leur lieutenant, qui a dû être opéré. Ils savent qu'il est en traitement dans un hôpital de campagne à une quarantaine de kilomètres du point où ils se trouvent. Un beau jour, les tirailleurs apprennent que leur bataillon va se déplacer et passer justement à proximité de cet hôpital. Le tirailleur 85 achète aussitôt une douzaine des plus belles oranges qu'il peut trouver et portant son précieux paquet dans ses bras, il fit les quarante kilomètres sans toucher à une seule de ces oranges, qu'il s'empresse d'offrir à son lieutenant à son passage près de l'hôpital. On pourrait citer une foule d'exemples du même genre.

Mais on pourrait croire que ces exemples d'attachement ou de dévouement se limitent aux rapports des soldats indigènes avec leurs officiers ; dans les régions où l'officier, qu'il soit des A. I. ou de la troupe, a su faire apprécier son esprit de justice et sa bonté, c'est parmi la population civile qu'on peut trouver des exemples du même genre : au poste de l'Outka, en 1927, c'est un nommé Si Lahsen qui, apprenant que des soldats sont malades au poste, s'offre, malgré la neige et le froid (un mètre de neige et 17° au-dessous de

zéro) à apporter tous les jours au poste le lait frais qui réconfortera les malades. En avril 27, la garnison de ce poste est relevée par alerte pour rejoindre une colonne en formation dans la région d'Ouezzan ; il fait un temps affreux, vent, neige et pluie. Une vingtaine d'indigènes du douar le plus voisin accompagne cependant la garnison pendant une bonne dizaine de kilomètres, voulant témoigner par là leur regret de les voir partir et leur sympathie. C'est dans la même région, que la jeune femme d'un indigène connu n'hésita pas à adresser la parole à un officier qui traversait le village pour lui faire une communication de la part de son mari. On ne pouvait donner une marque de confiance plus éclatante.

Citons maintenant un exemple de dévouement impersonnel. En février 1927, venant du poste de Ratba et me dirigeant vers celui des Ouled Ghezzer, accompagné d'un capitaine et d'un seul tirailleur d'escorte, j'eus à passer l'Aoulay à gué. L'oued était en crue, et le tirailleur ne devait pas très bien connaître le passage. A peine étions-nous engagés dans la rivière avec nos montures que je vis tout à coup le capitaine avec de l'eau jusqu'aux épaules et sérieusement entraîné par le courant qui était assez fort. Moi-même, déjà parvenu presque au milieu de la rivière, je me trouvais en réelle difficulté et ne savais plus du tout de quel côté pousser mon cheval. Le tirailleur essayait vainement de se porter au secours du capitaine, tout en cherchant par ses appels à attirer l'attention de quelques bergers qui se trouvaient non loin de là. Ceux-ci accoururent aussitôt, ils étaient trois. Résolument, ils se jetèrent dans l'eau glacée et tirèrent le capitaine et sa monture de leur fâcheuse posture, puis, prenant mon cheval par la bride, ils me ramenèrent au gué et m'aidèrent à franchir la rivière. Ceci fait,

ils disparurent avant qu'on ait pu leur donner quoi que ce fût pour les remercier.

C'est dans la mesure où nos officiers, après avoir affirmé leurs solides qualités militaires, sauront comprendre toute la noblesse et l'étendue de leur rôle social, politique et économique, que cette adaptation progressera pour le plus grand succès de notre influence.

Imitation et collaboration, voici les deux aspects principaux de cette adaptation, mais celle-ci se manifeste encore en dépit des difficultés et des préjugés sous l'aspect de l'agrégation.

II. — L'AGRÉGATION.

Dans la plupart des cas, l'agrégation, « le mélange racial et social » des peuples, est « le couronnement de leur contact » et « l'effet dernier des colonisations ».

Mais ici, dans la phase de la conquête à laquelle nous limitons cette étude, l'agrégation ne peut être considérée que comme un des aspects inévitables de toute mise en contact, une des formes que prendront ces rapports d'adaptation. Imitation, collaboration, agrégation. Ces trois aspects sont et demeurent indépendants les uns des autres. Sans doute, l'imitation est la première manifestation de cette adaptation, mais il ne faudrait pas se figurer que l'agrégation soit une suite naturelle aux rapports qui naissent de la collaboration. Elle se développe parallèlement à celle-ci, avec une ampleur nettement plus réduite, pour des motifs qui lui sont particuliers, et obéit à ses règles propres.

Il n'est pas surprenant que des rapports s'établissent assez rapidement entre les soldats conquérants et les femmes indigènes. Ils ne seront pas dus seulement à la

prostitution. Mais on verra aussi se créer des unions passagères ou durables, légitimes ou non.

Les conquérants, en général jeunes, libres, éloignés des leurs, contraints, par leur isolement, à une chasteté qu'ils supportent de plus ou moins bon gré, sont naturellement curieux des femmes du pays conquis, et ceci n'est pas vrai qu'au Maroc.

D'un autre côté, les luttes soutenues par les indigènes entre eux ou contre nous n'ont pas manqué de creuser des vides sérieux dans la population masculine de ces régions. Il nous est arrivé de rencontrer de véritables groupes de femmes sans mari, trainant avec elles le lamentable troupeau de leurs enfants hâves et déguenillés, de filles sans père, fruits mûrs pour la prostitution. L'argent apporté par le vainqueur, joint au prestige dont il jouit, les poussent à errer en quête d'époux autour de nos camps. Ne savent-elles pas aussi qu'elles connaîtront avec les « neçranî » ce « que ne connaissent jamais les femmes musulmanes : la considération, la douceur, la politesse. »

Mais si nous mettons à part la prostitution, il faut reconnaître cependant que l'agrégation demeure faible. Les cas de concubinage de français et de femmes indigènes ne sont pas extrêmement fréquents, et les cas de mariage sont encore plus rares. Cela tient à ce que ces rapports sont mal vus, et par l'élément européen, et par l'élément indigène. La barrière que nos préjugés dresse devant ces unions est au moins aussi importante que la répugnance des indigènes à les admettre. C'est ici encore que l'Islam vient se placer en travers de notre route, et il est curieux de constater que les unions sont plus fréquentes dans la mesure où les croyances sont moins orthodoxes. C'est ce qui explique que les phénomènes d'agrégation soient plus nombreux

chez les Berbères que chez les Arabes. D'une façon générale, l'indigène éprouve une certaine répugnance à donner sa fille à un chrétien, même lorsqu'il sait pouvoir en espérer une honnête dot. De notre côté, les résistances ne sont pas non plus négligeables. L'opinion est hostile à l'union de Français avec des femmes indigènes. Il est vrai que pour les raisons indiquées ci-dessus, la qualité fait souvent défaut ; mais, alors même qu'elle ne manquerait pas, la femme indigène, repoussée de son milieu parce qu'épouse d'un infidèle, ne serait pas non plus admise dans la société européenne. Dans la première phase de la conquête, quand les femmes indigènes demeurent les seules représentantes du « beau sexe » dans la région nouvellement conquise, des unions plus ou moins durables peuvent encore s'établir ; mais, à partir du moment où les progrès de la pacification, facilitant la circulation avec l'intérieur, permettent aux femmes européennes de se rapprocher, ces unions deviennent de moins en moins nombreuses. En outre, la proximité de la France et la possibilité, dans un délai qui n'est jamais très éloigné d'y retourner et de pouvoir y épouser des filles de leur pays, font que les Français répugnent un peu à l'idée de s'encombrer d'une femme indigène qu'ils savent bien devoir abandonner un jour.

L'agrégation n'aura donc pas ici l'importance qu'elle a pu rencontrer ailleurs, et c'est dommage, parce que c'est un phénomène susceptible d'une très grande portée. La fusion des peuples ne peut vraiment s'opérer que par le mélange des sangs.

Quelles sont les formes de cette agrégation ?

On pourrait être tenté de ne pas parler de la prostitution. Au Maroc cependant, et plus particulièrement dans les zones de l'avant, elle revêt un caractère assez particulier, qui fait

qu'elle peut, dans une certaine mesure, ne pas être complètement négligeable. Des femmes indigènes suivent, en petit nombre, nos soldats jusque dans les postes les plus éloignés ; ce sont quelquefois des filles recrutées dans les villes de l'arrière, Fès, Marrakech, mais aussi parfois des filles de tribus qu'un destin malheureux a poussé jusque-là. Très souvent moins vulgaires que les filles perdues de nos villes, conservant dans leur déchéance un certain respect d'elles-mêmes, susceptibles de témoigner de quelques sentiments désintéressés, vivant de la vie pénible des soldats, partageant souvent leurs risques, elles méritent mieux que beaucoup d'autres le surnom de « petites alliées ». Le Français ne se croira pas diminué parce qu'il aura accepté d'aller prendre le thé traditionnel sous leur frêle abri de toile. C'est avec elles que s'établissent les premiers contacts, c'est par elles, tout imparfait que cela puisse paraître, que le conquérant apprend à connaître l'inconnue que représente pour lui la femme indigène. Ces relations, toutes méprisables qu'elles soient aux yeux de celui qui juge de Paris, sont susceptibles cependant de provoquer de très beaux dévouements. Il existe à Meknès une courtisane célèbre qui, à Fès en 1912, sauva la vie à plusieurs officiers français au propre mépris de la sienne. C'est par ces petites prostituées que s'ébauchera la « bédouinisation » du conquérant.

Mais ce sont des unions plus durables qui, seules, font véritablement aggrégation, et sont susceptibles de produire des effets tendant à la fusion des races en même temps qu'elles provoqueront l'apparition de problèmes non négligeables.

Ces unions sont irrégulières (et nous avons un concubinage plus ou moins prolongé), ou encore légitimes. Mais dans ce dernier cas, il convient de distinguer l'union réa-

lisée suivant la loi indigène et l'union réalisée suivant la loi française. Les cas de concubinage sont assez fréquents, surtout parmi les cadres ayant séjourné un certain nombre d'années au Maroc, plus fréquents encore en pays berbère qu'en pays arabe. En général, la qualité fait totalement défaut, et dans la plupart des cas, ces unions provisoires ne s'adressent qu'à des femmes de mœurs faciles. Les mariages légaux sont beaucoup plus rares, en général contractés sous la loi indigène, à cause de la liberté plus grande qu'elle laisse à l'époux et des facilités de répudiation qu'elle comporte, ce qui tend à diminuer singulièrement la différence qui sépare ces unions des précédentes. Dans ce dernier cas cependant, les femmes achetées à leur père, épousées vierges et mariées devant le cadi sont d'un niveau plus élevé et pourraient être très susceptibles de former ces foyers mixtes qui marquent l'interpénétration des peuples. Les mariages contractés suivant la loi française sont extrêmement rares : il s'en produit parfois, mais c'est véritablement l'exception.

Enfin, quelle que soit la nature de cette union, le métissage qui se produit est toujours, comme le fait remarquer M. René Maunier, un métissage en double sens. Ces unions qui s'établissent entre des hommes et des femmes de races différentes, s'établissent entre des classes différentes. Ce ne sont guère que des filles des éléments les plus pauvres de la population indigène qui épousent ou consentent à vivre avec nos soldats ou leurs cadres.

C'est parmi les cadres des goumiers, et plus généralement parmi les cadres du service des Affaires Indigènes que se rencontrent les unions les plus durables et parfois les mariages. La vie errante de la troupe et leur ignorance fréquente de la langue indigène ne lui permettent guère que des unions fort passagères.

Quels sont maintenant les effets et les conséquences de cette agrégation ?

Il convient d'en étudier les conséquences successivement à l'égard du conjoint français, de la femme indigène, des enfants qui naîtront de ces unions et enfin de la population indigène elle-même.

A) Conséquences à l'égard du conjoint français.

Il faut distinguer suivant qu'il y a ou qu'il n'y a pas d'enfants.

S'il n'y a pas d'enfants, le Français, quel que soit le genre d'union dont il s'agisse, se borne à faire à son épouse indigène quelques emprunts d'ordre linguistique ou d'ordre domestique. L'influence de la femme indigène demeure donc toute superficielle;

Si, au contraire, il y a des enfants et que le père s'y soit attaché, il peut se produire deux conséquences absolument opposées.

Ou bien le père cherche à faire de ses enfants de véritables Français (cas des unions contractées suivant la loi française et parfois lorsqu'il y a eu reconnaissance de paternité), à leur inculquer ses mœurs, sa foi, sa langue et alors, il résiste à toute influence indigène susceptible de venir de la mère. C'est le cas le plus rare. Ou bien, et c'est le cas le plus général, l'influence de la mère l'emporte dans l'éducation des enfants qui vivent d'ailleurs dans le milieu indigène. Le père se trouvant, dans la plupart des cas, dans l'impossibilité d'adapter sa compagne à ses mœurs et n'osant pas la séparer de ses enfants, s'impose de ne pas abandonner son foyer marocain. Il ne fait plus que de courtes apparitions en France. Au bout d'un certain temps, il subit une certaine déformation vers « l'indigène » ; il vivra de plus en plus à l'indigène, se nourrira à l'indigène,

parlera dans son foyer uniquement la langue du pays. Parfois même, il se convertira à l'islamisme.

B) Conséquences à l'égard de la femme indigène.

Si le mariage a été réalisé suivant la loi française, l'époux cherche à faire de son foyer un foyer français. Dans la mesure où son éducation et son intelligence le lui permettent, la femme s'adapte plus ou moins complètement aux mœurs du chef de famille ; elle apprend le français, quitte ses vêtements indigènes et parfois même se convertit ou du moins abandonne l'Islam. Mais tout ceci est extrêmement rare.

La plupart du temps, la femme d'un niveau inférieur est incapable de fournir l'effort nécessaire pour s'adapter. Restant dans son milieu, au contact de ses coreligionnaires, elle reste soumise à ses mœurs naturelles et n'emprunte rien à l'homme, pas même sa langue.

C'est ce qui se produit régulièrement dans les cas de mariages contractés suivant la coutume indigène et dans les cas de concubinage.

En outre, ces sortes d'union sont essentiellement temporaires. Les femmes, tôt ou tard répudiées ou abandonnées, deviennent presque infailliblement des prostituées. Il leur est à peu près interdit de retourner dans leur tribu d'origine, où personne ne voudrait les recevoir. Elles s'en vont vers les villes grossir le nombre des tristes professionnelles ou dans les cas les plus favorables, cherchent à se placer comme servantes dans les maisons françaises. Cependant, dans certaines tribus berbères où l'homme est moins soucieux que l'arabe de la virginité de la future épouse, la femme abandonnée ou même la fille-mère rentrant en tribu avec sa progéniture, peut retrouver facilement un époux indigène, qui accepte femme et enfants naturels.

Tout s'arrange, si le trousseau de la femme a été soigneusement garni par le premier conjoint.

Les conséquences de ces sortes d'union ne sont donc pas, dans l'ensemble, favorables à la femme indigène. Sort injuste qui lui est réservé, car elle a pu être pour son époux une compagne extrêmement dévouée, sinon toujours très fidèle. Dans certaines circonstances, elle a même été une précieuse collaboratrice par les renseignements qu'elle a su glaner parmi les indigènes et qu'elle rapporte au roumi auquel elle s'est attachée. Si elle ne souffre pas outre mesure de son incapacité d'adaptation, elle souffre comme mère et comme croyante, s'il lui faut voir ses enfants élevés dans une foi qui n'est pas la sienne et finalement arrachés à son affection. Enfin, l'abandon à peu près inévitable lui coûte certainement beaucoup plus qu'au Français.

Un capitaine de tirailleurs dans un poste de l'avant s'était mis en concubinage avec une femme d'un douar voisin. Apprenant un jour que sa compagnie devait être relevée pour partir en colonne, il n'en dit rien à sa compagne, voulant éviter toute scène et toute explication. Il faisait à peine jour lorsque la compagnie se mit en route. Mais on pouvait cependant distinguer deux femmes immobiles sur une légère éminence à deux ou trois cents mètres de la piste. Le capitaine crut reconnaître sa maîtresse, et profondément troublé, il resta en tête de sa compagnie sans retourner la tête. Les deux femmes ne firent pas le moindre geste d'adieu, mais elles restèrent là immobiles, poignantes dans leur reproche muet, jusqu'à ce que la compagnie eut disparu à l'horizon.

C) A l'égard des enfants.

Quel est le sort réservé aux enfants de ces unions ? Lorsque le mariage est contracté suivant la loi française, ces enfants

naissent français et ont, par conséquent, les mêmes droits que les enfants français légitimes. Dans les rares exemples que l'on peut rencontrer, l'enfant suivait la religion du père et recevait une éducation européenne ; en fait et en droit, c'est un véritable citoyen français. Mais, dans ces conditions, l'enfant est privé de sa mère dans la mesure où celle-ci ne s'est pas adaptée.

Dans les cas de mariage indigène ou de concubinage, les enfants suivent en général la mère au moment où le père l'abandonne. A la dissolution des mariages indigènes, le père a le droit de répudier femme et enfant, moyennant une certaine somme d'argent, ou de conserver l'enfant en le reconnaissant. Les cas de reconnaissance de paternité sont rares ; il en existe cependant. A notre connaissance, ils n'ont jamais concerné que des enfants du sexe masculin. Dans ces derniers cas, l'enfant était tout à fait soustrait à l'influence de la mère et suivait entièrement l'éducation et la religion du père. Mais, dans la plupart des cas, la mère n'accepte pas d'être séparée de son enfant. Celui-ci est élevé dans les coutumes indigènes ; si c'est un garçon, la mère n'aura pas manqué de le faire circoncire. Sans doute, il connaîtra parfois quelques mots de français, mais, au fond, ce sera un véritable indigène.

En somme, il n'y aura pas de milieu pour l'enfant qui ou plutôt sera admis au sein d'une autre tribu et oubliera tout, soit la mère (ce qui est le cas le plus fréquent), soit le père (ce qui est très rare). C'est pourquoi il ne se pose pas, à proprement parler et pour le moment du moins, de problème de métis. L'enfant qui a suivi son père, Celui qui a suivi sa mère finira par retourner avec celle-ci qu'il soit reconnu ou légitime, est un véritable Français. dans sa tribu d'origine (ce qui, d'ailleurs, est assez rare)

complètement ou presque qu'il porte du sang français dans ses veines.

D) Conséquences à l'égard de la population indigène.

Au point de vue des rapports que nous entretenons avec la population indigène, ces unions n'entraînent que des conséquences défavorables. Il y a souvent des heurts ; d'une manière générale, l'indigène n'aime pas qu'on lui prenne sa fille... ou même sa femme. Ce sera la source de rancunes sourdes ou de vengeance éclatantes.

Pour conclure, cette agrégation, dans la mesure où elle se réalise, au Maroc, et dans la première phase de la conquête, ne permet nullement de combler, pour le moment du moins, le fossé qui sépare les deux peuples. Ses conséquences sont, en général, plutôt fâcheuses ; elles le sont toujours pour les enfants qui sont, tôt ou tard, privés de leur père ou de leur mère ou des deux, presque toujours pour les femmes, qui se retrouvent, au moment de l'abandon, humiliées et diminuées à l'égard des leurs et dans une situation des plus fausses ; elles ne sont pas davantage favorables aux conquérants, qu'elles condamnent, soit à une lâcheté, soit à un exil volontaire en terre d'Islam.

S'il faut en croire l'auteur ancien qui disait que le contact durable et permanent des peuples ne se fait que par les femmes, il faut donc reconnaître que dans l' « Empire Fortuné », ce problème si important et si actuel reste à résoudre.

Il nous faudrait pour cela des colonies de soldats-laboureurs, comme en avait créées Bugeaud et qui, se fixant au sol, et se mariant avec des indigènes, feraient ainsi souche d'une race nouvelle qui réaliserait alors la fusion souhaitée.

Dans l'ensemble, cette adaptation, quelle que soit la forme sous laquelle elle se présente à nous, demeure donc extrê-

mement limitée et superficielle. Cependant, si l'on considère l'importance de l'opposition qu'elle rencontre, les résultats obtenus, si faibles soient-ils, nous incitent à la persévérance. Sans doute, il y a un proverbe arabe qui dit que « la queue du lévrier ne se redressera pas, quand bien même on la mettrait pendant vingt ans dans un étui » ; mais, dans la mesure du moins où nous saurons nous opposer à leur arabisation, il nous restera les Berbères qui forment le fond de la population et qui sembleraient pouvoir s'adapter plus facilement. On dira peut-être que les Carthaginois et les Romains avaient tenté le même effort et qu'il ne reste rien de l'influence qu'ils avaient pu avoir, mais il ne faut pas oublier que tant qu'ils purent garder le contact avec ces populations, la civilisation phénicienne et plus tard la civilisation romaine furent florissantes dans ce qu'est le « Maghreb » d'aujourd'hui. Tout nous ramène donc à ce problème que tous les colonialistes nous signalent comme le plus important, le problème du maintien du contact, de la conquête des cœurs après la conquête du sol, et rappelons-nous que « la patience est le maître-mot de l'œuvre colonisatrice. »

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin de l'Afrique française. — Année 1926. *Deux de nos partisans.* Supp. p. 280. Année 1930, *Les troupiers en Afrique*, p. 34.

Augustin BERNARD. — *Les confins algéro-marocains*, op. cit.

— — — *Le Maroc*, op. cit.

DU BARAIL. — *Mes Souvenirs*, op. cit.

Général DAUMAS. — *La vie arabe*, op. cit.

Capitaine GUENNOUN. — *La Montagne berbère*, op. cit.

J. LADREIT DE LACHARRIÈRE. — *Au Maroc de 1929.* Bull. de l'Af. franç. 1929, pp. 374 et seq.

— — — *Les éléments marocains du problème indigène.* Bull. de l'Af. franç., 1930, pp. 17 et seq.

Maréchal LYAUTEY. — *Paroles d'action*, op. cit.

Commandant MAESTRACCI. — *Le Maroc contemporain*, op. cit.

René MAUNIER. — *Sociologie coloniale*, op. cit.

MONTAGNE. — *Les Berbères et le Makhzen*, op. cit.

Paul ODINOT. — *La première communion d'Abd-el-Kader*, op. cit.

— — — *Géranium.* Figuière, Paris, 1933, in-8°.

PELLISSIER DE REYNAUD. — *Annales algériennes*, op. cit.

Capitaine TARRIT. — *Etude sur l'emploi des partisans au Maroc.* Direction des A. I. Rabat, 1923.

CONCLUSION

Cette étude ne s'est pas proposé de traiter dans toute son ampleur le problème du contact des peuples. Volontairement, nous nous sommes limité à la réalisation et aux premières manifestations de ce contact dans notre protectorat marocain. Plus encore, nous n'avons envisagé ce problème qu'au cours de la période de temps relativement courte où le soldat conquérant se trouve seul, en face de l'indigène conquis.

Qu'en ressort-il ?

— Sinon la réalité et l'importance du rôle colonisateur et pacificateur de cette « armée d'Afrique » que d'aucuns ont voulu nier.

C'est à cette armée, et plus particulièrement à l'intelligente activité de ses cadres, que nous devons de réaliser ce contact que nous avons vu parfois si difficile à prendre, de le maintenir enfin tout le temps nécessaire à la pacification des esprits et à l'accoutumance à notre présence. Pacification et accoutumance qui rendent possibles et ébauchent l'adaptation sans laquelle notre colonisation serait vouée à un échec.

Nous avons pu peser les redoutables difficultés de cette entreprise de pacification, ses lenteurs et aussi parfois ses incertitudes. Sans doute, il est toujours possible d'apporter des améliorations aux procédés employés. La critique demeure aisée. Il n'en est pas moins vrai que tant que les

indigènes demeurent sous la maîtrise de celui qui les a conquis, qui, non content d'avoir su conquérir les terres, cherche aussi à gagner les cœurs, ce contact, dont nous avons étudié la naissance et le développement, ne fait que s'affermir et se développer chaque jour davantage.

Dans l'*Illustration* du 23 septembre 1933, Georges-R. Manue écrit : « En 1933, nous voyons un Maroc sûr dans les régions militaires, partout où règne le service des A. I., et des tribus en arrière de la main dans le vaste pays qui va de l'Atlas à la mer ».

Cela ne tient pas seulement au prestige dont bénéficie le vainqueur et à la force qu'il représente. Cela tient beaucoup aussi à cette « gentillesse » du soldat français qui, depuis toujours, a su, partout où il passait, lui attirer les sympathies, à sa simplicité, sa gaieté et sa loyauté.

Cela est encore dû à ce que nos officiers, étant habitués à vivre dehors et au contact des hommes, il n'est pas à craindre qu'ils se confinent derrière quelque bureau ou se rendent esclaves de formules administratives.

Au moment où la conquête s'achève, et où l'œuvre de pacification devient plus actuelle que jamais, rappelons-nous qu'il nous faudra beaucoup de temps pour réaliser l'accoutumance indispensable. Ne la compromettons pas en privant trop tôt l'indigène du maître qu'il a accepté, quelles que soient les qualités et le savoir-faire que nous nous plaçons à trouver chez nos administrateurs civils.

Notre armée ne cherche pas que les combats et la conquête du sol, « son action civilisatrice, elle la porte avec elle, elle sait mieux que personne que ce ne sont pas tous les jours les coups de fusil qui lui ouvrent un passage au milieu des peuples. Son esprit d'ordre, de subordination constante attire à elle les vaincus, bien loin de les écarter.

« C'est le premier pas fait pour la civilisation, et ce pas est immense. » (Gai de Bourjolly).

Le contact pris, il faut savoir le maintenir. Nous avons vu les multiples raisons qui rendent ce maintien si difficile, aussi, gardons-nous de négliger l'importance de ce problème de la solution duquel dépend le sort de toute notre Afrique du Nord. Ne nous exposons pas à nous trouver devant ce cruel dilemme d'avoir à le reprendre avec toutes les difficultés qu'une telle recherche entraîne ou d'avoir à abdiquer.

N'oublions pas, comme l'écrit M. Albert Sarraut, « qu'en tout domaine, où son effort fut guidé par une intention bienfaisante, le colonisateur a organisé contre lui la menace et le risque dangereux. »

Au Maroc, c'est à ce nationalisme naissant que notre arrivée a provoqué, que Foucauld avait prévu, qu'il convient d'apporter toute notre attention, à ce nationalisme qui se développera, lourd de menaces à notre égard si nous n'y prenons pas garde.

Maintenons donc un contact étroit et constant avec l'indigène ; aimons-le.

Mais « il faut apprendre à connaître pour apprendre à aimer » disait Foucauld.

Or, si nous nous permettons de porter un rapide jugement sur les connaissances qu'apportent pour cette tâche ces officiers dont nous avons admiré l'action, il faut bien reconnaître qu'à part les officiers du service des Affaires Indigènes qui ont reçu une formation spéciale dans les écoles d'Alger ou de Rabat, les autres ignorent tout ou à peu près tout du rôle si important qu'ils peuvent être appelés à jouer. Chailley-Bert parlant de l'Indo-Chine, s'affligeait que nous soyons toujours à l'école du « Débrouillez-

vous ». Il pourrait, ici encore, nous faire le même reproche.

Dans son ouvrage : « L'officier colonial », le Lieutenant-Colonel Ferrandi signale avec raison que les jeunes officiers des troupes coloniales, susceptibles pourtant d'avoir à résoudre du jour au lendemain des problèmes de construction, de politique indigène ou d'économie coloniale, ne reçoivent ni à Saint-Cyr, ni à Saint-Maixent, ni à Fontainebleau, ni à Versailles, l'instruction indispensable pour traiter ces questions de première importance. Il en est de même pour nos officiers des troupes métropolitaines, qui peuvent être appelés un jour ou l'autre à servir en Syrie ou en Afrique du Nord.

Le nombre des élèves de nos écoles militaires qui suivent les cours d'arabe est relativement faible, et la grande majorité de nos officiers apprennent les premiers mots de cette langue en débarquant à Alger ou à Casablanca. Combien de jeunes officiers se sont trouvés ainsi brutalement transplantés des rives du Rhin aux sommets du Rif et isolés au milieu de soldats et d'une population dont ils ne comprenaient pas le langage et dont ils ignoraient encore plus les mœurs et les habitudes.

Qu'il y ait, par la suite, des maladresses, des malentendus, des erreurs graves, le contraire seul pourrait surprendre, l'empirisme seul étant roi.

Il apparaît donc comme nécessaire et urgent de donner à nos officiers un véritable enseignement colonial. Si les programmes de nos écoles militaires déjà surchargés du fait de la complexité croissante de la technique militaire ne laissent plus de place à cet enseignement, il semble impérieux de créer un ou des centres de perfectionnement où les officiers susceptibles d'une désignation pour l'Afrique du Nord ou nos autres colonies feraient obligatoirement un

séjour de quelques mois, afin d'y acquérir les notions qui leur sont indispensables pour le rôle nouveau qu'ils sont appelés à jouer dans la France d'outre-mer.

Un centre unique, fonctionnant à Paris, semblerait offrir le maximum de commodités, grâce à la multiplicité des moyens d'étude et d'informations qu'on pourrait y rassembler.

Ce centre se diviserait en quatre sections, entre lesquelles se répartiraient nos diverses colonies et nos pays de protectorat. On aurait ainsi :

- une section musulmane (Afrique du Nord et Syrie) ;
- une section africaine (Afrique occidentale, centrale et équatoriale) ;
- une section malgache ;
- une section indo-chinoise.

L'enseignement donné pourrait comprendre :

1° Un cours commun aux quatre sections et portant, d'une façon générale, sur la colonisation, son histoire, ses méthodes, les grands problèmes qu'elle soulève ;

sur la sociologie coloniale ;

sur la médecine et l'hygiène coloniales.

2° Un cours particulier à chaque section.

A titre d'exemple, le programme de la section musulmane comprendrait :

l'étude de la géographie physique, politique, humaine et économique de nos pays musulmans (Afrique du Nord, Syrie, Sahara) ;

des notions sur l'évolution historique de ces régions ;

des notions sur le Coran et la religion musulmane, le droit musulman ;

l'étude des mœurs et des principales coutumes des indigènes ;

l'étude des caractéristiques des opérations militaires et les conditions d'emploi des différentes armes dans ces régions ;
enfin, des notions d'arabe parlé.

Cet enseignement pourrait être donné par des professeurs et par des officiers spécialisés dans l'étude de ces questions.

Nous sommes persuadés que nos officiers suivraient ces cours avec beaucoup d'intérêt et y trouveraient de nombreux avantages :

un enrichissement notable de leur bagage intellectuel ;

une liaison plus étroite des armes, puisque, dans ces cours, toutes les armes seraient représentées et confondues ;

enfin, la connaissance du milieu dans lequel ils sont appelés à vivre leur vaudrait d'en être toujours plus curieux et, pour rappeler le mot du Père de Foucauld, leur apprendrait aussi à aimer.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	9
PREMIERE PARTIE. — <i>Les données du contact.</i>	
CHAPITRE I. — <i>Les conditions politiques</i>	21
Les caractéristiques du Protectorat marocain : régime imposé, accepté, adapté	21
Les principes dictés par ce triple caractère :	
<i>a)</i> Le respect de l'autorité du Sultan et du Gouvernement Chérifien	23
<i>b)</i> Le respect de la Religion musulmane	23
<i>c)</i> Le maintien des organismes administratifs sous notre contrôle	24
<i>d)</i> L'aide et la collaboration	24
Avantages et inconvénients du régime	25
Conclusion	26
Bibliographie	27
CHAPITRE II. — <i>Les conditions sociales</i>	28
I. — Origine. — Ethnographie. — Peuplement. — Habi- tat	29
Les Berbères. — Les Arabes	30
Les langues parlées	32
Les sédentaires. — Les nomades	33
II. — L'individu et la Religion	34
La mentalité marocaine. — Le particularisme	35
Le culte des Saints, marabouts, zaouïas et confré- ries	37
III. — Les groupements sociaux	41
La famille. — Son régime autocratique	41
La situation de la femme	41
Histoire de Lalla Chakria	42
La fraction. — Son individualité. — son importance.	44
La tribu. — Caractères	45
La confédération	46
Les çoff et les leff	46
Les grands caïdats Berbères	48
Bibliographie	49

	Pages.
CHAPITRE III. — <i>Les conditions militaires</i>	50
Les agents du contact	50
I. — Le Service des Affaires Indigènes	51
Sa nécessité. — Son historique. — L'étendue de son action. — Son recrutement. — Rôle des Officiers des A. I.	51
II. — Les troupes d'occupation	
Ce sont aussi des agents du contact. — Leur nécessité	61
Le problème de leur importance numérique	62
Ses différents éléments : L'encadrement	63
La troupe blanche. — La Légion étrangère	63
La troupe arabe, noire	64
Son emploi et sa répartition. — Les principes directeurs : La Force, la Mobilité	65
Les postes de l'Avant	66
Les groupes mobiles (composition, qualités, emploi).	69
Les travaux	74
Avantages et inconvénients de cette dualité d'agents du contact	75
Bibliographie	78
 DEUXIEME PARTIE. — <i>Les moments du contact.</i> 	
Les moments du contact et les diverses phases de la conquête	81
CHAPITRE I. — <i>La préparation</i>	85
a) La recherche de la documentation	86
Processus suivi, points sur lesquels elle porte, procédés employés	86
b) L'action politique. — Son but, ses caractères, ses formes	91
La politique des Chefs	94
La pression économique. — La forme d'autorité, exemple du Sagho	95
La forme d'attraction, exemple du Ouarzazat	96
La nécessité et les procédés utilisés pour réaliser le premier contact, exemples	97
c) La préparation de l'action militaire	102
Exemple pris dans la région d'Ouezzan	103
Bibliographie	105
CHAPITRE II. — <i>L'occupation</i>	107
Sa nécessité	107
I. — Les formes diverses de l'occupation	110
a) L'occupation sans combat. — L'exemple du Ouarzazat.	111
b) Le « Baroud d'honneur ». — Exemples	113
c) L'occupation guerrière suivie de soumission. — Exemples des conditions d'une soumission	115
d) L'occupation non suivie de soumission	119

	Pages.
II. — L'installation dans le pays occupé	120
L'organisation de la sécurité	121
L'installation du Bureau des A. I.	123
Liaisons et communications	124
Convois et ravitaillement	125
III. — L'évolution du contact	127
Les caractères de ces premiers contacts	128
A. — L'évolution du contact avec les Officiers des A. I.	129
B. — Le rôle de l'assistance médicale	133
C. — L'évolution du contact avec la troupe	135
L'opposition des A. I. — Ses raisons	135
Modalités de cette prise de contact	137
Bibliographie	145
CHAPITRE III. — <i>L'organisation</i>	146
Les principes	146
L'aspect politique. — La réorganisation du commandement	148
L'aspect administratif	151
A. — Ordre et sécurité	152
B. — Justice	154
C. — Impôts	158
L'aspect économique	160
Bibliographie	167
TROISIEME PARTIE. — <i>Les effets du contact.</i>	
CHAPITRE I. — <i>L'opposition</i>	174
Ses causes	175
I. — Les causes d'ordre culturel	175
II. — Les causes d'ordre juridique	184
III. — Les causes d'ordre accidentel	190
Ses formes	196
I. — La forme brutale et rapide	197
L'exemple de Moha ou Hammou	197
L'insurrection de la région nord-est d'Ouezzan en 1927	199
II. — La forme sournoise et insidieuse. — Son but. — Ses raisons. — L'attente du « Maître de l'heure ». — Ses manifestations	201
Conclusion	205
Bibliographie	208
CHAPITRE II. — <i>L'adaptation</i>	209
Les motifs de cette adaptation	210
Ses aspects. — Ses caractères	211
I. — L'imitation	212
Son caractère de réciprocité	213

	Pages.
A. — L'imitation de « haut en bas »	213
Ses caractères	213
Ses limitations	215
Ses effets dans l'ordre technique et économique ..	216
— dans l'ordre linguistique	221
— dans l'ordre juridique et politique	222
— dans l'ordre moral et sentimental	224
B. — L'imitation de « bas en haut ». — Ses raisons. — Ses effets. — Ses conséquences	226
II. — La collaboration. — Ses aspects	233
A. — La collaboration nécessaire. — Ses raisons. — Son domaine	233
L'utilisation des partisans	235
La collaboration dans le domaine politique et administratif	238
La collaboration dans le domaine économique	239
B. — La collaboration volontaire. — Ses caractères. — Ses diverses manifestations	240
L'apparition de la sympathie	247
III. — L'Agrégation. — Ses raisons. — Ses caractères	250
Ses formes	252
Ses effets	255
Conclusion du Chapitre II	259
Bibliographie	261

CONCLUSION

La réalité et la grandeur du rôle colonisateur de l'Armée.	
L'importance et l'actualité du problème de contact	262
La nécessité d'une préparation professionnelle des cadres.	264

Vu :

Le Président de la thèse,
René MAÛNIER.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

